

**Vive tension
en
Cisjordanie**

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Aden, 1,80 DM ; Arabie, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 360 P. ; Pays-Bas, 0,350 fl. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 228 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Nicaragua et l'ONU

Le Nicaragua, qui fait face à une agression nettement plus grande des commandos antisandinistes basés au Honduras ou même déjà retranchés sur son propre territoire, a obtenu un demi-succès diplomatique à l'issue d'une semaine de débats houleux devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Les États-Unis, dont l'assistance aux adversaires, civils et militaires, du gouvernement de Managua est à peine clandestine, sont une nouvelle fois apparus isolés pendant ces débats, tout particulièrement face à leurs partenaires d'Amérique latine. L'aggravation des relations entre Washington et ses voisins du Sud, déjà manifeste pendant la longue crise provoquée, il y a un an, par la guerre des Malouines, ne s'est pas atténuée, bien au contraire. La plupart des nations importantes d'Amérique du Sud accueillent avec une réserve polie les accusations virulentes et les contre-accusations échangées par M. Jean Kirkpatrick, ambassadeur des États-Unis aux Nations unies. Ces nations n'approuvent pas nécessairement les positions politiques du gouvernement sandiniste, et bien souvent elles les réprouvent, mais elles n'en condamnent pas moins fermement le soutien de Washington à des groupes armés qui ne cachent pas leur intention de renverser le régime de Managua.

C'est la presse nord-américaine elle-même qui dénonce ce soutien et les violations de la Loi des États-Unis par l'administration Reagan. M. Barnes, représentant démocrate du Maryland, a rappelé à M. Kirkpatrick, au cours d'un débat télévisé, que le Congrès de Washington avait adopté l'année dernière une loi prohibant l'envoi d'armes ou de fonds aux anciens partisans du dictateur Somoza, et il a estimé que la plupart des pays de la région souhaitent régler leurs problèmes sans l'intervention américaine.

M. Kirkpatrick est resté fidèle à sa ligne. Elle dénonce les interventions cubaines et soviétiques en Amérique centrale, et les accusations d'agression extérieure de Managua ne sont, selon elle, qu'une façon de masquer des problèmes intérieurs. Elle a démenti toute aide américaine aux antisandinistes et tout projet américain de déstabilisation du Nicaragua.

Les débats du Conseil de sécurité se sont terminés sans vote de résolution, le Nicaragua n'ayant pas déposé de projet. Mais le représentant de la Grande-Bretagne, qui présidait cette réunion, a créé une certaine surprise en suggérant que M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, puisse être chargé d'une mission de bons offices permettant de mettre sur pied une négociation ou une conférence. Il semble que M. Perez de Cuellar, attendu jeudi à Paris, ne serait pas hostile à une telle mission.

De son côté, le Pérou a proposé un plan de règlement en sept points du conflit entre le Nicaragua et le Honduras. Le plan péruvien insiste sur la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et suggère indirectement d'écarter Washington et La Havane des éventuelles négociations. Le Conseil de sécurité serait chargé de prendre des mesures destinées à surveiller l'application de ce cessez-le-feu et de favoriser l'ouverture d'un dialogue entre les parties intéressées.

Les évêques du Zimbabwe dénoncent les massacres commis par l'armée

Tandis qu'aucun élément de détente n'apparaît dans la crise qui oppose M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, et Joshua Nkomo, chef de l'opposition, provisoirement réfugié à Londres, la politique du gouvernement de Harare suscite des protestations croissantes.

Quelques jours après que neuf organisations de secours internationales aient fait parvenir à M. Mugabe un rapport sur les atrocités commises par l'armée au Matabeleland, c'est la hiérarchie catholique qui, à son tour, prend publiquement position, pour condamner les massacres « de centaines et de centaines d'innocents ».

Harare (A.F.P.). — Les sept évêques catholiques du Zimbabwe — quatre Noirs et trois Blancs — ont demandé mardi 29 mars au gouvernement de mettre fin au « règne de terreur » imposé par une partie de l'armée aux populations civiles du Matabeleland. La lettre pastorale, publiée à l'occasion de Pâques, fait état de « la mort de centaines et de centaines d'innocents » et de famines, provoquées par l'arrêt volontaire des ravitaillements. Le texte des évêques est la condamnation publique la plus sévère de la campagne déclenchée depuis janvier dans le Matabeleland contre les « dissidents » du parti de M. Joshua Nkomo, la ZAPU, qui se sont rendus responsables depuis un an de plus de cent meurtres et de nombreux enlèvements. Accusée par le gouvernement de soutenir les dissidents, la ZAPU a toujours démenti.

Dans leur lettre, les évêques déclarent « soutenir entièrement » les efforts du gouvernement pour lutter contre les « dissidents », mais ils condamnent « la mutilation et la mort de centaines et de centaines d'innocents qui ne sont ni des dissidents ni des collaborateurs de ces derniers ».

Affirmant avoir la certitude de ces massacres, les évêques se disent « convaincus que nombre d'atrocités et de brutalités arbitraires continuent à être perpétrées ». Cependant, la commission « justice et paix », composée de catholiques, mais indépendante de l'Eglise, a affirmé mardi avoir reçu des assurances de M. Mugabe qu'une enquête était en cours sur ces brutalités commises par l'armée. La commission s'est dite « encouragée » par cette affirmation du chef du gouvernement, faite la veille à Harare à une délégation comprenant deux des signataires de la lettre pastorale.

D'autre part, le journaliste britannique, David Blundy, correspondant du Sunday Times, a annoncé mardi que le gouvernement du Zimbabwe lui avait rendu son passeport et son matériel, confisqués samedi dernier lors d'une perquisition effectuée dans sa chambre (le Monde du 26 mars). David Blundy a toutefois précisé que les policiers avaient gardé ses notes, également saisies lors de la perquisition.

L'APPLICATION DU PLAN D'AUSTÉRITÉ

Le patronat livrera une dure bataille sur l'assurance-chômage nous déclare M. Gattaz

M. Mauroy a commencé, mercredi 30 mars, sa série d'entretiens avec les partenaires sociaux en recevant le secrétaire général de F.O. Il devait exposer les modalités d'application du plan de rigueur à M. Gattaz, jeudi matin. Le président du C.N.P.F., selon les propos qu'il nous a tenus, se déclare décidé à livrer une bataille acharnée contre toute augmentation de la contribution patronale à l'assurance-chômage.

Le gouvernement change de politique. Immuable, le patronat a toujours l'air de se plaindre. « Pas du tout, nous affirme M. Gattaz, président du C.N.P.F. Relisez notre communiqué du 15 juin 1982, dans lequel nous déclarions : « Il faut un changement profond de politique. » Cette fois-ci, nous sommes plus gentils. »

Si l'on veut. Après les mesures d'accompagnement à la dévaluation, les patrons français se sont contentés de dire qu'ils allaient « accentuer encore le freinage de l'activité économique » et qu'ils étaient « tout à fait insuffisants pour permettre de gagner la bataille contre le chômage et contre l'inflation, pour l'investissement et pour l'exportation ».

Il y a comme une bonne surprise, avenue Pierre-I-de-Serbie, à voir les socialistes découvrir

quelques vérités économiques : « Ils ont découvert le mot déficit, ils risquent de découvrir le mot faillite », dit M. Gattaz : or nous, nous vivons avec la crainte permanente des deux. Rappelant que M. Barre avait laissé à son départ 345 milliards de francs dans les caisses de l'Etat, le patron des patrons — toujours apolitique à l'en croire et amoureux des formules — ajoute : « L'Etat vit au-dessus de nos moyens. » Les mesures d'austérité étaient donc « inévitables, compte tenu des vingt mois précédents ».

Favorable traditionnellement à la croissance, volontiers protectionniste, le C.N.P.F. serait-il en train de changer ?

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 6.)

Des mesures d'assouplissement pour les touristes

Des divergences sont apparues au sein du Syndicat national des agents de voyage (S.N.A.V.), qui a décidé d'organiser une manifestation à Paris, ce mercredi 30 mars, pour protester contre le plan gouvernemental de limitation du tourisme à l'étranger. Les agents de voyage ayant obtenu des mesures d'assouplissement, le S.N.A.V. était divisé mercredi en fin de matinée sur l'opportunité de la manifestation.

Au vu des premiers résultats des conversations engagées entre les professionnels du tourisme et les pouvoirs publics, certains agents de voyage ont estimé qu'il convenait de renoncer à l'organisation d'une manifestation de rue. Ainsi M. Jacques Mailhot, directeur de Nouvelles Frontières, a déclaré : « C'est clair et net, la manifestation n'aura pas lieu car la priorité est à la négociation. » Ces négociations devaient se poursuivre mercredi dans l'après-midi.

Des résultats positifs auraient déjà été obtenus de la part de M. Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget et de M. Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme.

(Lire la suite page 6.)

A PARTIR
DE 1945

Les services secrets français ont utilisé des agents nazis

LIRE PAGE 8
L'ARTICLE
DE JACQUES ISNARD

L'OPPOSITION ET L'ÉTUDE DES COMPORTEMENTS

M. Giscard d'Estaing, le cornac et l'éléphant

Pour comprendre le changement, pour déterminer une stratégie, trouver une image, les partis de l'opposition, plus particulièrement ceux qui ont besoin de réaffirmer leur personnalité ou de moderniser leurs méthodes de communication, s'intéressent de plus en plus aux études sociologiques menées par des instituts tels que la Compagnie française d'études et de marchés (Cofrema).

M. Lionel Stoléru, ancien ministre, quand il a écrit la France à deux vitesses, s'est inspiré des conclusions des deux instituts. Il explique, en effet, que M. Mitterrand, en choisissant de poser pour la campagne présidentielle de 1981 devant un clocher de village alors que M. Giscard d'Estaing apparaissait devant un planisphère, faisait appel à des besoins d'« enracinement » et d'« autonomie » susceptibles de séduire les « groupes sociaux en

de M. Alain de Vulpien ou le Centre de communication avancée (C.C.A.) de Havas, qui dirige M. Bernard Cathelat, dont les travaux sont d'avantage connus.

Depuis près d'un an, l'ancien président de la République consacre beaucoup de temps à étudier les analyses et les tableaux réalisés par la Cofrema.

Il est vraisemblable que M. Giscard d'Estaing, après avoir voulu symboliser, en 1974, le changement « sans le risque », après être devenu, en 1981, l'homme du passé, cherche non seulement à comprendre les facteurs d'évolution de la société, mais aussi à apparaître dans les années 90 comme un champion du modernisme.

Il ne peut qu'être sensible à des études qui s'attachent à mesurer le changement, à discerner l'évolution des courants, à comprendre les tendances... et qui élaborent un nouveau langage. Un langage dont il peut s'inspirer, notamment pour confectionner les « slogans » qu'il glisse régulièrement dans ses discours avec la satisfaction d'être repris. L'exemple le plus frappant reste : « Les déçus du socialisme. »

Ces études de la Cofrema le confortent, d'autre part, dans son idée qu'il existe un fort conglomerat au centre dont les attitudes sont très complexes. Cette idée du groupe central, qu'il avait exposé dans Démocratie française, et celle de la nécessité d'un discours plus élaboré que par le passé, compatible avec la complexité de la société, reviennent régulièrement dans ses propos.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Parfum

Les efforts des Français font plaisir à voir : l'industrie nationale de la rôtisserie tourne au maximum de ses capacités. Des mutilés du parasol aux blouses blanches de rage, la mobilisation n'épargne aucune catégorie de travailleurs de l'indignation.

Prenez une once de snobisme outragé, un soupçon d'intolérance, un nuage de poudlardisme, une pincée de mauvaise foi, et un fort volume d'égoïsme sacré. Mélangez furieusement et vous obtiendrez — product of France — un de ces parfums qui, ornés d'une faveur tricolore, font fureur sur les marchés extérieurs. Appelez-le : « Inconscience ».

BRUNO FRAPPAT.

L'HISTOIRE DE LA TÉLÉVISION

Dieu, que le passé est joli !

Intoxiqués par leur passé, en perpétuel état de manque, les Français sont toqués, drogués d'histoire. Cette passion dévorante, enragée, a pris depuis peu des proportions démesurées. C'est à peine si les marchands d'images et de papier arrivent à suivre, à fournir à la demande. Évaluez le nombre et le tirage des revues spécialisées. Regardez dans les librairies et les « self-services » les piles de romans de style Henri II ou Charles X. Feuilletez les innombrables biographies de ceux, de celles, la mère de Victor Hugo, la femme du Roi-Soleil, la sœur de Joséphine, qui ont joué jadis un rôle à l'avant-scène ou dans les coulisses de l'actualité. Consultez les programmes de la télé, vous serez renversés par des bataillons de récits façon Decca, de dossiers façon Jannet et de feuilletons façon Tribault, adaptation géniale de l'œuvre de Martin du Gard. Avec la « Zola » de Lorenzi, le modèle de ce qu'on peut faire à l'antenne dans ce domaine.

Cette curieuse manie d'avancer en marche arrière, le regard braqué sur le rétroviseur, les responsables de nos chaînes l'ont si bien fait, encouragés, développés, qu'ils nous ont rendus complètement schizos. Nous en sommes arrivés, dans ce

pays, à établir une différence fondamentale, essentielle, entre la fiction de quatre-vingt-dix minutes et la fiction de deux ou trois fois quatre-vingt-dix minutes. Que ce soit en salle ou à domicile, le film nous invite en effet — et nous trouvons ça normal — à respirer l'air du temps, à renifler les dessous de la politique et des scandales financiers, à traîner dans les commissariats et les couloirs du palais, à suivre des putes qui ressemblent à Nathalie Baye, à se « shooter » avec Juliet Bertho, à se balader à poil et à employer des gros mots. Pas de problème : c'est du cinéma. Et le cinéma, on adore ça.

Le feuilleton, c'est autre chose. Dès qu'on appuie sur le bouton, notre folie d'ancien nous reprend. On redécouvre des obsédés de la poulaine, du cothurne, de la bottine et de la guêbre à boutons, des maniaques de l'évasion, toujours prêts à s'échapper du quotidien, à fuir les miasmes nauséabonds de ce siècle finissant, pour s'enfermer dans le bunker de Hitler ou la cage de Louis XI, pour se retrouver à l'air pur, à l'air libre du Second Empire ou pour rêver de la République sous la Monarchie.

CLAUDE SARRAUTE.

(Lire la suite page 21.)

SALLES : VOIR LIGNE PROGRAMME
(ATTENTION HORAIRES SPÉCIAUX)

OSCARS HOLLYWOOD 1983

11 NOMINATIONS

Dont

MEILLEUR FILM

Meilleur Acteur
BEN KINGSLEY

Meilleure Mise en Scène
RICHARD ATTENBOROUGH

GANDHI

Scène d'inspiration d'un grand maître pour conquies.

OSCAR HOLLYWOOD 1983

مكتبة القرآن

Le Monde

idées

Pour une politique de recherche

par GILDAS SIMON (*)

UNE fois encore, l'actualité se charge de replacer la question de l'immigration au centre des débats ; malheureusement, il n'est pas sûr que la passion exacerbée des joutes municipales soit la meilleure approche, comme il est à craindre d'ailleurs que, l'alerte passée, le problème ne retombe dans les oubliettes, jusqu'à la prochaine secousse. Il y aurait beaucoup à dire sur la manière dont le sujet a été constamment tamisé, voire occulté, par le pouvoir comme par les médias, plus à la télévision que dans la presse, comme si on craignait de réveiller les démons du racisme et de la xénophobie. Cependant, à force de masquer à l'opinion publique la complexité des situations liées à l'immigration et, par voie de conséquence, les efforts du gouvernement (comme les contrats d'agglomération), on finira par obtenir l'effet inverse de celui recherché, du moins dans les grandes agglomérations. Les taux d'abstention au premier tour des municipales et l'érosion des voix de gauche dans les vieux quartiers populaires ou dans les grands ensembles fortement concernés par l'immigration ont, pour le moins, valeur de signal sur ce point.

Comme tous les grands pays d'appel, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, États-Unis, la France, la société française n'échappera pas à une réflexion de fond sur cette question. Pour dépasser les réactions épidermiques, pour éviter les approches faussées rassurantes (du type : plus de policiers et plus d'éducateurs), pour dégager enfin une véritable politique, cohérente et humaine, il faudrait nourrir le débat de données précises, localisées, actualisées - car l'évolution des comportements peut être rapide, comme le montrent les conflits actuels dans l'automobile - il faudrait réaliser des bilans, en tenant compte de la diversité des réalités locales et de la complexité des interactions nationales et internationales. Or, dans bien des cas, on ne dispose pas des éléments nécessaires à l'élaboration d'un véritable diagnostic, car les recherches sur l'immigration, ou plus exactement sur les migrations internationales et leurs implications en France, n'ont

pas reçu jusqu'à présent la reconnaissance que justifiait pourtant l'ampleur de l'enjeu social. Faisons un rapide bilan de la situation. Combien de personnes appartenant à un organisme officiel de recherche travaillent à temps plein sur le thème de la migration internationale ? Moins de vingt-cinq pour toute la France ! (1) La majorité des études sont réalisées par des universitaires, des travailleurs sociaux, des étudiants de troisième cycle, qui produisent, souvent, en l'absence de toute aide ou de tous moyens véritables, des travaux de qualité, mais qui restent ignorés du public et des responsables, faute de support pour la publication et la diffusion. De quel financement disposent les formations officielles (E.R. 110 et Gréco 13 du C.N.R.S.) ? Moins de 250 000 francs en 1982, alors que le budget de la recherche publique et privée dépasse, je crois, les 20 milliards de francs. Bien sûr, on peut ajouter à ces crédits de fonctionnement le produit de quelques contrats sur des thèmes ou des secteurs précis, réalisés en quelque sorte au hasard, par ou pour telle administration. Le caractère dérisoire des moyens humains et matériels, face à l'acuité et à la gravité croissantes des problèmes, est véritablement l'expression du désintérêt ou de l'occultation du thème migratoire à l'intérieur de toutes les instances de décision, scientifiques et politiques.

Cette absence de politique de recherche, de réflexion critique sur les réalités et de prospective sur les évolutions possibles ne date pas d'aujourd'hui. A la fin du septennat précédent, seules les études sur les retours définitifs des migrants dans leur pays d'origine avaient quelque chance d'être prises en considération, comme si l'immigration n'avait plus depuis longtemps un caractère permanent et structurel. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, un

(*) Directeur du département de géographie à l'université de Poitiers. Auteur du livre *L'Espace des travailleurs tunisiens en France*.

Le fantasme vert

par MICHEL DE LA FOURNIÈRE (*)

IL ne s'agit ni du vert des écologistes ni de celui des Martinis, mais du vert de l'islam, des Arabes, des Maghrébins, comme on les appelle, sans savoir qu'un Marocain d'Agadir est plus différent d'un Tunisien de Gabès qu'un Français d'un Yougoslave.

Sur une toile de fond d'hostilité larvée à l'égard de ces immigrés, renforcée par les grèves d'Aulnay et de Flins, ont poussé les accès de fièvre de la campagne municipale.

C'est ainsi qu'un problème social, relativement ancien et de gestion délicate, s'est transformé en enjeu électoral dans un grand nombre de villes, soit ouvertement par les déclarations xénophobes du Front national, soit insidieusement par les propos en demi-teinte de plusieurs candidats de la droite. La méthode était partout la même : lier l'insécurité, le chômage, la dégradation de l'environnement à la présence forte de population étrangère. Jamais depuis Vichy on n'avait assisté à une telle poussée de xénophobie. Dans un tel climat, la victoire de la gauche à Dreux et à Marseille a valeur de symbole, mais ne règle en rien le problème.

Que faire, donc, une fois les élections passées ? La tentation est grande pour la droite, un peu bonteuse de ce que plusieurs de ses candidats ont dit ou laissé dire, de renouer avec le discours sur le sujet et de laisser le gouvernement se débrouiller ; la tentation existe aussi pour la gauche de faire semblant d'ignorer la gravité des problèmes.

Ne pas retenir le couvercle

Je crois qu'il ne faut surtout pas retenir le couvercle, et qu'il faut au contraire profiter de l'émoi réveillé par les élections municipales pour prendre le problème à bras-le-corps. Il faut le faire au niveau du gouvernement, bien sûr, mais aussi dans les nouveaux conseils municipaux où siègent désormais des représentants de toutes les familles politiques. C'est à partir de ces assemblées locales que doit être impulsé le dialogue entre toutes les parties prenantes : élus, associations de tous ordres, travailleurs sociaux, immigrés eux-mêmes. Les problèmes en effet, qu'ils soient sociaux, culturels, ou professionnels, sont d'une complexité telle que le seul fait de les poser correctement est déjà un grand pas vers leur solution.

Revoir le système des attributions d'H.L.M. afin d'éviter de trop fortes concentrations, appliquer les conclusions du rapport Dubedout sur les flots sensibles, multiplier les « zones d'éducation prioritaire » afin de lutter contre l'échec scolaire, bref

mener une politique d'intégration sociale au lieu de laisser s'envenimer les choses à partir des ghettos sans cesse habituels. C'est aussi pour cela que les nouveaux conseils municipaux sont une bonne structure. Car il n'est pas vrai que nous résoudrons de tels problèmes à partir de l'un des camps. L'antisémitisme est devenu marginal en France quand la droite française a cessé d'être antisémite ; nous devons suivre le même chemin pour la lutte antiraciste, et cela d'autant plus que la haine du racisme frappe un peu partout. C'est l'ensemble de la France qui, aujourd'hui que les frontières sont effectivement fermées, doit apprendre à vivre avec cette fraction de sa population qui, installée depuis longtemps, a largement contribué par son travail au développement économique du pays.

La tâche est déjà difficile du fait de la crise économique et du retard accumulé dans de nombreux domaines. Elle est rendue plus difficile encore par les séquelles - mêmes retournées - des guerres coloniales et de l'actualité actuelle du monde musulman. L'inconscient collectif fait l'amalgame entre les graves d'immigrés dans les usines d'automobiles et une menace diffuse du monde musulman, au premier rang duquel la révolution iranienne. Ainsi a-t-on parlé de chutes à propos des grévistes d'Aulnay, alors qu'il n'y a sans doute pas un seul chômeur dans toute l'industrie française. Mais le mot faisait image. On ne voulait pas voir la réalité simple, celle de la difficulté d'être O.S. à vie, et celle aussi, sans doute, de la présence de quelques éléments irresponsables ; on préférait se débarrasser du problème en collant sur les O.S. en question l'étiquette de chômeur, étant entendu qu'un gréviste qui lit le Coran ne peut être qu'un mauvais gréviste.

Or l'ayatollah Khomeiny n'a pour le moment rien à voir avec nos problèmes de travailleurs immigrés. Mais il est évident que la façon dont nous saurons résoudre, ou non, la question des immigrés en France aura de profondes répercussions sur l'ensemble du monde musulman, et pèsera d'un grand poids sur l'action et le prestige de la France dans le monde, et singulièrement dans le tiers-monde.

(*) Secrétaire national du parti socialiste.

Vivre ensemble

par TAHAR BEN JELLOUN

LE racisme antimaghrébin a pris depuis quelques temps une ampleur et une violence qui n'ont rien à voir avec une poussée de fièvre soudaine. Il n'est ni superficiel ni conjoncturel. Certes, la crise actuelle l'exacerbe et lui sert d'alibi. Ce racisme correspond à une angoisse réelle assez répandue : quel que soit le régime politique, la population française ne pourra pas éviter de vivre à côté ou avec ces visages bruns et ces regards qui le dérangent. La présence sur son sol de plus de quatre millions d'étrangers implique que l'avenir de la France est dans le métissage. Français et immigrés sont appelés non seulement à travailler dans les mêmes lieux, à habiter dans les mêmes quartiers, mais aussi à vivre ensemble c'est-à-dire à se mélanger culturellement et socialement. C'est peut-être un fait qui ne se réalisera pas tout de suite. Il n'est resté pas moins que c'est une réalité inscrite dans l'évolution de la société française, une composante importante de son avenir.

Le citoyen de ce pays, non seulement n'est pas préparé à ce changement de paysage, mais est travaillé dans le sens du rejet et de la haine. L'immigration, dans sa composition et son tempérament, a aussi changé : la génération des immigrés antérieurs et résignés qu'on allait recruter dans les villages comme du bétail est en train de s'éteindre (1). Les hommes qui ont pris la relève ne l'ont pas fait de gaieté de cœur : nés ici ou arrivés en pleine enfance, ils ont vécu la misère des parents ; ils ne tiennent pas à la subir de nouveau. Plus exigeants, la nouvelle génération parle, élève la voix et lutte. Certains sont assimilés, d'autres sont en voie de l'être, d'autres enfin se posent la question de l'identité et des racines. Ils sont les plus nombreux et les plus désespérés. Pas vraiment admis, encore moins aimés. Leur patrie est intérieure, elle est floue ou en instance.

Ils partagent en plus avec les autres la même insécurité physique et psychique : une bombe peut exploser dans la cour d'une école (Marseille) ; un commando peut débarquer dans un domicile de Maghrébins et tuer de sang-froid et à bout portant (Montpellier, le 15 mars 1983) ; des hommes politiques basent leur campagne électorale sur la haine de l'Arabe. Le discours raciste en écho dans la foule. Il faut rendre hommage à son geste de François Gaspard, député, maire socialiste de Dreux

qui, en refusant un nouveau mandat de maire, a voulu protester contre la montée de la violence et de la haine raciales. Lors des dernières élections municipales, Elie dit : « Les racistes possèdent-ils, qui constituent désormais une grande part du dialogue politique me donnant la frisson. Nous devons réagir vite. »

Il est aussi important que M. Jacques Delors ait rappelé dans un article du *Nouvel Observateur* du 18 mars cette vérité : « En vingt ans, la population étrangère en France a doublé, pour atteindre 4,3 millions de personnes en 1981. En vingt ans, le produit intérieur brut, c'est-à-dire la richesse nationale, a presque triplé. Je le dis tout net, nous n'aurons plus jamais cette performance tant les immigrés, qui ont travaillé dur pour cela. Et l'on voudrait, aujourd'hui, en faire des boucs émissaires sous prétexte que la croissance forte n'est plus qu'un souvenir ? Cela n'est pas sérieux. »

Rappelons enfin une autre vérité : les pays du Maghreb n'encouragent pas réellement le retour de leurs émigrés. Pourquoi, deux raisons. L'une économique : le rapport des devises des 878 473 Algériens font entrer dans les pays 1,5 milliard de francs ; les 354 472 Marocains, 2 milliards de francs ; les 193 203 Tunisiens, 800 millions de francs ; l'autre raison est politique : le retour massif de travailleurs qui ont connu et pratiqué les règles de la démocratie (syndicat libre, possibilité de faire grève et de manifester, etc.) risque de perturber sérieusement le paysage d'une classe ouvrière contrôlée. Cela dit, même s'il y avait une politique du retour, la crise et ses effets (chômage, inflation) le rendraient difficilement réalisable.

(1) Voir l'exposition itinérante « La rupture » sur des riches et des pauvres individuels de travailleurs de l'industrie en France entre 1939 et 1940. Organisée par l'Association Visages, elle a été présentée au Centre d'action culturelle de Montbéliard début mars.

● ERRATUM. - *Islam et modernité*. Dans la page idées consacrée à l'islam (*Le Monde* du 25 mars), il fallait lire, sous la plume de Tahar Ben Jelloun, que « le Chémisme de Khomeiny a confié que "et" non pas "confirme" la religion et la culture de près d'un milliard d'individus ».

Qu'est-ce qu'être français ?

par ALAIN BADIOU (*)

LE gouvernement porte la responsabilité de ce que la campagne pour les municipales ait mis au jour, comme leviers d'opinion face à la crise, des arguments xénophobes, chauvins, et finalement racistes.

C'est en effet lui, à l'occasion des grèves d'O.S. dans l'automobile, qui a, au niveau le plus central, désigné un mouvement social ouvrier selon les catégories de la discrimination nationale et religieuse. Déclarer que les étrangers (on connaît ce vocabulaire) sont des chémites et des gens « étrangers aux réalités sociales du pays » - déclaration de Defferre et de Mauroy - était proprement irresponsable, appelant tout un chacun à mesurer à cette aune problèmes et protections.

Il faut savoir que le contexte de cette déclaration était une vaste politique de roulement et de contrôle. L'insinuation, pour l'admission des Maghrébins sur le territoire, d'un certificat d'hébergement délivré par les maires a donné lieu dans les aéroports à des scènes d'humiliation et de violence. Rien n'est « normal » comme la fin de la fin qu'elles soient connues.

D'un autre côté, l'apparence libérale de la régularisation des immigrés sans papiers s'est inversée en chasse aux irréguliers, que M. Defferre se targue d'expulser comme jamais auparavant. Dans sa réalité pratique, la régularisation devient une précarisation.

Enfin, l'hostilité de tous les partis parlementaires au regroupement familial organise un consensus honteux. Considérer comme « normal » que des ouvriers, à la vie d'exilés et au travail spécialement dur, voient leur femme et leurs enfants un mois ou deux dans l'année, et cela pendant vingt ans, relève d'une logique barbare, quel qu'en soit le prétexte.

Et voici que le P.C.F. ressort sa politique de répartition des immigrés, de quotas municipaux, politique de démantèlement communautaire et de déportation administrative dont il est aberrant qu'on tolère même l'idée, et dont on sait ce qu'elle a donné, dans les faits, à Vitry et à Montigny en 1981.

Les familles. Car telle est la réalité que recouvrent les débats académiques sur le « problème immigré ». L'accord patent de tous les partis parlementaires sur cette raison rassurante, que je tiens pour insensée, annonce de sombres jours, dans une société ouvrière et civile qui se massivement multinationale, que ça plaise ou non.

Les ouvriers immigrés sont parmi nous, et nous attendons qu'il en soit ainsi dans l'absolu égalité des consciences et des droits. Notre raison est celle de l'unité française : immigrés, unité politique d'un peuple soustrait dans sa plénitude à la démagogie réactive des partis parlementaires, comme aux mesures policières et discriminatoires de l'Etat.

Cette vision des choses est au cœur de l'idée démocratique moderne. Tout recule, toute concession sur ce point, désagrége les consciences et fait des gens soumis au pire. Rien n'est « normal » comme les ouvriers immigrés que ce qui l'est et doit l'être pour chacun d'entre nous, tel est le principe simple dont aucune « raison » économique ou politicienne ne saurait nous faire déborder. Car les affaires du capitalisme français ne sont pas les nôtres, mais ce qu'on fait et pense des gens qui vivent parmi nous nous importe aussitôt.

Tolérerez-vous qu'on dise que votre grève est le fait de votre religion ou de votre province arriérée ? Qu'on vous sépare sans recours de votre famille dix mois par an ? Qu'on vous déporte de force dans une autre ville ? Qu'on vous empêche de vous élever ? Non ? Alors, ne le tolérez pas non plus pour un ouvrier du fait qu'il est noir, arabe ou chinois. Car, si vous raisonnez ainsi, vous êtes déjà engagés dans la destruction de la société civile, et dans la soumission la plus rétrograde aux logiques impériales et chauvines.

Nous ne saurions accepter le langage - qu'il soit celui du « trop grand nombre d'immigrés », plus mesuré, celui du « problème immigré » dans les cités et les écoles - qui fait des immigrés eux-mêmes la cause du racisme dont ils sont victimes. Ce langage est un lâche Munich de la vie civile : que la victime

disparaisse dans un trou de souris, et l'agresseur sera neutralisé. Les immigrés ont pleinement raison d'objecter, de s'organiser, de manifester, et ce sont les actes, pensées, idées, de ceux pour qui il y a « trop d'immigrés », qui sont des canaliseries. Il faudrait, tout de même, que cela sille de soi !

Mais d'abord, c'est notre affaire de savoir qui nous sommes, nous Français, au regard de cette question, et si nous acceptons que cet adjectif, *français*, désigne d'abord, de façon désobéissante, celui qui se sépare du peuple ouvrier immigré, organisation son exclusion, son oppression, son expulsion. Pour nous, Français, nous voulons aujourd'hui dire : celui qui est de l'unité d'urgence et de conviction avec toutes les nationalités de notre peuple réel.

Le « problème » n'est pas celui de l'immigration ; il oppose en réalité deux définitions absolument contraires de l'être-français.

L'affaire est et sera très grave. Elle est, en particulier pour la jeunesse, qui souvent a ses amis d'école ou de quartier parmi les jeunes étrangers, la grande cause de notre temps, celle qui veut la pelle de l'engagement. On imagine ce que nous sommes à cet engagement pour l'unité. *François* immigrés, comme entre 1954 et 1962, seuls ceux, peu nombreux, qui luttaient activement contre la guerre d'Algérie ont donné un sens acceptable à l'intelligence et à la dignité de ce pays. Il y a là l'échec essentiel de la démocratie : que la pensée droite se maintienne contre les abaissements. Le concert des municipales montre surabondamment que le cadre parlementaire est sur ce point totalement inapte à renforcer une idée démocratique moderne cruciale. Cherchons ailleurs, sûrement.

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimé : d. « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandats)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 149 F

II. - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger nos notes propres en capitales d'imprimerie.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. CHEYSSON EN ASIE DU SUD-EST

La France est prête à livrer une centrale nucléaire au Pakistan

Islamabad. — Le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, devait regagner Paris ce mercredi soir, 30 mars, après avoir passé la journée à Lahore. Il s'était successivement entretenu la veille avec son homologue pakistanais, Sahabzada Yaqub Khan, le ministre des finances, Ghulam Ishaq Khan, et, dans la soirée, avec le président pakistanais, le général Zia Ul Haq.

Breve visite — « beaucoup trop brève », avouait le ministre, — mais qui, aux yeux de la diplomatie française, n'en revêtait pas moins une importance certaine. D'abord parce qu'il s'agissait de la première visite officielle à ce niveau depuis dix-huit ans, ensuite, parce qu'il s'agissait de corriger l'impression selon laquelle la France privilégiait, en Asie du Sud, ses relations avec l'Inde. Comment mieux y parvenir qu'en tenant aux Pakistanais un langage en tout point semblable à celui utilisé lors des « retrouvailles » franco-indiennes.

Comme avec l'Inde en effet, la France constate le niveau technique insuffisant — « ridicule », dit M. Cheysson — de ses relations culturelles et économiques avec le Pakistan. De là, la volonté d'en diversifier la nature (c'est-à-dire de ne pas s'en tenir à la vente d'armements puisqu'ils ne sont pas, en fait, des armes, mais des produits technologiques avancés), d'en accroître le volume (la France n'est que le troisième fournisseur et le treizième client du Pakistan), et d'en rééquilibrer le cours en aidant, autant que faire se peut, notre partenaire à combler ce déficit actuel, afin qu'il puisse, en contrepartie, acheter encore davantage de nos produits.

Le souci est le même, également, de bien marquer que, dans le dialogue Nord-Sud, la France se veut à l'écoute du tiers-monde. Elle s'engage, par exemple, à se faire l'avocat, lors du prochain sommet des pays industrialisés, en mai aux États-Unis, de l'appel lancé à New Delhi par les non-alignés. Un appel auquel, insiste M. Cheysson, il est

De notre envoyé spécial

du devoir des pays développés, « même aux prises, eux aussi, avec la crise économique », d'accorder « la plus grande attention ».

Les deux pays notent encore avec satisfaction leur identité de vues, sur certaines grandes questions internationales, comme le Moyen-Orient ou l'Afghanistan. « L'objet principal de ma visite était le Pakistan », a cependant observé le ministre pour justifier sa décision de ne pas sacrifier aux rites de la désormais traditionnelle visite d'un camp de réfugiés afghans. Il est vrai, aussi, ainsi qu'il nous le faisait remarquer, qu'il n'avait pas non plus visité un camp de réfugiés cambodgiens en Thaïlande.

Deux gages

Comme avec l'Inde, on retrouve la volonté de séduire un pays avec lequel la France entend manifestement rattraper le temps perdu et tisser des liens privilégiés, même s'il s'agit d'une œuvre de longue haleine. De cette volonté, la France donne deux gages. D'abord l'assurance que, lors de la réunion du groupe d'aide au Pakistan qui se tiendra en avril à Paris, elle appuiera une nouvelle fois la demande d'islamisation, en vue d'un second réajustement de sa dette extérieure.

Ensuite et surtout, l'attention accordée aux éventuels besoins du Pakistan en matière nucléaire. « La question a été abordée », confirme M. Cheysson, tant au niveau d'une coopération passée — des plus significatives — que du contentieux, « toujours pendu » (résultant du refus français de vendre, en 1976, une usine de retraitement nucléaire au Pakistan), et, aujourd'hui, du souhait des Pakistanais de se doter d'une centrale nucléaire de 900 mégawatts, projet qui a donné lieu à un appel d'offres international auquel la société française Framatome a été autorisée à répondre.

Pressé de questions sur ce point, le ministre a rappelé que la France n'avait jamais vendu et ne vendrait

jamais de centrale nucléaire en dehors des contrôles prévus par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à un pays qui, non signataire du traité de non-prolifération, se refusait à voir contrôler l'ensemble de ses installations nucléaires (1).

Complétée par l'affirmation du droit de tout pays d'accéder aux technologies les plus avancées, y compris dans le domaine nucléaire — « à des fins strictement pacifiques », entend-on — cette précision laissait clairement entendre qu'en cette affaire, la France était bien sur ses rangs. « Nous serions vraiment très heureux d'exporter ce marché », confiait d'ailleurs, en aparté, M. Cheysson, tout en reconnaissant que la France n'était pas vraiment prête, actuellement, à offrir au Pakistan des conditions financières exceptionnelles.

PATRICK FRANCES

(1) La France n'a pas signé le traité de non-prolifération (T.N.P.). Elle juge en effet dangereuse une attitude trop négative à l'égard des importateurs de technologies nucléaires. En revanche, soucieuse de lutter contre la prolifération, elle soumet ses exportations aux contrôles de l'Agence de l'énergie atomique et participe à l'élaboration des directives du « club de Londres » qui renforcent ces contrôles. Paris — pour les mêmes raisons — a refusé d'appliquer la règle dite de « contrôle intégral » (full scope safeguard), qui consiste à s'assurer de vendre des technologies nucléaires qu'aux pays qui acceptent des contrôles sur l'ensemble de leurs installations nucléaires. Pour la France, le contrôle ne doit s'appliquer qu'aux équipements fournis, en l'occurrence la centrale de 900 MW.

Paris souhaite en Afghanistan une solution « qui permette aux Soviétiques de se retirer »

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Résumant l'entretien qu'il avait eu, mardi 29 mars, avec le chef de la diplomatie pakistanaise, au sujet de l'Afghanistan, M. Cheysson a déclaré à Islamabad : « La France et le Pakistan dénoncent et condamnent la présence de troupes étrangères en Afghanistan. Tout comme la France condamne la présence de troupes étrangères dans n'importe quel État souverain, tout comme elle condamne la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge ou la présence de Sud-Africains en Namibie. Dans tous ces cas, notre condamnation est identique, ainsi que notre désir de trouver une solution politique qui permettrait aux forces occupantes de se retirer. En ce qui concerne l'Afghanistan, nous souhaitons que les efforts actuels du secrétaire général de l'ONU ou de son assistant spécial, ainsi que les discussions entre le Pakistan et les autres parties concernées, aboutissent à une solution qui permette aux Soviétiques de se retirer. En ce qui concerne l'Afghanistan, nous ne pouvons pas accepter que les Soviétiques puissent quitter l'Afghanistan et trouver les réponses à ce qu'ils estiment être leurs problèmes grâce à des moyens acceptables et non par l'occupation militaire. » — P. F.

LA VISITE DU PRÉSIDENT SILES ZUAZO A PARIS

La France est disposée à participer au développement économique de la Bolivie

La France est disposée à apporter sa collaboration au développement économique de la Bolivie dans le souci de renforcer le régime démocratique dans ce pays. Elle le fera dans la mesure de ses moyens. Le principe de la création d'une commission bilatérale qui serait chargée d'étudier un certain nombre de projets a été adopté. C'est à la Bolivie de les définir. L'un de ceux-ci, particulièrement ambitieux, consiste à construire un gazoduc qui relierait l'Orient bolivien à l'Atlantique et à la capitale, La Paz. L'Orient et la province de Santa Cruz ont été victimes, ces dernières semaines, d'inondations catastrophiques. Les Boliviens souhaiteraient une aide concrète et rapide de la France pour faire face aux problèmes posés par ce désastre.

Mais il semble qu'aucune aide financière précise ne sera décidée à court terme. L'accroissement, soutenu de part et d'autre, de la coopération économique se fera par étapes et en fonction des besoins exprimés par les Boliviens.

Telles sont les premières indications recueillies, de bonne source, ce mercredi 30 mars. M. Siles Zuazo, le président bolivien qui s'est entretenu mardi avec M. Mitterrand et a assisté dans la soirée à un dîner of-

ficiel. Dans une première prise de position, l'agence Chine nouvelle a estimé, mardi 29 mars, que M. Cheysson avait tenu des propos « contradictoires » lors de sa récente visite à Hanoï. Parmi ces « contradictions », l'agence relève, entre autres, l'espoir exprimé par M. Cheysson d'un retrait des troupes étrangères du Cambodge et une déclaration du ministre français des relations extérieures dans laquelle celui-ci indiquait que la France ne souhaitait pas que le départ des Vietnamiens entraîne la répétition des « horreurs sans précédent commises par les Khmers rouges ». (Le Monde du 29 mars).

Citant de façon incomplète les propos de M. Cheysson, Xinhua s'abstient toutefois de toute allusion au rôle des Khmers rouges dans cette affaire. Il ne fait pas de doute que la visite de M. Cheysson au Vietnam — la première d'un ministre français des affaires étrangères depuis 1978 — a été suivie avec attention par la Chine. M. Tindemans, le ministre belge des relations extérieures, qui a terminé mardi une visite de quatre jours à Pékin, en a eu confirmation au cours de ses entretiens, dans la mesure où il a pu noter la curiosité de ses interlocuteurs à connaître exactement les paroles prononcées par le diplomate français à Hanoï.

Deux raisons au moins expliquent cet intérêt chinois.

La première est que la question cambodgienne tiendra assurément une place importante dans les échanges de vue que M. Mitterrand

Pékin relève des « contradictions » dans les propos du ministre des relations extérieures sur le Cambodge

De notre correspondant

et M. Cheysson auront avec les responsables chinois au cours de la visite que le président de la République fera ici dans la première semaine de mai. La seconde est que la position française telle qu'elle s'exprime depuis quatre ans dans les débats aux Nations unies ou telle qu'elle vient d'être encore exposée à Hanoï par M. Cheysson gêne incontestablement l'attitude résolument antivietnamienne de Pékin.

Tout paraît indiquer, en effet, que la Chine, profitant du nouveau levier que lui donne l'ouverture d'un dialogue avec l'U.R.S.S., accentue actuellement sa pression diplomatique sur le Vietnam. Dans l'esprit des dirigeants de Pékin, la manœuvre ne peut être que bénéfique, car, ou bien les Soviétiques sont sincères dans leur désir de rapprochement et alors ils finiront par convaincre les Vietnamiens de lâcher du lest au Cambodge, ou bien Moscou continue de faire cause commune avec l'agresseur vietnamien et son hypocrisie pourra alors être démasquée.

Durcissement

Cette fermeté de Pékin envers Hanoï est apparue clairement à l'occasion de la visite de M. Tindemans. Délaissant les subtilités du plan de règlement rendu public par Pékin, le 1^{er} mars — prévoyant que la normalisation des relations avec le Vietnam pourrait commencer après un simple engagement de ce dernier à retirer

ses troupes du Cambodge. — M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères, a particulièrement insisté sur la nécessité d'un retrait total des troupes de Hanoï. Un tel désengagement militaire du Vietnam est « la clé et la base d'un règlement politique de la question cambodgienne », a affirmé M. Wu. Cela implique, a poursuivi le diplomate chinois, que les « forces patriotes cambodgiennes renforcent leur unité et intensifient leur lutte contre l'agression vietnamienne ».

Le durcissement de Pékin a sans doute une justification tactique. Mais la Chine perçoit aussi que la cohésion des pays du Sud-Est asiatique n'est qu'apparente et que certains d'entre eux pourraient se laisser, à la longue, du blocage de la situation. La manière dont la Malaisie, l'Indonésie et surtout Singapour ont paru dernièrement intéressés — avant de faire marche arrière — par l'ouverture d'un dialogue entre, d'une part, le Vietnam et le Laos et, d'autre part, l'ASEAN (les trois pays précédemment cités, plus la Thaïlande et les Philippines) a été pour Pékin un signal d'alarme. D'où la nécessité pour la Chine de ramener les ardeurs vacillantes au mépris d'un avantage son poids dans la balance. Dans une telle perspective, toute tentative, comme celle de la France, d'explorer de nouvelles voies s'écartant du front uni antivietnamien voulu par Pékin ne peut être que mal reçue par les dirigeants chinois.

MANUEL LUCSERT.

M. Reagan précise publiquement son offre aux Soviétiques

de « solution intermédiaire » pour les euromissiles

Il se confirme que les États-Unis ont bien fait à l'Union soviétique, mardi 29 mars, à Genève, des propositions pour une « solution intermédiaire » sur les euromissiles. Cette solution s'écarterait dans un premier temps de l'« option zéro » (banissement de tout euromissile) qui serait cependant maintenue comme « objectif final » (Le Monde du 30 mars). Le président Reagan a insisté sur ce point en recevant, mardi, quelques journalistes à l'improviste.

Le président des États-Unis devait donner des précisions ce mercredi, dans la matinée (heure locale), avant de quitter Washington pour la Californie. Il traitera à nouveau le sujet jeudi (et non mardi, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 30 mars), dans un discours à Los Angeles.

Selon des informations non officielles, la « solution intermédiaire » consisterait à demander aux Soviétiques de démanteler une partie de leurs euromissiles, tandis que les Américains installeraient une partie de ceux qui sont prévus par le programme de l'OTAN. Le point d'équilibre de cette double opération serait fixé d'un commun accord. Dans une seconde phase, les négociations américano-soviétiques reprendraient pour tendre à l'« option zéro ».

Un partage des recherches

Selon les indiscrétions déjà publiées, le négociateur américain à Genève, M. Nitze, devait faire cette offre au négociateur soviétique, M. Kvitsinsky, mardi au cours de la dernière séance de leur actuelle session. Il devait également proposer la reprise des conversations début mai et non début juin comme prévu jusqu'à présent. Cette proposition a bien été faite puisque les deux parties se sont mises d'accord pour une reprise le 17 mai. Comme les journalistes demandaient à M. Kvitsinsky mardi, alors qu'il quittait la réunion, si de nouvelles propositions lui avaient été faites, le négociateur so-

viétique a haussé les épaules et déclaré : « Je ne suis pas très optimiste. Enfin, nous verrons... »

Outre l'insistance sur le maintien de l'« option zéro » comme « objectif final » (même si la « solution intermédiaire » s'en écarte), le président Reagan fait allusion, dans son entretien avec des journalistes, à son programme pour une nouvelle stratégie antimissiles (Le Monde du 25 mars), a suggéré un partage entre les États-Unis et l'U.R.S.S. des résultats de leurs recherches pour ce type de défense.

« Si l'on pouvait découvrir et mettre au point une arme défensive qui réduise l'utilité [des fusées offensives] et même les rendre désuètes », a dit M. Reagan, un futur président des États-Unis pourrait choisir plusieurs options et même pourrait offrir de fournir le même système [aux Soviétiques] pour leur prouver qu'il n'y a plus aucun besoin de conserver ces fusées [offensives].

C'est la première fois qu'une telle suggestion était faite. Cependant, dimanche, le ministre américain de la défense, M. Weinberger, parlant sur la chaîne de télévision N.B.C., avait incité les Soviétiques à développer leurs recherches pour des armes antimissiles. Selon M. Weinberger, une fois que les superpuissances auront atteint l'équilibre pour ce type d'armes, le risque d'un conflit nucléaire serait écarté.

Enfin, s'adressant toujours aux journalistes, M. Reagan a rappelé que les États-Unis avaient proposé à l'U.R.S.S. d'améliorer la procédure de vérification des deux traités américano-soviétiques limitant les essais nucléaires (militaires et pacifiques) à moins de 150 kilotonnes. « Ils [les Soviétiques] ont rejeté nos propositions », a dit M. Reagan en réponse à une question. Cependant ces deux traités (de 1974 et 1976) n'ont jamais été ratifiés par le Sénat américain.

A Moscou, sans faire précisément allusion aux informations qui circulaient dès lundi à l'OTAN et à Washington, sur de nouvelles propositions américaines en matière d'euromissiles, les journaux écrivaient, mardi, que l'U.R.S.S. examinerait « sans préjugé » tout ce que proposeraient les États-Unis. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Les socialistes ont-ils été résistants?

par Marc Sadoun

Le rôle des espions au Moyen Age

par Christopher Allmand

Les Païens et leurs Dieux

par Paul Veyne

Le temps des astrologues

par Pierre Thuillier

L'énigme Jean Moulin

Entretien avec Jean-Pierre Azéma



L'histoire
chaque mois
un rendez-vous
avec les grands
historiens
d'aujourd'hui

N° 55

20 F en vente partout

Abonnement : un an 185 F au lieu de 230 F*

Je souscris un abonnement d'un an
(11 N°s dont 2 N°s spéciaux) au prix de 185 F

Nom : _____
Adresse : _____
Je règle par : ☐ chèque bancaire ; ☐ chèque postal (3 volets) ; ☐ mandat
à l'ordre de L'HISTOIRE - A retourner, accompagné de votre règlement,
à L'histoire 57, rue de Saint-Pierre 75006 Paris.
Etranger 200 FF - Belgique : Soumission 28 Av. Massenet 1190 Bruxelles.
* Prix de vente du numéro. M 55

هكوان الأصل

AMÉRIQUES

APRÈS LA MORT DU DOCTEUR GROSGJEAN AU NICARAGUA

Le gouvernement français insiste sur la nécessité d'une négociation en Amérique centrale

Un hommage a été rendu, mardi 29 mars à Paris, à la mémoire de Pierre Grosjean, le médecin copain français tué samedi au Nicaragua. M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant en Amérique latine, a souligné, à cette occasion, que la France « continuera à manifester sa solidarité au peuple nicaraguayen ».

Le gouvernement français « n'a, aujourd'hui, que des raisons supplémentaires » d'agir ainsi, a poursuivi M. Blanca lors de cette réunion, à laquelle participait M^{me} Rosalinda Grosjean, de retour à Paris, venant de Managua avec la dépouille de son mari.

L'ambassadeur a ajouté que le jeune médecin, tué lors d'une attaque dans le nord du Nicaragua où il était en mission pour combattre la lèpre, « était un message de paix et de solidarité ». « Les balles qui l'ont tué », a poursuivi M. Blanca, « sont assassinats, et nous ne l'oublions pas ».

M. Blanca a confirmé que M. Chésson, ministre des relations extérieures, avait fait parvenir à son homologue nicaraguayen, le Père Desoto, une lettre personnelle où il soulignait la profonde générosité qui animait le docteur Grosjean « et la fraternité nouvelle qui lie désormais le peuple nicaraguayen au peuple français ».

M^{me} Grosjean, d'origine brésilienne, a déclaré que son mari avait été victime des « commandos somozistes (...) équipés et financés par le gouvernement des Etats-Unis ». Leur objectif, a-t-elle poursuivi, « est d'étouffer la révolution nicaraguayenne », et, pour ce faire, ils n'hésitent pas à « s'en prendre aux populations civiles ».

M. Pierre Mauroy a indiqué, pour sa part, dans une déclaration, que Pierre Grosjean « était tombé vic-

time des bandes de mercenaires armées et entraînés à l'étranger » qui « tentent de déstabiliser le régime nicaraguayen issu du mouvement populaire qui renversa une tyrannie internationalement condamnée ».

Quant au ministère des relations extérieures, il a déclaré, dans un communiqué, que le « gouvernement français souligne l'impérieuse nécessité de résoudre par le dialogue et la négociation, hors de toute action étrangère de déstabilisation, les conflits de cette région » (le Monde du 30 mars).

« Le gouvernement français doit condamner les agressions contre le Nicaragua », ont déclaré, mardi 29 mars à Strasbourg, les amis du docteur Pierre Grosjean. Selon le docteur Christian Michel, également membre du Comité de coordination scientifique et technique France-Nicaragua, ami de son confrère et qui a séjourné à plusieurs reprises dans la région où le docteur Grosjean a trouvé la mort, les incursions des forces somozistes à partir du territoire hondurien « sont soutenues et financées par les Etats-Unis et l'Argentine ». L'armement de ces forces provient, selon le médecin, d'Israël.

« L'ambassadeur du Nicaragua en France, M. Alejandro Serrano, a exprimé au « gouvernement et au peuple de France » ses « sentiments de douleur » après la mort du docteur Grosjean.

« Plusieurs organisations françaises de solidarité avec le Nicaragua appellent à un rassemblement silencieux le jeudi 31 mars, à 18 heures, à Paris, place de la Concorde, pour « protester contre le redoublement des agressions perpétrées au Nicaragua par les somozistes ».

Managua dénonce de « nouvelles agressions » de l'armée du Honduras

Managua (A.F.P.). - L'aviation nicaraguayenne a bombardé dimanche 27 mars pour la première fois une piste d'atterrissage utilisée par les groupes somozistes dans la zone frontalière avec le Honduras, a annoncé ce mercredi 30 mars le ministre nicaraguayen de l'intérieur, le commandant Tomas Borge.

Il s'agit d'un « coup extraordinaire » pour l'aviation modeste du Nicaragua, a dit le commandant Borge, qui n'a cependant pas chiffré les pertes somozistes lors de l'opération. Il a affirmé qu'une piste simi-

laire existait en territoire hondurien, près de la frontière, où pouvaient atterrir petits avions et hélicoptères. « Notre aviation, a-t-il ajouté, a également attaqué de petites concentrations ennemies près de l'embouchure du Rio Bocay, fleuve frontalier avec le Honduras ». Avec ce type d'attaques, a estimé le ministre, « les actions des éléments infiltrés et leur approvisionnement à partir du Honduras se trouvent sérieusement entravés ».

« L'armée hondurienne s'est rendue coupable de nouvelles agressions militaires contre le Nicaragua », affirme d'autre part un communiqué du gouvernement nicaraguayen. Le ministère des affaires étrangères a indiqué qu'il allait envoyer une nouvelle note de protestation au Honduras, dénonçant une attaque de militaires honduriens « au mortier et au fusil » contre deux postes frontaliers nicaraguayens. Les faits se sont produits dans le département de Chinandega (nord-ouest du Nicaragua). Dimanche, un conducteur d'une ambulance de la Croix-Rouge a été tué par les commandos antisandinistes dans le département de Nueva Segovia, dans le nord, selon les autorités nicaraguayennes, qui affirment que les agresseurs « se sont retirés au Honduras, après avoir été repoussés par les troupes sandinistes ».

« Le Honduras a demandé, mardi 30 mars, la médiation de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) dans le différend qui l'oppose au Nicaragua. Le ministre hondurien des affaires étrangères, M. Paz Barrios, a appelé les pays d'Amérique centrale à ouvrir un « processus de négociation régionale ». Mais il n'a fait aucune allusion à la proposition du Nicaragua d'un sommet entre leurs deux pays. (A.F.P.)

« Le Costa Rica souhaite examiner avec le Nicaragua le problème des « incursions de soldats nicaraguayens sur son territoire » lors d'une réunion ministérielle qui devrait avoir lieu le 4 avril, a indiqué, mardi 30 mars, le ministre costaricien des affaires étrangères. Le ministre a précisé qu'il attendait l'accord de Managua sur la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Il demande encore que soit inscrit à l'ordre du jour la délimitation de la frontière et la question de la libre circulation sur le fleuve San Juan, qui sépare les deux pays sur une partie de son cours. - (A.F.P.)

Brésil

LE NOUVEAU GOUVERNEUR DE L'ÉTAT DE RIO VEUT POURCHASSER LES « ESCADRONS DE LA MORT »

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). - Le nouveau gouverneur social-démocrate de l'Etat de Rio, M. Leonel Brizola, a déclaré la guerre, le mardi 29 mars, aux « Escadrons de la mort », responsables de dix-neuf exécutions à Rio, au cours des huit derniers jours, dont treize pour la seule journée de dimanche. Ces groupes de « justiciers » se chargent de remédier « aux lenteurs de la justice » en assassinant dans les banlieues de Rio ceux qu'ils qualifient de « lie de la société ».

« Il faut que tout soit éliminé », a déclaré M. Brizola, qui est entré en fonctions le 15 mars, en même temps que les autres gouverneurs membres de l'opposition. M. Brizola, leader du parti démocratique du travail (P.D.T.), est lié à l'Internationale socialiste.

L'organisation des « Escadrons de la mort », très active contre l'opposition politique pendant la dictature, a éclaté, semble-t-il, en un nombre indéterminé de commandos et de milices qui protègent certains commerçants contre les petits et moyens délinquants, et dont font partie un certain nombre de policiers. Leurs victimes ont les mains enchaînées par des menottes; leurs corps sont criblés de balles et assez souvent ils portent des traces de torture.

Plusieurs des assassinats enregistrés à Rio ces derniers jours portent la « signature » de l'escadron et les victimes sont, semble-t-il, de petits délinquants de banlieue. Des dizaines de policiers tentent de mettre la main sur l'un des chefs de cette organisation, surnommée Quindim (nom d'un petit gâteau brésilien) et qui serait assisté d'un membre de la police militaire et de deux inspecteurs de police.

AFRIQUE

Lendemain d'insouciance en Zambie

III. - Un fou de Dieu

De notre envoyé spécial Jean-Pierre LANGELLIER

Nkumbula, de se présenter contre lui à l'élection présidentielle.

Admirateur de Mao et de Gandhi, à qui il emprunte face au pouvoir britannique l'arme de la « désobéissance civile », K.K. recherche l'impossible synthèse entre les valeurs chrétiennes et la tentation égalitaire, entre l'idéal non violent et la rupture révolutionnaire. L'humanisme, promu doctrine officielle et proche à certains égards de notre christianisme social, reflète cette quête illusoire et presque pathétique. D'où une pensée politique généreuse mais confuse, empreinte souvent de paternalisme.

Des incantations humanistes

Partisan des mutations progressives et des évolutions pacifiques, K.K. n'a pas brisé le moule économique hérité de l'histoire, mais s'est contenté de plaquer sur lui un appareil d'Etat envahissant. Avec sa certitude de société par étatisme, le Zimbo est le troisième consortium industriel du continent. Ni les structures, ni les mentalités, ni les habitudes de vie n'ont été décolonisées. Le socialisme de droit divin inspiré par K.K. n'a pas, malgré la création d'un parti de masse, mobilisé en profondeur les énergies. Il sombre dans une bureaucratie pesante et engourdie où prospèrent les élites courtisanes. On ne peut évidemment résoudre à coup d'incantations humanistes les problèmes économiques de la Zambie. Est-ce pour masquer cette impuissance que M. Kaunda parait soudain s'enticher l'an dernier du « socialisme scientifique » ? Il amoncelle son introduction prochaine - comme discipline d'enseignement obligatoire - dans les écoles primaires. Ce projet déchaîne

la tempête parmi les Eglises, peu disposées à rendre un hommage, fût-il scolaire, à celui qui tenait la religion pour l'« opium du peuple ».

Après tout, observe un jeune chrétien, le socialisme scientifique, c'est le marxisme endimanché. A soixante ans, K.K. n'a ni dauphin ni prétendant avoué. Survivant de nombreuses crises, il concentre entre ses mains tous les pouvoirs - en vertu d'un état d'urgence jamais aboli - mais c'est un homme seul, mal obéi, influençable et souvent indécis. Ses louvoisements engendrent parfois l'incohérence, notamment dans le domaine économique. Le secret de ses vaines hésitations réside sans doute dans une immense difficulté à trancher. Qu'il s'agisse de choisir entre deux politiques, de sanctionner des fautes ou de tourner le dos à l'adversaire.

K.K. croit, en dernier ressort, aux bienfaits du dialogue, fût-ce avec le diable sud-africain. Il se limoge pas ses ministres, mais il les permet. Depuis vingt ans, les mêmes hommes, au gré des remaniements, jouent aux quatre coins dans les aléas du pouvoir. Quelques-uns, souvent brillants et encore jeunes, tels MM. Alex Chikwanda, ancien ministre des finances, ou Vernon Mwaanga, qui fut ambassadeur à Moscou à vingt et un ans, ont tiré leur révérence et rejoint le secteur privé. Devenus des *aparumbas* (gros bourgeois), ils appartiennent à une opposition libérale et feutrée, qu'on regroupe sous l'étiquette trop commode de « droite intellectuelle ». Ils sont en réserve de l'Etat, avant qu'on refuse éventuellement appel à eux un jour ou l'autre.

K.K. a su satisfaire les aspirations régionales tout en fortifiant l'unité nationale. Descendant d'une famille malawite immigrée au début du siècle, il ne s'identifie à aucune des grandes tribus, et il ne peut contenir plus facilement les luttes d'influences ethniques. Cet atout majeur stabilise son régime et épargne de graves affrontements à un pays sans véritables racines ni cohésion, où vivent quelque soixante-dix tribus bantoues, et dont la silhouette saugrenue témoigne qu'il fut taillé à coups de serpe par le colonisateur.

Mgr Emmanuel Milingo, archevêque de Lusaka, rappelle à Rome depuis un an (le Monde daté 13-14 mars), se montre le plus ferme en qualifiant le dessein gouvernemental d'« extrême inacceptable ». Dans une lettre pastorale d'août 1979, les Eglises chrétiennes avaient déjà clairement condamné le socialisme scientifique. Cette doctrine, rappelle-t-elles, en avril dernier, « méconnaît les droits de l'homme, nie les libertés et concentre le pouvoir dans les mains d'une minorité ». Les fidèles furent invités, en signe de protestation, à observer « une journée de jeûne et de prières ».

Contre le racisme et l'apartheid

Le pouvoir, qui se veut apaisant, a mis une sourdine, ces derniers temps, à sa croisade pour le socialisme scientifique. « Les Eglises s'inquiètent à tort, assure d'un ton patelin, M. Reuben Ka-manga, président de la commission politique du comité central de l'UNIP. Y a-t-il meilleur chrétien que K.K. ? ». Et M. Kaunda d'ajouter : « Le marxisme-léninisme existe il en Zambie ? Les destinées d'une grande partie de l'humanité, Mao a fait des choses formidables. Pourquoi nous l'ignorer ? Nous ne voulons pas l'adopter comme idéologie, mais en faire un objet d'études au même titre que les autres philosophies ». A qui fera-t-on croire, rétorque un opposant, qu'un gamin de dix ans est à même de comparer des doctrines ? Beaucoup de bruit pour rien ? Pas tout à fait. Les Eglises, soutenus en l'occurrence par les syndicats, sont une force redoutable, jalouses de leur rôle spirituel et moral, qu'il faut d'autant plus ménager que la Zambie vit une année électorale. Les scrutins législatif et présidentiel auront lieu probablement entre octobre et décembre 1983. Sans se mêler ouvertement au débat politique, les hommes d'Eglise pourraient, si on les défait un peu trop, conseiller discrètement l'abstention à leurs ouailles.

Or M. Kaunda, qui briguera un cinquième mandat, souhaite être « massivement réélu » et faire beaucoup mieux qu'en 1978 (il avait alors recueilli 65 % de « oui » pour un pourcentage de participation du même ordre). L'UNIP a donc orchestré pendant des mois une cam-

pagne sur le double thème : « Inscrivez-vous sur les listes électorales », « achetez la carte du parti ». Pour obtenir une progression satisfaisante du nombre des électeurs, il fallut repousser la date limite d'inscription, ce qui en dit long sur l'apathie des Zambiens. On dit aussi calmer l'ardeur de certains militants trop zélés qui inséraient l'accès des lieux publics à toute personne dépourvue de la précieuse carte de l'UNIP. Voilà donc un parti unique, dont la « vieille garde » - ethniquement équilibrée - aimait bien se refaire une virginité politique aux moindres frais. Il lui serait si commode de « durer » ses slogans au nom d'un « socialisme scientifique », qui a le double avantage de purifier la doctrine tout en renforçant l'empire de la classe au pouvoir. Les jeunes « idéologues », souvent formés en Europe de l'Est, possèdent naturellement à la rose.

Pourtant, l'influence de l'Union soviétique - qui n'a pas de véritable « clientèle » au sein du comité central - demeure modeste. Comme c'est souvent le cas en Afrique, elle s'exerce surtout dans le domaine militaire. La Zambie, qui prévoyait une guerre plus longue en Rhodesie, acheta seize Mig, et des Sa-7. Ces cinquante conseillers soviétiques forment les pilotes, protègent les sites de missiles et entretiennent le matériel. Une partie d'entre eux doivent quitter la Zambie, mission accomplie, dans les prochains mois. Lusaka rembourse sa dette militaire à l'U.R.S.S. par des paiements en dollars et - murmure-t-on sans pouvoir l'affirmer - en lui livrant du cobalt. La majorité des Allemands de l'Est, quant à eux, sont des techniciens agricoles.

Depuis la découverte d'une tentative de coup d'Etat en octobre 1980 (3), on dit K.K. fort préoccupé de sa propre sécurité. Les services secrets du « Special Branch » ont été domiciliés dans une imposante bâtisse de cinq étages et renforcés leur surveillance des quelques centaines de personnes qui composent l'élite politique. Le prochain d'un conseil de la presse qui, sous l'autorité du comité central, pourra sanctionner les journalistes « irresponsables » est une autre signe de durcissement. (L'Etat possède pourtant déjà les deux quotidiens nationaux). Malgré tout cela, la Zambie n'est pas un Etat policier, et son peuple, chaleureux et volubile, parle sans crainte à l'étranger de passage.

Homme de principes, K.K. reste, en tout cas, fidèle depuis trente ans au combat contre le racisme et l'apartheid. Hanté par la peur d'un embrasement général en Afrique australe, il n'a jamais totalement rompu avec cette « tribu blanche » du Sud dont l'obstination semble le fasciner autant qu'elle l'inquiète. « Il faut nous expliquer le racisme, dit le premier ministre raciste puisse écouter le point de vue de l'Afrique indépendante » (le Monde du 17 mars). Sa rencontre avec M. Botha, il y a un an, n'a pourtant guère amadonné Pretoria.

Avec sa petite armée de 16 000 hommes, la Zambie n'est pas en mesure, il est vrai, d'imposer ses conditions. Elle évite de provoquer ce trop puissant partenaire. A Lusaka, le siège de l'ANC - le principal mouvement nationaliste sud-africain - n'abrite plus qu'une équipe administrative, les militants ayant trouvé refuge en Angola. En outre, la Zambie hérite, comme ses voisins, d'une économie orientée vers le Sud. Pretoria reste son deuxième partenaire commercial, et le trafic zambien transite pour 60 % dans les ports sud-africains. Une dépendance qui fait réfléchir.

La bataille contre l'apartheid se poursuit, mais Kenneth Kaunda, comme d'autres dirigeants depuis trop longtemps en place, semble mal préparé aux nouveaux combats de l'Afrique, moins nobles mais tout aussi nécessaires. Il fut l'homme de l'émancipation politique. Est-il celui du redressement économique ? La Zambie, malade de son cuivre, a moins besoin aujourd'hui d'un illustre rassembleur que d'un rigoureux gestionnaire.

FIN

(1) Avec MM. Sekou Touré (Guinée), Julius Nyerere (Tanzanie), Ka-manga Banda (Malawi) et Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire).

(2) Cette secte religieuse, dont les membres refusent de voter et de s'inscrire au parti, se révolta au lendemain de l'indépendance et fut matée au prix de sept cents morts.

(3) Sept comploteurs, accusés de trahison, ont été condamnés à mort le 20 janvier dernier et seront vraisemblablement graciés (le Monde du 22 janvier).

APRÈS SA VISITE EN FRANCE

M. Kaunda est l'hôte officiel des Etats-Unis

Venant de Paris, où il a achevé mardi 29 mars une visite officielle de travail de deux jours en France, M. Kenneth Kaunda, président de la République de Zambie, est arrivé le même jour à Washington, où il séjournera jusqu'à samedi en visite officielle. M. Kaunda, qui devait être reçu mercredi par M. Reagan, est le premier dirigeant d'un pays de la ligne de front (Tanzanie, Mozambique, Angola, Botswana, Zambie, Zaire) à effectuer une visite officielle aux Etats-Unis depuis l'arrivée du président Reagan à la Maison Blanche.

Avant de quitter la France, le président zambien, qui a tenu une conférence de presse, a indiqué que le problème namibien avait figuré au centre de ses entretiens à Paris. Il s'est félicité de l'attitude de la France, membre du groupe de contact occidental, qui « contredit le refus du gouvernement américain de rejeter tout lien entre l'indépendance de la Namibie et le départ des

Cubains d'Angola. Il a toutefois demandé à la France de faire davantage pression sur ses partenaires. Evoquant le second objectif de sa tournée - obtenir une aide accrue pour la Zambie, frappée par une crise économique aigüe - M. Kaunda a lancé un appel aux hommes d'affaires français pour qu'ils investissent dans son pays, dont la dette extérieure s'élève, selon lui, à 3 milliards de dollars.

Le président zambien a également dit que son pays ne pouvait rembourser ses dettes à cause des hausses des prix du pétrole, de la baisse des prix du cuivre et des intempéries. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international doit examiner, le mois prochain, un plan de redressement, et M. Kaunda a indiqué qu'il avait reçu un accueil favorable à sa demande de rééchelonnement des dettes de la Zambie au sein du Club de Paris.

NATIONS UNIES

SELON L'ONU

Les engagements d'aide aux pays les plus pauvres n'ont pas été tenus

Genève (A.F.P.). - Les trente-six pays les plus pauvres du monde n'auront reçu en 1983 qu'un peu plus de la moitié de l'aide au développement promise par les pays donateurs à la conférence de Paris de septembre 1981 (le Monde du 16 septembre 1981), indique un rapport de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) publié le 29 mars à Genève.

Ce document, préparé pour la sixième réunion de la CNUCED en juin à Belgrade, rappelle que les pays développés s'étaient, à quelques exceptions près, engagés à Paris soit à doubler leur aide aux pays les moins développés (P.M.A.), soit à porter celle-ci à au moins 0,15 % de leur produit national brut. Cet effort, qui devait permettre de doubler le revenu des P.M.A. au cours des années 80, impliquait que l'aide au développement atteigne pour les P.M.A. 14 milliards de dollars (100 milliards de francs environ) en 1985. Or, sur la base des engagements pris depuis septembre 1981, ce chiffre ne sera que de 8,1 milliards de dollars

(58 milliards de francs). Selon le rapport, les statistiques de 1981 montrent que « l'aide publique au développement octroyée aux pays les moins développés a diminué en termes courants et en termes réels ». La situation est d'autant plus grave que les recettes d'exportation des P.M.A. ont parallèlement diminué de 10 % en 1981, tombant de 7,4 à 6,6 milliards de dollars. Quatre pays industrialisés (Pays-Bas, Norvège, Suède, Danemark) et quatre pays pétroliers (Koweït, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats arabes unis) ont accordé en 1981 plus de 0,15 % de leur P.N.B. à l'aide au développement.

Certains pays (Etats-Unis, Nouvelle-Zélande et pays communistes européens) n'avaient pris aucun engagement. Les autres donateurs avaient promis soit de porter leur aide aux P.M.A. à au moins 0,15 % de leur P.N.B., soit de la doubler. Parmi ces derniers, l'aide aux P.M.A. en 1981 atteignait 0,119 % du P.N.B. en France, 0,120 % en R.F.A., 0,051 % au Japon et 0,112 % au Royaume-Uni.

Page 4

NOUVEAU DE REFERENCE

ATRAV

Argentine

Chili

PAR

PIRA

EUROPE

PROCHE-ORIENT

Pologne

UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

La nouvelle était d'importance et, ne s'y trompant pas, la presse de Varsovie l'a annoncée, mardi 29 mars, en première page : le général Jaruzelski vient de trouver un éditeur.

L'exploit n'est pas mince dans un pays où, pénurie de papier aidant, les écoles ont du mal à se procurer des manuels scolaires, mais après tout — et contrairement aux ouvrages semblables de MM. Jivkov, Husak ou Ceausescu — ce recueil de discours sera d'une lecture particulièrement instructive.

D'une allocution à l'autre, on pourra en effet y étudier l'art de briser l'espoir d'une nation en trois étapes. Une offre de trêve d'abord (février 1981), discours d'investiture comme premier ministre à un adversaire qui ne demandait que le respect des engagements pris et pouvait se croire en position d'attaqué. Une proposition ensuite (octobre 1981), discours d'élection comme premier secrétaire du parti d'accord national à laquelle ne sera donné aucun contenu, mais qui brouillera les cartes. L'heure du letelier enfin (soirée du 13 décembre 1981) : « Je vous annonce qu'en ce jour nous avons constitué un conseil militaire de salut national... »

Imprimeurs clandestins arrêtés

Reste à savoir si les librairies polonaises vont être prises d'assaut. En attendant, les autorités ont arrêté neuf imprimeurs de bulletins et de tracts clandestins qui s'étaient constitués un stock d'une tonne de papier. Elles ont également ouvert, mardi, le procès de neuf animateurs du comité ouvrier inter-entreprises Solidarité, l'une des principales organisations clandestines de Varsovie. La clandestinité, pour sa part, aurait décidé d'appeler à manifester le 1^{er} mai, « Jour de la fête du travail et non d'hommage aux autorités ».

B. G.

Le Bureau international du travail (B.I.T.) a démenti mardi 29 mars que M. Gunter Engelmeier, le syndicaliste autrichien qui avait rencontré lundi M. Lech Wałęsa (le Monde du 30 mars), l'eût fait en qualité de représentant de l'Organisation internationale du travail. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

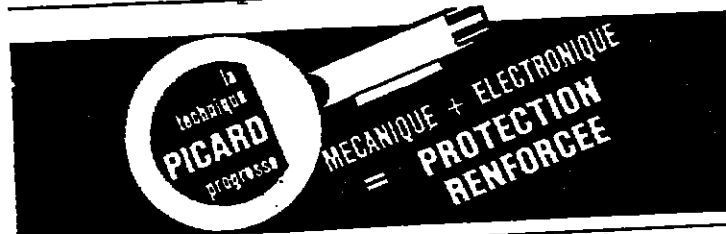
LES PARENTS DES SOLDATS ARGENTINS enterrés par les forces britanniques aux Malouines pourront s'y rendre pour rendre hommage à leurs enfants, a-t-on appris, mardi 29 mars, de source diplomatique à Montevideo. Cette mesure a été adoptée grâce aux missions de bons offices entreprises par l'Uruguay et la Croix-Rouge internationale auprès des autorités britanniques. Par ailleurs, plus de 500 Britanniques, parents des soldats de la Task Force tombés au cours de la guerre des Malouines et enterrés sur place, sont attendus à Montevideo pour se rendre dans l'archipel. Selon les bilans officiels, 1 798 soldats argentins ont été tués, blessés ou portés disparus au cours de ce conflit ; côté britannique, 131 soldats ont été tués ou portés disparus et 150 autres blessés. — (A.F.P.)

Chili

LE GOUVERNEMENT a ordonné mardi 29 mars, la reléga-

tion dans le nord du pays de trente-quatre personnes arrêtées lors des manifestations antigouvernementales du jeudi 24 mars. Les trente-quatre détenus devront demeurer trois mois à Pisagua, à la frontière péruvienne, à 2 000 kilomètres au nord de Santiago. Deux cent trente personnes, dont deux prêtres catholiques, avaient été arrêtées.

DEUX POLICIERS ESPAGNOLS ont été condamnés par un tribunal pour « tortures » sur la personne d'un indépendantiste basque, a-t-on appris à Bilbao, le mardi 29 mars. Ils ont été condamnés à dix mois d'arrestation, dix années d'interdiction d'exercer la fonction de policier et une amende. Un troisième policier a été acquitté. Le 30 juillet 1982, de lourdes peines (de douze à quatorze ans de prison) avaient été prononcées contre trois gardes civils, qui avaient torturé à mort à Almería, en Andalousie, trois jeunes gens qu'ils soupçonnaient d'appartenir à l'ETA militaire. — (A.F.P.)



TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e - ☎ 347.21.32

R.F.A.

DANS SON DISCOURS DE DOYEN D'ÂGE AU BUNDESTAG

M. Willy Brandt a souhaité que les citoyens des deux Allemagnes « ne s'écartent pas les uns des autres »

De notre correspondant

Bonn. — Le dixième Bundestag a été inauguré mardi 29 mars par le doyen d'âge, l'ancien chancelier Willy Brandt, qui a su trouver le ton et les paroles convenant à la circonstance.

Après avoir déclaré que tous les députés, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, portaient la même responsabilité devant le pays et la Constitution, M. Brandt a constaté que depuis sa création la République fédérale avait réalisé plus que ce que ses pères fondateurs avaient cru possible et qu'il se serait manqué de reconnaissance, de ne pas en convenir.

L'ancien résistant qu'est Willy Brandt ne pouvait passer sous silence le cinquantième anniversaire de l'accession au pouvoir des nazis et les catastrophes qui s'ensuivirent. Il rappela que seuls les socialistes avaient refusé de voter les pleins pouvoirs à Hitler, le 23 mars 1933 (les communistes étaient déjà bannis du Reichstag), et demanda une pensée pour toutes les victimes allemandes et étrangères des crimes hitlériens. Le Bundestag se leva alors comme un seul homme pour honorer la mémoire de ces martyrs. Revenant au présent, M. Brandt se félicita de « la remarquable continuité et stabilité de la République fédérale ». La démocratie s'y est affirmée, a-t-il dit : souhaitant que les citoyens des deux Allemagnes « ne s'écartent pas inutilement les uns des autres », il a formé des vœux pour que leurs rapports « soient productifs ». S'étant auparavant élevé contre la course aux armements, il a émis l'idée que économisant une partie des sommes qui lui sont consacrées, on pourrait lancer un « plan Marshall » pour le tiers monde.

Après le discours de M. Brandt, on procéda à l'élection du président du Bundestag. Candidat unique, M. Rainer Barzel fut élu par 407 voix sur 498, c'est-à-dire avec une partie des voix des sociaux-démocrates. Le nouveau président —

qui fut un certain temps « coordinateur », des relations franco-allemandes et qui était ministre des Affaires inter-allemandes dans le premier gouvernement Kohl — fut vivement congratulé par les chefs de tous les groupes parlementaires. Il sera assisté de quatre vice-présidents : deux sociaux-démocrates, M^{me} Annemarie Renger, et M. Westphal, un chrétien-social bavarois, l'ancien président de l'Assemblée, M. Richard Stücklen, et un libéral, M. Wurbis. Les efforts réitérés des Verts pour faire élire l'une des leurs et pour demander que le nombre des vice-présidents soit porté à cinq n'aboutiront pas.

En chandail, sans cravate pour la plupart, les Verts dénonçaient sur le déroulement de cette séance d'ouverture, mais s'ils usèrent jusqu'à la corde les possibilités que leur offrait le jour, ils s'abstinrent de faire scandale. Ils ont déjà obtenu de siéger là où ils voulaient, entre la C.D.U. et le S.P.D. (ce dernier entendait ne laisser personne sur sa gauche), position stratégique importante puisqu'elle se trouve automatiquement dans le champ des télévisions.

Il fallut attendre tard dans la soirée pour que soit connu le résultat de l'élection du chancelier fédéral. Il n'y avait qu'un candidat, celui proposé, comme la loi l'exigeait, par le président de la République, M. Helmut Kohl. Élu avec 271 voix contre 214 et une abstention, M. Kohl prêtait serment peu après vingt heures.

Les ministres devaient prêter serment mercredi. Après les fêtes de Pâques, les chefs des trois partis de la coalition C.D.U.-C.S.U.-F.D.P. se réuniront à nouveau pour mettre au point le programme de politique étrangère du nouveau gouvernement, si bien que la déclaration gouvernementale ne sera pas prête avant le 4 mai.

ALAIN CLÉMENT.

Italie

LES SUITES DE L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

Les avocats de M. Antonov contestent les accusations portées contre leur client par Ali Agca

De notre correspondant

Rome. — Les avocats de M. Antonov, le fonctionnaire de la Balkan Air accusé de « participation active » à la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, ont révisé mardi

29 mars les éléments qu'ils ont réunis tendant à prouver qu'Ali Agca, auteur de l'attentat et principal accusateur de leur client, avait fait de fausses déclarations. Les avocats de M. Antonov devaient introduire ce mercredi une requête pour la libération provisoire du fonctionnaire bulgare, déjà refusée à deux reprises.

Ambiguïtés et contradictions

Les avocats ont exposé les ambiguïtés, les contradictions, voire les non-vérités contenues, selon eux, dans les propos d'Ali Agca. Agca avait notamment affirmé que le 10 mai 1981, trois jours avant l'attentat, il avait participé à une réunion dans l'appartement de M. Antonov pour mettre au point les détails de son action. A cette réunion avaient assisté, selon lui, outre M. Antonov et deux Bulgares de l'ambassade de Rome (actuellement à Sofia), la femme et la petite fille du fonctionnaire de la Balkan Air.

Or, selon les avocats, M^{me} Antonov, dont le permis de séjour expirait le 9 mai, serait repartie le 8 en voiture et aurait passé la nuit du 8 au 9 dans un motel en Yougoslavie. Les avocats ont présenté la note de l'hôtel authentifiée par les autorités yougoslaves. M. Antonov, qui, au début, avait déclaré au juge d'instruction que sa femme se trouvait à Rome le 13 mai, se serait trompé de date.

PH. P.

La Haute Cour de Londres a annoncé mardi 29 mars le verdict de suicide rendu l'état dernier par un jury d'enquête sur la mort du banquier italien Roberto Calvi et a décidé la réouverture d'une enquête judiciaire. Cette décision, qui répond aux souhaits de la famille du président du Banco Ambrosiano, intervient au lendemain de la publication à Milan du rapport des experts italiens qui présentent l'hypothèse du suicide comme la plus vraisemblable (le Monde du 30 mars).

Israël

Le Jour de la terre est célébré par les Arabes dans un climat de vive tension

De notre correspondant

Jérusalem. — De nombreux renforts de la police et de l'armée ont été déployés, le mercredi 30 mars, aussi bien en Israël que dans les territoires occupés, où les populations arabes célèbrent le Jour de la terre. En Cisjordanie, l'effervescence est particulièrement grande en raison de l'étonnante affaire d'intoxication collective dont la ville de Jenine a été le théâtre depuis plusieurs jours. Le couvre-feu a été de nouveau imposé dans cette agglomération le 29 mars alors que soixante-dix personnes, des adultes cette fois, ont été hospitalisées. Mais les autorités israéliennes continuent à mettre en doute la réalité de ce mal mystérieux, ce qui ne fait qu'accroître la colère des Palestiniens de les incite davantage à penser qu'il s'agit d'un empoisonnement volontaire.

En Galilée et dans la région de Haïfa, où vit la majorité des six cent cinquante mille Arabes citoyens d'Israël, trois grands rassemblements étaient prévus — et autorisés par la police — pour rappeler le souvenir des six personnes tuées en 1975 lors de la campagne de protestation contre des projets d'expropriation de terrains appartenant à des Arabes israéliens. Mais cette commémoration, qui a pris l'appellation depuis de Jour de la terre, est désormais marquée de diverses manières par l'ensemble des Palestiniens.

L'an dernier, le Jour de la terre avait confirmé une volonté de solidarité nouvelle entre les Arabes d'Israël et ceux des territoires occupés. Une évolution qui inquiète fortement le gouvernement israélien. Au cours des derniers jours, la plupart des dirigeants ou représentants des localités arabes de Galilée, des membres du parti travailliste, mais aussi du parti communiste et du Comité national pour la défense des terres arabes ont lancé des appels au calme. Ils ont également décidé, pour éviter des incidents qui risqueraient d'être mis à profit par le gouvernement à leur détriment, de repousser un projet de grève générale. Un tel mot d'ordre répandu l'an dernier par certains groupes n'avait été que partiellement

suivi. Cependant, malgré ce geste d'apaisement, la police israélienne a procédé, le 29 mars, à une quinzaine d'arrestations, notamment de militants du parti communiste israélien (en très grande majorité arabes), et celui-ci, tandis que la police ne fournissait aucune explication, a affirmé qu'il s'agissait d'« arrestations préventives et donc arbitraires ». Durant la nuit et au début de la journée du 30 mars, quelques incidents isolés se sont produits dans plusieurs villages arabes israéliens : des jeunes ont lancé des pierres contre des voitures et la police a effectué des perquisitions pour confisquer des drapeaux palestiniens.

Des réactions

« psychosomatiques »

En Galilée, la seule partie d'Israël où la population arabe est majoritaire et où des conflits sont toujours fréquents à propos de la répartition des terres — relativement beaucoup plus favorable à la population juive — plusieurs initiatives ont été prises depuis le début de l'année par des représentants de localités arabes et juives de la région pour essayer de limiter les frictions entre les deux communautés. Mais le ressentiment des Arabes tend à se développer d'autant que l'armée a annoncé en janvier la réquisition temporaire d'importantes surfaces de terres agricoles appartenant à des Arabes pour les transformer en champs de manœuvre. Dernièrement, le climat s'est encore détérioré après la décision d'accorder de nouvelles allocations aux familles nombreuses, dont les Arabes ne peuvent bénéficier sous prétexte qu'ils ne servent pas dans l'armée israélienne, alors que les religieux juifs ultra-orthodoxes, qui, eux, non plus, ne font pas de service militaire, pourraient profiter de cette disposition. Le caractère évidemment discriminatoire de cette mesure a soulevé de vives protestations parmi

les députés arabes de la Knesset, et ceux-ci ont introduit une requête en annulation devant la Cour suprême.

La méfiance, le soupçon ou le mépris marqués par nombre d'Israéliens envers la population arabe ont encore été soulignés par des déclarations du chef d'état-major, le général Raphaël Eytan. Ce dernier a pré-tendu, à propos du meurtre d'une fillette, alors que la police n'a toujours pas élucidé ce cas, qu'il n'y avait aucun doute quant à la culpabilité d'« un Arabe ». Bien que ses allégations aient été démenties par le ministre de l'Intérieur, le chef d'état-major maintient que le meurtrier agissait pour le compte de l'O.L.P.

La colère des habitants de Jenine est aussi motivée par l'attitude apparemment méprisante des autorités médicales israéliennes. Après quarante-huit heures d'enquêtes et d'examen, alors que les experts n'ont pas encore terminé leurs travaux, le directeur général du ministère de la Santé a déclaré que, dans la majorité des cas d'intoxication relevés depuis une semaine, il pouvait seulement s'agir de manifestations « psychosomatiques ». Les médecins palestiniens des hôpitaux de Jenine et de la région reconnaissent que beaucoup de leurs patients se sont « affolés » à l'annonce de ce mal mystérieux, et que, parfois, ils ont noté des réactions quelque peu « hystériques » parmi une population qui, précisément, vit en permanence dans la crainte de la moindre « agression » de la part des autorités ou des colons israéliens. Ils admettent que rien ne permet de justifier pour l'instant la rumeur, vite répandue dans la ville, d'un empoisonnement criminel, mais ils affirment que les troubles constatés, s'ils ne présentent pas « un caractère de gravité extrême », sont bien réels et inquiétants. Ils démentent les allégations de la commission médicale israélienne qui, d'ores et déjà, laisse officiellement entendre que, « peut-être », il n'y a même pas eu de tout d'intoxication au sens propre du mot.

FRANCIS CORNU.

Comptes d'Irlande

(sans légendes)



L'avion ou le bateau ? En route ou avec une voiture ? A l'hôtel ou à la ferme ? Des vacances en Irlande, il y a mille façons de les passer. A mille prix différents.

En collaboration avec Aer Lingus et Irish Continental Line, nous avons édité une brochure, Irlande en kit, qui vous permettra de composer vos vacances à la carte : transports, séjours, budgets, tous les prix y sont. En voici quelques exemples.

L'AVION OU LE BATEAU

L'avion : 1580 F, tarif Taxi Vert sur vols réguliers Paris-Dublin, Cork ou Shannon et retour, les mardis, mercredis et jeudis.

Le bateau : de 556 F à 1446 F par personne si vous êtes quatre selon la saison, voiture comprise, du Havre à Rosslare ou Cork, ou de Cherbourg à Rosslare.

A LA CARTE

Vous choisissez votre mode de transport et vous achetez « à la carte » avant de partir, chez votre Agent de Voyages, des bons pour différentes formules de séjours en Irlande.

A la ferme ou chez l'habitant : 7 nuits en demi-pension, 1570 F par personne, si vous êtes deux, vélo fourni.

Un cabin-cruiser pour 4 personnes pendant une semaine 2950 F.

VOYAGES A FORFAIT

C'est la façon la plus simple de voyager. Vous demandez à votre Agent de Voyages la formule voyage individuel à forfait de votre choix.

Avion et voiture : Paris-Irlande et retour plus une voiture de location, kilométrage illimité. Pour 6 jours, il vous en coûtera 2 370 F par personne si vous êtes quatre.

Circuit en autocar : Paris-Irlande-Paris par avion, demi-pension à l'hôtel, pendant 8 jours 4500 F par personne.

Séjour à l'hôtel : traversée directe Le Havre ou Cherbourg-Rosslare et retour avec votre voiture. 7 nuits et 7 petits déjeuners, 2 635 F par personne si vous êtes quatre.

A la ferme : Paris-Irlande-Paris en avion, voiture de location kilométrage illimité, 7 nuits et 7 petits déjeuners 3 090 F par personne si vous êtes quatre.

En maison de location : traversée directe Le Havre ou Cherbourg-Rosslare et retour avec votre voiture. 7 jours de location 1 995 F par personne si vous êtes quatre.

Il y a encore bien d'autres façons de réussir vos vacances irlandaises dans notre brochure « Irlande en kit ».

Pour la recevoir, retournez-nous le coupon-réponse ci-dessous.

Ce prix est le prix plein sans nos services d'accompagnement.

Nom _____
Adresse _____
LM 2

Envoyez ce coupon, en joignant 3 timbres à 1,80 F pour frais d'envoi, au SEA/Tourisme Irlandais, B.P. 2 Gué de Long, 28700 Auneau, ou venez nous voir, 9 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris Tél. 261 84 26



L'APPLICATION DU PLAN D'AUSTÉRITÉ

LE DIFFÉREND DELORS-LE PORS

Une clause de sauvegarde très ambiguë

C'est un pseudo-accord sur une clause de sauvegarde ambiguë qu'ont conclu MM. Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, et Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, mardi après-midi 29 mars, en publiant un communiqué commun : « Les accords salariaux conclus en 1983, mais aussi de 1982, comportent souvent des clauses prévoyant un rendez-vous fin 1983 ou début 1984. »

« A titre d'exemple, le relevé des conclusions signé dans la fonction publique dispose : « Lorsque sera connu l'indice des prix de décembre 1983, les parties se réuniront pour examiner les modalités de la situation et des perspectives économiques, sera réalisé l'ajustement des rémunérations en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse. »

« Les mesures annoncées le 25 mars ne changent rien à la lettre de ces clauses ni à l'esprit dans lequel elles seront appliquées », souligne la communiqué, qui conclut : « Il est rappelé que l'objectif du gouvernement est de demeurer de limiter l'inflation à 8 % en 1983. »

Est-ce clair ? Pas du tout, car les deux ministres ont chacun leur idée sur la façon d'appliquer la lettre et l'esprit de cette clause dite de sauvegarde du pouvoir d'achat, dont le Monde du 17 novembre 1982 soulignait déjà l'ambiguïté. La question posée est de savoir ce qui se passera si les prix augmentent d'environ 9 % au lieu des 8 % prévus.

Premier désaccord : pour M. Delors, si un dérapage des prix est constaté dès l'automne, il n'y aura pas de réajustement automatique. M. Le Pors semble accepter cette interprétation, mais il n'en a pas moins prévu une rencontre, en septembre, avec les syndicats pour examiner comment le réajustement se fera.

Deuxième désaccord : pour M. Le Pors, la clause de sauvegarde implique qu'en cas d'inflation plus élevée que prévue, les

salaires des fonctionnaires seront majorés, afin d'assurer le maintien du pouvoir d'achat. Lors d'une suspension de séance, pendant les négociations salariales, le ministre de la fonction publique d'alors avait même laissé entendre qu'il s'agissait de rattraper les pertes de pouvoir d'achat de 1983, mais aussi de 1982.

Pour M. Delors, la clause de sauvegarde n'est pas une clause d'indexation automatique. Il est certes indiqué que « sera réalisé l'ajustement des rémunérations en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse » — ce qui n'assure pas le maintien pour chaque fonctionnaire, — mais il est aussi précisé que cette revalorisation se fera « en fonction de la situation et des perspectives économiques ». Et pour M. Delors, ces perspectives sont déjà tracées... sous le signe de la rigueur.

Le différend entre les deux ministres, puis leur communiqué commun, n'effacent donc pas une divergence de fond sur l'automatisme ou non d'un relèvement des salaires en fonction d'une évolution constatée des prix. Le ministre de l'économie, des finances et du budget l'a admis, de manière inquiétante ou provocante — comme on voudra, — lorsque, à peine séchée l'encre dudit communiqué, il a déclaré à Europe 1 : « On m'a laissé seul pour expliquer la politique économique et sociale du pays. Que ceux qui se cachent derrière moi me laissent les mains libres. »

Puisque M. Anicet Le Pors n'a pas hésité à ferrailler sur le devant de la scène et à citer M. Mauroy comme garant des déclarations qu'il ose faire, qui donc peut viser M. Delors lorsqu'il parle de ceux qui se cachent sinon, entre autres, un certain premier ministre ? Il est vrai que, bien avant le plan d'austérité, jeux de cache-cache et querelles de mots étaient déjà fréquentes lorsqu'il s'agissait d'interpréter les orientations du précédent gouvernement sur le maintien du pouvoir d'achat moyen, en niveau ou en masse.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Le patronat livrera une dure bataille sur l'assurance-chômage nous déclare M. Yvon Gattaz

(Suite de la première page.)

« Nous avons conscience que l'économie est désormais mondialisée, que le protectionnisme est la voie du sous-développement. Et la rigueur, l'effort, nous les préconisons. Il fallait corriger le tir pour redresser le passé. Ça, c'est l'élément fixe. Nous regrettons qu'il n'y ait pas un élément moteur. A défaut de relance par la demande, pourquoi pas une relance par l'offre ? Ce jugement, qualifié de « modéré », sur le plan d'austérité n'est pas forcément partagé par l'ensemble du patronat. La puissante Fédération des travaux publics estime qu'elle va « faire les frais du plan de rigueur » et s'attend à des « départs de bilan en série et des licenciements massifs ».

Si l'y a un discours de M. Gattaz qui ne change pas — et qu'il fera à 31 mars — c'est celui sur les charges. « La tête sur le billot, vous ne me ferez pas dire que les entreprises françaises ne sont pas les championnes du monde des charges fiscales et sociales. » Il se sent conforté par une étude de la B.N.P. qui note : « une nouvelle dégradation des résultats des entreprises en 1982 ». La part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée, qui était déjà tombée de 29 % en 1974 à 25 % en 1979, a continué de fléchir : 24,4 % en 1980, 23,5 % en 1981 et 23 % en 1982. Ainsi l'épargne brute est-elle retombée au niveau des années 60, inférieure de moitié à ce qu'elle était en 1979.

Une inquiétude

La commission paritaire C.N.P.F.-administration chargée d'évaluer les charges des entreprises s'est déjà réunie deux fois — sept rencontres sont prévues — et devrait rendre ses conclusions, comme prévu, à la fin du mois d'avril. On espère bien au C.N.P.F. y voir la confirmation des propos avancés depuis deux ans (1).

Au-delà de ces permanences, on sent bien dans le patronat une inquiétude de voir le pouvoir socialiste mener une politique jugée à ce point contradictoire avec sa nature et ses rêves. Quelles concessions valent-offrir au P.S., au P.C. et aux syndicats en contrepartie de la rigueur accrue ? Ce « qualificatif » qui fait frémir les patrons parce qu'il donne en général plus de pou-

(1) Même si l'on oublie souvent au C.N.P.F. que les charges salariales sont, en revanche, supérieures à celles des pays voisins (R.F.A. notamment).

voir aux syndicats et n'est jamais sans coût pour l'entreprise ?

Toujours frileux, le C.N.P.F. se méfie donc de l'idée de M. Maire de transformer l'emprunt forcé en affectation des augmentations salariales aux fonds salariaux qui devraient permettre le développement des investissements, de l'emploi et du partage du travail.

« Une congestion déguisée à laquelle nous sommes hostiles. »

Ainsi M. Gattaz se dit-il déterminé à ne pas accepter d'augmentation de la cotisation patronale de l'assurance-chômage, dont le déficit « sera supérieur à 5 milliards de francs en 1983 » et qui doit être renégociée dans les semaines qui viennent entre les partenaires sociaux. « Comme si le chômage n'était pas un problème relevant de la solidarité nationale ! » s'exclame M. Gattaz, qui nous déclare : « Nous aurons avec le gouvernement une bataille encore plus dure que l'an passé. »

Ainsi le C.N.P.F. se bat-il vigoureusement contre le projet de décentralisation du secteur public (le Monde du 23 mars) qui risque, selon lui, d'amorçoir la compétitivité des nouvelles entreprises nationales et, par contagion, de l'ensemble du secteur privé. Qui dit que le patronat change ?

BRUNO DETHOMAS.

LES RENDEZ-VOUS DE M. MAUROY AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, recevra l'ensemble des partenaires sociaux entre le 30 mars et le 4 avril pour discuter des mesures sociales et économiques arrêtées le 25 mars au conseil des ministres. Il doit rencontrer successivement : mercredi 30 mars, à 17 h 30 : M. André Bergeron (F.O.) ; jeudi 31 mars, à 9 h 30 : M. Yvon Gattaz (C.N.P.F.) ; à 18 h : M. Jacques Fomcatou (FEN) ; et à 19 h : M. Jean Béron (C.G.C.) ; vendredi 1^{er} avril, à

9 h 30 : M. Jean Borsard (C.F.T.C.) ; à 15 h : M. Edmond Maire (C.F.D.T.), et à 18 h : M. Henri Kruski (C.G.T.) ; samedi 2 avril, à 10 h : M. René Bannerman (C.G.P.M.E.).

Chaque délégation comprendra trois personnes. A l'issue de l'entretien on indiquera que ces rendez-vous ont lieu à « information mutuelle ». On ne parle pas de négociations éventuelles.



(Dessin de PLANTU.)

L'emprunt exceptionnel de 10 % payable en mai touchera les revenus mensuels supérieurs à 7 750 francs pour deux parts

Impôt payé en 1982 sur revenus 1981	Montant de l'emprunt obligatoire payable en mai 1983	Revenus correspondants	1 part (obligatoire)	2 parts (marité sans enfant)	2,5 parts (marité 1 enfant)	3 parts (marité 2 enfants)	4 parts (marité 3 enfants)
		Imposable (après déductions)	37 140	54 470	61 830	69 200	82 530
5 000 F	0 F	Brut annuel (avant déductions)	51 583 (63 447)	75 653 (93 033)	85 875 (105 626)	96 111 (118 216)	114 625 (140 989)
6 000 F	600 F	Imposable	40 480	58 900	66 830	74 200	88 930
		Brut annuel	56 222 (69 153)	81 805 (100 620)	92 819 (114 167)	103 055 (126 758)	123 513 (151 921)
10 000 F	1 000 F	Imposable	51 950	74 280	83 630	92 350	108 930
		Brut annuel	72 152 (88 746)	103 167 (126 895)	116 153 (142 868)	128 264 (157 765)	151 292 (186 089)
20 000 F	2 000 F	Imposable	76 950	103 900	116 400	128 090	148 560
		Brut annuel	106 875 (131 456)	144 306 (177 496)	161 667 (198 850)	177 903 (218 820)	206 333 (253 790)

Le prélèvement exceptionnel de 10 % payable en mai prochain sera calculé sur l'impôt payé en 1982. C'est dire qu'il vise les revenus de l'année 1981. Nous avons indiqué entre parenthèses à quels niveaux ces revenus correspondent en 1983, puisque c'est évident que dans la plupart des cas une personne ayant disposé d'un revenu de 100 F en 1981 aura en 1983, de 123 F de revenu, soit, par exemple,

63 447 F pour un revenu brut annuel qui était en 1981 de 51 583 F (voir tableaux).

Il est bien entendu que l'assiette du prélèvement exceptionnel — l'impôt de 1982 — inclut les augmentations qui avaient été votées en 1981, et d'abord la majoration de 10 % destinée à financer une partie du déficit de l'assurance chômage.

« L'ATTITUDE FRANÇAISE MÉRITE SOUTIEN », affirme le Financial Times

En 1981, trois semaines après l'élection du président Mitterrand, nous prédisions que le socialiste démocrate Schmidt et le républicain Reagan s'apprendraient que la combinaison des déficits pétroliers, de la récession et de l'inflation, les menaces sociales et les clamours du protectionnisme, il est évident que les sacrifices demandés aux Français méritent un soutien de la part des voisins de la France et des marchés financiers », poursuit le Financial Times.

Le quotidien britannique prévoit de nouvelles pressions étrangères. « Mais comment peut-on mesurer d'austérité peuvent-elles être réclames de manière réaliste au gouvernement de M. Mitterrand », écrit le Financial Times, qui souligne que les pays de la Communauté devaient tenir compte des risques que feraient courir à la C.E.E. et à la France de telles pressions.

GALERIE GUYOT - GALLERY MARCEL REYNOLD
18, avenue Montaigne, T. 206-05-04
COLLOMB
Peintures récentes
16 mars - 16 avril

LE PRÉLÈVEMENT DE 1 % SUR LES REVENUS IMPOSABLES DE 1982 EST REPORTÉ À SEPTEMBRE

M. Jacques Delors a précisé, mardi soir 29 mars, que le « prélèvement de 1 % sur les revenus imposables, destiné au fonds de péréquation des régimes sociaux, ne sera effectué qu'à partir de septembre ».

S'exprimant sur Europe 1, le ministre de l'économie et des finances a indiqué que ce prélèvement serait effectué sur le montant imposable des revenus de l'année 1982 et ne touchera pas les 11 millions de foyers fiscaux qui ne paient pas d'impôts.

Cette mesure ne touchera, selon le ministre, que « un ménage sur deux et ne sera effective qu'en septembre, en raison de la durée du débat parlementaire » sur les mesures fiscales du plan de rigueur annoncé vendredi 25 mars.

M. Delors a également précisé que l'emprunt obligatoire de 10 % concernera environ 8 millions de foyers fiscaux « ayant payé plus de 5 000 F d'impôts en 1981 ».

L'ITALIE ET L'ESPAGNE AUSSI

Le contrôle des changes en matière de tourisme dans les grands pays industrialisés ne s'applique guère qu'en Italie. Ainsi aucune réglementation n'existe en Allemagne fédérale. Celle qui était en vigueur en Grande-Bretagne de façon d'ailleurs limitée — puisqu'elle n'imposait une limite de 500 livres par personne et par voyage — a été abolie en 1979, au moment de l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

En Italie, un arrêté ministériel en date du 12 mars 1981 ne permet de sortir du pays que 1,1 millions de francs (5 000 F environ) par personne et par an. Cet arrêté ne concerne que les touristes. La somme globale

DES MESURES D'ASSOUPLISSEMENT POUR LES TOURISTES

(Suite de la première page.)

A propos notamment de l'organisation des séjours linguistiques qui concernent surtout les jeunes, des voyages d'affaires, et de la situation des touristes qui avaient déjà pris des engagements avant l'annonce des mesures gouvernementales.

Mercredi en fin de matinée M. Jean-Claude Murat, président du S.N.A.V., a affirmé par sa part que le mot d'ordre de manifestation était maintenant.

A la manifestation des professionnels du tourisme devaient se joindre des adhérents de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) qui « déplore les mesures prises par le gouvernement dont les effets se traduiront par de nombreux licenciements et des faillites ».

Une cellule de travail regroupe des délégués du S.N.A.V., un représentant de la direction du Trésor, un membre de la direction du tourisme, et un fonctionnaire chargé des entreprises en difficulté.

se décompose en : 0,2 million en francs, 0,1 million en devises et le reste en chèques de voyage. Il avait été question de porter cette somme à 1,4 million de francs ; mais la décision n'a pas été prise.

En Espagne, il s'agit de l'équivalent de 80 000 pesetas (4 500 F) par personne et par voyage, sans limitation du nombre des voyages par an. Pour les gens d'affaires, la somme est portée à 200 000 pesetas (10 000 F). Toutes ces transactions sont inscrites sur des registres centralisés par les services compétents. Aucune limitation ne concerne les voyages de santé et d'études.

Un blocage des prix est à l'étude

Les prix de détail ont augmenté de 0,7 % en février, chiffre qui confirme l'estimation publiée il y a dix jours par l'INSEE. Cette hausse porte à 9,3 % l'augmentation des prix en un an, c'est-à-dire par rapport à février 1982. En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois communs (décembre 1982, janvier et février 1983), la hausse des prix est de 10,4 %.

Au cours du mois dernier, les prix alimentaires ont augmenté de 0,8 %. Le ministre de l'économie et des finances estime que cette augmentation, trop importante, est due au fait que certaines professions n'ont pas respecté l'esprit des accords conclus avec l'administration ou ont tout simplement fraudé la réglementation. Le ministre de l'économie et des finances annonce donc jeudi 31 mars au Comité des prix deux séries de mesures renforçant la réglementation actuelle.

Première série de mesures : le dispositif d'encadrement des prix mis en place avec les bouchers et les poissonniers va être modifié. Au régime simple qui existait jusqu'à présent, vont succéder des dispositions nettement plus sévères. Les pouvoirs publics estiment en effet que la stabilisation des prix — voir les hausses — enregistrée au stade de la production ou du gros n'est pas été répercutée et se voit traduite au stade du détail par des hausses anormales. Il en va ainsi notamment pour la viande de bœuf dont les prix sont quasi stables à Rome depuis novembre, mais ont augmenté d'environ 0,8 % chaque mois au stade du détail.

Deuxième série de mesures : de nombreux professionnels ont — individuellement — enfreint la réglementation au

cours des derniers mois. Dans certaines professions (blanchisserie, teinturerie, coiffure, débit de boissons, boucherie, pâtisserie...), les taux d'infraction se sont élevés à des pourcentages très importants compris entre 8 et 18 %, alors que la moyenne nationale ne dépassait pas 4 % ces derniers temps. Ainsi les professionnels en infraction vont-ils — outre les procès-verbaux qui leur seront dressés — voir leur prix bloqués au niveau de juin 1982 et ce pendant une durée équivalente au temps pendant lequel ils ont fraudé.

TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345 21 62

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance avec les entreprises

2^e CYCLE
GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2 ans de Prépa.

3^e CYCLE
MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et à des jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement
22 avril 1983
Date limite de dépôt des dossiers
8 avril 1983



Dossier de candidature et brochure détaillée (en précisant le cycle) à IGS, 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS.

Etablissement privé d'enseignement supérieur

Interrogé sur les propos de M. Edmond Maire, qui se plaint d'une insuffisance de concertation entre le gouvernement et les syndicats, le premier secrétaire du parti socialiste a affirmé : « Il est de la responsabilité du gouvernement de proposer des mesures qui vont être discutées devant le Parlement parce que le suffrage universel, dans la démocratie, ce n'est pas le syndicat. C'est le Parlement. »

POLITIQUE

L'AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE

Quand la droite propose

Prôner la rigueur et féliciter le pouvoir pour son retour à un dur réalisme ont rarement été une vertu de l'opposition. Plus rares encore sont les propositions. Pour résoudre les difficultés de la Sécurité sociale, que feraient le R.P.R. et l'U.D.F. ? S'ils défendaient les règles du pouvoir ? Ici et là, des voix se sont élevées pour avancer des suggestions. Quasiement toutes se prononcent pour un retour au libéralisme et à l'assurance volontaire.

Pour M. Canac, dans son livre *Le Juste Pouvoir*, il faut revenir à l'« autonomie des individus ». En matière de santé, l'auteur propose que les « gens soient tenus, à leur frais, de s'assurer auprès du système d'assurance de leur choix : public, privé, mutualiste, un peu comme en matière d'assurance automobile ». Traduction : selon vos moyens, vous optez pour une assurance limitée ou une assurance tous risques.

M. Peyrefitte, dans son ouvrage *Quand la rose se fane*, emprunte le même chemin de l'individualisme. « La solidarité nationale a ses limites naturelles », écrit-il avant d'expliquer les réformes. « Elle est d'orientation pour l'assurance-maladie : au-dessous d'un certain plancher, pas de remboursement. A ces risques, ruineux pour la communauté mais supportables pour chacun, des mutuelles et des assurances volontaires pourvoient. Et de recommander la diminution des cotisations et l'augmentation des salaires. Se référant, lui aussi, à l'assurance automobile, M. Peyrefitte estime que, en matière de santé, il ne faudrait couvrir que « les risques les plus graves. Pour le reste, l'assurance est facultative et requiert un supplément de prime à verser ».

Comment ? « En règle générale, le risque maladie sera pris totalement en charge selon un taux de base fixé à 60 % ». A l'exception des risques les plus graves et des catégories défavorisées couverts à 100 %, « les autres citoyens auront donc une « franchise » de 40 % à supporter, à moins de s'adresser « aux compagnies privées », les caisses maladie n'ayant plus de « monopole ».

Un autre parti de droite à avoir défini, avant les élections municipales, un programme, le Centre national des indépendants - C.N.I.P. - propose des coupes claires dans les prestations.

« En période de stagnation économique, indique le C.N.I.P., il faut accepter une diminution du pouvoir d'achat et un arrêt de l'extension de la protection sociale, ce qui n'exclut pas d'ailleurs une solidarité générale pour les déshérités ».

Pour assurer l'équilibre de la Sécurité sociale, le C.N.I.P. estime qu'il faut d'abord « modérer la croissance des retraites : si l'on ne peut imposer un effort supplémentaire aux cotisations, on se trouve dans l'obligation de diminuer les retraites en francs constants ou de repousser l'âge de la retraite ». Dans le domaine de la santé, ajoute-t-il, « il est possible de réduire certaines prestations malades en augmentant la participation individuelle de chacun aux dépenses », d'où des propositions plus précises : augmentation du ticket modérateur, limitation du remboursement à 100 %. En contrepartie, le C.N.I.P., qui entend maintenir « au même niveau » les prestations familiales avec un effort pour les « familles de trois enfants et plus », suggère de créer une assurance-maladie « à deux niveaux » : un « régime de base géré par la Sécurité sociale » et un « régime complémentaire » couvrant certains risques spéciaux et prenant en charge le ticket modérateur. Ce régime « complémentaire », dit-il, « pourra être géré par la Sécurité sociale, les mutuelles ou les assurances privées ».

Rejoignant certains projets de la gauche, le C.N.I.P. se déclare favorable à une « réforme du financement de la Sécurité sociale » avec un « recours plus important à l'impôt sur les revenus » dénommé « impôt social ».

Au total, un programme très « libéral », qui tend à remettre en cause la socialisation des risques de la santé. Le C.N.I.P. considère que le développement de la Sécurité sociale « très sécuritaire » a donné à un grand nombre de Français la mentalité de personnes devenues dépendantes de la collectivité et irresponsables.

Faut-il parler de « régression sociale » ? En tout cas, MM. Canac, Peyrefitte et le C.N.I.P. ont le courage de mettre les points sur les « i » et à leur manière d'ouvrir le débat sur l'avenir de la protection sociale.

J.-P. DUMONT.

COMMENTANT SA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT

M. Michel Jobert estime que le pouvoir a péché par « défaut d'humilité vis-à-vis des faits »

L'échec de M. François Mitterrand serait « l'échec de la France, une infirmité nationale qui accablait le pays et traumatiserait, de surcroît et durablement, une partie importante du corps social », écrit M. Michel Jobert dans sa Lettre mensuelle, qui paraît le 15 avril. « Nul ne devrait se réjouir des difficultés rencontrées et des erreurs faites. Ce serait se frapper soi-même, avec une superbe inconscience. Avancer, aussi lucidement que possible, dans la réalité des faits, sans céder aux analyses de la passion ou aux visées de l'idéologie, devrait être désormais l'impératif pour les gouvernants et l'attitude raisonnée du public ».

Toutefois, dans cet éditorial intitulé « Humilité et considération », l'ancien ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, qui a annoncé le 20 mars une démission intervenue le 17, ajoute : « Cela posé, comment ne pas souligner les erreurs cruelles commises depuis mai 1981 ? Etaient-elles fautes ? Ou implicites, à partir des espoirs éveillés et des programmes dessinés ? L'idéologie, la doctrine, le sentimentalisme, la référence historique comme bien trompeuse dans une époque qui galope, apportent une part d'explication. Mais les plus grandes erreurs ont été des erreurs de comportement : défaut d'humilité vis-à-vis des faits et de soi-même ; absence de considération à l'égard des autres. Attitudes qui est vraie, fâcheusement complémentaires ».

Soulignant que « la capacité de la France apparaît régulièrement réduite et captive », M. Jobert précise : « L'état de grâce », a couronné à laisser croire que les faits céderaient aisément devant les démonstrations volontaristes d'un « programme ». Satisfaire dans l'immédiat un électeur qui avait procuré la victoire était un geste attendu et même justifié. Mais l'analyse infirme qui suivit, selon laquelle il suffirait de « décaisser » pour susciter l'activité, fut une erreur. Tant d'« économistes réputés » se sont réunis pour un pareil faux-pas ? Leur superbe éclatait à l'automne 1981. Ils sont toujours là. Ont-ils appris au moins l'humilité ?

Il fallait, précise l'ancien ministre d'Etat, en janvier 1982, changer de politique. On ne s'y résolut que six mois plus tard, en juin 1982, tout en prétendant que c'était la même politique. Et le discours que vient de faire le chef de l'Etat, le 25 mars

aurait été encore plus justifié, si un auparavant. Réactions trop tardives, dans une situation aggravée qui rend inopérants les remèdes utilisés.

« Pourquoi ne pas avoir l'humilité d'admettre que ce n'est plus la même politique, désormais, alors que chacun peut le constater ? Comment veut-on que la dernière en date soit acceptée et comprise, en s'en tenant ainsi ? Ne voit-on pas que toute marge de manœuvre a disparu, et que les affaires de la France sont désormais sous le contrôle ou sous la main de l'assistance européenne ou internationale ? »

Evocant le manque de considération, M. Jobert écrit : « Dire la vérité relève de la plus élémentaire considération vis-à-vis d'autrui. L'opinion a trop souffert, sous le septennat précédent, de l'usage immodéré qui était fait de ruses prenant forme d'explications pour qu'on ne repense le retour de pareils procédés. De là le réveil, l'inconscience ont-ils eu plus qu'une part raisonnable pendant ces deux dernières années. Désormais, plus de sobriété, moins de lyrisme, plus d'exactitude seraient les bienvenus. Mots de parti pris aussi ».

« Vouloir réduire, même lors d'échecs électoraux, la démocratie à une telle que l'éprouvent les Français, dans son exigence fondamentale de liberté et de justice, à un combat gauche-droite est une mauvaise action. Nous avons plus de diversité et de jugement que ne le laisse croire cette simplification douteuse. Elle repose d'ailleurs sur une analyse qui puise ses références dans l'histoire, et non dans l'évolution présente de la société qui échappe de plus en plus à une telle distinction ».

« Il est temps, conclut l'ancien ministre, que le parti majoritaire cesse d'étaler ses querelles de personnes, que la cohabitation soit la règle, et la considération, le comportement futur. La façon dont ont été traitées les petites formations - dont la mienne - témoigne d'une belle désinvolture. Mais chaque citoyen est une petite formation, à lui seul. Et il est à même d'éprouver aussi les conséquences. Ce qu'il a fait, souvent. (...) Les Français ont besoin de se sentir forts de leur appartenance à une collectivité : aujourd'hui, ils se découvrent humiliés ».

L'OPPOSITION ET L'ÉTUDE DES COMPORTEMENTS

M. Giscard d'Estaing, le cornac et l'éléphant

(Suite de la première page.)

Au congrès de l'U.D.F., à Pontoise, le 28 novembre 1982, M. Giscard d'Estaing expliquait notamment : « Quand vous regardez les sondages, ceux par lesquels on s'interroge sur la société, vous voyez que très souvent les réponses ne sont pas des réponses 50-50, mais 65-35. Ce sont les réponses de ce groupe central en voie de formation dans la société française que l'U.D.F. doit représenter... ».

Deux mois plus tard, dans l'interview qu'il accordait à *L'Express*, l'ancien président de la République affirmait : « Mon idée est de rechercher des types de solution susceptibles de convenir à 70 % des Français (...). Un président, selon moi, est un homme qui doit rechercher, préparer et proposer le maximum de solutions pouvant réaliser un consensus (...). Le succès viendra de la capacité d'adaptation de l'esprit et de l'attention portée à chaque aspect, à chaque instant, à ce qui survient en France ».

Voilà, somme toute, une définition de ce que peuvent être les fonctions d'un « ex-président de la République ». A ce titre, les travaux de la Cofrema sont, pour lui, l'un des instruments dans sa recherche d'une « adaptation constante ».

« Ce que nous devons, ce n'est pas proposer un idéal mais permettre à la société française d'enfanter son propre idéal », expliquait encore à Pontoise l'ancien président de la République, qui aime évoquer cette image du cornac sur son éléphant pour expliquer que si le cornac peut diriger la marche de sa monture, la puissance reste chez l'éléphant... ».

Pour intéresser ceux qu'elles soient, les études de la Cofrema n'en sont pas moins soumises à la critique de ceux qui refusent de considérer que le mouvement social domine la vie politique. Ceux-là estiment que la Cofrema néglige l'autonomie de la politique et s'attache trop au changement, sans prendre suffisamment en compte les valeurs traditionnelles qui pèsent de tout leur poids dans la vie politique.

Il soulignent, au passage, qu'en 1981 M. Michel Rocard correspondait beaucoup plus aux courants porteurs de la société que M. Mitterrand, qui apparaissait, lui, « en retrait ».

Experts ou gourous

A ces critiques, la Cofrema répond qu'elle peut être « un instrument utile » qui aide les hommes politiques à la compréhension de l'avenir et qu'elle peut servir de « relais à l'art de gouverner ».

M. Giscard d'Estaing, de son côté, se défend de ne s'intéresser qu'aux études de la Cofrema. « Il n'a pas la foi du croyant, note l'un de ses proches, mais il est certain que ce genre d'études le séduit ».

A cette foi du croyant, le P.R. ne veut pas, non plus, succomber. S'il s'intéresse de très près à tous les son-

Sur l'Acropole

M. Georges Marchais séjourne pour dix jours en Grèce. La Grèce, ce pays dont les agences de voyages disent « Tout y est plus beau », d'ailleurs l'envoyé spécial de l'humanité note : « Un soleil radieux dore ce sol si fertile, si accueillant, si accueillant... ».

Le P.C. ne dit pas si M. Marchais visite la Grèce en touriste (il tombe alors sous le coup des 2 000 F en devises) ou en homme d'affaires (le régime est alors plus libéral).

On sait seulement que le secrétaire général du P.C.F. voyage en Grèce « à l'invitation du parti communiste » de ce pays, où le tourisme constitue la principale ressource en devises.

F. GR.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans tte la France

25 MARQUES REPRESENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h



73 bis, av. de Wagram, 75
227-88-54/763-34-17

dages, études, analyses de langage qui lui permettraient de mieux comprendre quel peut être son image, il adopte une attitude prudente.

« Nous ne voulons pas nous en remettre aux analyses, experts ou gourous pour définir notre stratégie », dit-on au P.R. C'est ainsi que ce parti tente de façonner un « instrument original » qui lui permette d'utiliser « dans une juste mesure » tout ce qui existe actuellement sur le marché. Autour de M. Hugues Dewavrin, délégué national, une cellule de dix personnes s'est ainsi constituée, comprenant à parts égales des responsables du P.R. - dont son secrétaire général - et des experts en

communication. Cette cellule, de l'avis de l'un de ses membres, devrait éviter toute forme de « perversion » dans l'utilisation de nouvelles « méthodologies ».

Ainsi, peu à peu, après avoir été très sensibles aux sondages d'opinion, l'opposition et certains de ses chefs de file, qui ont besoin de retrouver une image ou un langage, s'intéressent aux études plus « pointues » de tel ou tel institut, découvrent ou redécouvrent la sociologie ou toute autre science qui pourrait les aider à formuler des « propositions » pour l'avenir ou élaborer des scénarios...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

A la recherche de « M. Aucun »

Sur la base d'enquêtes menées depuis 1983 - années de sa création - dans les secteurs les plus divers et pour des clients très différents - entreprises privées ou publiques, médias écrits ou audiovisuels, ministères, - à partir de livres, d'études ou de mémoires consacrés à l'éthnologie, la Cofrema (Compagnie française d'études et de marche) a cherché dans les années 80 à identifier le changement.

« A cette époque, nous avons constaté une accélération du changement : des produits qui nous paraissaient bons devenaient très vite dépassés », explique M. Gérard Demuth, l'un des directeurs de la Cofrema, qui travaille notamment avec M. Giscard d'Estaing. « Il nous a semblé que le changement devenait en lui-même un objet nécessaire d'analyse et de compréhension du réel », ajoute-t-il.

Pendant quatre ans, en comptant leurs précédentes études, les inférieurs de la Cofrema ont cherché ainsi à dénombrer ce qu'ils ont appelé les « courants socioculturels majeurs », autrement dit les « tendances lourdes » selon lesquelles évoluent un ensemble de besoins, de valeurs, de motivations, de sensibilités, de façons d'être, de modes de relation, de traits de personnalité, etc. Ils les ont dénommés : déclin du primat de la sécurité économique, recherche de la nouveauté, souci de son apparence personnelle, mythe de la nature, moindre attachement à l'ordre, attirance pour l'irrationnel, etc.

En 1972, la Cofrema avait identifié vingt-six courants. Aujourd'hui elle en dénombre quelque trente-cinq dont le plus récent lui paraît être « l'indétermination, l'incertitude », ce sentiment de plus en plus répandu que l'avenir est imprévisible...

« Intracception »

et auto-manipulation

En interrogeant régulièrement un échantillon de deux mille cinq cents personnes, la Cofrema suit l'évolution de chacun de ces courants, évalue leur degré de pénétration dans les différentes catégories de la population et identifie leur manifestation. Elle s'efforce de détecter l'apparition de nouvelles sensibilités et de discerner « les menaces et les opportunités » que recèlent les changements en cours. La Cofrema propose éventuellement des scénarios et des réponses au changement.

En situant les différents courants les uns par rapport aux autres, selon leur degré de proxi-

mité ou d'éloignement, elle obtient une carte socioculturelle, qui fournit pour une époque donnée une sorte de photographie des mouvements dominants qui sont à l'œuvre dans la société.

C'est ainsi que, dans un rapport rédigé en février 1982, la Cofrema note que de 1976 à 1980 « il semble que l'on soit passé d'une situation où la tendance est à comprendre de l'intérieur, intuitivement, les autres et la société, plutôt qu'à juger ou vouloir imposer certaines évolutions. Avec l'intracception, deux courants peuvent à son avis, constituer « l'axe principal » du changement dans les années à venir. Il s'agit du « besoin d'enracinement » et de l'« auto-manipulation ».

En ce qui concerne ce dernier courant, la Cofrema explique : « Alors que les conduites anciennement dominantes consistaient soit à s'adapter tel qu'on était, soit à se contraindre par l'exercice de la volonté à se conformer à un modèle, les conduites dont nous constatons le développement reposent sur l'idée que l'on peut, sans avoir recours à l'effort de la volonté, influencer ses états d'esprit et sa personnalité. » C'est, note la Cofrema, « l'induction d'humeurs passagères par la création d'ambiances favorables, par la façon de s'habiller, par l'utilisation de calmants ou de stimulants ou par des actions à plus long terme telles que le yoga ou la psychanalyse ».

Depuis 1974, la Cofrema étudie les correspondances qui peuvent exister entre les courants porteurs de la société et les personnalités ou partis politiques.

A l'aide de questionnaires indirects, elle cherche à savoir si les sympathisants de tel ou tel parti s'identifient à un courant précis qu'il s'agit d'un courant de similitude ou par des actions à plus long terme telles que le yoga ou la psychanalyse ».

Elle reconnaît que ses tableaux doivent être examinés avec prudence et ne peuvent donner lieu à des conclusions définitives dans la mesure, par exemple, où le champ de tels sondages demeure... « M. Aucun » : les personnes interrogées qui se montrent les plus « en phase » avec les courants porteurs ne se prononcent en effet pour aucune des personnalités politiques qui leur sont proposées !

C. F.-M.

LE PROGRAMME DE M. BADINTER

Le projet de loi sur les victimes devrait être discuté à l'Assemblée nationale en avril

L'Assemblée nationale devrait discuter au mois d'avril un projet de loi sur la protection des victimes. Ce projet devait être adopté par le conseil des ministres ce mercredi 30 mars. Il prévoit d'améliorer l'indemnisation et l'assistance aux victimes et avait déjà fait l'objet d'une communication de M. Robert Badinter au conseil des ministres le 19 janvier (le Monde du 21 janvier).

Au mois de mai, le ministre de la justice espère pouvoir défendre à l'Assemblée le projet sur la prévention des entreprises en difficulté qui devait aussi adopter le conseil des ministres de ce mercredi. Avec l'abrogation de la loi « sécurité et liberté », dont le Sénat doit discuter les 6, 7 et 8 avril, ce sont les principaux projets que le garde des sceaux espère faire adopter par le Parlement au cours de la session de printemps.

Au cabinet de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, M. Jean Gasol est nommé directeur adjoint. Dans le précédent, M. Jean Gasol était chef de cabinet (le Monde du 29 mai 1981).

Au cabinet de M. Charles Fiterman, ministre des transports, MM. Guy Braibant et Claude Martinat sont confirmés dans leurs fonctions respectives de chargé de mission et de directeur du cabinet.

LES CAR : L'OPPOSITION DOIT MENER UN TRAVAIL EN PROFONDEUR

Le conseil national des comités d'action républicaine (CAR), réuni pour la première fois dimanche 27 mars, a dressé un bilan des élections municipales. M. Bruno Mégret, président des CAR, estime que ce scrutin a permis à l'opposition de « rattraper son retard », mais ne lui a pas pour autant « donné l'avantage qu'elle croyait pouvoir tirer du mécontentement des Français à l'égard de la gestion socialo-communiste ».

Il convient, selon lui, que l'opposition ne se contente pas de critiquer la gestion socialiste et qu'elle « mène un travail en profondeur de contre-pouvoirs et de renouveau qui doit commencer dans les communes ».

Pour préparer ce travail, dont le résultat « dépend de l'attitude des élus municipaux de l'opposition », les CAR organiseront le 30 avril, à Paris, une réunion des nouveaux élus de l'opposition sur le thème : « Réussir l'après-municipales ». Cette réunion sera placée sous le patronage de M. François Colloby, sénateur (non inscrit) du Rhône, maire de Lyon membre des CAR. Elle devrait être prolongée par la mise en place d'un centre d'aide et de réflexions pour les élus locaux.

Les CAR ont, en outre, lancé le premier numéro d'une revue mensuelle, *Alternative républicaine*, dont l'ambition est de « porter un regard résolument nouveau sur la vie politique... ».

La préparation de la session parlementaire

MM. LABBÉ (R.P.R.) : L'OPPOSITION NE DÉPOSERA PAS DE MOTION DE CENSURE

M. Claude Labbé, réélu le mardi 29 mars président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a indiqué, au terme de la réunion de l'un groupe, que l'opposition n'a pas l'intention de déposer une motion de censure à l'occasion de la déclaration de politique générale que le premier ministre doit faire le 6 avril. « Nous voulons laisser les membres de l'actuelle majorité face à leurs responsabilités, a-t-il précisé. A eux de dire s'ils approuvent ou non la politique du gouvernement ».

Selon M. Labbé, les députés R.P.R. s'efforceront de « consacrer une plus grande place aux propositions qu'aux critiques, puisqu'il n'est plus nécessaire de faire la preuve de l'échec de la politique du gouvernement. Nous allons nous attacher à développer de plus en plus notre capacité à remplacer le pouvoir en place, quelle que soit l'échéance, qui peut être normale ou avancée ».

M. André Lajoie, député de l'Allier, a été réélu, mardi 29 mars, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

Nominations au R.P.R.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., vient de procéder à certains changements dans l'organisation du mouvement chiracien en province. Plusieurs nominations ont été décidées et annoncées par la Lettre de la Nation du mercredi 30 mars :

● M. Hugues Martin, adjoint du maire de Bordeaux, conseiller général, devient secrétaire départemental du R.P.R. en Gironde.

● M. Jean-Claude Mourgues remplace M. Bernard Moulin au poste de secrétaire départemental de la Lozère.

● M. Émile Mauries, président du conseil général de la Martinique, est nommé secrétaire départemental en remplacement de M. Edmond Vallin, sénateur.

● M. Josette Courtolle, membre du comité central, est nommée secrétaire départemental adjoint de l'Allier, de même que M. Jean-Paul Martin, vice-président du conseil général.

● M. Richard Dell'Agola, nouveau maire de Thiais, remplace M. Jacques Martin dans les fonctions de secrétaire départemental du Val-de-Marne. M. Martin est nommé délégué national adjoint aux entreprises.

● M. Michel Lecornet est nommé adjoint du chargé de mission régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Bruno Chauvière.

هكسان الازول

POLITIQUE

L'APPLICATION DU NOUVEAU STATUT DE PARIS

Les maires d'arrondissement disposeront d'un millier de fonctionnaires et gèreront un budget de 300 millions de francs

Mais l'événement est aussi paradoxal, car ce sont ceux-là mêmes qui se sont vigoureusement opposés au nouveau statut de Paris qui sont aujourd'hui les premiers à en profiter. M. Jacques Chirac avait nettement indiqué qu'à deux exceptions près (MM. Jean Tiberi et Jacques Dominati) les élus du 6 et 13 mars auraient à choisir entre le poste d'adjoint à l'Hôtel de Ville ou celui de maire d'arrondissement.

Six d'entre eux, qui occupaient des postes d'adjoint durant la précédente mandature (MM. Charles Krieg, Pierre Bas, Edouard Frédéric-Dupont, Gabriel Kasperet, Claude-Gérard Marcus et Paul Perrin), ont préféré être les premiers dans leurs quartiers que les seconds à l'Hôtel de Ville. Ils estiment qu'ils seront plus utiles dans leurs mairies, plus près de leurs électeurs et naturellement mieux placés lors d'élections ultérieures.

Ce faisant, ils rendent involontairement hommage à l'esprit du nouveau statut de Paris qui tend à rapprocher le pouvoir des citoyens et, en définitive, à instaurer un peu plus de démocratie dans une capitale qui a été trop longtemps gérée de manière autoritaire.

Les maires appartenant au R.P.R. auront la charge de douze arrondissements, ceux de l'U.D.F. en contrôleront six (2^e, 3^e, 12^e, 16^e, 18^e et 20^e) et ceux du Centre national des indé-

Les cinq cent dix-sept conseillers nouvellement élus par les Parisiens se sont réunis mardi 29 mars dans leurs mairies respectives pour désigner les maires et les adjoints des vingt arrondissements de la capitale. L'événement est historique, car si les maires de Paris n'ont pas dépassé la douzième en deux siècles et, à l'exception de M. Chirac, n'ont jamais terminé leur mandat, l'élection de représentants d'arrondissement n'a eu lieu qu'une seule fois en 1871, pendant la Commune. C'est, d'ailleurs, à cette occasion que Georges Clemenceau commença sa carrière politique comme maire du dix-huitième.

grammation, les maires ont à examiner chaque année le budget d'investissement de la ville, soit plus de 2 milliards de francs. C'est là sans doute que se concrétisera l'intention de « rééquilibrer » Paris vers le Nord-Est. Mais on est prudent à l'Hôtel de Ville. « Les arrondissements ont été largement pourvus en équipements sociaux. Ils sont même parfois « suréquipés ». Aussi est-ce plutôt dans les domaines du cadre de vie - propreté, de l'état de la chaussée, de l'éclairage, des espaces verts - que se fera l'effort municipal. »

Les maires d'arrondissement vont réunir leurs conseillers sans tarder, car le travail presse. En effet, aucune décision concernant tel ou tel arrondissement ne peut être prise par le conseil municipal sans que le conseil local en ait préalablement délibéré deux semaines auparavant. Beaucoup de dossiers importants avaient été liquidés avant les élections, mais le conseil n'a pas siégé durant quatre mois. Une certaine d'affaires sont en instance qu'il faut désormais transmettre d'urgence aux conseils d'arrondissement pour obtenir leurs avis.

Projets d'urbanisme, zones industrielles ou artisanales, implantations des équipements de quartier, modification du plan d'occupation des sols, subventions aux associations, administrations dans les crèches, dans les écoles maternelles et les résidences pour personnes âgées demandent autant de délibérations. Les conseils d'arrondissement peuvent, en outre, de leur propre chef, émettre des vœux sur tous les sujets intéressant leur secteur (y compris la circulation, le stationnement, la sécurité), adresser des questions au maire de Paris et demander que le conseil municipal inscrive à son ordre du jour telle affaire concernant le quartier.

Le poids des associations

« Nous appliquerons la loi, a dit M. Chirac, mais de manière restrictive. » Puisque ce sont ses amis qui tiennent toutes les mairies de la capitale et qu'ils sont à la fois maires d'arrondissement et conseillers municipaux, il y a fort à parier qu'ils n'accableront pas l'Hôtel de Ville de leurs demandes. Néanmoins, on prévoit une intense circulation de documents entre la « maison mère » et les succursales. A ce point que, pour épargner d'incessants va-et-vient de cyclistes, on installe un système de télécopieurs entre les mairies de quartier et le bureau de M. Camille Cabana, secrétaire général de la mairie centrale. Coût de location annuel : 1 million de francs. Malgré ce dispositif - qui n'est encore qu'au stade des essais dans quatre arrondissements - on prévoit un allongement des délais. Aussi les prochaines séances du conseil municipal ont-elles été reportées au 18 avril et surtout au 30 mai, date avant laquelle il ne pourra commencer à travailler sérieusement.

Les tâches immédiates ne vont pas manquer pour les conseillers : ils ont à installer, par exemple, les comités d'initiative et de consultation d'arrondissement (CICA), qui doivent grouper les représentants des associations de quartier. Selon la loi, ceux-ci ont le droit de participer, une fois par trimestre, aux séances du conseil, avec voix délibérative. Lorsqu'on sait que certains arrondissements comptent deux cents associations, on se demande comment les choses vont se passer. « Si un décret d'application ne vient pas rapidement nous éclairer, dit-on à l'Hôtel de Ville, nous appliquerons la loi à notre manière. »

Pour être appliquée, la loi « Paris-Lyon-Marseille » demande au moins sept décrets, dont un seul est paru, à ce jour, au Journal officiel. On assure au ministère de l'intérieur que les autres textes devraient être connus dans les deux ou trois mois.

Avant le mois de juillet, chaque arrondissement devra faire l'inventaire des équipements dont il aura la gestion à partir du 1^{er} janvier 1984. Les vingt secteurs de la capitale vont se répartir 116 crèches et haltes-gardiennes, 21 maisons de jeunes, une centaine de squares, 75 gymnases, 114 stades, 31 piscines, 130 courts tennis, 61 foyers et 84 clubs du troisième âge.

Les vingt

Ont été élus, le 29 mars, maires des arrondissements de Paris les personnes suivantes : 1^{er}, Michel Caidagous (R.P.R.) ; 2^e, M. Alain Dumait (U.D.F.) ; 3^e, M. Jacques Dominati (U.D.F.) ; 4^e, M. Pierre-Charles Krieg (R.P.R.) ; 5^e, M. Jean Tiberi (R.P.R.) ; 6^e, M. Pierre Bas (R.P.R.) ; 7^e, M. Edouard Frédéric-Dupont (C.N.I.) ; 8^e, M. François Lebel (R.P.R.) ; 9^e, M. Gabriel Kasperet (R.P.R.) ; 10^e, M. Claude Gérard Marcus (R.P.R.) ; 11^e, M. Alain Devaguet (R.P.R.) ; 12^e, M. Paul Perrin (U.D.F.) ; 13^e, M. Jacques Toubon (R.P.R.) ; 14^e, M. Lionel Assouad (R.P.R.) ; 15^e, M. René Galy - Dejournet (R.P.R.) ; 16^e, M. Georges Wesselin (U.D.F.) ; 17^e, M. Pierre Rémond (R.P.R.) ; 18^e, M. Roger Chissaud (U.D.F.) ; 19^e, M. Jacques Fernon (C.N.I.) ; 20^e, M. Didier Barbaud (U.D.F.), président du parti radical.

pendants, deux (7^e et 19^e). Les uns et les autres régneront sans partage puisque l'opposition a été partout laminée. Elle n'est même pas représentée dans le huitième arrondissement et n'a qu'un représentant dans sept autres conseils. Les débats seront un peu plus animés dans douze arrondissements où les élus « non-chiraciens » occupent de trois à huit sièges. On observera avec intérêt le comportement des franc-tireurs comme l'écologiste M^{me} Laure Schneider, dans le quinzième, du communiste dissident, M. Henri Fiszbin dans le dix-neuvième et de M. Jean-Marie Le Pen dans le vingtième.

Dès ce mercredi matin, les nouveaux élus et leurs adjoints - au nombre d'une centaine - devront assumer les responsabilités de leur charge. Ils recevront des cent neuf officiers municipaux qu'avait nommés M. Jacques Chirac les traditionnelles écharpes tricolores et accueilleront les premiers mariages. Ils ont dès maintenant sous leurs ordres 853 fonctionnaires municipaux, soit en moyenne une quarantaine par arrondissement, auxquels ils délégueront une partie de leurs pouvoirs : enregistrer naissances et décès, recenser les futures conscriptions, recevoir les inscriptions scolaires, réviser des listes électorales, établir toutes sortes de certificats. Mais il faudra porter progressivement le nombre de ces fonctionnaires à un millier, car leur tâche va s'accroître.

Une centaine d'affaires en instance

Les maires d'arrondissement auront à présider les caisses des écoles, qui gèrent les cantines scolaires et à attribuer la moitié des logements sociaux construits dans leur quartier. L'an prochain, lorsque les transferts de compétence prévus par la loi de décentralisation deviendront effectifs, ils auront à se prononcer sur les permis de démolir, les permis de construire et l'utilisation des votes publics. D'ores et déjà, ils doivent donner un avis sur tous les projets d'urbanisme intéressant leur secteur.

Ce rôle-là est particulièrement important. Réunis avec le maire de Paris en « une conférence de pro-

Ville, ils sont ensuite obligés de voter la recette correspondante.

De toute manière, les sommes en jeu restent modestes : selon les premières estimations, elles ne dépasseront pas 300 millions de francs par an, soit 15 millions en moyenne par arrondissement. Cela ne représente que 4 % des frais de fonctionnement des services municipaux.

En effet, on abandonnera aux arrondissements la responsabilité du gros entretien des équipements de quartier. La Ville, qui demeure propriétaire, n'entend pas laisser son patrimoine à la merci de mains inexpertes.

Beaucoup d'avis à donner, quelques équipements à gérer avec très peu d'argent, les arrondissements ne risquent guère de faire de folie. La démocratie y démarre timidement. Parviendra-t-elle à s'épanouir ? En tout cas, l'unité de la capitale n'a vraiment pas grand-chose à craindre. Les véhémences critiques que la droite a décochées pendant des mois contre le nouveau statut de Paris paraissent à l'examen bien exagérées.

MARC AMBROISE-RENDU.

Election à la sauvette dans le treizième

On n'avait choisi ni la grande salle des fêtes ni même celle des mariages pour élire le maire du treizième arrondissement. Pour tout dire, une bonne centaine de personnes se bousculaient pour assister au dernier round de la campagne électorale qui opposa le socialiste, M. Paul Quilès, au R.P.R., M. Jacques Toubon. Non ! Il suffisait d'une méchante petite aux murs grisâtres au milieu de laquelle on avait dressé en cercle des tréteaux cachés sous un tapis vert. Seul un huis-clos à chaîne faisait de la figure.

Tout était, bien sûr, joué d'avance. Les battus du 16 mars se seraient dans un angle : trois communistes et six socialistes. A l'exception d'une absente, les vingt-neuf autres conseillers ont fait bloc pour désigner M. Toubon et ses neuf adjoints. En quelques mots, le nouveau maire a fixé les règles du jeu : « Nous ne sommes pas ici pour administrer la treizième. La mairie d'arrondissement aura trois rôles : être un

point de contact entre la municipalité et les habitants, catalyser les initiatives locales, se faire l'écho des aspirations de la population. »

M. Quilès lui a répondu : « L'opposition jouera son rôle avec sérieux. Elle veut être présente dans cette mairie et s'exprimer dans le bulletin d'information du treizième. Nous espérons, M. Toubon, que vous relèverez le maire de Paris dans son intention de supprimer le hiatus entre les arrondissements riches et les autres. »

Quant à M^{me} Gisèle Moreau, communiste, elle a rappelé brièvement que les difficultés subsistent : le manque de places dans les crèches et les écoles, l'insuffisance des logements sociaux, le chômage des jeunes. « Pour tout cela, nous serons une force d'action et de proposition. »

Ces formalités accomplies, on s'est quitté courtoisement mais sans illusion.

M. A.-R.

DÉFENSE

A PARTIR DE 1945

Les services secrets français ont utilisé des agents nazis

Comme leurs homologues, alliés ou rivaux, les services de renseignements français ont utilisé, après la seconde guerre mondiale, les compétences d'anciens nazis issus eux-mêmes des services secrets du III^e Reich et identifiés, pour la plupart, dans les camps de prisonniers après 1945. Il s'est alors agi, par leur intermédiaire, de renouer le contact, au bénéfice des services français, avec le réseau des « sources » étrangères qui informaient les Allemands depuis les pays de l'Est où elles étaient normalement implantées.

Selon des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), ces anciens nazis, qui n'étaient pas des « criminels de guerre » au sens des conventions internationales et qui étaient « manipulés » de gré ou de force par les services français, ont été au nombre de plusieurs dizaines.

Le recrutement de ces anciens nazis s'est fait à partir des documents saisis, en masse, par le contre-espionnage clandestin dans les archives des services spéciaux allemands et sur la foi de la documentation rassemblée par les bureaux « précurseurs » de la sécurité militaire qui étaient spécialisés dans la recherche du renseignement extérieur, au sein des unités combattantes.

L'opération a été conduite par des fonctionnaires de la Direction générale des études et recherches (D.G.E.R.), créée en novembre 1944, qui devait être remplacée en décembre 1945 par le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.), l'ancêtre de la D.G.S.E.

revenge, des cadres professionnels de l'armée régulière, moins connus, ou moins convaincus par les nazis que leurs correspondants du R.S.H.A.

Toutefois, selon les agents français, les deux services avaient en commun un profond anti-communisme et, par le moyen de sociétés installées à l'étranger, pour le R.S.H.A., ou par le biais de ses « sources » humaines, pour l'Abwehr, ils « manipulaient » plusieurs milliers d'informateurs bien placés dans le monde, spécialement en Europe centrale et en U.R.S.S.

Ce détail a son importance : c'est, en effet, parmi les anciens « officiers manipulateurs » ou « traîtres » de ces deux services que les fonctionnaires de la D.G.E.R., puis du S.D.E.C.E., ont recruté, à la fin de la guerre et aussitôt après, pour édifier ou reconstituer les « sources » nécessaires aux services français.

Les agents français ont cherché par leur intermédiaire à « recruter », comme on dit, le réseau d'informateurs et de « sous-agents » allemands avaient utilisé les services dans des pays de l'Est, avant et pendant la guerre, et qui n'avaient pas encore été découverts par l'Armée rouge. La « guerre froide » se développait déjà entre services secrets en Europe, ces réseaux d'informateurs étaient eux-mêmes constitués de nationaux dans les pays de l'Est, qui refusaient l'installation d'un régime communiste et dont la collaboration avec l'Ouest était, dès lors, acquise.

Collaboration

Une autre mission demandée à ces anciens agents allemands a consisté à aider les services français à déceler - partout où la menace risquait de réapparaître - la reconstitution clandestine des mouvements nazis dans le monde. Du propre aveu de certains agents français, les anciens membres du R.S.H.A. ont, moins coopéré, dans cette tâche, que ne l'ont fait les ex-officiers de l'Abwehr, parce que les premiers se sentaient sans doute plus impliqués par leurs amitiés antérieures.

Les agents français étaient, à l'époque, assistés de détachements de la sécurité aux armées et ils rapportent, aujourd'hui, qu'ils devaient laisser à des représentants de la sûreté nationale, notamment la sécurité du territoire, le soin d'examiner les dossiers des « criminels de guerre » dont l'importation de connaître - pour les juger - les éventuels « contacts » en France pendant l'occupation. Les agents secrets, en effet, n'ont aucun pouvoir répressif, ni qualité judiciaire.

Selon ces mêmes sources, qui invoquent pour se refuser à révéler l'identité des anciens nazis recrutés « des raisons touchant à la vie familiale des intéressés », l'opération a concerné, au total, plusieurs dizaines d'informateurs dans la zone occupée, après la guerre, notamment, des membres de l'ancienne Abwehr qui, du temps où ils étaient en fonction, étaient officiers supérieurs.

Cette collaboration a duré trois ou quatre ans, jusqu'au moment où « blocus » de Berlin, pour ce qui concerne la reconstruction, à partir des « officiers manipulateurs » allemands, des « réseaux » à l'Est. Elle s'est prolongée davantage, pour la lutte contre la renaissance de certains mouvements nazis. Elle s'est achevée avec l'extinction - parce qu'ils ont été progressivement « grillés », qu'ils ont cessé d'être bien placés, ou qu'ils ont simplement disparu - de ces « réseaux » d'informateurs construits par le Reich pendant la dernière guerre.

JACQUES ISNARD.

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS 1983

L'avertissement à la gauche

Les résultats et les commentaires
La campagne et les enjeux
Les portraits des nouveaux maires
La mise en place de la réforme communale

140 PAGES - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

148 4000 - 241

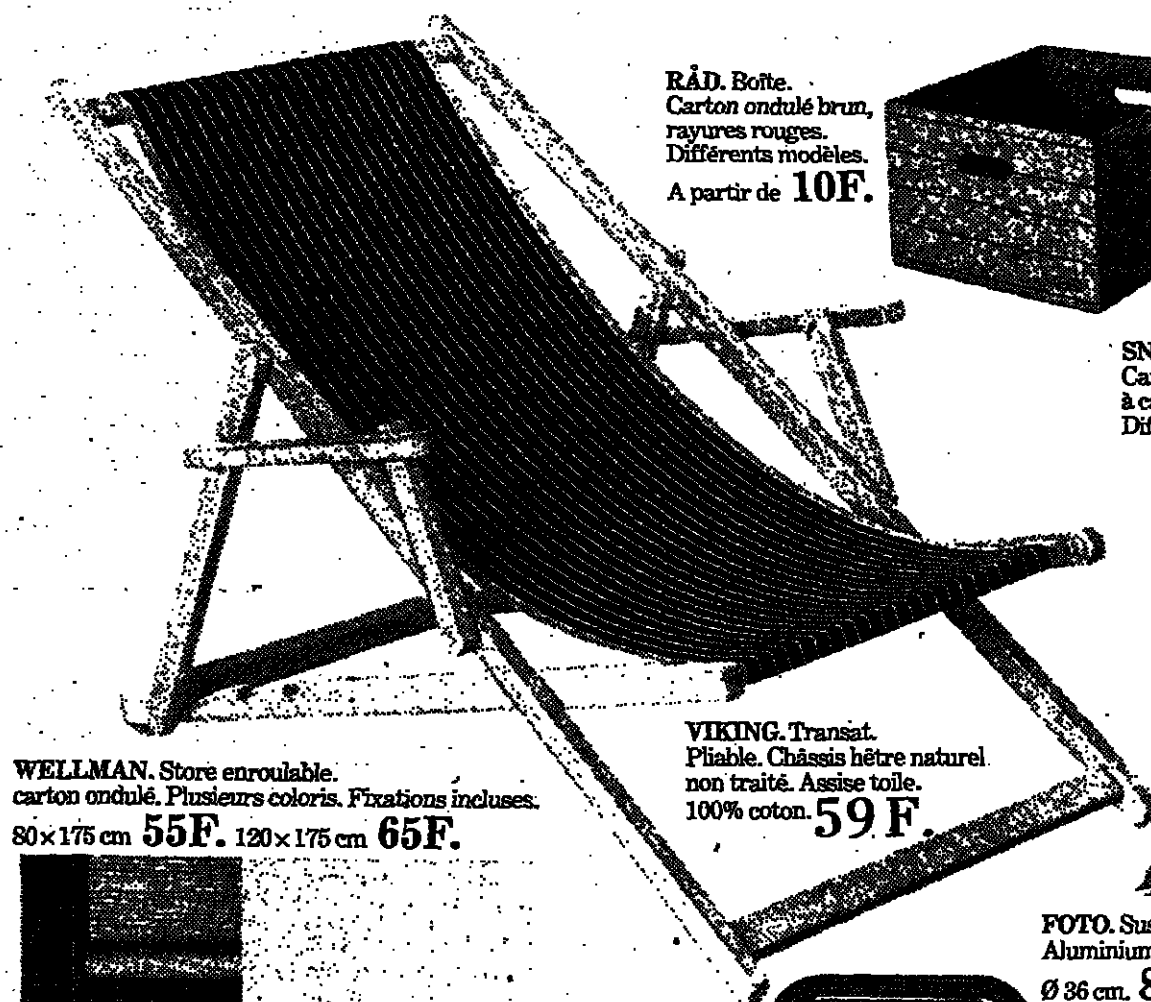
SUPPLÉMENT AUX DOSSIERS ET DOCUMENTS DU MONDE - MARS 1983 24 F

VOIX ET EXPRESSION

PARLER AVEC ASSURANCE
SE FAIRE ÉCOUTER
MAÎTRISER L'ÉMOUVEMENT
CONVAINCRE, DÉCIDER

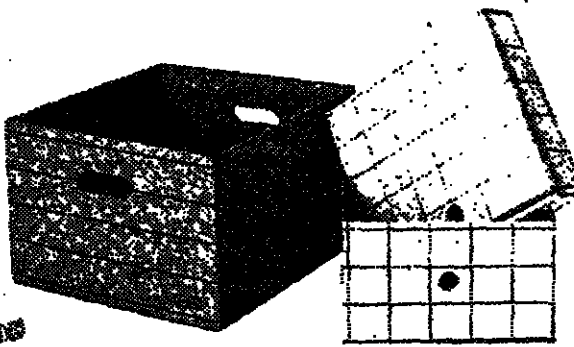
Tous renseignements :
C.E.S.A.L.
24, rue Henri-Dunant - 75001
Tél. : 325-18-10 - 326-15-42

T'as pas 100 balles?

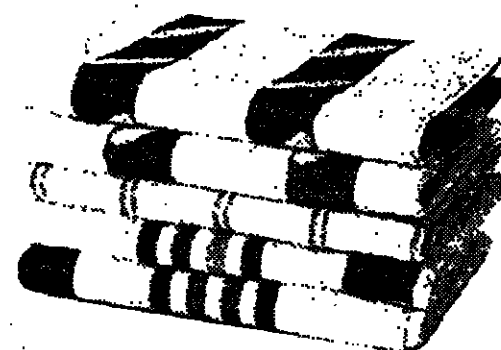


WELLMAN. Store enroulable. carton ondulé. Plusieurs coloris. Fixations incluses. 80x175 cm **55F.** 120x175 cm **65F.**

RÅD. Boîte. Carton ondulé brun, rayures rouges. Différents modèles. A partir de **10F.**



SNACK. Boîte. Carton ondulé et plastifié blanc à carreaux rouge ou bleu. Différents modèles. A partir de **7F.**



Serviettes de bain et de toilette 95% ou 100% coton. Plusieurs coloris et dimensions. IDE 50x100. **28F.** ALVEN 50x100. **32F.**

LILLY. Centre. Bambou. **2,90F.**



TED. Tréteau. Tube acier laqué époxy brun ou noir. Repliable avec verrouillage. Haut 68. Larg. 76 cm. La pièce **48F.**

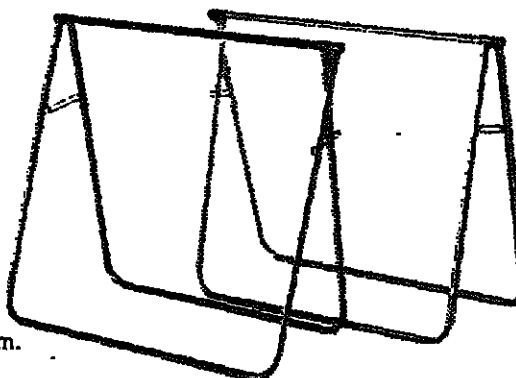
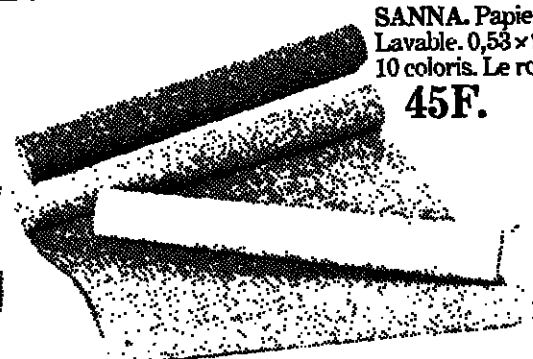
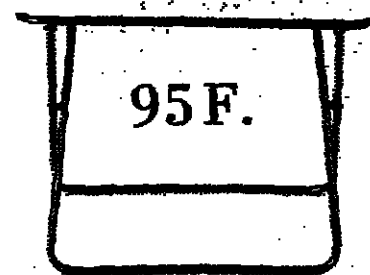


FOTO. Suspension. Aluminium. Différents coloris. Ø 36 cm. **85F.**

SANNA. Papier peint. Lavable. 0,53x9 m. 10 coloris. Le rouleau **45F.**



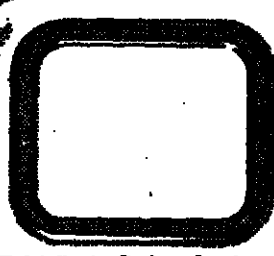
TED. Table pliante. Piètement tube d'acier. Plateau tôle. Plusieurs coloris. Dim. 60x45x45 h. **95F.**



BEGONIA. Piédestal. Pin massif non traité ou brun noyer. Haut 78 cm. **99F.**



KIM. Miroir. Cadre plastique brun, blanc, jaune ou rouge. Dim. 40x35 cm. **48F.**



IKKAGLAS. verres à vin 24 cl. Par 4: **24F.**

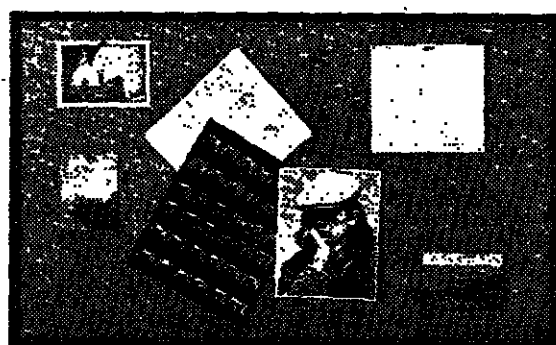
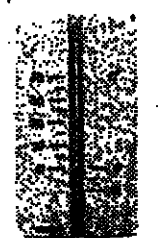
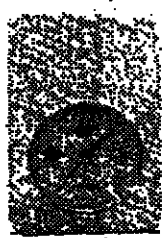


Tableau d'affichage. Pin non traité ou brun noyer. 60x100. **45F.**

LABB. Thermomètre. Pin massif non traité. 8x14,5 cm. **22F.**



LABB. Baromètre. Pin massif non traité. 10x14,5 cm. **70F.**

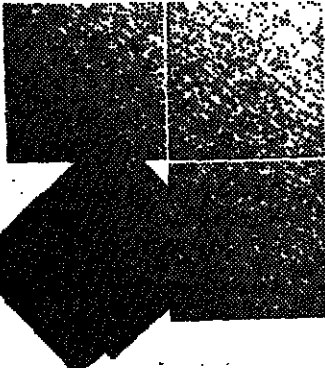


Vernis à bois. Le litre **39F.**



Jeu de 2 Pinceaux **17,50F.**

NIVÅ. Carreaux pour sol pré-encollés. Surface PVC. Rouge, beige, blanc, bleu ou noir. Dim. 33,3x33,3 cm. 5 pièces **39F.**



Animaux mous à partir de **34F.**



BRIGG. Corbeille. Fil d'acier galvanisé. 1 poignée et 2 crochets. **45F.**



HALLI. Chaise pliante. Structure tube d'acier. Assise polypropylène. Brun ou Blanc **45F.**



On n'a plus rien pour cent francs? Celui qui a dit ça n'est jamais venu chez IKEA.

Bien sûr, IKEA vend des meubles. Démontés (et c'est un peu pour cela qu'ils sont moins chers). Des tables. Des lits. Des chaises. Des fauteuils. Des bibliothèques...

La liste est longue. Elle prend même tout un abondant catalogue. Un catalogue qui a ceci d'extraordinaire que tous les prix qui y figurent ne bougeront pas d'un centime pendant un an.

Mais ce qu'on ne sait pas encore assez, c'est que IKEA, c'est aussi, par exemple, une table pliante à 95 F. Un transat, qui ne coûte que 59 F. Un store à 55 F. Un thermomètre à 22 F. Ou encore un porte-manteaux à 2,90 F (moins que votre tiercé, à la différence près que de chez nous, on sort toujours gagnant). Et puisque l'été approche, ce serait dommage d'oublier tous ces meubles d'été, tables et chaises de jardin, parasols, ou encore ces

confortables fauteuils qui vous tendent les bras chez IKEA. Rien n'a été oublié. Ni personne.

Et surtout pas les bricoleurs, qui trouvent chez nous dalles de sol, papiers peints, moquettes, vernis... Vous voyez que rien de ce qui concerne la maison et le jardin ne nous est étranger. Il est inutile d'aller bien loin pour s'en rendre compte: IKEA est tout près de chez vous. Et son parking est gratuit. Nous avons tout pour plaire, non?

Ils sont fous ces Suédois.



PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2.
Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h-20h - jeu. et ven. 11h-22h - sam. 9h-20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
VAULX-EN-VELIN.
Tél.: 879.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - sam. 9h-20h.

هكوان الوطن

Le Monde

société

MÉDECINE

MALGRÉ LA PROMESSE GOUVERNEMENTALE D'OUVRIRE DES DISCUSSIONS

La grève des étudiants et médecins hospitaliers continue

La manifestation nationale organisée par les deux intersyndicats nationaux des internes et des chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) a réuni, mardi 29 mars à Paris, environ quatre mille personnes. Les manifestations ont débuté sans incidents depuis l'Hôtel-Dieu jusqu'à proximité de l'hôtel Matignon. Une délégation a ensuite été reçue par M. Patrice Corbin, chargé de mission auprès du premier ministre pour les affaires de la santé. On apprend, à cette occasion, que M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, devait recevoir, ce mercredi 30 mars, à 17 heures, les représentants des deux intersyndicats.

M. Bérégovoy est notamment chargé par le premier ministre de mettre en place « les mécanismes interministériels nécessaires » au bon déroulement des négociations à venir. Le mouvement de grève

observé par les internes et les chefs de clinique, depuis le 22 mars, continue « jusqu'à l'obtention des revendications ».

Pour leur part, les étudiants en médecine en grève depuis un mois et demi ont été reçus le 29 mars par M. Bérégovoy. « C'est la première ouverture sérieuse depuis le début du mouvement », ont déclaré les étudiants à leur sortie du ministère. Il semble néanmoins peu vraisemblable que l'élaboration d'une « loi rectificative » portant sur la suppression de l'examen validant et classant de fin de second cycle soit envisagée.

Les étudiants ont continué le même jour leurs actions spectaculaires, à Bordeaux, Paris, Brest, Caen, Nancy et Limoges. A Lille, des étudiants se sont emparés d'une partie des bandes du système informatique de l'administration centrale du C.H.R.

Risques imprévus

Un tournant. Les mouvements de grève et de protestation des étudiants en médecine d'une part, des internes et des chefs de clinique des C.H.U. de l'autre, cessent-ils grâce au remaniement ministériel ? En d'autres termes, le départ de M. Jack Ralite du ministère de la santé, qui apparaissait aux yeux de beaucoup comme nécessaire, sera-t-il suffisant pour crever l'abcès qui, au fil des jours, s'est constitué entre le corps médical hospitalier et ses autorités de tutelle ?

Le partage des tâches semble aujourd'hui a priori effectué : le secrétariat d'Etat à la santé et le ministère de l'éducation nationale traitent du problème étudiant, M. Pierre Bérégovoy s'occupe du dossier médecins hospitaliers. Dans l'attente d'une décision concernant l'élaboration, réclamée par le comité inter-C.H.U. des étudiants en médecine,

d'une loi rectificative, c'est ce dernier dossier qui pose dès aujourd'hui les problèmes à la fois les plus importants et les plus urgents. Au-delà des revendications catégorielles, c'est bien, en effet, l'avenir du système hospitalo-universitaire qui est partiellement en jeu. Centre de formation clinique sans égal, équipé de manière complète et sophistiquée, environné par une médecine libérale de plus en plus contraignante et de moins en moins lucrative, le centre hospitalo-universitaire, maison-mère prestigieuse pour chaque médecin, apparaît plus que jamais comme l'endroit où il y a tout intérêt à demeurer.

Le concours très sélectif de l'internat, des « choix » plus ou moins clairs permettant le passage de l'internat au clinicien puis une sélection — souvent arbitraire — pour l'obtention d'un poste de professeur chef de service, le maintien en tant que titulaire du médecin dans les structures

hospitalo-universitaires constituent autant d'exploits dans lesquels la compétence n'apparaît pas, en règle générale, comme l'unique critère.

A tort

Parmi les différents espoirs qu'elle a suscités, la réforme hospitalo-universitaire mise en œuvre par M. Ralite a eu pour conséquence de laisser entendre aux actuels internes et chefs de clinique une possibilité de maintien dans les structures publiques. Cet espoir, qu'ils désirent transformer en certitude, est en fait l'une des principales raisons de l'actuel mouvement derrière lequel M. Ralite continue à tort de percevoir — il l'a répété le 29 mars — l'action souterraine « d'une droite dont on connaît la place dans la hiérarchie du corps médical hospitalier ». La « campagne mensongère permanente », que l'ancien ministre de la santé évoque, a cessé. Restent deux générations de médecins en formation — âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans — qui réclament notamment « l'élaboration d'un statut décent, similaire à celui de tout agent de la fonction publique ». Or les décisions que sera amené à prendre le ministre des affaires sociales et de la solidarité ne concernent pas que les promotions actuelles. Un maintien facilité dans les structures hospitalo-universitaires — comme la création réclamée de cinq cents postes supplémentaires chaque année — engagerait, en effet, les pouvoirs publics dans un mouvement qui serait, ensuite, difficile à contrôler.

La détermination actuelle des manifestants — même si quelques tensions sont à noter entre les internes et les chefs de clinique — et l'état actuel de l'avancement des travaux des pouvoirs publics constituent un autre risque imprévu : celui du prolongement du mouvement de grève. Ce dernier commence pourtant déjà à Paris, comme dans certaines villes de province, alors que des malades sont adressés dans les cliniques privées, à poser des problèmes importants concernant la qualité des soins.

JEAN-YVES NAU.

M. HERVÉ :

« connaître, apprendre, étudier... »

14 heures. Internes et chefs de clinique venus de toute la France se réunissent mardi 29 mars devant l'hôtel de la Santé, à Paris. La manifestation est traversée. Direction rue Monge et boulevard de Port-Royal. La manifestation est silencieuse : les cris, les benderoles « fantaisie », le folklore carabin des manifestations d'étudiants, ne sont pas aujourd'hui de mise. Une manifestation de responsables, en quelque sorte, où le service d'ordre réduit au minimum n'a aucun rôle à jouer. Seuls signes distinctifs : les blouses blanches, les cabans hospitaliers bleu sombre et quelques insignes de l'Assistance publique.

15 heures. La manifestation de la santé, ils sont une cinquantaine groupés à droite du bureau de M. Jack Ralite, sous la photo officielle de M. François Mitterrand, lorsque l'ancien ministre de la santé passe ses pouvoirs à M. Edmond Hervé, nouveau secrétaire d'Etat.

Briève cérémonie. M. Ralite rappelle qu'en juin 1981 cette possession se faisait dans le sens inverse. Puis il brosse un bilan on ne peut plus positif de l'action menée durant « six cent soixante jours de travail acharné, de frotement des cervelles ». Le « mouvement actuel ? » Il dit : « Le mouvement actuel ? » Il dit : « Le mouvement actuel ? »

16 heures. Au ministère, on fait connaissance, on se congratule, puis on se sépare, ce n'est qu'un au revoir : le mouvement continue. La manifestation, elle, remonte le boulevard de Port-Royal, atteint le boulevard de Montparnasse, descend celui des Invalides.

17 h 30. En tête, on s'immobilise au niveau du musée Rodin. Une délégation, comme prévu, est reçue à l'hôtel Matignon. On en sortira-t-il ? La foule patiente. Le vent se lève. On s'assied sur le macadam, devant des C.R.S. bon enfant.

18 h 30. Les délégués reviennent. Ils sont là. La communication est sous quelque forme. « Nous sommes reçus demain par Bérégovoy ! » « C'est tout ? » « Il ne pouvait pas nous en dire plus ! »

Victoire ? Défaite ? La manifestation se dissout. Le mouvement continue.

J.-Y. N.

Les modalités d'application du forfait hospitalier inquiètent la F.I.E.H.P.

Le docteur Jean-Pierre Alfandari, nouveau président de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.), majoritaire dans la profession, a déclaré, mardi 29 mars, à Paris, lors d'une rencontre avec la presse, que son association entendait dorénavant « prendre part à la gestion du pays dans les politiques sociales, de santé et de régionalisation ». Selon lui, « l'hospitalisation privée a maintenant acquis sa taille adulte et son syndicalisme ne peut plus se contenter de pleurer sur l'insuffisance des prix de journée ».

La F.I.E.H.P. a demandé audience à M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et à M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, pour exprimer notamment son inquiétude à propos du forfait hospitalier, mesure qui doit entrer en vigueur dès le

1^{er} avril. M. Alfandari a exprimé la crainte que cette mesure, « très courtoise, mais mal présentée, n'entraîne un accroissement des dépenses ». Pour lui, son montant devrait être modulé en fonction de la nature des établissements. « La rigidité du système, a-t-il expliqué, fait qu'il pourrait être source de dépenses supplémentaires accrues au lieu de faire faire des économies. »

Selon la F.I.E.H.P., ce forfait devrait être moins élevé dans les établissements où les longs séjours sont fréquents, en psychiatrie ou dans les maisons de repos et de convalescence où sont souvent hébergés pendant des mois, et parfois pendant plusieurs années, des personnes démunies de ressources.

A ce sujet, le docteur Alfandari a demandé que l'aide médicale soit enfin accordée aux patients de l'hospitalisation privée.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE MENDE

Les pseudomonas de Bagnols-les-Bains

De notre correspondant

Mende. — Une bataille judiciaire s'est engagée entre l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) et deux personnalités politiques du département de la Lozère : les docteurs Jacques Blanc et Jean-Jacques Delmas. A l'origine de la controverse, une contamination intermittente des eaux thermales de Bagnols-les-Bains par des bactéries toxiques : les pseudomonas aeruginosa.

Le docteur Jacques Blanc, député U.D.F., ancien secrétaire général du P.R., préside à la fois l'association de gestion de l'établissement thermal et une société d'économie mixte qui possède les installations. Le docteur Delmas est maire de Mende, suppléant de l'autre député U.D.F. du département, M. Adrien Durand, vice-président du conseil général. Il est aussi chargé du service de rhumatologie à Bagnols-les-Bains, une station située à 20 kilomètres de Mende (le Monde du 4 novembre 1982).

Le 20 avril 1982, l'U.F.C. porte plainte contre les responsables de la station pour « non-assistance à personne en péril ». En juin, la plainte est classée sans suite par le parquet. Forts de cette décision, les docteurs Blanc et Delmas répliquent en citant en correctionnelle l'U.F.C. pour « dénonciation calomnieuse ». Au cours de son audience du 24 mars, le tribunal de Mende a décidé de « surseoir à statuer » parce que l'Union fédérale des consommateurs a déposé, le 21 mars, contre ces deux médecins, une nouvelle plainte avec constitution de partie civile pour « non-assistance à personne en péril ».

A quelques semaines de l'ouverture de la station, les curistes s'interrogent sur les pseudomonas. Pour M. René Baylet, professeur d'hygiène et de santé publique, directeur de l'Institut Boussier-Bertrand à Montpellier, « les pseudomonas aeruginosa est un germe potentiellement pathogène et considéré, par nous, comme indésirable ». Devant le conseil général, M. Blanc a déclaré : « Il faut que chacun sache que les pseudomonas se trouvent un peu partout, même dans les centres hospitaliers et peut être même dans certaines eaux de distribution que nous bavons. Ce germe est une bactérie saprophyte, c'est-à-dire qu'elle ne présente pas de risques autrement que dans des circonstances tout à fait particulières où l'individu est démuné de défenses par rapport aux pseudomonas. Je le dis de façon formelle : personne n'a encore encouru un danger dans cette affaire ».

M. Didier Bergès, chef du service juridique de l'U.F.C., réplique : « Aux Etats-Unis, des sportifs en parfaite santé ont eu des otites provoquées par des pseudomonas qui contaminent l'eau de la piscine dans laquelle ils s'entraînaient. Ces bactéries se développent fort bien dans des solutions contenant des bactéricides : elles résistent aux antibiotiques. La maternité Baudouin à Paris et l'hôpital d'Alzoum-Provence furent fermés en raison de la présence de pseudomonas aeruginosa ».

Comment se débarrasser de ces bactéries indésirables ? Dans un rapport de l'ingénieur en chef des mines resté confidentiel, on note que, malgré « les investigations demandées (...), la complexité du phénomène constaté fait qu'aucun résultat probant n'a été obtenu, mais différentes voies de recherches restent à explorer ».

En février 1982, il fut procédé à une désinfection générale du gîte thermal et de l'ensemble de trois cents litres d'eau de javel. Les eaux

RIVIÈRE POLLUÉE : INDUSTRIEL CONDAMNÉ

(De notre correspondant.)

Nice. — Le tribunal correctionnel de Grasse a condamné, lundi 28 mars, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 8 000 F d'amende, M. Maurice Mane, un industriel parfumeur du Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes), prévenu de pollution de rivière par déversement d'eaux usées.

Ce jugement intervient après de nombreux procès-verbaux de la direction départementale de l'agriculture concernant les préjudices occasionnés à la flore et à la faune de la rivière le Loup.

Il y a deux ans, la direction départementale de l'agriculture avait adressé au parquet de Grasse un rapport faisant état de la présence, en aval des établissements Mane et Fils d'une « eau laque à la plupart des usages et pouvant même constituer un danger pour l'environnement ».

M. Mane devra en outre payer à la Fédération départementale des associations de pêche et de pisciculture 249 664 F de dommages et intérêts.

thermales de Bagnols-les-Bains sont-elles aujourd'hui exemptes de toute pollution ? M. Jacques Chassagne, commissaire de la République, s'est jusqu'à présent refusé à communiquer à la presse les résultats des analyses officielles. Dans un communiqué diffusé le 24 mars, la direction de l'établissement thermal affirme que « la station mettra ses installations à la disposition de tous les curistes, qui pourront bénéficier en toute sécurité de ses thérapeutiques, et laissera la justice suivre son cours ».

JEAN-MARC GILLY.

SPORTS

TENNIS

AU TOURNOI DE MONTE-CARLO

Lendl cueilli à froid par Glickstein

Pour la deuxième journée du Tournoi de Monte-Carlo, mardi 29 mars, on attendait un événement : le premier et peut-être dernier match de Bjorn Borg pour son ultime compétition officielle. En pleine finale et le froid risquant de rebouter le public, les organisateurs ont préféré différer d'un jour les adieux du champion suédois.

Les spectateurs qui s'étaient néanmoins déplacés au Monte-Carlo Country Club ont eu droit à un coup de théâtre : l'élimination au premier tour du numéro un mondial et probable successeur de Borg : le Tchèque Ivan Lendl par l'Israélien Shlomo Glickstein, joueur amateur. Il est vrai que, contrairement à Borg qui vient de prendre une année sabbatique, Lendl sortait à peine d'une longue saison sur courts couverts et n'avait visiblement pas eu le temps de se réadapter à la terre battue et au tennis en plein air.

Borg entre courts et jardins

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — Il n'y avait pas grand monde, mardi 10 heures du matin, sur les terrasses du Monte-Carlo Country Club. Une pluie fine maculait les baches du central en contrebas. Borg était déjà là. En survêtement comme chez lui, dans cette ambiance de club désert qui va être la sienne désormais, répondant gentiment à quelques saluts. Etabli avec ses petits copains de la jeune équipe suédoise, tous fiers de leurs aînés et coiffés de cheveux blancs fous, à son image. Souriant, ses yeux bien foncés rieurs, une face ouverte qu'aucun écran au monde n'avait révélée jusqu'ici. Pen après, Borg gagnait une allée écartée entre deux courts, pour se soumettre devant la caméra aux questions qu'allait lui poser le reporter d'une chaîne américaine — et quelques autres.

Contre les grillages de ces terrains, je l'avais vu, il y a deux ans, frapper de toutes ses forces, inlassablement, comme un métronome, des balles contre Vitas Gerulaitis. Aujourd'hui, sous les gouttes de pluie, sans être importuné par la moindre curiosité, il donnait avant la lettre, une conférence de presse privée, cette fois non pas prolix, mais communicatif et presque volubile, parlant anglais avec un beau timbre de voix grave. « J'ai le temps, je n'ai que vingt-six ans, je suis encore très jeune, je vais jouer pour m'amuser. J'ai déjà mieux que des projets, j'ai des occupations de businessman, des responsabilités énormes ».

La formule qui revient tout naturellement sous sa langue : « in the future ». Il se connaissait riche d'avance. Bjorn Borg : en propreté future et pas seulement en dollars, encore, pour avoir une fortune comparable à celle d'un gagnant de la loterie de tennis avant l'âge de trente ans, demeure une fameuse performance à battre. Pour revenir au tournoi et au match qui l'attend contre José-Luis Clerc, il avoue ne pas se faire d'illusions : « Je ne sais absolument pas comment je vais jouer, peut-être très mal ! », dit-il, en découvrant des dents blanches qui n'agiraient jamais son visage.

A midi, la pluie a cessé, mais le public n'est pas là. Il est hors de question de faire jouer Borg pour son premier (et peut-être dernier) match devant des banquettes vides. On repousse donc la rencontre de vingt-quatre heures. Sur le court n° 1 et sur le court n° 2 — au toit éclipable, — Nastase et le Brésilien Motta d'une part, Fibak et l'Autstralien Alexander entreprennent des débats que gagneront les premiers nommés.

Cependant, le court n° 20, construit en terre battue plastique, dite « tennis fluid », est celui qui a le plus vite séché. C'est aussi le plus reculé du club. Il n'y a personne. Si, Borg. Le front ceint de son bandeau,

Un bacille mobile

Qu'en est-il, au juste, de ce terrible pathogène des pseudomonas aeruginosa ? Les pseudomonas sont des bacilles mobiles, grâce à des cils, pigmentés et sérologiques. Pseudomonas aeruginosa est un bacille qui, lors des infections, produit un pus de couleur bleue. On peut l'isoler de l'eau de mer, des eaux douces polluées, comme de certaines suppurations humaines ou animales.

Ce germe complexe, à l'hôpital, certains traitements antibiotiques mal « ciblés ». Ses caractéristiques (obstruction de la lumière des vaisseaux) en font un agent pathogène redoutable. Les septiciémies à pseudomonas, en particulier, sont graves. Il est difficile de soigner, dans ces conditions, qu'on n'encourt aucun danger à consommer de l'eau contaminée.

il a reconstruit le masque héroïque qu'il avait porté sous toutes les latitudes. Il s'entraîne, d'abord contre son mentor Bergelin, puis contre son jeune compatriote Stefan Simonsson.

Au début de l'après-midi, pourtant, le soleil miraculeusement revenu, c'est la grande surprise du tournoi. Ivan Lendl, la première tête de série, numéro un au dernier classement A.T.P., tout étonné vainqueur du Tournoi de Milan en septembre, est éliminé d'entrée par le modeste et corpulent israélien Shlomo Glickstein. Battu 6-2, 3-6, 7-5, le Tchecoslovaque fait l'ombre de lui-même. Son service ne passait pas, il commettait des erreurs monumentales, et son nombre de cent points, après un match nul, avait aussi bien fait que Glickstein (quarante points à l'A.T.P.). Lendl n'a jamais aimé le Tournoi de Monte-Carlo, où il fut écarté par Vilas l'an dernier en finale et qui constitue à ses yeux un tournoi de rodage. Borg estime pourtant que Lendl est son successeur au titre de premier joueur mondial.

Borg, je l'ai retrouvé à la sortie du club. Le sac en bandoulière, tout seul, sans être suivi ni reconnu, il descendait vers les garages qui surplombent le Beach, où était stationnée sa Saab Turbo rouge. Là, qui le premier dans un minuscule hôtel, il m'apparut que la même démarche championne, quatre jours plus tard, qu'il pénètre au Central Court de Wimbledon, tout par-devant lui se profilait en fait de décor un fort mince, au-dessus d'un certain qui somnolait, s'endormait au large. La force tranquille sous les dents.

OLIVIER MERLIN.

LES RÉSULTATS

Premier tour : Glickstein (Isr.) b. Lendl (Tch.), 6-2, 3-6, 7-5; Nastase (Roum.) b. Motz (Bré.), 2-6, 6-4, 6-3; Scanlon (E.-U.) b. Hecner (Bré.), 7-5, 2-6, 7-5; Fibak (Pol.) b. Alexander (Aust.), 6-4, 6-0; Nastase (Roum.) b. Hecner (Bré.), 6-4, 6-4; Oatley (Esp.) b. Hecner (Bré.), 6-4, 2-2, interrompu par la nuit.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Vingt-neuvième journée)

*Nantes b. Lille 1-0
*Bordeaux b. Metz 2-0
*Paris-S.G. b. Brest 2-0
*Marseille b. Sochaux 0-0
*Lens b. Strasbourg 2-1
*Rennes b. Laval 2-2
*Moulhouse b. Auxerre 2-2
*Toulouse b. Nancy 2-1
*Saint-Etienne b. Tours 0-0
*Bastia b. Lyon 2-1
Châteauneuf 1-1
Nantes, 37 ; 3-Paris-S.G., 36 ; 4-Moulhouse, 34 ; 5-Lens, 33 ; 6-Laval, 32 ; Brest, 31 ; 8-Auxerre, Sochaux, 29 ; 10-Nancy, Toulouse, 27 ; 12-Tours, Lille, 26 ; 14-Rennes, Bastia, Saint-Etienne, Strasbourg, 25 ; 18-Metz, Moulhouse, 24 ; 20-Lyon, 20.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO D'AVRIL
RÉUSSIR DANS LA VIE :
LA MOBILITÉ SOCIALE

INFORMATIQUE
ET ÉDUCATION
LE CHOC
DU MARCHÉ PRIVÉ

LES ENFANTS FACE
À LA TÉLÉVISION

LES EMBUCHES
DES SÉJOURS
LINGUISTIQUES

5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Publication mensuelle du Monde.
En vente partout.
Le numéro 10 F.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DURÉE
1h - 1h 30 - 2h - 2h 30 - 3h - 3h 30
Tous niveaux - Adultes - Enfants
Paris - Orléans - Evry - Châtenay
Pont de Neuilly - Meudon - Fontenay
734-36-36 ACTION
Équipe par DUNLOP

CARNET

JUSTICE

LE PROCÈS DE DEUX INSOUMIS A RENNES Violents incidents entre gendarmes et indépendantistes bretons

Des incidents ont opposé, mardi 29 mars dans la soirée, aux portes de la maison d'arrêt de Rennes, une quinzaine de militants bretons aux gendarmes venus reconduire en prison deux insumis. Ces derniers avaient comparu dans l'après-midi devant le tribunal correctionnel de Rennes.

Les militants qui sont à l'origine de ces incidents appartiennent au parti républicain breton (parti indépendantiste sans étiquette politique). Alors qu'ils tentaient d'empêcher le

fourgon cellulaire de pénétrer dans la prison, des heurts breux mais violents se sont produits avec les forces de l'ordre. Deux gendarmes ont été assez sérieusement blessés. L'un a des fractures au nez et au poignet. L'autre a été blessé à la main par un objet tranchant. Son état a nécessité plusieurs points de suture. Trois de leurs agresseurs ont été interpellés et placés en garde à vue. Ils devaient être défilés au parqu岸 ce mercredi en fin de matinée.

De notre correspondant

dailles militaires et sa carte d'ancien combattant : « J'ai fait l'Indochine et l'Algérie. C'est en rentrant que j'ai compris mon erreur. » Le repré-

Corse : le procureur contre la « calomnie »

Le procureur de la République de Bastia, M. Jean Luciani, a annoncé, mardi 29 mars, l'ouverture d'une information judiciaire contre X... à la suite des accusations de l'association A riscossa concernant les mauvais traitements qu'auraient subis pendant leur interrogatoire les membres présumés du F.L.N.C. (Front de libération nationale de la Corse), inculpés, le 25 mars, pour le meurtre d'un légionnaire (le Monde daté 27-28 mars).

Cette association, proche de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), affirme que les personnes interpellées portaient, après leur garde à vue, des traces de coups et leurs avis avaient adressés des télégrammes de protestation à M. Defferre, ministre de l'Intérieur, et M. Badinter, garde des sceaux. Les autorités judiciaires considèrent que ces réactions sont des « dénonciations calomnieuses » et que les inculpés ont été examinés à plusieurs reprises durant les interrogatoires par des médecins qui n'ont constaté aucune trace de sévices.

Certains observateurs estiment que les accusations des milieux nationalistes sont faussées et qu'elles ne sont formulées que dans le but de ternir l'action de la police et, celle en particulier, de M. Broussard, commissaire de la République, dé-

gué pour la police. Celui-ci a reçu, mercredi, les félicitations de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique. « C'est un homme particulièrement sympathique », a déclaré M. Franceschi au micro de R.M.C., qui connaît parfaitement son métier et qui est doué de beaucoup d'intelligence et d'intuition (...). Je le considère comme un ami personnel et je suis très heureux de constater qu'il a appliqué avec efficacité la stratégie que je lui ai assignée. »

Un habitant de Ghisonaccia (Haute-Corse) a découvert, mardi 29 mars, dans le maquis, un dépôt d'armes et de munitions, qu'il a remis au commissariat de Bastia. La cache contenait un fusil de guerre italien avec trois cents cartouches, trois cents autres cartouches de calibre 7,65, vingt bâtons de dynamite, une centaine de détonateurs et plusieurs mètres de mèche lente.

Les gendarmes de la même localité avaient arrêté la veille un ouvrier agricole d'origine sarde, M. Marius Sanciau, âgé de cinquante-quatre ans, qui détenait trois pistolets, des cartouches et des bâtons de dynamite. Il a été inculpé d'infraction à la législation sur les armes et écroué.

Naissances

- M. Jacques FONTAINE et M^{me} née Monique Perrier, ont la très grande joie de faire part de la naissance de leur fille Anne, le 17 mars 1983, 52, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

- M. et M^{me} Jean-Yves GARNIER-GENET et leur fille Jeanne-Marie, ont le plaisir de faire part de la naissance de Marie-Valentine, le 26 mars 1983, 39, rue Florid, 93260 Les Lilas.

Décès

- Les familles Nehama, Calamaro, Assael et Darra, font part du décès de

M. Peppo ASSAEL,

survenu le 26 mars 1983. L'inhumation aura lieu le jeudi 31 mars 1983. On se réunira porte principale du cimetière de Pantin parisien, à 10 h 30.

26, rue de la Faisanderie, 75016 Paris.

- Saint-Galmier. Saint-Etienne. Roanne. Lyon.

- Je suis la Servante du Seigneur, qu'il me soit fait selon ta Parole. (Luc 1-38).

Le 26 mars 1983, M^{me} Gustave BOUCHET, née Alice Pallandre, a été accueillie dans la Paix du Seigneur et la joie de l'Annonciation, à l'âge de soixante-quatre ans.

De la part de M. Gustave Bouchet, son époux, Ses enfants,

Le docteur et M^{me} Hafid Boudjema-Bouchet,

M. et M^{me} Jean-Pierre Houssel-Bouchet,

M. et M^{me} Jean-Jacques Bouchet, M. et M^{me} Paul Bouchet,

Le docteur et M^{me} Bernard Bouchet, et leurs enfants,

Ses frères et sœurs, M. et M^{me} Guy Pallandre,

M. et M^{me} Jean Poux, Les familles Bouchet et Pallandre.

Une eucharistie a été célébrée le mardi 29 mars, à 15 heures, en l'église de Saint-Galmier.

M. Gustave Bouchet, Le Belvédère, 42330 Saint-Galmier.

- Le docteur Jean Durieu, son frère. La famille et les amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Ginette DURIEU,

survenu le 26 mars 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 29 mars 1983, à Boissise-la-Bertrand (Seine-et-Marne), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Les familles Edery, Lori, Franceschi, Ohayon, Azuram, Amiel, Staccoli, Genini, Dadoun, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Habiba EDERY,

née Dadoun, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et sœur,

survenue à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, le 28 mars 1983, à son domicile.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars 1983, à 14 heures, au cimetière parisien de Pantin.

42, rue du Faubourg-Montmartré, 75009 Paris.

- M^{me} Marthe Jaouen, née Le Barch, Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M. Joseph JAOUEN,

capitaine de la marine marchande, pilote du port de Sète (E.R.), chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Toulon, le 23 mars 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année, mais des sacrements de l'Eglise.

- M^{me} Micheline Marschall et sa famille ont la douleur de faire part du décès de M. Robert MARSCHALL,

survenu le 25 mars 1983.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars 1983, à 9 h 30, en l'église Saint-Denis d'Abbas-Mons, et l'inhumation se fera au cimetière de Gignac.

Le service aviation générale et l'aéroclub Aéroport de Paris ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MARSCHALL,

survenu le 25 mars 1983.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars 1983, à 9 h 30, en l'église Saint-Denis d'Abbas-Mons, et l'inhumation se fera au cimetière de Gignac.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- L'Association de psychiatrie infanto-juvénile de la région Bretagne a la tristesse de faire part du décès de son secrétaire

le docteur Pierre THALBOT, psychiatre des hôpitaux, survenu dans sa quarantième année, le 25 mars 1983, à Hennebont. Kersadec, route de Rennes, 56700 Hennebont.

Remerciements

- M^{me} Robert CRESTO-DARAN, Son fils Jean-Michel, remercient tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

- M^{me} Laurence Peltier, M. et M^{me} J. Evard, M^{me} Juliette Peltier, M. et M^{me} A. Thomas, Le docteur et M^{me} L. Bramet, ses enfants,

M. et M^{me} G. Boudjema, Le docteur et M^{me} D. Hauser, M^{me} N. Laurendeau et ses enfants, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Guy PELTIER, directeur général adjoint des affaires techniques de la compagnie nationale Air France, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre du Mérite, expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires

- A l'occasion du dixième anniversaire du décès de M^{me} Denise G. COIGNARD, dans sa soixante-dix-septième année, une pensée affectueuse est adressée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

- En ce troisième anniversaire, une pensée est adressée à tous ceux qui ont connu et aimé

Emmanuel DOREY (Mars 1976).

MATHS PHYSIQUE

STAGE INTENSIF

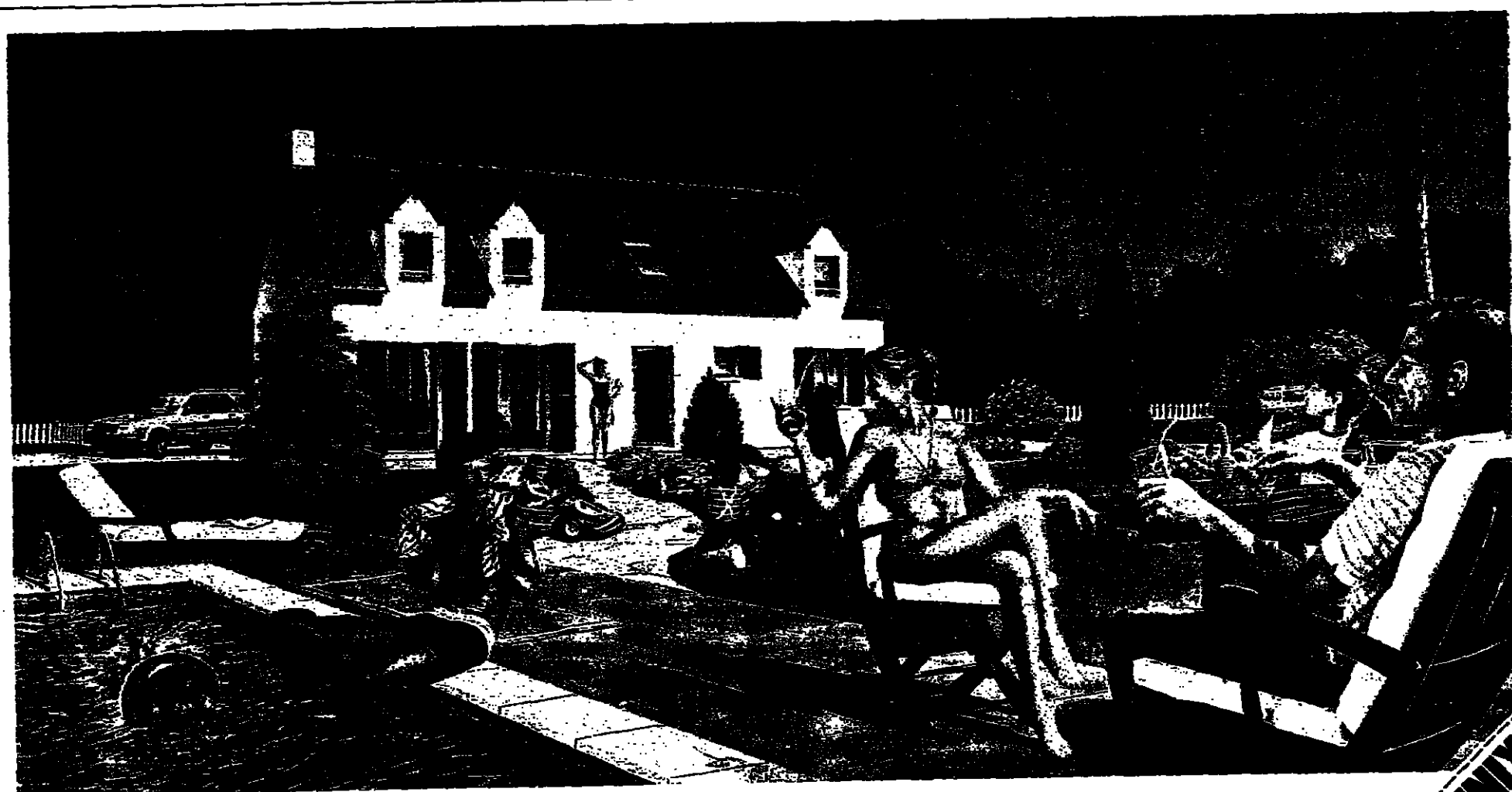
du 5 au 9 avril

Cours privé Sigma 3

87, avenue Mozart 75016

520-90-13

Construisez votre maison comme votre vie.



Espace, confort, sécurité, c'est la maison dans laquelle vous avez décidé de vivre. Maison des enfants, maison des amis, vous la construisez à l'image de votre vie.

Si pour vous, efficacité, harmonie, sécurité sont des valeurs, vous en trouverez la réalisation dans la technologie Phénix. Efficacité de la technique de construction d'abord : la structure acier-béton

met votre maison à l'abri de l'épreuve du temps. Efficacité de la technique d'isolation : à l'intérieur des murs, une épaisseur de laine de verre et un vide d'air assurent le confort de votre maison sans être sous le poids que sous le soleil brûlant.

Les maisons Phénix ont aussi l'harmonie : juste équilibre des matériaux et des formes que nos architectes adoptent aux différentes régions. Et si pour vous, choisir une maison sûre est une priorité, la technologie Phénix est votre garantie.

La preuve : Maison Phénix est le seul constructeur à offrir, pour la structure acier-béton de ses maisons, une garantie de 30 ans, soit 20 ans de plus que la garantie décennale prévue par la loi. Alors, avec Maison Phénix, construisez votre avenir en toute tranquillité.

Maison Phénix: 30 ans tranquille.

30 ans de garantie pour la structure acier-béton.

MAISON PHENIX
30 ans de garantie pour la structure acier-béton.
Maison Phénix est le seul constructeur à offrir, pour la structure acier-béton de ses maisons, une garantie de 30 ans, soit 20 ans de plus que la garantie décennale prévue par la loi. Alors, avec Maison Phénix, construisez votre avenir en toute tranquillité.

هكزام الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

PLACE DES VOSGES

Attirés par l'harmonieuse ordonnance de la place des Vosges, deux jeunes hommes se sont installés dans son environnement pour présenter leurs meubles contemporains.

Dans la courte rue de Birague, qui relie la place à la rue Saint-Antoine, Olivier Thierry a donné à sa boutique le nom de l'île grecque Naxos. Amoureux du marbre, il en fait des tables dont il dessine les modèles. « Les marbres que j'utilise proviennent d'Italie, d'Espagne, de Grèce ou de Turquie. Mais ils sont tous façonnés en Italie, dans cette région de Carrare où se trouvent les meilleurs marbriers. » Olivier Thierry emploie également le travertin, le granit (roche très décorative qu'il déplore de voir entachée d'un préjugé de cimetières) et aussi l'onyx, au très beau veinage.

Parmi les tables présentées dans la boutique, celles de la collection « Accolade » ont un piètement à lames verticales qui en allègent l'allure. Une table de repas a un grand plateau de forme oblongue en marbre très clair (6 580 F), une autre est circulaire et en marbre de ton vieux rose. Pour les entourer, Olivier Thierry propose des chaises en bois dont le haut dossier à barreaux rappelle les lignes du piétement.

Outre les tables basses de style classique, deux modèles ont un original socle en forme de Z : l'un d'eux repose sur un plateau inférieur à roulettes qui facilite le déplacement de la table (3 600 F en travertin doré). C'est au nord de la place des Vosges, dans le quartier du Tem-

ple, que Didier Bochart vient d'ouvrir sa boutique « Libéral ». Il a choisi ce nom en hommage à Libéral Bruant, l'architecte de l'Hôtel des Invalides... et de l'immeuble de la rue Saint-Claude où il s'est installé.

La trouvaille de Didier Bochart est l'utilisation de la toile de voile de bateau « spinnaker ». Avec ce tissu léger mais très résistant, il recouvre ses sièges en mousse dans une palette de dix-huit coloris unis ou d'imprimés à rayures ou à pois. Le canapé « Surf » a un dossier bas et des accoudoirs en forme de boudins fixés par Velcro et amovibles. L'assise se dédouble pour former un lit à deux places (2 500 F). Ce canapé est entièrement déhoussable - pour un lavage sans problème - et on peut commander une housse supplémentaire pour changer de décor. Un fauteuil de même type se transforme en lit d'appoint.

Autre proposition de ce jeune créateur-éditeur, des petits meubles à structure tubulaire de couleur vive : rouge, jaune, bleu. Une table roulante, en deux tailles, a un double plateau à revêtement antidérapant noir (600 F la plus petite).

JANY AUJAME.

* Naxos, 7, rue de Birague, 75004 Paris. Tél. : 272-95-74. Libéral, 16, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 274-68-14.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 1^{er} AVRIL

* Hôtel de Sully, 14 h 30. 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Séant.
* Cimetière de Picpus, 15 heures.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 30 mars :

- Portant constitution du domaine d'une commune en Polynésie française.
- Portant publication d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale.

angle rue de Picpus et avenue de Saint-Mandé, M^{me} Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

* Le Conciergerie, 14 heures, 1, quai de l'Horloge, D. Bouchard (A.R.S.).

* La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissances d'ici et d'ailleurs).

* Hôtel de Lauzun, 15 heures, métro Pont-Neuf (Paris autotour).

* La place Dauphine, 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autotour).

* Hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, 36, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

* CONFÉRENCES - 20 h 15, 11 bis, rue Keppler, « Réincarnation, renaissance, résurrection » (Loge unie des théosophes).

BREF

RADIO LIBRES

L'IMMIGRATION ANTILLAISE. - Le GRIFF (Groupe de réflexion et d'information Frantz Fanon) commence une série d'émissions hebdomadaires (tous les mercredis de 21 h à 23 h) sur Radio-Tropicale FM (96,5 MHz). Les trois premières auront pour thème : l'immigration antillaise. L'invité du mercredi 30 mars sera l'écrivain martiniquais Marie-Madeleine Carbet.
* Renseignements auprès de Mme Yvette Lampa, 23, rue de Verdun, 94220 Charenton-le-Pont.

ÉDUCATION

UNE JOURNÉE D'ÉTUDES SUR LA VIEillesse. - L'université de Paris-X-Nanterre et la Fondation nationale de gérontologie organisent le 15 avril une journée d'études et d'échanges sur le thème « Vieillesse et ruralité : vieillissement urbain ».

* Tél. à l'université : 725-92-34, poste 507.

ENTR' AIDE

LES LOISIRS DES HANDICAPÉS. - L'Association des paralytiques de France demande des bénévoles pendant les grandes vacances afin de participer à l'organisation des loisirs des handicapés moteurs. Les frais de nourriture, d'hébergement, de voyage, de sécurité sociale et d'assurance accidents sont assumés par l'association.

* Service Vacances, A.P.F., 17, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 580-82-40, poste 373.

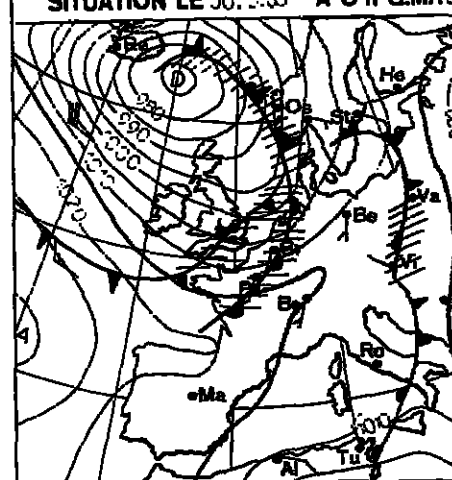
FORMATION

THÉÂTRE POUR ADULTES. - Le Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse organise du 11 au 15 avril un stage de théâtre-réel destiné aux adultes. Il consiste à jouer un texte non dramatique (romans, contes, nouvelles, etc.). Le prix du stage est de 600 F.

* Centre La Fontaine, 36, avenue Marx-Dormoy, 59000 Lille. Tél. : (20) 89-45-50.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30.3.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 30 mars à 0 heure et le jeudi 31 mars à minuit.

Les hautes pressions de l'Atlantique s'éloignent du continent, permettant à l'énorme zone dépressionnaire des îles Britanniques de glisser sur la France et ensuite sur la Méditerranée.

Jeu de cartes, les régions pyrénéennes auront un ciel couvert avec de la pluie en plaine et de la neige vers 1 000 mètres. Sur les Alpes, encore beaucoup de nuages et des résidus neigeux, qui s'élimineront vers la Suisse au cours de la nuit. Sur toutes les autres régions de la France, le ciel sera très variable avec alternance de ciel dégagé et de passages nuageux.

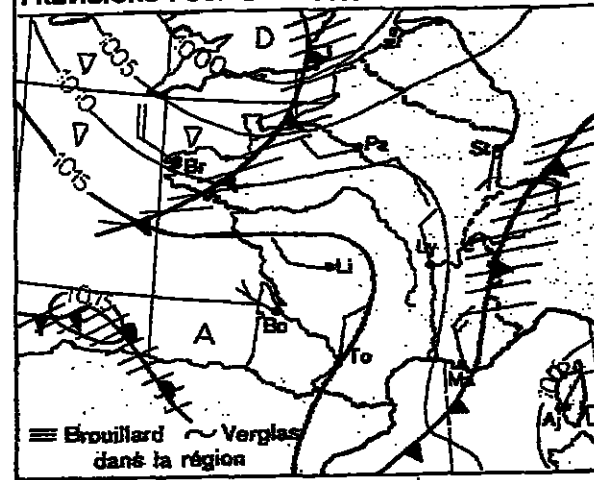
Une zone plus instable abordera les côtes de la Manche dès le début de la nuit, se décalant lentement vers l'intérieur du pays. Il fera encore frais partout. Les températures resteront faibles, au-dessus de 0 degré et seront voisines de 5 degrés près de la Méditerranée.

Près de la Manche, toujours de fortes rafales de nord-ouest.

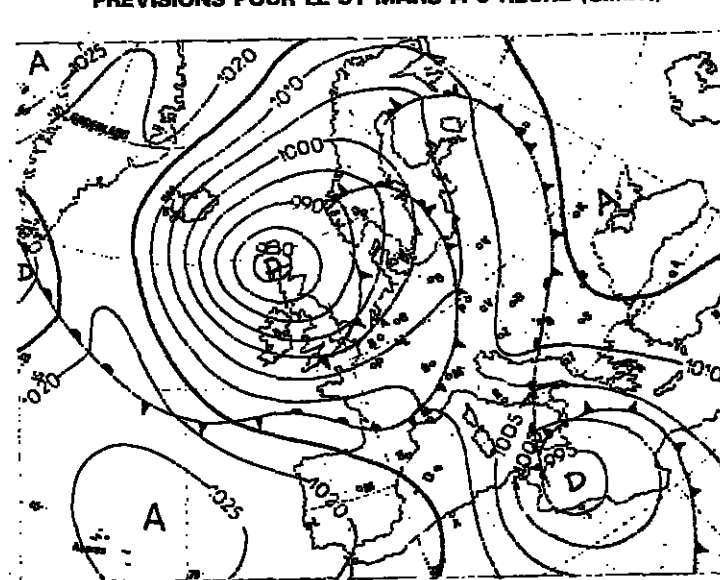
La pression atmosphérique restera au niveau de la mer d'environ 1 008,5 millibars, soit 756,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 mars ; le second le

PRÉVISIONS POUR LE 31.3.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 31 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



minimum de la nuit du 29 mars au 30 mars :

Ajaccio, 14 et 8 degrés ; Biarritz, 11 et 4 ; Bordeaux, 10 et 3 ; Bourges, 9 et 2 ; Brest, 10 et 7 ; Caen, 10 et 7 ; Cherbourg, 8 et 6 ; Clermont-Ferrand, 8 et -1 ; Dijon, 8 et -1 ; Grenoble, 0 et -1 ; Lille, 10 et 6 ; Lyon, 9 et -1 ; Marseille-Marguare, 13 et 2 ; Nancy, 8 et 0 ; Nantes, 11 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 7 ; Paris-La Bourget, 11 et 6 ; Pau, 11 et 1 ; Perpignan, 12 et 6 ; Rennes, 12 et 7 ; Strasbourg, 8 et -1 ; Tours, 10 et 5 ; Toulouse, 10 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 11 degrés ; Amsterdam, 9 et 4 ; Athènes, 17 et 13 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 9 et 4 ; Bruxelles, 9 et 5 ; Le Caire, 23 et 12 ; Les Canaries, 21 et 16 ; Coppenhague, 3 et 0 ; Dakar, 25 et 19 ; Djakarta, 16 et 14 ; Genève, 10 et -2 ; Jérusalem, 16 et 5 ; Lisbonne, 17 et 5 ; Londres, 10 et 3 ; Luxembourg, 7 et 2 ; Madrid, 14 et -2 ; Moscou, 12 et 4 ; Nairobi, 25 et 16 ; New-York, 8 et 4 ; Palma-de-Majorque, 16 et 10 ; Rome, 15 et 8 ; Stockholm, 2 et 0 ; Téhéran, 20 et 12 ; Tunis, 17 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3417

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

- Genre de flagolets du Midi.
- Parait bien plus grand en étant petit. On le sent donc passer.
- N'a donc pas de défaut de prononciation.
- Voie dans les marais ou glisse sur les fleuves.
- Peuvent nous obliger à nous découvrir.
- VI. Note. Pratique la goutte-à-goutte.
- VII. Célèbre Japonaise. Fait briller des lames.
- VIII. Ont un débit irrégulier.
- IX. Tout nouveau mais pas toujours tout beau.
- X. Personnel. Jadis affriolante, de nos jours affolante.
- XI. A donc fait l'objet d'une séparation de corps. Possessif.

VERTICALEMENT

- Caractères de cochon.
- Agissent par force ou par tendresse. Note.
- Lorsqu'il arrive qu'elle nous touche, la chair est faible.
- Se défendait dans un siège lors des périodes de tension. Employé pour patron.
- Est donc bien reçu mais peu apprécié.
- Assure une charge. Le domaine public, c'est le sien.
- N'est pas d'un genre à être plaqué. Communications par fils.
- Fait tourner la moindre scène au drame.
- Manque à certains régimes. Auxquelles on peut donc se fier.

Solution du problème n° 3416

Horizontalement

- Accordeur.
- Croc. Ossa.
- Cid. Pl. Al.
- Emet. Grill.
- V. St. Iota.
- VI. Snobisme.
- VII. Oenée. Epi.
- VIII. Il. Suif.
- IX. Cécure.
- X. Été. Or. Ut.
- XI. Épicier.

Verticalement

- Accessoire.
- Criminel. Te.
- Code. On. Cep.
- Oc. Ti. bère.
- Oie. Soc.
- Doigts. Sire.
- Es. Remueur.
8. Usai. Épieu.
9. Raïs. If. Tu.

GUY BROUZY.

RELIGION

FÊTES PASCALES

Les offices de la Semaine sainte

Le Samedi saint, 2 avril, à 22 heures, le pape présidera à la veillée pascale, avant de célébrer la messe de la Résurrection.

Le dimanche de Pâques, 3 avril, à 10 h 15, le pape présidera l'office pascal à Saint-Pierre ; la grand-messe sera suivie, à 12 heures, de la bénédiction urbi et orbi.

Nous publions les indications concernant les offices de la Semaine sainte dans un certain nombre d'églises de Paris.

CULTE ANGLICAN

SAINT-GEORGE'S ANGLICAN CHURCH, 7, rue Auguste-Vaquier, 75116 Paris. - Jeudi 31 mars, 19 h 30. Office. - Vendredi 1^{er} avril, 19 h 30. Office. - Samedi 2 avril, 22 h 30. Veillée pascale et Eucharistie. - Dimanche 3 avril, 10 h 30, 18 h 30 : Eucharistie ; 10 h 30 : Eucharistie chantée.

CULTE PROTESTANT

ÉGLISE RÉFORMÉE DE PENTEMONT, 106, rue de Grenelle 75007 Paris. - Vendredi 1^{er} avril, de 12 h 45 à 13 h 30 : office liturgique, célébration de la Cène. - Dimanche 3 avril, 10 h 30 : culte et Sainte-Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE, paroisse du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, 75008 Paris. - Jeudi 31 mars, 18 h 30 : culte liturgique avec Sainte-Cène. - Vendredi 1^{er} avril, Cultes à 12 h 30 et 18 h 30 avec Sainte-Cène. - Dimanche 3 avril, Culte à 10 h 30 avec Sainte-Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ANNONCIATION, 19, rue Corbambert, 75016 Paris. - Jeudi 31 mars, 19 heures : culte Sainte-Cène. - Vendredi 1^{er} avril, 10 h 30 : culte Sainte-Cène. 19 heures : service liturgique. Sainte-Cène. - Dimanche 3 avril, 10 h 30 : culte de Pâques. Sainte-Cène.

ÉGLISE RÉFORMÉE DE L'ÉTOILE, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. - Jeudi 31 mars, 19 heures : veillée avec Sainte-Cène. - Vendredi 1^{er} avril, 19 heures : culte avec Sainte-Cène. - Dimanche 3 avril, 10 h 30 : culte de Pâques avec Sainte-Cène.

CULTE ORTHODOXE

ÉGLISE ORTHODOXE NOTRE-DAME DES GRÂCES, 16, rue Duperré, 75009 Paris (liturgie occidentale, langue française). - Jeudi 31 mars, 20 h 15. Adoration au reposoir. - Vendredi 1^{er} avril, 20 h 15. Lecture de la Passion à 20 h 15. - Dimanche 3 avril, 10 h 15 : messe chantée.

CULTE CATHOLIQUE

NOTRE-DAME DE PARIS. - Mercredi 30 mars, 19 h : messe chrismale concélébrée autour du cardinal Lustiger. - Jeudi 31 mars, 18 h 30 : célébration de la Cène. - Vendredi 1^{er} avril, 15 h : méditation de la Croix ; 18 h 30 : célébration de la Passion. - Samedi 2 avril, 21 h : veillée pascale, messe de la Résurrection. - Dimanche 3 avril, 10 h : grand-messe célébrée par le cardinal Lustiger ; 11 h 30 : messe avec chants ; 16 h : vêpres solennelles et procession aux fonts baptismaux.

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE. - Jeudi 31 mars, 10 h 30 : office des ténébres. 19 h : messe solennelle concélébrée. Lavement des pieds. 21 h 45 : complies au reposoir. - Vendredi 1^{er} avril, 10 h 30 : office des ténébres. 12 h 30 : chemin de croix sur les pentes de la butte. 19 h : célébration de la Passion. - Samedi 2 avril, 10 h 30 : office des ténébres. 16 h : vêpres. 21 h : vigile pascale. - Dimanche 3 avril, 11 h : messe solennelle. 16 h : vêpres. 18 h : messe chantée.

ÉGLISE DE LA MADELEINE. - Jeudi 31 mars, 12 h 15 : messe. 18 h 30 : célébration de la Cène. - Vendredi 1^{er} avril, 12 h 15 et 15 h : chemin de Croix. 18 h 30 : célébration de la Passion. - Samedi 2 avril, 21 h : vigile pascale. - Dimanche 3 avril, 9 h, 10 h, 12 h 30 et 18 h 11 h : grand-messe solennelle.


ÉGLISE SAINT-CERMAIN-L'AUXEROIS, 2, place du Louvre, 75001 Paris. Pour tous les offices, chants grégoriens. - Jeudi 31 mars, 19 h : célébration de la Cène. 21 h 15 : office des ténébres.

- Vendredi 1^{er} avril, 12 h 30 et 15 h : chemin de croix. 19 h : liturgie de la Passion. 21 h 15 : office des ténébres. - Samedi 2 avril, 21 h 30 : solennité de la nuit pascale. - Dimanche 3 avril, 11 h 15 : messe solennelle. 17 h : vêpres et messe solennelles.

ÉGLISE SAINT-ROCH, 296, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. - Jeudi 31 mars, 19 h : célébration de la Cène. Veillée. - Vendredi 1^{er} avril, 12 h 45 et 15 h : chemin de croix. 17 h 30 : office des ténébres. 19 h : célébration de la Passion. - Samedi 2 avril, 21 h : veillée pascale. - Dimanche 3 avril, 10 h 45, 11 h 45, 18 h 30.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris. - Jeudi 31 mars, 19 h 30 : célébration de la Cène. Messe solennelle concélébrée. 21 h : veillée. - Vendredi 1^{er} avril, 15 h : méditation sur le chemin de croix. 19 h 30 : liturgie solennelle de la Passion. - Samedi 2 avril, 21 h 45 : vigile pascale. - Dimanche 3 avril, 10 h 45, 12 h, 18 h.

ÉGLISE SAINT-JULIEN LE PAUVRE (Rite oriental), 17, rue du Petit-Pont, 75005 Paris. - Jeudi 31 mars, 12 h : béatification de l'huile sainte des pénitents et onction des fidèles. 19 h : liturgie de Saint-Basile. - Vendredi 1^{er} avril, 17 h : office solennel de l'Épiphane présidé par le cardinal H. de Lubac. - Samedi 2 avril, 11 h 30 : béatification du feu sacré, suivie de la liturgie de saint Basile. 23 h : veillée, liturgie solennelle de la Résurrection. - Dimanche 3 avril, 10 h 30 : liturgie solennelle de saint Jean



DIMANCHE

Dans son numéro du 3 avril

Méchants, les petits patrons ?

Inspecteurs du travail séquestrés, commandos anti-grevistes : les nouveaux petits entrepreneurs sont-ils saisis par la révolte et la violence ?

Une enquête de Daniel Schneider

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« LE CHOIX DE SOPHIE »
UN FILM D'ALAN PAKULA, D'APRÈS WILLIAM STYRON

Meryl Streep, corps et âme

JEAN RENOIR, après avoir tourné *Madame Bovary* — qui dans sa version originale de trois heures, aujourd'hui détruite, avait enchanté Brecht — expliquait volontiers qu'un chef-d'œuvre de la littérature se suffit à lui-même, que le cinéma ne peut rien lui ajouter. *Le Choix de Sophie*, de l'écrivain sudiste William Styron, ne se situe peut-être pas à un si haut niveau d'ambition, ce n'en est pas moins un excellent roman, mené à une cadence sans faille, qui, comme l'exprime François Mitterrand à l'auteur, vous oblige presque à le lire d'une seule traite.

Étrange dessein que celui de William Styron confrontant deux mondes bien distincts et pourtant complémentaires : deux facettes du New-York de l'immédiat après-guerre, des juifs parfaitement intégrés à la société américaine, tout autant que les Irlandais, les Italiens ou les Allemands, et, par contraste, une nouvelle vague d'immigrants de fraîche date, échappés de l'Europe martyre des années 40-45. Styron fait de son héroïne, Sophie, l'ancienne déportée d'Auschwitz, une Polonoise non juive qui a touché le fond de la misère humaine et ne se raccroche plus à la vie que par sa passion pour un jeune juif de Brooklyn, Nathan. Elle va vivre avec lui une aventure aussi tourmentée, aussi irrationnelle, que celle de Cathy et d'Heathcliff dans *Les Hauts de Hurlevent*. La mort est la conclusion logique d'une liaison impossible entre deux êtres au bout du rouleau, lui à moitié fou, sujet à des crises subites de démence, elle plongée dans le désespoir absolu.

Le roman atteint par moments une violence insoutenable, empiète à l'occasion un langage ordurier et parfaitement en situation, que le film ne retrouve qu'occasionnellement. Sinon les spectateurs auraient hurlé. Attentif au travail de William Styron, Alan Pakula averti lu le livre sur épreuves une semaine avant sa parution, en 1979. Il en achève aussitôt les droits et s'efforce d'intéresser un studio. M.G.M., Columbia, Fox, se refusent, effrayés par le sujet. Lord Grade, producteur anglais de Bergman (*Sonate d'automne*), des Muppets, de *Dark Crystal*, donne une réponse favorable et suit l'idée malgré ses propres difficultés financières. Le tournage débute enfin le 17 mars 1982, mais les dix premiers jours sont terribles, l'équipe ignore si elle ne va pas être obligée à tout moment d'arrêter

le travail. Le film achevé, *Variety*, le 8 décembre 1982, deux jours avant la première est extrêmement sévère, le trouve laborieux, prétentieux. En ce printemps 1983, après sa sortie généralisée sur les écrans américains, *Le Choix de Sophie* est un immense succès.

Un rapport d'autodestruction

La raison en est très simple : Meryl Streep porte à bout de bras un récit pathétique, se livre corps et âme dans un rôle, nous dit Alan Pakula, où elle risquait sa carrière. Elle fait de Sophie Zawistowska, la Polonoise rescapée des camps, sa chose, un autre soi-même, frôlant par moments le cabotinage pur et simple, auquel elle échappe par une rare faculté de contrôle de soi. Elle a choisi son partenaire, Kevin Kline, un inconnu déjà remarqué à la scène et qu'on appelle le nouveau John Barrymore.

L'histoire, en fin de compte, qu'en reste-t-il ? L'essentiel, le rapport mutuel d'autodestruction entre les deux amants, avec un long détour à Auschwitz, un peu dans la postérité de *Holocauste*, la série télévisée où Meryl Streep fit des débuts non indifférents. L'été 1947, un jeune aspirant écrivain, Stingo, vingt-deux ans, originaire du sud des États-Unis, prend pension dans un quartier presque champêtre de Brooklyn, près d'un parc. Il tombe au milieu d'une effroyable querelle entre Sophie et Nathan.

Il se reconstruit très vite, pour bientôt se détruire à nouveau. Stingo devient leur ami et commente lui-même l'histoire : il est le prêtre-nom de William Styron, qui, à la même époque, vécut dans ces mêmes lieux, connu brièvement celle qui allait lui servir de modèle pour le personnage de Sophie avant de disparaître à jamais.

Respectant la structure du roman, Alan Pakula, qui en a fait lui-même l'adaptation, avec l'accord de Styron, enrichit le rapport passionnel des amants de deux ou trois intrigues parallèles : d'abord la déportation des juifs polonais et la vie dans la maison du commandant du camp où Sophie, quatre ans plus tôt, sauva sa peau en travaillant comme secrétaire, ensuite le souvenir d'un

passé familial assez odieux, pieusement caché, avec le père de Sophie professeur d'université à Cracovie, antisémite notoire, enfin, secondaire mais non négligeable, l'admiration éperdue, l'amour de Stingo pour Sophie.

Avec l'aide de son décorateur, d'une conseillère elle-même ancienne déportée (Kitty Hart), Alan Pakula a reconstitué le camp, avec l'arrivée des déportés en wagon, le tri sur le quai de la gare entre ceux qui sont valides d'un côté, vieillards, femmes et enfants de l'autre. Il décrit, jouant le camp, la maison du commandant la vie bourgeoise, familiale qu'on y mène, effrayante dans sa douceur inconsciente.

Le Choix de Sophie est bourré d'éléments romanesques qui laissent le spectateur fasciné, littéralement suspendu au récit. Parmi les nombreuses audaces de Pakula, on relèvera non pas tant le fait d'avoir filmé dans des tons sépia tout ce qui se passe à Auschwitz que celui d'avoir osé garder, dans un film si noir hollywoodien — il est entièrement new-yorkais de conception et d'exécution — du moins intégré au système hollywoodien, de longs pans d'action parlés soit en polonais soit en allemand. « J'étais en Allemagne en janvier 1982, déclare le metteur en scène, à la recherche d'acteurs allemands. Ils répétaient en anglais, ils avaient l'air étrangers dans leur pays, ils ressemblaient aux nazis des vieux films de guerre de Hollywood ! Je leur ai demandé d'improviser en allemand. Tout a changé. Après mon retour aux États-Unis, deux ou trois semaines avant le début du tournage, Meryl Streep a voulu avoir le sentiment de ce que serait cette partie allemande si importante dans le film. On a joué en allemand. Ça a parfaitement marché. Nous avons donc gardé l'allemand en Allemagne, le polonais en Pologne. » Contrairement à l'usage, les très longues séquences en allemand, une bonne demi-heure, collées plus brèves en polonais, sont projetées telles quelles aux États-Unis, avec des sous-titres anglais. C'est une date dans l'histoire du cinéma américain.

L'aventure n'était concevable que si Meryl Streep jouait elle-même le jeu. Par-delà les éloges et les blâmes qu'on peut lui adresser pour son interprétation tendue du personnage de Sophie, il faut saluer cette volonté de plier le réel à sa volonté, un



fabuleux travail sur la langue : elle apprend donc le polonais et s'entraîne à parler anglais avec l'accent des compatriotes de Lech Walesa, elle apprend de surcroît l'allemand et rend très plausible que le commandant d'Auschwitz, Rudolf Hess, la félicite à la fois pour son parfait allemand et sa beauté aryenne.

Ce rôle de Sophie, nous explique Alan Pakula, était originellement destiné à une

actrice européenne. Le cinéaste avait porté son choix sur une comédienne slovaque quand Sam Cohen, l'agent de Meryl Streep, lui apprend qu'elle a lu le scénario et qu'elle accepterait le rôle sur-le-champ : « Elle vient me trouver dans mon bureau — je n'avais jamais pensé à elle. Je lui demande de passer un test devant la caméra, comme je l'avais fait pour l'actrice slovaque. Elle me parle avec une telle passion du personnage de Sophie que je décide d'abandonner le test. Je la rappelle et l'engage immédiatement. Je l'ai vu répéter, elle n'était plus la même personne, la gentille « American Girl » que vous connaissez. Elle changeait, sous le coup de l'émotion, quand elle se mettait à parler polonais, elle devenait plus sensuelle. A trois moments du film, vous l'avez noté, une rougeur lui monte au visage, s'empare d'elle. Ce n'est ni une erreur technique ni une faute de maquillage. Nestor Almendros, mon chef opérateur, n'y est pour rien. »

Des accents barbares

Le film risque de basculer vers la démonstration de ce que peut atteindre la frénésie du jeu, vécue comme une expérience presque physique, une succession de morceaux de bravoure. Et puis, soudain, Meryl Streep redevient l'admirable interprète que nous avons découverte dans *Voyage au bout de l'enfer* (*The Deer Hunter*), de Michael Cimino : deux moments d'une intensité exceptionnelle, mais pratiquement muets, où tout le jeu se porte sur l'expression du visage, l'inquiétude du corps. Elle est agressée par l'horrible petite fille du commandant du camp qui l'a prise en flagrant délit alors qu'elle essaie de voler un petit poste de radio ; un peu plus tard, un flash-back, elle nous fait revivre son arrivée à Auschwitz, l'explication avec un gradé allemand qui lui demande de choisir lequel de ses deux enfants elle veut sauver.

Le film acquiert une force prodigieuse, trouve des accents d'une barbarie inouïe. William Styron reprend le dessus, et sa façon de cerner l'être humain trahit par le mal.

LOUIS MARCORELLES.

P.S. — Meryl Streep a tenu à se doubler elle-même en français, ce qui ajoute une performance supplémentaire à une interprétation qui lui vaudra presque certainement l'oscar de la meilleure actrice de l'année à la prochaine cérémonie des oscars.

Marie-Louise du New-Jersey

MARIE-LOUISE STREEP n'a pas beaucoup réfléchi jusqu'à trente ans. Née bourgeoise, grande championne de natation, menue des supporters de foot américain dans son université, Streep fait un effort pour devenir comédienne et le rester. Face aux Mozart de Hollywood, elle serait plutôt Haydn. Suave et élégant, il dura jusqu'à soixante-dix-sept ans.

Avec sa voix de soprano et son physique distingué, Marie-Louise Streep allait être chanteuse. On l'imagine, en robe de satin, poussant des lieder de Schubert devant un parterre de dames. Quand elle est en classe de théâtre à Yale et qu'on lui fait faire *Mademoiselle Julie*, elle dit : « Ce salaud qui haïssait les femmes !... » Elle fait le rôle splendidement. Au sortir de Yale, Meryl Streep a un ulcère à l'estomac. C'est son époque littéraire. Et théâtrale. Elle pense que les textes sont comme la Bible : inouchables, sacrés. Mais elle a la femme. Pas encore le feu sacré. Elle nomme cela « ma période de saleté ». J'étais un pur produit des mid-sixties ; mes amis étaient au Vietnam, et je me décidais en rien... »

Le théâtre — cet art noble qui, aux États-Unis, remplace le handicap de ne pas être né Anglais et de n'avoir pas grandi à l'ombre de Stratford-upon-Avon — décide pour elle. Elle tance Rosemarie Tichler pour passer une audition. En 1975, on l'accepte au Public Theater de New-York. En sautant de Tennessee Williams à Arthur Miller, de Brecht à Tchekhov, Meryl Streep lutte déjà — sans le savoir — contre les couleurs d'étiquette. Sur les planches de l'un, elle fait l'accent du Sud ; dans

l'autre, elle est obèse ; dans le troisième, elle doit être soumise. C'est Kate dans *La Mégère apprivoisée*. Meryl décide de jouer Kate en femme amoureuse. En passionnée battant Petruccio sur son propre terrain. Dans la scène finale, même quand Kate est aux pieds de Raul Julia, Meryl Streep est debout. Le public de Central Park — et moi — aussi.

Se carrière hors théâtre a commencé à la télévision dans l'artifice. A croire que, dans *Holocauste* et dans la *Saison mortelle*, le pro-

ducteur Herbert Brodwin ne voit d'elle que les pommettes saillantes et la même blonde. C'est le sort des blondes d'être prises pour un glaçon. Meryl Streep déteste son rôle de belle-fille allemande courgeuse dans *Holocauste*. « Mon personnage était strictement noble, noble et noble. Le soir, les Allemands dans les pubs me racontaient leurs souvenirs de guerre. » C'est pourtant son premier contact avec les camps. L'ombre de Dachau et de Mathausen commence à planer sur elle.

Le réveil

Avec la proposition de Kramer contre Kramer en 1979, Meryl Streep se réveille. Impossible d'accepter le scénario tel qu'il est écrit. « Un boomérang antiféministe ! La femme, c'est le mal. Je voulais au contraire qu'on comprenne pourquoi elle préfère laisser l'enfant au mari. » Elle rend Joana sympathique au prix de différends et discussions avec le colérique Dustin Hoffman. Robert Benton me dira en mars 1980 : « Dustin Hoffman est un bon acteur, qui travaille dur. Dommage qu'il s'auto-analyse tellement. Meryl Streep est meilleure actrice. Elle pense. Elle ne parle pas... » Deux ans plus tard, c'est pour Benton que Meryl commet la seule erreur de sa carrière : le rôle de la métallique Brooke Reynolds dans *La Mort aux enchères* (1982). La glaçon a revêtu sa robe de satin...

Fin 1979, en feuilletant le dictionnaire des nouveaux acteurs américains de la collection « Cinéma d'aujourd'hui », je saute de Spock à Streisand. Surprise. Pas

de Streep. Elle a interprété la petite amie de Christopher Walken et de De Niro dans *Voyage au bout de l'enfer*, l'épouse lesbienne de Woody Allen dans *Manhattan*, mais en France on l'ignore... En Amérique, on vient de lui proposer la femme du lieutenant français. Meryl trouve en Karl Reisz son premier interlocuteur valable. Cela se voit. Sur l'écran, le mariage est consommé entre l'actrice shakespearienne et la star.

« Star » ?... Encore que... Cela voudrait dire le pouvoir décisionnel, les scripts à ses pieds sur des coussins de soie. Meryl veut tout combattre la mort en voulant de la vie dans son ventre et en empêchant le plasma du cinéma de créer avec elle des femmes-monstres dans lesquelles elle ne se reconnaît pas. Elle est presque trop sublimée dans la *Femme du lieutenant français*. Son accent anglais est au fin de la perfection. Sa roussure, de même. Elle vient décoiffée à la soirée des Academy

Awards et milite contre le nucléaire. On ne lui donne pas l'oscar de l'interprétation en cet avril 1981.

Le troisième éveil est un choc. Pour le rôle de Sophie — d'abord offert à d'autres, y compris à Aurora Clément — la Marie-Louise du New-Jersey remonte toute la pente, tous les handicaps. Elle est tellement loin du personnage — à part les pommettes — que, acharnement après acharnement, elle va s'en approcher à s'y confondre. Cours intensifs de polonais, d'allemand, self-immersion dans l'humour tragique de Sophie, son indécence, ses tremblements de vie, sa vibration. L'accent est un handicap majeur. Le temps n'est plus où Rossano Brazzi pouvait interpréter les gitans et les armateurs grecs. Innocemment, Meryl Streep dit : « J'étais persuadée que c'était aussi facile d'apprendre le polonais et l'allemand que le français et l'italien. Mais ces déclinaisons, cette grammaire... » Au tournage des séquences du camp, Meryl parvient à ne plus dire un mot d'anglais. Ce n'est plus du bachotage. C'est du retournement de peau.

Sur l'écran du *Choix de Sophie*, avant de voir le visage de Meryl Streep, on entend son rire, puis ses pas nerveux, désordonnés, déboulent dans l'escalier. On sent déjà la claudication de l'âme rompue. Le reste du film confirme cet état second. Cet état premier d'émotion qui n'est fabriqué que de travail. A la fin du tournage épuisant, douloureux du *Choix de Sophie*, Meryl Streep n'a pas attrapé d'ulcère. Le 11 avril prochain, à Hollywood, on sera en train d'attendre son enfant... et peut-être l'oscar.

CLAIRE CLOUZOT.

Les Cahiers du cinéma / Editions de l'Etoile éditent

LA VOIX AU CINEMA DE MICHEL CHION



« Une écoute multiple neuve et troublante »
Claire Devarrieux LE MONDE

« Enfin de l'inattendu dans l'analyse cinématographique...
Un essai excitant au possible »
Michel Mardore LE NOUVEL OBSERVATEUR

« De nouvelles oreilles pour voir le cinéma »
Jean-François Briane LIBERATION

« Un document indispensable »
Jean-Paul Chaillet LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

« Une promenade passionnante »
Jean-Luc Douin TELERAMA

هكذا من الضل

ARCHITECTURE

DEUX EXPOSITIONS A L'IFA

Jean Prouvé, le constructeur

JEAN PROUVÉ est assurément le plus célèbre des inconnus dans l'univers glacé de l'architecture française. Celle-ci, culpabilisée à outrance, mais aussi parce qu'elle manque un tantinet de vedettes, lui rend depuis peu d'années les hommages dont cet homme ferme et affable de quatre-vingt-deux ans n'a pas toujours connu, sa vie durant, l'équivalent en marques d'estime. Encore faut-il faire la part d'un certain romantisme dans son image de génie méconnu, d'artiste maudit. D'autres ont connu un sort moins enviable. Parmi ces hommes tardifs, notons, en 1971, la présidence du jury du concours pour le Centre Pompidou, rôle dans lequel il a pu assez librement agir, contribuant largement au choix du projet lauréat, celui de Piano et Rogers. En 1981, il est lui-même lauréat du prix Érasme, récompense venue de l'étranger, mais qui trouve son écho français dans l'exposition du Musée des arts décoratifs, l'année suivante, et, en 1982 aussi, le Grand Prix d'architecture de la Ville de Paris.

Jean Prouvé est né le 8 avril 1901 à Nancy. Il est le fils de Victor Prouvé, peintre qui a repris le flambeau d'Émile Gallé à la tête de l'École de Nancy, et il barbotera donc toute son enfance dans un des plus riches milieux d'art et d'artisanat qui se puisse alors trouver. Élève pernicieux, il abandonne ses études à quinze ans pour s'en aller apprendre la ferronnerie. Moyennant quoi, il peut créer ses propres ateliers en 1925 et, à côté de grilles, rampes, portes ou cages d'ascenseur, se mettre à la production de meubles, puis d'immeubles... Tout cela, et surtout les années qui vont suivre, c'est le combat de l'ingénieur et ingénieur Prouvé que retrace l'exposition de l'IFA, matériaux à l'appui, et un livre de Dominique Cayssen, paru aux Éditions Dunod : *Jean Prouvé - l'idée constructive*, ouvrage remarquablement documenté et fort bien bâti.

La préface, amicale et militante, de Louis Schein au livre de Dominique Cayssen présente Prouvé comme une victime, comme l'homme dangereux que son époque a su réduire. Mais, y compris dans le « détournement » de son usine de Maxéville par la société Pâchirey, il n'y a pas lieu de s'étonner des difficultés rencontrées par l'ingénieur, sauf à imaginer que les idées fortes et novatrices s'imposent comme le fil au beurre. C'est à vrai dire moins le siècle et sa médiocrité qui sont à fustiger, que la violence constante et sans compromission de Prouvé qui est à souligner.

Quant à la méconnaissance des « jeunes d'après 68 », regrettée par le même préfacier, l'argument ne tient pas, puisque c'est notamment la reconnaissance des jeunes en question qui permet aujourd'hui et l'exposition et le livre.

Il est vrai cependant que la situation d'un Prouvé reste inconfortable, avec ou sans hommage. La réjection en bloc de l'architecture fonctionnaliste, à laquelle l'ingénieur est trop vite assimilé, et le retour apparent à une architecture de création, individualiste, qu'elle soit moderne ou post-moderne, à une architecture qui cherche à dissimuler sa large part industrielle, ne facilite pas l'éclairage du bonhomme. Et il n'est pas facilité non plus par la question, jamais résolue en France, des rapports de l'ingénieur et de l'architecte, de l'indépendante dépendance dans laquelle l'un et l'autre se méprisent fraternellement, de l'articulation précocement rouillée entre l'une et l'autre profession. « Jean Prouvé, écrivait Le Corbusier, représente d'une manière singulièrement équilibrée le type du « constructeur » - échelon social, - qui n'est pas encore accepté par la loi mais qui est réclamé par l'époque que nous vivons. Je veux dire par là que Jean Prouvé est indissolublement architecte et ingénieur, à vrai dire, architecte et constructeur, car tout ce qu'il touche et conçoit prend immédiatement une élégante forme plastique tout en réalisant brillamment les solutions de résistance et de mise en fabrication. Son œuvre de l'après-guerre offre des témoignages décisifs ».

La question du style

Quelles que soient les difficultés rencontrées par Prouvé pour imposer son « idée constructive », ou l'agacement qui a dû être le sien de voir déformée et affaiblie certaines de ses intuitions et de ses inventions, il ne faudrait toutefois pas inverser les rapports de force entre les ingénieurs et les architectes français, imaginer que les premiers sont les innocentes victimes des seconds. Ici, les architectes, quand leur présence n'est pas immédiatement jugée utile, concourent de passer par les Fourches caudines d'une industrialisation médiocre, sans choix, sans concurrence. Une différence stupéfiante avec les États-Unis, où le choix d'un élément industriel, une porte par exemple, est (formes ou matériaux) incomparablement plus large : de n'avoir pas non plus résolu le conflit ingénieur-

architecte, on a trouvé là-bas des solutions de compromis efficaces, telle celle adoptée à l'agence Skydmore Oving and Merrill (SOM) à Chicago : soit quatre bureaux, il y aura toujours deux architectes pour deux ingénieurs et, pour que d'abominables complications ne se créent, les bureaux des ingénieurs et des architectes alterneront. Si la résolution du problème peut paraître naïve, elle montre assez que le temps du « constructeur », tel ce Prouvé dont parlait Le Corbusier, n'est pas encore venu.

De Prouvé, on a fait l'inventeur du mur-rideau, avec quelque raison puisqu'il est bien le premier à avoir mis au point, dans les années 30, cette peau légère des bâtiments, systématiquement dans nombre de constructions d'après-guerre. A tort selon lui, toutefois : il rappelle en effet qu'avant lui les architectes de Chicago de la fin du dix-neuvième siècle avaient imaginé les structures porteuses qui permettaient de telles façades. De toute façon, Prouvé ne voit pas qu'on puisse ainsi séparer les éléments d'une construction, jeu d'équilibre qu'on ne peut dissocier.

Le mur-rideau est un exemple parmi d'autres, moins spectaculaires souvent mais toujours efficaces, de l'imaginaire constructive de Jean Prouvé. L'exposition en rend parfaitement compte, comme elle évoque généreusement les qualités pédagogiques, la précision et l'efficacité de ses dessins, qu'il s'agisse de ses cours au Conservatoire national des arts et métiers (1) ou de préparer telle fabrication d'objet, telle construction d'immeuble.

Reste l'esthétique, ou le « style » de Prouvé. La question, intelligemment abordée dans l'ouvrage de Dominique Cayssen, n'a pas de réponse évidente. D'autant qu'au-delà de la cohérence technique, de son expression dans les formes, se mêle ce tempérament d'absolu qu'est le goût d'une époque, ou cette muse insidieuse qu'est la mode. Ainsi la table d'écolier ou les parties en maçonnerie traditionnelle de certains prototypes de maisons, évoquent-elles, avec ou sans Prouvé, des années précises et qui, justement, après un temps de purgatoire obligé, retrouvent aujourd'hui, lentement, leur actualité.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

* IFA, jusqu'au 16 avril.

(1) Jean Prouvé, cours du CNAM, notes de cours de J.-P. Levasseur : en vente à l'IFA et chez l'auteur : la Clavie des Monts, 76190 Yvetot.

Les mystères de la maison

« **L**ES pensées sont libres, mais on a quand même des ennemis. » Cette phrase de Karl Kraus, journaliste à Vienne au début du siècle, résume assez bien l'expérience vécue par son contemporain et ami, Adolphe Loos, architecte et polémiste, qui a bâti des articles, des thèses anticonformistes et « écrit » quelques maisons. Ses prises de position étaient assez prophétiques pour avoir nourri un débat posthume complexe et contradictoire, entretenu en un certain mystère que l'exposition de l'IFA et diverses publications devraient inciter à traverser aujourd'hui.

L'écriture polémique n'est pas le meilleur moyen de se faire comprendre, sur le coup. Cinquante ans après sa mort (Paris, où il vécut de 1922 à 1928, est la ville choisie pour honorer cette date), on a gardé de Loos quelques affirmations : le célèbre texte intitulé « Ornement et crime », d'où il ressort que « la détention dans une cellule aménagée selon le goût du tapissier Schulze sera considérée d'un jour comme une aggravation de la peine », et quelques images polémiques comme la tour en forme de colonne dorique proposée au concours du *Chicago Tribune* en 1922. Le rapprochement de ces thèses crée à lui seul une énigme : faut-il voir dans ce projet une blague monumentale ou un manifeste explicite pour une architecture « classique » refusant l'ornement au point d'ériger l'ordre antique comme essentiel et définitif ? Et que faire du symbolisme, voulu ou non, qui fait de la colonne (l'« éditorial », en français) l'âme d'un journal ?

Le vase grec et la bicyclette

A un moment où les hostilités sont rouvertes entre ceux qui veulent continuer le mouvement moderne - l'achever, disent-ils - et ceux qui semblent céder aux caprices de la mode et d'une clientèle fatiguée de pureté en « orner » leurs bâtiments de fioritures compréhensibles à tous les styles, sans vergogne et sans discipline morale, un voyage dans l'intelligence « moderne » d'Adolphe Loos est aussi salutaire qu'une cure à Vichy ou une tempête d'équinoxe.

Relisons les écrits polémiques. Esprit libre, caustique, prenant présente des sujets les plus fustilles (le linge de corps, la mode féminine ou masculine, les salles de bains ou les

vertus de la viande grillée) pour énoncer des principes de morale personnelle ou artistique, Loos exalte la beauté des formes utiles (le vase grec et la bicyclette) comme Le Corbusier illustrera bientôt ses essais de photographies d'avions, de grands paquebots ou de temples antiques. Il prend appui sur les nécessités du mode de vie, la simplicité, la commodité en usage dans les pays anglo-saxons (il revient des États-

sages lisses et discrets jusqu'à l'effacement dont le minimalisme choquera tant ses contemporains.

« Dans un monde bavard, le silence parle », écrit joliment Felix Fanucci, professeur d'architecture à Nancy, qui a réalisé l'exposition avec Patrick Verhoeven. Ce monde « bavard », c'est Vienne assise entre deux siècles, déjà agitée par la révolte des artistes de la Sécession qui développent les volutes et les arabesques naturalistes de l'Art nouveau face aux tenants de l'académisme bourgeois.

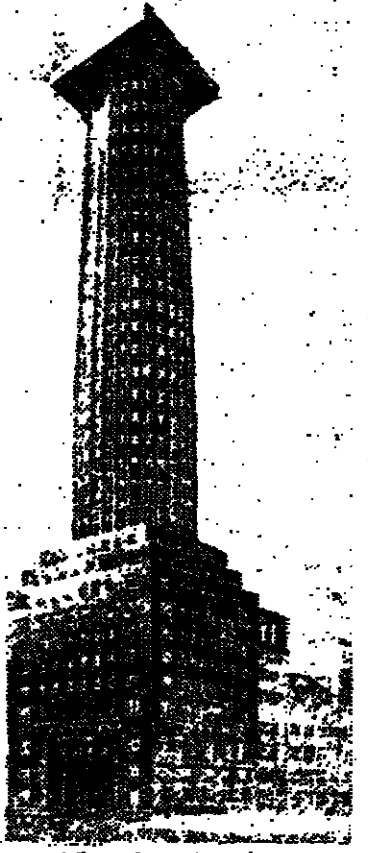
Adolphe Loos se sépare d'eux aussi et ne cessera de les affronter par ses écrits. Le premier recueil des articles publiés par la *Neue Freie Presse* avant 1900 sera édité à Paris - en allemand - sous un titre éloquent : *Ins Lese Gesprochen* (Paroles dans le vide). Et il créera sa propre feuille, *Das Andere. Journal pour l'introduction de la civilisation occidentale en Autriche*, pour continuer d'affirmer ses convictions.

« Ce qui est décisif se produit malgré tout. » Placée en exergue du recueil *Totidem* (Malgré tout), cette phrase de Nietzsche exprime la confiance du prophète dans une vérité qui sera confirmée par le Bauhaus (à qui il reproche de vouloir dessiner jusqu'aux petites caillottes) ou par Le Corbusier, qui rendra hommage à la « propriété homérique » de Loos, qui a « balayé sans nos pieds ».

Mais l'une des singularités de la doctrine loosienne est qu'elle ne prétend pas changer l'homme, faire véritablement table rase. Elle se déclare au contraire fidèle à une tradition, nettoyée des surcharges et du superflu. Loos l'écrit au fil de la plume : quand on ne peut inventer mieux, il faut faire comme avant ; si nous trouvons une solution, répétons-la, pourquoi pas ?

C'est pourquoi la querelle publique qui accompagne la construction du bâtiment de la Michaelerplatz, à Vienne, près du palais impérial, d'une église gothique, nous paraît, cinquante ans après, moins limpide qu'elle ne le veut les historiens.

Devant cette façade extrêmement sobre, percée d'un généreux vestibule en retrait derrière un rang de colonnes et de simples fenêtres carrées dans un mur nu, très « classique », en somme, on ne saisis pas immédiatement les raisons du scandale. Pour mieux comprendre la violence du débat, il faut regarder les meubles et les objets présentés rue de Tournon, et notamment ce coffret à bijoux orné de marqueterie et doublé de satin rose de Josef Oll-



* Le projet proposé en 1922 pour le Chicago Tribune.

Unis) et réclame le même traitement pour l'architecture.

« A quoi servirait l'intelligence si l'on ne pouvait la mettre en valeur par un vêtement convenable ? », demande Loos. Être mis correctement, c'est-à-dire « se faire remarquer le moins possible », trouver le ton juste. Il dira la même chose avec des façades glabres, sobres et nues, vi-

École Nationale d'Art Décoratif - d'AUBUSSON -
KATO
Peintures - Sérigraphies
Jusqu'au 18 AVRIL

Première retrospective historique à Paris
SERPAN 1922-1976
peintures, sculptures, collages, écrits
du 22 février au 4 avril
tous les jours sauf mardi de 12 à 19 h
Fondation Nationale des Arts Graphiques et Plastiques
11, rue Berryer, Paris 8^e

LES BRETONS D'ARGENTEUIL
Programme du 50^e Anniversaire
Les Bretons d'Argenteuil fêtent leur 50^e Anniversaire, du 15 au 24 avril 1983. Le 15, à 21 h : concert d'orgue et de harpe en la basilique Saint-Denis, place Euclide ; le 16, de 15 h à 19 h : exposition cartographique sur la Bretagne, 42, rue Paul-Vaillant-Couturier ; le 20, à 20 h 30 : film sur la Bretagne et l'Irlande, 3, rue des Gobelins ; le 23, de 15 h à 19 h : vente de livres avec dédicaces, 42, rue Paul-Vaillant-Couturier ; à 21 h : concert et lectures celtiques, salle Jean-Vilar ; le 24, à 10 h : messe en la basilique Saint-Denis ; à 14 h : salle Jean-Vilar, spectacle folklorique ; à 20 h : dîner de clôture. Réservation : M. Alain Guillo, 64, rue Henri-Vasseur, Argenteuil.

PERSONIMAGES « Une certaine image du monde »
Exposition à la Galerie de l'EPAD (esplanade de la Défense), jusqu'au 30 avril 1983 (de 11 h à 19 h, samedi et dimanche de 12 h à 18 h).
Exposition permettant aux personnes handicapées de mettre en lumière les ressources de leur affectivité à travers les formes de création artistique. Dans ce but, l'association met en place des ateliers de peinture, sculpture, musique à vivre, expression théâtrale, mime, plâtrerie-sculpture, vidéo, marionnettes, architecture, etc., animés par des artistes professionnels.
PERSONIMAGES recherche pour toute la France, des bénévoles pour le fonctionnement administratif et des animateurs artistiques.
Devenez membre actif de PERSONIMAGES : 50 F.
Réunion d'information, le jeudi 28 avril 1983 de 12 h à 19 h, à la Galerie.
Renseignements : 194, rue d'Alsace 75014 PARIS

(Publicité)
GRAND PRIX DE L'AFFICHE FRANÇAISE 1982
Le Jury du GRAND PRIX DE L'AFFICHE FRANÇAISE, réuni récemment en l'hôtel de la Biennale à Paris, vient de décerner son Grand Prix Annuel 1982 à la dernière affiche créée par B. VILLEMOT pour les chausseurs BALLY.
Ainsi, pour la deuxième année consécutive (L. AURIAC en 1981), BALLY se voit donc une nouvelle fois couronné.
Sans doute, la nouvelle affiche BALLY, signée P. FID-MASSEAU, dont nous avons pu découvrir voici quelques jours l'amusante silhouette sur les trottoirs de Paris et de province, sera-t-elle placée hors concours en 1983 !
BALLY a déjà su l'exploiter de façon humoristique au moment des élections municipales mais qu'en témoigne le document ci-joint.

Galerie LOUISE LEHR
47, rue de Monnaie, 75008 PARIS
683-28-95 et 37-14
ANDRÉ MASSON
« Instants » - 1948-1953
3 mars - 9 avril
Tous les jours sauf dimanches et lundis

FELIX VERCEL présente
LE FLOHIC
peintures récentes
16 mars - 9 avril
9 AVENUE MATHIGNON
PARIS 8^e 256.25.19

COMÉDIE DE PARIS
HOTEL JAWAT
et de la PLAGE

de Christiane ALBAN, mise en scène d'André OUMANSKY en collaboration avec Daniel DELPRAT, avec J.-Claude DREYFUS, Eléonore HIRT, Christiane MARCHEWSKA, André OUMANSKY, Max VIALLE.
« Mélange d'humour et de naïveté servi par quelques bons comédiens. »
LE FIGARO.
« Il y a une écriture, on rit souvent, et vous êtes musardé du côté des jeunes auteurs vous ne serez pas déçus. »
QUOTIDIEN DE PARIS.
Loc. 281-00-11

C. RENAUD-BARRAULT
THEATRE DU ROND-POINT
Cie MARCEL MARECHAL
dernière
dimanche 3 avril
DYLAN
de Sidney Minkowitz
mise en scène Jean-Pierre Granel
avec
Marcel Maréchal
Marie-Christine Barraut
location
par tél. 256.70.80 et agences

ATTENTION : en raison de la durée du film, horaires spéciaux. Séances à 13 h 50 - 17 h 20 - 20 h 50
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (V.O.) - HAUTEFEUILLE PATHÉ - GAUMONT LES HALLES (V.O.) - LA PAGODE (V.O.) - 7 PARNASSIENS (V.O.)
OLYMPIC ENTREPOT (V.O.) - IMÉRIAL PATHÉ (V.F.) - BRETAGNE (V.F.)

FANNY & ALEXANDRE
Un diamant qui étincelle comme un feu d'artifice devant nos yeux émerveillés. Un chef-d'œuvre à voir absolument.
LE JOURNAL DU DIMANCHE
Un grand roman écrit aux couleurs de la tendresse et de la mélancolie, un nouveau chef-d'œuvre lumineux et profond, apaisé, témoignage de la force tranquille du maître scandinave.
DOMINIQUE JAMET - LE QUOTIDIEN DE PARIS
Une des œuvres les plus riches et les plus fortes du cinéma contemporain.
TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN
Pour notre plaisir suprême la fulgurance noire de Bergman submerge tout.
MICHEL MARDORE - NOUVEL OBSERVATEUR
Pour un peu, on se croirait chez Freud, côté Woody Allen : atmosphère viennoise, époque pittoresque et l'humour qui rôde...
FRANÇOIS FORESTIER - L'EXPRESS
Une grâce mozartienne pour évoquer les magies de l'enfance.
Une réussite majeure.
PIERRE BILLARD - LE POINT
INGMAR BERGMAN

مكتبة القرآن

maison Loos

brich, à côté d'une vitrine à monture en cuivre, à peine moulurée (signée Loos), qui exprime dans le domaine des arts décoratifs le même conflit.

En réaction contre les excès du rococo et le mauvais goût des parvenus, Loos a construit, sans hésiter, une « maison sans sources ». Mais la continuité évidente qu'il assure avec les proportions classiques et qui fait penser à Schinkel et à Ledoux nous empêche de voir tout de suite en quoi cette architecture annonce le purisme des années 20 et, plutôt que le lyrisme spatial de Le Corbusier, le minimalisme puritain d'un Mies van der Rohe. Ce ne serait pas trahir la célèbre formule de cet Allemand émigré aux Etats-Unis, « Less is more » (moins on en fait, mieux c'est), déjà bien remâchée et triviale, en lui faisant subir un ultime collage : *Loos is more*.

« J'ai délivré l'humanité d'ornements superflus », dit le gentilhomme-philosophe pour reprendre la formule d'un portraitiste, dans le livre. Mais aussi : « Un architecte est un maçon qui a appris le latin. » Fidélité aux sources.

A une époque où le dessin, les citations et les blagues néoclassiques prétendent combler le vide sentimental creusé par l'indigence des constructions d'après-guerre, les maximes de l'éclecte Loos font figure d'évangile exigeant : le chic — éternel — contre la tyrannie des styles.

Puritanisme et volupté

« La tâche de l'architecte est de provoquer des émotions justes. C'est-à-dire exactes et vraies. L'âme ne croit pas à l'esthétique. Et encore : « La vérité même vieille de plusieurs siècles est reliée à nous un lien plus étroit que le mensonge qui chemine à nos côtés. » On croirait entendre ce bon Ruskin... Morale curieuse, désinvolte, Loos dénonce les imposteurs, présents et à venir.

Pour quelle vérité ? L'architecture de Loos ressemble à ces êtres dévoués qui se parent de froideur pour écarter les imbéciles et les fâcheux, et mieux cacher une sensibilité complexe. Liberté du secret. Ici, le laconisme ne masque pas un vide. La pudeur ne nie pas les sentiments, ni les sensations ; elle les protège. La courtoisie n'est pas indifférence.

Le principe d'une distinction nette entre façade publique et confort privé, affirmé par l'architecte, est appliqué dans ses maisons, à l'attitude réservée.

Le voyageur curieux qui découvre

par exemple la villa Müller, plantée sur une éminence dans une banlieue résidentielle de Prague, peut se demander, devant ce triste crépi gris craquelé, pourquoi elle fait date... s'il n'a pas la possibilité d'y entrer. Austère et muette du dehors, la villa Müller offre à l'intérieur une suite d'espaces généreusement ouverts, lumineux, fluides ; des escaliers prestes comme une repartie. Une composition agile dont l'imbrication est montrée en volume par les maquettes des étudiants de Nancy.

La maison de Tristan Tzara, à Montmartre, n'a pas un visage plus amène : front haut, regard renfrogné, pommettes sombres, bouche d'ombre. Le raideur de la composition en façade ne laisse pas deviner la richesse de la distribution intérieure. On donne Loos pour un des inventeurs du plan libre, le Raumplan : ces volumes géométriques simples, travaillés dans la masse, en trois dimensions, témoignent en tout cas de l'ambition encore très actuelle (voir l'œuvre d'un Mario Botta) de « jouer aux échecs dans le cube ».

Quant à la maison imaginée en 1927 pour Joséphine Baker, sensuelle révélation de la *Revue nègre*, la maquette exprime-t-elle la personnalité de la cliente par l'idée d'une piscine construite en terrasse et visible de la rue par deux fenêtres horizontales blanches et noires que les exécutés rattachent, très sérieux, à l'influence des traditions toscanes sur une idée de « villa romaine » ?

Sans doute faut-il laisser sa place à l'humour anglo-saxon de ce Viennois qui, amoureux des « nerfs modernes » de l'Amérique, vécut à Paris la tumultueuse aventure des années 20. A cet habitué des bars (l'aménagement minimaliste du café Museum à Vienne fit scandale aussi) amateur de femmes (il en épousa trois), ami des séducteurs, pourfendeur du goût bourgeois et des idées reçues, des « gentlemen » et des « mœurs », qui meurt, malade, en 1933. Comme s'il ne voulait pas voir la suite.

Deux ans plus tôt, il avait dessiné son propre tombeau, pur et dur.

MICHEL CHAMPENOIS.

★ Exposition à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris-6, du mardi au samedi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 21 avril.

★ Adolf Loos, 1870-1933. Editions Mardaga, Liège. Paroles dans le vide. Malgré tout, Editions Champ libre, ainsi que *Dis et contredis*, aphorismes de Karl Kraus.

JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER AU MUSÉE D'ART MODERNE

L'œuvre immense d'un petit monsieur

L faut bien le dire : Jean-Philippe Charbonnier est un petit monsieur tout à fait détonnant. Comme un diable qui sort de sa boîte au moment où on ne l'attend pas, son appareil en équilibre sur l'épaule, ou au détour d'une publicité de magazine, et qui tire de par-dessous sa moustache des photos encore moins attendus, disons à la fois justes et biscornus, et d'une voix continuante d'adjudant. Des paroles culottées, qui jettent le

Voilà, en voyant sa première grande exposition — une sorte de rétrospective, mais espérons qu'elle ne va pas l'achever — qui regroupe, au Musée d'art moderne, trois cents photos prises entre 1944 et 1982, qu'on comprend tout. Il y a des gens hyperantipathiques, au premier abord, dont l'aspect rébarbatif est si démonstratif qu'il en devient louche et fascinant : à un peu creuser le personnage, généralement sur la lame de la plaisanterie,

récentes qui m'avaient semblé un peu vicieuses, mauvaises, et en même temps je soupçonnais qu'elles n'étaient pas isolées, que toutes celles qu'elles cachaient ou qu'elles annonçaient devaient les réévaluer. Je me disais : ce n'est pas possible que quelqu'un s'en tienne à ce pli de déshumanité, en attendant avec un malin plaisir que le soleil citadain dénie toute dignité aux visages, ou que des bas filés trop clairs fassent apparaître de

tiement, avec courage, et il pouvait bien envoyer tous les pieds de nez qu'il voulait, et mettre les us et coutumes, il savait qu'un jour, comme un enfant qui veut faire voir son trésor, il nous tirerait doucement par le bras, pour nous dire : « Voilà, regardez tout ça, c'est moi qui l'ai fait, pour nous » et que ce serait à la fois une façon de pardon et d'amour. C'est maintenant fait, et trois cents fois plutôt qu'une, et c'est magnifique, c'est de la grande photo, c'est du roman, c'est du cinéma, des émotions à la pelle et une précision de documentaire, un témoignage sans pareil sur la France des années 50, comme a pu l'être le reportage de la Farm Security Administration sur l'Amérique en crise des années 30. Il y a du Weegee là-dedans et il y a du Sander (car un travail de photographie contient forcément la connaissance du travail des autres), mais en même temps ça reste tout à fait particulier, fidèle à soi, ça donne envie de pleurer et d'aimer.

En un clin d'œil Jean-Philippe Charbonnier raconte des mondes, montre des yeux, fixe et lève des consciences, désigne les petites des de l'autre et lui donne l'espoir de les gommer ; c'est tout sauf un travail coïncé entre les ombres de Cartier-Bresson et de Doisneau, comme le carton d'invitation et l'affiche pouvaient le faire redouter, c'est beau, c'est immense. Pour le jeune fou qui écarte la paille ou pour les chevaux de paille de Piaf qui s'embrassent dans un baiser de la foule, pour le médecin de campagne qui traverse seul à la nuit tombée la place du village, pour cette femme en noir qui marche tête baissée entre les gibets des arbres, pour le cri de vie de la femme nue et rasée qui bondit hors de son lit d'hôpital psychiatrique, pour l'enfant flou, chapeau, mille fois chapeau ! Les titres des photos sont plus que savoureux, ils représentent la plus joyeuse leçon de photographie, ils racontent secrètement ce qui peut passer dans la tête de ces gens bizarroïdes avant, pendant ou après le clic.

HERVÉ GUIBERT.

★ 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. Jusqu'au 26 juin. Tous les jours, de 10 heures à 17 h 30, sauf le lundi.



★ La femme aux chaussures blanches et noires — Turquie, 1951.

froid en remettant les choses à leur place. Une sincérité un peu gauche, qui ne demande qu'à se fissurer, et que le plus grognon des ours, une fois dévoté, cache une jovialité, une bonhomie un peu honteuse d'elle-même, il suffit d'être patient, il faut les mériter. Il y a un peu de cela dans l'abord de Jean-Philippe Charbonnier : je n'avais pas aimé la première exposition que j'avais vue de lui, en 1978, chez Agathe Gaillard, c'étaient des photos toutes

longs poils noirs sur des jambes de femmes désignées aux entorses, cela manque de bonté, de générosité. Il y avait ce masque, en effet, qui se retire au bon moment, et qui nous sourit, cette grimace dissipée qui nous fait l'aveu d'un cœur exceptionnel.

C'est que le bonhomme pouvait se permettre d'être assomant : le culot camouflait la certitude malicieuse d'une œuvre, qui était en train de se faire, secrètement, pa-

HOTEL JAVAT
de la PLAZA

ANDRÉ

MAN

2^e MOIS
18 h 30 hebdo
t.a.t. présente
OM. SAAD
d'après l'auteur palestinien
ghassan kanafani
réalisation a. petit - h. rostom
lucernaire 544-57-34

AFFICHES ET GRAVURES DE
FOLON
AUX ÉDITIONS
BLUE SHADOW - TEL. (01) 723-62-06

PLETIT
ODEON
18 h 30
8 MARS - 3 AVRIL
PARTAGE
MICHEL DEUTSCH
MISE EN SCÈNE
PATRICK GUINAND
EN CO-PRODUCTION AVEC
LE JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

THEATRE
DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER
horaire exceptionnel
20h45
matinée dimanche 14 h 30
places 40 F et 65 F
le maître
et
marguerite
de
Boulgakov
mise en scène
Andrei Serban
adaptation
Jean-Claude Carrière
18 h 30
une heure sans entracte 30 F
du mardi au samedi
DANSE
29 mars - 23 avril
g.r.c.o.p.
groupe de recherche
chorégraphique de
l'opéra de paris
(4 programmes)
8 chorégraphes
avec une création de
Maguy Marin
et des invités
Karole Armitage
François Verret
Obadia-Bouvier
274.22.77
2, place du Châtelet

JEUNES MUSICIENS PROFESSIONNELS
regroupés en trios, quatuors... acteurs, pratiquant les musiques anciennes,
baroque, romantique, contemporaine, jazz et musique traditionnelle.
PARTICIPEZ AU
FORUM RÉGIONAL DES JEUNES INTERPRÈTES
D'ÎLE-DE-FRANCE
du 23 avril au 8 mai 1983
10 GROUPES SÉLECTIONNÉS
Chaque groupe lauréat reçoit 10 000 F
et 10 engagements de concert d'admission 83-84
Dernières inscriptions : 15 avril 1983
DÉCLARATION RÉGIONALE À LA MUSIQUE D'ÎLE-DE-FRANCE
9, rue La Bruyère, 75008 PARIS. Téléphone : 285-45-28
Ce Forum bénéficie du soutien du Conseil régional d'Île-de-France
et du ministère de la Culture (Direction régionale d'Île-de-France).

ATHÈNÉE
coproduction m.c. grenoble
théâtre de la potence
LA
DEDICACE
BOTHO STRAUSS
mise en scène YVON CHAIX
La Dédicace, pièce très dans le vent, très mode, n'est pas
un succès. Se laisse regarder et entendre avec plaisir.
Cela tient au savoir-faire, au travail soigné, au charme, de cette compa-
gnie de Grenoble "le Théâtre de la Potence". MICHEL COUNOT
16 mars - 16 avril mardi mercredi 19 h jeudi vendredi samedi 21 h
LOCATION 742 67 27 AGENCES FNAC CROUS

HENRI CARTIER-BRESSON A GENÈVE
Portraits 1932-1950
Qui voudrait écrire une his-
toire du dernier demi-
siècle devrait avant
toute chose s'inspirer des quel-
ques quatre-vingts portraits
qu'Henri Cartier-Bresson a mar-
qués de son objectif. Une expo-
sition unique par sa variété et son
ampleur. Des points de repère
dont chacun ouvre une piste où
la recherche peut s'engager. Car
ce photographe, fidèle au noir et
blanc, a réussi comme personne
à saisir le mouvement d'un vi-
sage, en le fixant au 50^e de se-
conde précis où il révèle sa pé-
rennité.
A cela s'ajoute l'objet révéla-
teur, comme cette épingle de
nourrice jaillie du chandail froissé
de Paul Léautaud, pareille à un
mit en dérive sur des hauteurs
fondes. Ou ce mannequin articulé
que Leonor Fini côtoie, le doigt
pointé sur l'entrecuisse de la
poupée nue qu'elle tient à la
main. A l'opposé, Simone de
Beauvoir, sans autre environne-
ment qu'une rue anonyme à la
perspective dégradée. Ou encore
Pierre Jean Jouve, debout dans
son cabinet de travail dépouillé
et tournant le dos à un escalier
intérieur, mains croisées et tête
légèrement penchée. Faute de
absence que l'on retrouve dans son
œuvre.
Cartier-Bresson n'est jamais là
par hasard. Paul Valéry trois fois
valetier — portrait, image dans
le miroir et buste sur la chemi-
née. André Breton entouré des
masques qu'il affectionnait,
tandis qu'un simple reflet trahit
la chevelure le démasque à ja-
mais.
Le plus surprenant de ces por-
traits, sans doute le plus classi-
que : un Georges Rouault guindé,
engoncé dans un col cassé, avec
cravate sombre et pochette non
assortie. Le plus émouvant, sans
doute celui de Lily Brick, la tête
entre ses longues mains, figure
de proue inconsolable de la perte
du poète dont la barque s'est bri-
sée.
ISABELLE VICHNIAC.
★ Galerie Eric Frank, 15, ave-
nue de Florissant, Genève. Jusqu'au
20 avril.

Le Saint Michel
OUVERT TOUTE LA NUIT
A TOUTE HEURE SES PLATS DU JOUR
JEUDE : Pâtisseries/familiales 29 F
Famille de style au village de Paris 33 F
Filles de style, tagliatelles 37 F
VENDREDI : L'apéro à la Cane 29 F
Pâtisseries de la mer et son légume séché 33 F
Civet d'oie au raïm, pommes boulangères 37 F
PÂTES FRAÎCHES
PIZZAS AU FEU DE BOIS
10, place St-Michel, 75006 Paris, 328-66-26

(Publicité)
FORMIDABLE
Jeux vidéo ATARI et MATTEI
les dernières cassettes
aux plus bas prix
CHEZ
CAMERA 7
7, rue Lafayette
75009 Paris, 878-37-25.

هكذا من الأصل

GALERIES

RÉTROSPECTIVE LAPICQUE A ZURICH

Le lion et la mouette

Le public français et parisien a eu, en 1967, l'occasion d'approcher l'œuvre de Charles Lapicque, au Musée national d'art moderne de l'avenue Wilson. Il aura fallu attendre seize ans pour saisir à nouveau dans sa plénitude et sa diversité le labeur d'un peintre dont l'importance éclate dans la création du vingtième siècle et plus précisément celle postérieure au cubisme. Mais il faut pour cela dépasser les frontières françaises et aller à la galerie Peter Nathan, à Zurich, avant la fin du mois d'avril.

SANS renier la perspective traditionnelle de la Renaissance et ses lignes de fuite vers l'horizon, Lapicque, avec le même souci de création de l'espace, a su inventer une formulation concrète d'un espace inversé. Il enferme son sujet dans une espèce de grille bleue, alors que le lointain se fonde et apparaît dans les rouges. C'est là une leçon qu'il a tirée de sa connaissance de la faïence de Rouen.

La traduction personnelle de l'espace par Lapicque n'est pas son seul souci : sa palette s'appuie sur toute l'organisation nouvelle de ses toiles. L'intense vibration de la couleur n'est pas tellement due à la pureté du ton qu'il utilise, mais bien plutôt à la subtilité des rapports de tons, à leur audace. Cela, cette modulation en contrastes parfois violents, parfois tendres, fait passer son pouvoir énergétique du pinceau de l'artiste au regard du spectateur.

L'énergie même du peintre se lit dans le trait synthétique que le pinceau imprime sur la toile. Il y a fort

à parier que l'on chercherait en vain chez Lapicque un « repentir » quelconque. Bien sûr il y a eu des études préalables, aussi remarquables d'ailleurs que l'état définitif du tableau. On voit bien comment, dans cette saisie du pinceau, l'esprit de synthèse de Lapicque parvient en quelques coups de brosse à projeter la vue entière d'une ville ou d'un paysage. La conception au sens le plus fort du mot est globale, ce qui fait que les problèmes de composition sont toujours résolus.

Dans l'exposition de Zurich, résumé d'un labeur courant sur plus d'un demi-siècle, le visiteur perçoit une rare diversité dans les thèmes. La figure ou le paysage sont attendus, mais l'une et l'autre contiennent une pensée toujours aiguë. Que cette pensée soit empruntée à la mythologie ou à l'histoire, la peinture dit vrai et dépasse l'anecdote.

Lapicque fait aussi appel au mouvement : *Régates* et *Courses de chevaux* sont traitées de manière que l'observateur puisse enregistrer des situations simultanées. Presque en contradiction, un *Désert* vu sur le fond d'un ciel vert foncé apaise et, du même coup, interroge.

La continuité de l'œuvre demeure soutenue de ses débuts jusqu'à ce jour avec une fermeté identique. Les trouvailles dans les accords de la palette se renouvellent. Cependant, Lapicque, après une quarantaine d'années vouées à la peinture à l'huile, est agité par la nouveauté de l'acrylique. L'acrylique exige une rapidité de touche en raison d'un prompt séchage, et il est plus que difficile de reprendre un

trait mal assuré. Il fallait la présence de Lapicque, celle de l'esprit et celle de la main, pour que cette nouvelle entreprise se parachève sans bavure, comme pour ce *Vol de mouettes* glissant au-dessus de la mer. Cette mer qu'il fréquente depuis le jeune âge.

Mais Lapicque fréquente d'autres amis, et ceux qui lui sont le plus chers sont souvent les animaux dits féroces, lion ou tigre ; et quand ce dernier bondit vers le spectateur, nous avons un admirable autoportrait de l'artiste. Son rugissement fait valoir et le mouvement de la bête et la peinture en mouvement.

Pour autant, il y a une singulière douceur dans le regard de Lapicque, une compréhension humaine à travers les drames que l'homme a vécus et vit encore. On ne peut que conseiller ses *Essais sur l'espace, l'art et la destinée* (1), pour mieux se rendre compte des recherches plastiques de leur auteur, de sa pensée en profondeur. Lapicque paraît être à l'écart, on ne l'entrevoit dans aucune galerie parisienne. Solitaire, divers, multiple, foucure contre les vents, Lapicque tient la barre et coupe les vagues qui se mêlent dans la confusion.

PIERRE GRANVILLE.

* Galerie Peter Nathan, Zurich, jusqu'à fin avril.

(1) Editions Bernard Grasset, Paris. D'autre part, vient de paraître l'ouvrage d'Aloys Perregaux, *Lapicque et sa démarche créative*, riche de cent soixante reproductions et de notes importantes, ainsi que d'une bibliographie exhaustive. Editions Ides et Calendes, Neuchâtel.

A PARIS

Au-delà de l'image

Fred Deux

Qu'il écrive ou qu'il dessine, Fred Deux ne se répète jamais, même s'il s'obstine à se livrer tripe sur tripe - viscérales qui pour être mythiques n'en sont que plus réels. Les siens. Le voici, abandonnant son pseudonyme littéraire de Jean Doussot, qui signe de son nom ce terrible monologue-dialogue, *Letras à mon double* (1), introspection quotidienne d'un regard qui se voit maniant le crayon comme un scapulaire.

Bernard Noël vient d'en donner une lecture intégrale au Centre Pompidou, et les dessins pantalants, contrepoint du texte, y étaient alors exposés. Par bonheur on les retrouve à La Hune (2) en compagnie d'autres récents ouvrages. Dessins et gravures sont parfaitement fouillés : c'est Cécile Deux qui tient la pointe ou le burin. On le vérifie devant *Mémorandum*, recueil de douze grandes gravures (1982, chez Pierre Chevalier à Vence), et les sept *Autoprototypes* (1983), l'un et l'autre album assorti d'un bref commentaire d'un F.D. quelquefois crucifié, éternel, ligoté avec ses intestins. On ne dissociera pas le texte de l'image pas plus que le F.D. écrivant du dessin en train de se faire. Mots et traits dépollués, concrets, d'un érotisme transcendé, d'un désespoir lucide. S'ils sont esthétiquement admirables, ce revirement nous est donné par surcroît.

Velly

Restons dans la gravure avec Jean-Pierre Velly (3). Son inspiration est tout autre mais son métier

confondant. Son séjour à la villa Médicis a été bénéfique. Seulement tout est venu nourrir le sens du fantastique et une technique héritée d'un Bosch et d'un Dürer. Monstres « grotesques », métamorphoses animales et végétales, catécismes, tout lui est bon. Dans cette mini-rétrospective, on suit une courbe ascendante vers la lumière, et les planches les plus récentes s'éclairent de troupes éblouissantes (*Qui sait ?*, *Rondelles pour après, les Temples de la nuit...*). L'amateur d'estampes sera d'autre part fasciné par de vrais tours de force. *Paysage Flammé*, *Ville détruite*, par exemple, fournissent de détails microscopiques multipliés à l'infini.

Papasso

Nouveau venu en France, Antonio Papasso, de Pise, y entre presque sur la pointe des pieds, tant son travail se résume de silence (4). Sur la pointe du pinceau ou du crayon en tout cas, dans ces signes d'un suprême raffinement, exprimés aussi bien d'ailleurs par des collages ou des papiers froissés, Papasso fait preuve, mais en douceur, d'une précision extrême dans l'impondérable : blancs crémeux aux jeux sans limites, gris roses. Jeux seulement ? Une sensibilité à vif les anime et nous touche profondément. Papasso : retenez ce nom.

Richard Conte

Peu importe le procédé que Richard Conte (5) a méthodiquement mis au point - projection de diapos, toile froissée et défroissée avant et

après l'apparition des figures, savante petite cuisine, - seul le résultat compte, la peinture donc, qui a le dernier mot. Un certain recul est nécessaire pour que les reliefs s'accroissent et que tout soit lisible. Alors surgissent d'un chaos apparent des bouchers, l'un en rose, l'autre en bleu, pliant sous leur charge de carcasses, ou le *Ventre de Brueghel*, ou les chiens d'un attelage, qui forcent, ou le triple et même personnage se rasant. Aboutissement, pour le moment, d'une vaste culture picturale.

Peinture scanning

Ils sont six qui, réunis par les soins de Bernard Zürcher (6), se rangent sous la bannière de la « peinture scanning », mot barbare qui a le mérite, tel *design*, d'être polysémique. Il signifie balayage, exploration, et aussi scruter, sonder, voire scanner. Il peut caractériser la double tendance, gestuelle et conceptuelle, de Jean-Pierre Chauvet, Véronique Cota, Christiane Durand, Jacky Langagne, Antoine Revey, Denis Sarré, en dépit de leurs différences, les uns (Cota) violemment polychromes, d'autres (Revey) aux valeurs assourdies.

JEAN-MARIE DUROYER.

- (1) Le Nécrolog, 162, rue Jules-Barni, Annemasse (Savoie).
- (2) 14, rue de l'Abbaye.
- (3) Michèle Brouzet, 31, rue des Berges.
- (4) Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi.
- (5) Galerie Pierre Lescot, 28, rue Pierre-Lescot.
- (6) Le Soufflet vert, 18, rue Ortolan.

SÉLECTION

CINÉMA

« Pauline à la plage » d'Eric Rohmer

Six personnages en vacances à la mer s'occupent aux grandes manœuvres de l'amour. Désir, passion, séduction, jalousie, sincérité, tricheries, âge mûr, âge tendre, masculin, féminin... Un régal.

ET AUSSI : *Candhi*, de Richard Attenborough (apprendre l'histoire, grâce à l'audiovisuel). *Les Sacrifiés*, d'Okacha Toutia (France-Algérie, années 50). *La Ultima Cena*, de Thomas Gutierrez Alea (une somptueuse parabole sur l'esclavage). *Prostitute*, de Tony Garnett (les trottoirs de l'Angleterre, au quotidien). *Dark Crystal*, de Jim Henson et Frank Oz (un monde inconnu et vivant). *Les Iles*, d'Iradj Azimi (comment survivre en évitant les compromis ?). *La Petite Bande*, de Michel Deville (en vadrouille sans argent de poche). *Te souviens-tu de Dolly Bell ?* (seize ans à Sarajevo en 1960). *Fanny et Alexandre*, d'Ingmar Bergman (incomparable).

THÉÂTRE

« Histoire de famille » à l'Aquarium

Tchékhov raconte son enfance dans la petite ville de Taganrog, au bord de la mer d'Azov. Une ville presque fantôme, tant l'obscurantisme et la paresse pesaient dessus. Tchékhov dit que seuls les juifs avaient le courage de fréquenter la bibliothèque, le théâtre...

« L'Ordinaire » à Chaillot

Lors d'un accident d'avion, les présidents et vice-présidents d'une grande firme américaine tombent dans les glaciers des Andes. L'informaticien a fait deux des mutants. Les voici hors du monde, deux fois plutôt qu'une. L'un d'entre eux, Michel Vivaner, témoigne à bon escient.

« L'Émoi d'amour » au Théâtre 13

Le délire de la théâtrale, à l'état pur, comme des enfants terribles qui se déguiseraient avec les draps et les rideaux, et les cheveux de la grand-mère, pour mettre la maison sans dessus dessous. Signé Jean Bois, l'outsider irrécupérable des scènes françaises.

ET AUSSI : *Moi*, d'Eugène Labiche, aux Arts-Hébertot. *La Cérémonie*, mise en scène de Brook, aux Bouffes du Nord. *Le Théâtre d'ombres* animé par Nicolas Bataille à la Huchette. *Sarah et le cri de la langouste* joué par Delphine Seyrig et Georges Wilson à l'Œuvre.

EXPOSITIONS

Wifredo Lam au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Une rétrospective avec près de cent soixante peintures, sculptures et dessins, après le Musée d'art moderne de Madrid, mais augmentée de nombreuses œuvres prêtées par La Havane.

Né à Cuba d'une mère mulâtre et d'un père chinois, Wifredo Lam présente un cas unique dans la peinture moderne d'intégration de valeurs issues de civilisations diverses. Venu à Paris dans les années 30, à un moment où les artistes d'avant-garde tentaient de se renouveler à travers l'art primitif, le peintre a trouvé naturellement sa voie parmi les surréalistes en s'attachant à la représentation des totems magiques de la forêt caribbe et de ses tabous, avec une simplicité linéaire qu'il avait découverte dans la peinture de Picasso.

Sam Francis à la Fondation Maeght

Peintre américain de Los Angeles, marqué par son long séjour

parisien, Sam Francis expose, pour la première fois en France, ses grands monotypes sur papier. A la soixantaine, il a renouvelé sa peinture avec ces œuvres somptueuses par l'éclat de leurs couleurs, la nouveauté de leur composition et la richesse de leur texture.

MUSIQUE

Les rencontres d'Arc-et-Senans

Plus de quarante musiciens réunis entre le 31 mars et le 10 avril dans les Salines desservies par Claude-Nicolas Ledoux architecte de l'utopie. Un concert par jour, et souvent deux, toutes répétitions ouvertes au public : c'est le principe, la musique à écouter, à voir « en train de se faire ». Pour leur deuxième édition, les Rencontres d'Arc-et-Senans proposent un programme résolument éclectique : de Haydn et Spohr à Kagel et Aperghis en passant, bien sûr, par Schubert, Brahms et Debussy mais aussi Herzogenberg, Busch et Holliger. Plus la promesse d'un dimanche de Pâques en forme de bal : orchestres virtuoses garantis pour contredanses de Beethoven, valse de Strauss arrangées par Schönberg, et tangos argentins.

Rens. et inscriptions FNAC : 281-81-18 ou A.F.C.C. Besançon (81) 82-25-45.

Basson solo

Rivalisant avec le piano, l'orgue ou le violoncelle, chaque instrument aujourd'hui, du tuba au piccolo, y va de son solo. Faute de répertoire, seul le basson manquait à l'appel. Depuis quelques années, les choses ont changé et la qualité du programme que présente au Lucernaire Alexandre Ouzounoff, un jeune bassoniste aventureux, dépasse la simple curiosité : on y assiste à la renaissance d'un instrument aux possibilités méconnues ; une très belle version d'*Attem* de Kagel y voisine avec des œuvres signées Martial Solal, Ton That Tiet, et la création de Vang-Vong de Dao, qui renouvelle l'écriture de l'instrument. La soirée s'achève dans les

flammes suggérées d'un étrange autodafé. (Les 31 mars, 1^{er} et 2 avril à 21 heures, 55, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e.)

JAZZ

Le retour de Carla Bley

A chaque génération, allez savoir pourquoi, un musicien de jazz perçoit la barrière convenue du public prévisible, étend son nom, sa qualité, se fait éponyme et représente... Ces temps-ci, c'est une musicienne : Carla Bley, au groupe entreprenant et très réjouissant. Une certaine idée du jazz, des arrangements, de New York, et de la mode s'y retrouve. Autant en profiter : une tournée commencée par la maison de la culture de Saint-Étienne (1^{er} avril), passe par l'Olympia (le 17) et la maison des arts de Créteil (le 19). A suivre.

ET AUSSI : Éric Lelann au Savoy (du 30 au 2 avril) ; Canape et Sicard à la Menu Musicale (le 1^{er}).

DANSE

Le G.R.C.O.P. au Théâtre de la Ville

Un mois durant, à 18 h 30, le Groupe de recherches de l'Opéra de Paris présente, en quatre programmes différents, l'ensemble de son répertoire : une manière de prouver son éclectisme et son dynamisme.

Ce qui nous est proposé a été créé en deux années sous l'impulsion de Jacques Garnier et comporte notamment des ballets « post modern » d'Ulyse Dove, Karole Armistead ou Lucinda Childs. Georges Hirsch et Jacques Garnier ont accepté qu'au Théâtre de la Ville figure, à chacun des quatre programmes, l'œuvre d'un jeune chorégraphe révélé aux concours de Bagnolet ou de Nyon comme Maguy Marin, François Verret, Joëlle Bouvier, Régis Obadia.

ET AUSSI : Festival au Théâtre présent : la Compagnie Grand Magasin, primée à Bagnolet en 1982 (*Les Joies de la connaissance*) et Karine Saporta (*Les Images de l'inconscient*).

En V.O. : MARIGNAN PATHÉ (Dobly) - HAUTEFEUILLE PATHÉ (Dobly) FORUM LES HALLES - LES PARNASSIENS
En V.F. : MONTPARNASSE PATHÉ (Dobly) - Clichy PATHÉ (Dobly) - IMPÉRIAL PATHÉ (Dobly) - MAXÉVILLE - FAUVETTE GAUMONT CONVENTION - MISTRAL
TRICYCLES Asnières - GAUMONT Evry - GAUMONT QUEST Boulogne - PATHÉ Belle Épine Thiais - PATHÉ Champagne CYRANO Versailles - VÉLIZY - 4 TEMPS La Défense - FRANÇAIS Enghien ARGENTEUIL - U.G.C. Poissy - DOMINO Mantes - CERGY Pontoise - 4 MOUSQUETAIRES St-Michel-sur-Orge



Galerie

ET DES SPECTACLES EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

GIORGIO DE CHIRICO. Jusqu'au 25 avril. Visites-animations le lundi, jeudi, samedi à 20 h, le mercredi et le vendredi à 16 h.

YVES KLEIN. Retrospective. Jusqu'au 25 mai.

TRICOLOR VIDEO DE NAM JUNE PAIK. Formes. Jusqu'au 11 avril.

DE LA ROSIÈRE A LA MISS. La jeune fille dans les fêtes populaires. Salle d'actualité. Entrée libre. Jusqu'au 6 juin.

BARRY FLANAGAN. Sculptures anglaises ; **ULRICH RUCKENSTEIN.** Sculptures allemandes. Galeries contemporaines. Entrée libre. Jusqu'au 9 mai.

UNE MAISON, DES LIVRES ET DES MOTS. Carrefour des régions. Jusqu'au 9 mai.

LE CINÉMA INDIEN. Des origines à nos jours. Salle animation. Jusqu'au 2 mai.

CONSTANTIN CAVAFY (1863-1933). Poète grec d'Alexandrie. Grand foyer. Jusqu'au 25 avril.

PAOLO GIOLI. Corps et thorax, photographes. Jusqu'au 8 mai.

JEAN DIEUZAIDE-JEAN-PIERRE SUDRE. Photographes. Salle contemporaine. Jusqu'au 20 avril.

C.C.I.

LA VILLE EN SES JARDINS. A propos du parc de la Villette. Jusqu'au 4 avril.

LES PORTES DE LA VILLE. Jusqu'au 4 avril.

R.P.I.

ARBRES-PHOTOGRAPHES ET JACQUES, XIX-XX-XXIÈMES. Jusqu'au 30 mai.

Musées

GRAVURES DE LA COLLECTION DUTHUIT. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-71). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée 9 F. Jusqu'au 30 avril.

CLAUDE GELLÉE DIT LE LORRAIN (1600-1682). Grand Palais. Entrée place Clemenceau, (261-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée 15 F ; le sam. 12 F. (gratuite le 28 avril). Jusqu'au 16 mai.

JACQUES-HENRI LARTIGUE (1891-1926). photographes. Grand Palais, avenue Winston Churchill (265-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 10 avril.

LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Jusqu'au 11 avril.

LECTIONS DU COMTE DORSAY. dessins de musée du Louvre. Jusqu'au 30 mai. Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Janvier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F, gratuite mercredi et dimanche.

COLLECTIONS D'ART KHEMER. Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-01-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Essai : un royaume sur l'épave au temps des Hittites. - Jusqu'à la fin octobre. - Georges Shaw : paysages photographiques. - Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

SUMMER TIME (1960). de Shirley Gifford ; jusqu'à la mi-mai. **JEAN-PIERRE CHARBONNIER.** 300 photographes : 1944-1962 ; jusqu'au 26 juin.

WIFREDO LAM (1902-1962). jusqu'au 22 mai. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi, de 10 h à 20 h 30.

MARTINE ABALÉE. « Nouveaux phénomènes naturels ». BERTHOLIN. **PAUL-ARMAND CITE.** « Paveuses ». **CLAUDE RUTAU.** **NIL VALTER.** « C'est un des métiers que l'écrit ». ARC-Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

IMAGES POUR LES NUAGES. « C'est-à-dire ». Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Animations sur rendez-vous au 723-61-27, (poste 365). - Jusqu'au 24 avril.

TAPJO WIRKKALA. - Jusqu'au 11 avril. - **PIONNIERS DE LA PHOTOGRAPHIE RUSSO SOVIÉTIQUE (1917-1940).** - Jusqu'au 30 avril. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F.

BOUCHON. pionnier de l'affiche (illustré). - Jusqu'au 6 juin : **LE MUSÉE A LE TICKET.** - Jusqu'au 30 avril. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 juin.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE-LE PREMIER EMPIRE. - Dessins. - Jusqu'au 22 mai. **ACQUISITIONS DE LA VILLE DE PARIS** pour le musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h (fermé les 1^{er} et 12 mai). Entrée 9 F, gratuite le dimanche.

PIONNIERS DE LA PHOTOGRAPHIE RUSSO SOVIÉTIQUE (1917-1940). - Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf le mardi, de 13 h à 19 h, le samedi et le dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

KIMONOS DE KUBOTA ITCHIKU. - Musée Carnavalet, 7, avenue Vélazquez (260-32-14). Sauf le lundi et le 1^{er} mai, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 7 mai.

MAXIMILIEN LUCÉ. - Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (224-07-02). Sauf lundi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

DES BURGONDES A BAYARD. mille ans de Moyen Age. - Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (354-95-00). Sauf le lundi, de 11 h à 18 h, le mardi jusqu'à 22 h. Entrée 11 F, 8 F le samedi. Jusqu'au 24 avril.

DE CARPEAU A MATISSE. La sculpture française de 1850 à 1914 dans les musées et collections publiques du nord de la France. - Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf le mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 mai.

VERS L'ORIENT. - Bibliothèque nationale, 58, rue Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

ANDRÉ DEMANCHÉ. Galerie de photographes de la Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois (261-82-83). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Jusqu'au 2 avril.

UNIFORMES CIVILS. CÉRÉMONIAL. CIRCONSTANCES. - Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 17 avril.

ERIK SATIE A MONTMARTRE. - Musée de Montmartre, 112, rue Cortot (606-61-11). Tous les jours, de 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 mai.

CHINE : LES FRESQUES DU DESERT DE GÖBI. La route de la soie. Musée d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (336-14-41), de 14 h à 17 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 août.

MONGOLIE-MONGOLIE. Traditions de la steppe. Musée de l'homme, place du Trocadéro (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 23 mai.

LES MÉMOIRES DE L'ARC DE TRIUMPHÉ. - Musée national des monuments français, palais de Chaillot (727-35-74). Sauf mardi (sam. et dim. matin), de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée 5 F. Jusqu'à fin mai.

LE FAIT DIVERS. - Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; dim., de 14 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 avril.

DEWASNE. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 23 avril.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-67-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

SERPAN. 1922-1976. Retrospective. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée de l'exposition et visites commentées gratuites. Jusqu'au 4 avril.

CÉSAR. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau. Jusqu'au 7 avril.

L'HOTEL DE SALMA. palais de la L^e République, 2, rue de Bellevue (555-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 avril.

INGEGRED MOLLER. Tout près de la terre. Aquarelles, textiles, peintures ; Jusqu'au 7 avril.

IVAN AGUELI (1869-1917). peintures. Jusqu'au 1^{er} mai. Centre culturel sévigné, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h.

JEAN PROUVÉ. L'imagination constructive - **ADOLF LOOS.** 1878-1933. Exposition du claquement. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

A LA DÉCOUVERTE DE MARSEILLE ANTIQUE. - Hôtel de Solty, 62, rue Saint-Amand. Tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

FLORENCE ET LA TOSCANE. La scène du prince. Maison internationale de la culture, 47, bis, avenue Bugey (555-79-15). Jusqu'au 23 avril.

PIERRE ET MARIE. - Conception de D. Buren, M. Chazot, J.-H. Martin, Sarkis, S. Seidl. Institut Curie, 36, rue d'Ulm (569-68-61). Ven. sam. et dim., de 13 h à 19 h.

VOLKER TANNERT. dessins, gouaches. Centre Institut, 31, rue de Condé. Sauf sam. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 22 avril (l'Institut sera fermé du 1^{er} au 10 avril).

CHILDREY-CLOVIS. rois des Francs. De Tournai à Paris, naissance d'une nation. - Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin. Sauf lundi, de 11 heures à 18 heures. Sauf 10 F. Jusqu'au 13 mai.

RUBALCAVA. Centre Culturel du Mexique, 47, bis, avenue Bugey (555-79-15). Jusqu'au 23 avril.

SEVRES, de 1850 à nos jours. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi 15 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 avril.

REFLEXES DU SIÈCLE D'OR. Institut néerlandais, 121, rue de Lille. Sauf le lundi de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 avril.

CHAÏNE. - **SEPI.** - **PIGNOE.** - **CHAI.** - **ANDRÉE GIRARD.** - Photographes 1980-1982. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 avril.

JEAN TARDIEU. Maison de la poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau (236-27-53). Jusqu'au 23 avril.

PARIS : Histoire d'une ville. Tour Montparnasse (569 étage). De 9 h 30 à 23 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 juin.

FENÊTRE SUR LA CHINE. Photographes de Vassena. Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-52-53). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 avril.

CHOPIN. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne. Sauf lundi, de 11 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 12 mai.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. dessins et aquarelles de Pavel Benin. Librairie l'Age d'homme, 5, rue Férou (634-18-51). Sauf dimanche, de 10 h à 12 h et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 avril.

MIROSLAV SUTEL. peintures. Centre culturel de Yougoslavie, 123, rue Saint-Martin (272-50-50). Jusqu'au 8 avril.

Galerie

GRAVURES DE MIRO. Regard de 1969 à 1982. Jusqu'au 15 mai. **GRUPE OBECTAL.** - Portraits latéralisés. Jusqu'au 11 avril. Galerie A B C D, 30, rue de Lisbonne (563-36-06).

LES SCULPTURES POLY-CHROMES. Bary, Cebas, Macoda, etc. Galerie G. Loubie, 2, rue Brémiche (887-45-41). Mars-avril.

SEPT PEINTRES TRAVAILLANT DANS LA RÉGION - RONALPINE. - Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'au 24 avril.

DON LIGHT, NUSIMOVIC, SUDRE. - **VAL VAS.** Photographes. Studio 666, 6, rue Maître-Albert (354-59-29). Jusqu'au 7 mai.

EVENTAILS. Galerie Marigny, 2, rue de Miromesnil (265-36-53). Jusqu'au 31 mai.

BRIANT, GAUTHIER, MARQUIS, FAVET, HERBELIN, SAMSOVIT. Sculptures. Galerie Breton, 70, rue Bonaparte (326-46-06). Jusqu'au 30 avril.

LE MARKER D'ARGENT 83. Grand Prix de l'Illustration. Mecanorma Graphic Center, 49, rue des Mathurins. Jusqu'au 15 avril.

JEUNE PEINTURE. JEUNE SCULPTURE. Hall d'exposition Marcadé-Benz France, 118, Champs-Élysées. Jusqu'au 16 avril.

CARL ANDRÉ. Œuvres récentes. Galerie Dantel-Templon, 30, rue Beaumont (272-14-10). Jusqu'au 14 avril.

MICHAEL BASTOW. Pastels. Galerie Jean Brancie, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 23 avril.

BEN. Les portraits 1982-1983. Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 30 avril.

1958/1982. Galerie Lucien-Durand, 19, rue Mazarine. - Art et théorie. Galerie Ghislain Moller-Vieville, 26, rue Beaumont (278-72-31). Jusqu'au 16 avril. **VITAFAN** ou **C. Crouzet.** 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 12 avril.

BLANCO. Peintures. Galerie Cinq, 5, rue Payenne (278-15-07). Jusqu'au 10 avril.

ANTOINETTE BOOTZ. Peintures. Galerie Baudouin Lebon, 36, rue des Archives (272-08-10). Jusqu'au 23 avril.

GEORGE BRECHT. Pages from the Book of the Tumbler on Fire. Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-36-37). Jusqu'au 23 avril.

ROLAND CAT. Galerie Iry Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 16 avril.

PAUL CHABAS (1869-1937). Peintures. Galerie Les reflets du temps, 4, rue Dufour (260-01-53). Jusqu'au 7 mai.

CHRISTIANE CHABOT. Peintures. Galerie Liliand-François, 15, rue de Seine (326-03-32). Jusqu'au 10 avril.

DE CHIRICO. Le retour de l'enfant prodigue. Œuvres 1960-1978. Artcurial, 5, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 30 avril.

JEAN CLAREBOUDT. Sculptures récentes. Faridh Cadot, 77, rue des Archives (279-08-26). Jusqu'au 5 avril.

RICHARD CONTE. Peintures. Galerie Pierre-Lescot, 38, rue Pierre-Lescot (233-85-39). Jusqu'au 23 avril.

JACQUELINE DAURIAC. Peintures. Galerie Donguy, 57, rue de la Roquette (700-10-44). Jusqu'au 5 avril.

FRED DELUX. Dessins gravures. Galerie La Hume, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 19 avril.

KLAUS DIETRICH. Peintures. Galerie R4, 7, rue de Turbigo (236-45-74). Jusqu'au 23 avril.

JACQUES DOUCET. Peintures récentes. Galerie Ariel, 140, boulevard Haussmann (562-13-09). Jusqu'au 22 avril.

BERNARD GERMOND. Peintures. Galerie Le Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (354-58-79). Jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE. Galerie E. de Causans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 23 avril.

GERARD GUYOMARD. Peintures. Galerie J.C. Riedel, 12, rue Guénégaud (325-73). Jusqu'au 9 avril.

MARCEL JEAN. Peintures. Galerie Marion-Meyer, 15, rue Guénégaud. Jusqu'au 20 avril.

THE KENNEDY WOMEN. Galerie Magerit, 13, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 29 avril.

ALAIN KLEINMANN. La peinture existentielle. Galerie Le Parvis-Saint-Martin, 84, rue Saint-Martin (271-93-03). Jusqu'au 11 avril.

ELIZABETH LENNARD. Photographies peintes. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 30 avril.

ANDRÉ MASSON. Retrospective. Galerie Patrice Trigino, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 30 avril.

YVES MILLECAMPS. Toiles, tapisseries, reliefs muraux. Centre Vickers Rocco, 37, avenue de Friedland (563-48-76). Jusqu'au 10 mai.

FERNAND MOURLOT. Lithographies. Galerie du 7, rue Princesse (326-26-97). Jusqu'au 16 avril.

ANTONIO PAPPASO. Œuvres récentes. Galerie d'art international, 12, rue J.-Ferrat (568-84-28). Jusqu'au 15 avril.

GIUSEPPE PENONE. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles (277-63-60). Jusqu'au 7 mai.

MASSIMO FULFAL. Peintures récentes. Galerie Jean-Pierre Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 9 avril.

SALZMANN. L'œil sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 9 avril. - **Claymore** dessins. Galerie-Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (563-51-52). Jusqu'au 8 avril.

PAUL STRAND. Photographies montées. Galerie Zaburiskie, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 23 avril.

SUNAO. Peintures. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (508-58-63). Jusqu'au 15 avril.

ANNE-MARIE TERRANOVA. « Espace inventé, espace inventé... ». Galerie Alain-Ordin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 7 avril.

MARIGNAN PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ - FORUM LES HALLES
IMPERIAL PATHÉ - MONTMARNASSE BIENVENUE - ST-LAZARF
PASQUIER - 14 JUILLET BASTILLE - LA PAGODE - PLM
ST-JACQUES - OLYMPIC BALZAC - GAUMONT Ouest Boulogne
3 VINCENNES

COMÉDIES ET PROVERBES

PAULINE A LA PLAGE

ERIC ROHMER

AVANT-PROPOS : ANNE LANGELET, ANNE DOMBASLE, PIERRE GREGORY
RÉALISÉ PAR : ANNE LANGELET, ANNE DOMBASLE, PIERRE GREGORY
MUSIQUE : ANNE LANGELET, ANNE DOMBASLE, PIERRE GREGORY
LES FILMS DE LA SÉRIE LES FILMS ARIANE
Distribués par S.A.A.

BERLIN 1983

Ours d'Argent pour la Meilleure Mise en Scène

PARAMOUNT-CITY - GAUMONT AMBASSADE - BERLITZ -
STUDIO DE LA HARPE - MONTMARNASSE - RICHELIEU - FORUM
HALLES - FAUVETTE - ATHÈNE - ST-LAZARE PASQUIER -
ARGENTEUIL ALPHA/GAMMA - PATHÉ CHAMPIGNY

(PRIX DU SUSPENSE)
AVOIR 1983

ANNY DUPEREY JEAN-CLAUDE BRIALY

le Démon dans l'île

UN FILM DE FRANCIS LEROI



COACH

Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag

23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

Publicité

7^e Festival de Théâtre en Mer

à bord de **Mermoz**
du 22 mai au 3 juin 1983

Désormais consacré aux côtés des plus grands, ce Festival s'en distingue résolument par les échanges comédiens-passagers qui permettent les retrouvailles constantes et la simplicité de la vie à bord.

Mais le rideau qui se lève sur la scène de Mermoz, se lève aussi aux escales. Dans les plus beaux sites naturels d'El Djem ou de Rhodes, d'Athènes ou de Kos.

Ce qui donne à la magie du verbe des dimensions tout à fait exceptionnelles.

Une troupe de 24 comédiens
De Sophie Desmarest à Georges Descriers
D'Annie Sinigaglia à Paul-Emile Deber
De Robert Manuel à Alain Feydeau
De Claudine Coster à Jean-Noël Sissia...

9 spectacles à l'affiche
De Jean Cocteau à Sacha Guitry
De Henry Becque à René de Obaldia
De Racine (ses grands moments) Et de La Fontaine à Aristophane.

7 escales méditerranéennes
Sfax (en Tunisie), Rhodes, Kos, Santorin, Athènes (en Grèce), Bodrum (en Turquie), Salerne (en Italie), (de Toulon à Toulon)

Renseignements et inscriptions auprès de votre agent de voyages ou aux Croisières Paquet : Paris : 5, bd Malesherbes, 266 57 59 / Bordeaux : 1, allée de Chartres, 44 88 35 / Marseille : 70, 72, rue de la République, 91 91 21 / Nice : 2, rue Halévy, 58 81 90 / Genève : 42, rue Rothschild, 32 64 40 / Bruxelles : 20, rue Ravenstein, 513 62 70.

CROISIÈRES PAQUET

هكذا من الرجل

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CARDE DE ROBE SUR LA PLAGE - Théâtre de Paris (230-09-30) : 20 h 30, dim. 15 h (201).
O PERCEVEJO - Palais des glaces (607-49-93) : 20 h 30 (depuis le 23).
LE DISCOURS DE L'INDIEN - Théâtre du Lyce-Montparnasse (237-06-01) : 21 h 15 (21).
CLIMATS TEMPERES - Hôpital de Bicêtre (271-51-00) : 20h45 (51).
HORS PARIS
AIX-EN-PROVENCE - Présentation par le Théâtre des Ateliers (42-96-10-45) : 21 h (301).

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50) (J. S. D. Mar.) : les 30 mars, 1^{er} avril à 19 h 30 : Ersebet Paillasse.
SALLE FAVART (296-06-11) : relâche.
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20) (J. V. S.) : les 30 mars, 4 avril à 14 h 30 et le 3 avril à 20 h 30 : la Seconde Surprise de l'amour, la Colonie, les 30 mars, 5 avril à 20 h 30 et le 3 avril à 14 h 30 : Intermezzo.
CHAILLOT (727-81-15) : Grand Foyer (V. S. D. L. Mar.) : les 30, 31 mars à 18 h 30 : Palerme ou Jérusalem ; Grand Théâtre : relâche ; Théâtre Gémier (S. D. L. Mar.) : les 30, 31 mars, 1^{er} avril : l'Ordinaire.
ODEON (325-70-32) (L.) : les 30, 31 mars, 1^{er}, 2, 3 avril à 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir.
PETIT ODEON (325-70-32) (L. Mar.) : les 30, 31 mars, 1^{er}, 2, 3 avril à 18 h 30 : Partage.
TEP (797-96-06) : relâche.
BEAUBOURG (277-12-33) (Mar.) : Débats : le 30 de 14 h à 19 h : carte blanche à la revue *Banana Split* ; le 31 de 14 h à 19 h : carte blanche à la revue *Textuerre* ; Cinéma-Vidéo : les 30, 31 mars, 1^{er}, 2 avril : Nouveaux films B.P.I., 13 h, Médecins de l'an ; 16 h, Vivre en creole ; 19 h, Histoire des trains

(Union Pacific) : les 30, 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4 avril : le cinéma indien ; les 30, 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4 avril : De Chirico ; 15 h, Paolo Groll ; le 4 avril : Nouveaux films B.P.I., 13 h, Ma femme, Chamada Bicho ; 16 h, les Riches Heures de la Coupe du monde de football ; 19 h, Champs-Élysées Locale.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) (S. D. L. Mar.) : Danse : les 30, 31 mars, 1^{er} avril à 20 h 30 : Ballet du XX^e siècle ; Maurice Béjart : l'Histoire du soldat (Stravinski).
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77) (D. L.) : les 30, 31 mars, 1^{er}, 2, 3 avril à 20 h 45 : le Malin et Marguerite ; les 30, 31 mars, 1^{er}, 2 avril à 18 h 20 : G.R.C.O.P. et le 3 à 18 h 30 : G.R.C.O.P. + N. Armitage Kado.
CARRE SILVIA MONFORT (531-28-34) : relâche.

Les autres salles

ALLIANCE (544-41-42) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 17 h : les Jours de Khlyan (à partir du 5).
ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HERBERTOT (387-23-23) (J. D. soir, L.) : 21 h, mat. sam. et dim. 15 h : Moi.
ASTELLE - THEATRE (238-35-53) : jeu, ven., sam. 20 h 30 : le Malentendu ; mar., 20 h 30, dim. 16 h : les Bonnes.
ATHENEE (742-67-27) (D. L.) : mar., mer., 19 h, jeu, ven., sam., 21 h : la Dédicace.
BASTILLE (357-42-14) (D. L.) : 21 h : Frankie et Johnnie.
BOUFFES DU NORD (239-34-50) (D. L.) : 20 h 30 : la Coréenne.
BOUFFES-PARIISIENS (296-60-24) (D. soir, L.) : 20 h 30, sam., 19 h et 22 h, dim. 15 h 30 : En sourdine les sardines.
CARTOUCHERIE Théâtre du Soleil (374-24-08) : le 3 à 15 h 30 : la Nuit des rois ; Théâtre de la Tempête (328-36-36) : 1^{er}, 20 h 30 : Lament du l'homme vers un maréchal et surgente dernière le 2 ; II (D. soir, L.) : 21 h, dim. 16 h : Kéber et Marie-Louise - Aquarium (374-99-61) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 16 h : Histoire de famille - École de bois (808-34-74) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 16 h : la Mort travestie.
CALYPSO (380-03-11) : le 5 à 21 h : le Fétichiste.
CASINO DE PARIS (874-26-22) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h 30 : Superdupont se show.

CENTRE CULTUREL SUEDOIS (271-52-20) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h : Premier avertissement. La Plus Forte (dernière le 3).
CINQ DIAMANTS (580-18-62) (D. L.) : 21 h : Monsieur Milord.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mer. D. soir, L.) : 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Élysée.
COMEDIE ITALIENNE (321-22-22) (D. soir, L.) : 20 h 30, mat. dim. à 15 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11) (D. L.) : 18 h 30 : Si Guilty n'était chanté ; (D. L.) : 20 h 30 : Hôtel Javat et de la plage.
DUNOIS (584-72-00) : les 30, 31 à 20 h 30 : le Café du soleil.
EDOUARD VII (742-57-49) (D. soir, L.) : 21 h, mat. dim. à 15 h : Joyeux Pâques.
ELDORADO (208-45-42) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h : Azala.
ÉPICERIE (272-23-41) : mer., jeu. à 18 h 30 ; mer. à 20 h 30 : Orléande (dernière le 31) ; jeu. à 20 h 30 : les Chants de Maldoror (dernière).
ESPACE-GAITE (327-95-94) (D. L.) : 20 h 30 : fidet Babel ; (L.) : 22 h, dim. 20 h 30 : le Faucon mal fait.
ESPACE-MARAIS (271-10-19) (D. L.) : 21 h, mat. dim. à 15 h : le Mariage de Figaro ; dim. à 17 h 30, lun. à 20 h 30 : la Mouette.
ESSAION (278-46-42) (D. L.) : 20 h 30 : la Manekine.
FONTAINE (874-74-00) (D. soir, L.) : 20 h 30 : mer. à 18 h, dim. 17 h : Vive les femmes ; II (D. soir, L.) : 22 h, dim. 15 h : S. Joly.
GALERIE 55 (326-63-51) (D. L.) : 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?
GYMNASSE (246-79-79) (D. soir, L.) : 21 h, dim. 16 h 30 : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99) (D. L.) : 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
LA BRUYERIE (874-76-99) (D. soir, L.) : 21 h, dim. 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) : 18 h 30 : les Enfants du silence (dernière le 3) ; 21 h : Six heures au plus tard (dernière le 3) ; 22 h 30 : Archéologie II (L.) : 18 h 30 : Yes peut-être ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Peodule (dernière le 3) ; Petite salle (D. L.) : 18 h 30 : On-Suad.
MADELEINE (265-07-09) (D. soir, L.) : 20 h 45, dim. 15 h : la Diabète de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.) : 20 h 45, dim. 15 h : l'Avantage d'être coiffeur.
MARIGNY : Salle Gabriel (225-20-74) (D. L.) : 21 h : l'Éducation de Rita.

MICHEL (265-35-02) (L.) : 21 h 15, sam., 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dinera au lit.
MICHOIRIE (742-85-22) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : le Vison voyageur.
MONTMARNASSE (320-89-50) (D. soir, L.) : 21 h, dim. 15 h : R. Devos : Petit Montparnasse (D. soir, L.) : 21 h : dim. 16 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTES (770-52-76) (J. D. soir) : 20 h 30, dim. 15 h : Hold-up pour rire (dernière le 3).
OEUVRE (874-42-52) (D. soir, L.) : 20 h 30, mat. dim. 16 h : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.) : 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.
RANELAGH (288-64-44) : les 30, 1^{er}, 6 à 20 h, les 31 et 5 à 18 h : l'Autre Don Juan.
SAINT-GEORGES (878-63-47) (D. soir, L.) : 20 h 30 : le 31.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir, L.) : 21 h, dim. à 15 h 30 : le Fantôme à bascule.
STUDIO-THEATRE BERTRAND (783-64-66) : jeu, ven., sam. à 20 h 30 : Des soirs et des hommes.
TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79) L (D. L. Mar.) : 20 h 30 : Freud ; jeu, mar. 20 h 30, ven., sam. 22 h, dim. 15 h : l'Écume des jours ; II (D. soir, L. Mar.) : 20 h 30, dim. 15 h : Huis clos ; mar., mer. à 22 h, sam. et dim. à 18 h 30 : Feu et Violes.
THEATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-21) (D. L.) : 18 h 30 : Agir, je viens ; 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Émigrés.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D. L.) : 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THEATRE DU LYS (327-88-61) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h : l'Anti-chambre ; 22 h 30 : l'Intimité (dernière le 31).
THEATRE DE PARIS (280-09-30) L (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h : Peines de cœur d'une chatte anglaise.
THEATRE DU LYS (327-88-61) (D. soir, L.) : 20 h 30, dim. 15 h : l'Anti-chambre ; 22 h 30 : l'Intimité (dernière le 31).
THEATRE DE LA PLAINE (250-15-65) (D. soir, L. Mar.) : 20 h 30, dim. 17 h : la Ménagerie de verre.
THEATRE 13 (588-16-30) (D. soir, L. Mar.) : 21 h, dim. 15 h : l'Enfer d'amour.
THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80) - Grande Salle (D. soir) : 20 h 30, dim. 15 h : Dylan (dernière le 3) ; Petite salle 20 h 30 : les Exilés (à partir du 5).

THEATRE DU TOURTOUR (887-82-48) (D. L.) : 18 h 30 : la Croix en l'air ; 20 h 30 : Le mal court (dernière le 2).
TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir, L.) : 21 h, dim. 15 h et 18 h 30 : Les Femmes d'un homme.
VARIÉTÉS (233-09-92) (D. soir, L.) : 20 h 30, mat. dim. 15 h 30, sam., 18 h 45 et 22 h : l'Étiquette.
Les cafés-théâtres
ATHLÉTIC (624-03-83) (D. L. Ma.) : 21 h 30 : Homo Tap Dance.
AU BEC FIN (296-29-35) (D. L.) : 20 h 30 : Vous descendez à la prochaine ? ; 22 h : séance supplémentaire le samedi à 23 h 45 : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) (D. L.) : 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D. L.) : 1^{er}, 20 h 15 : Arenal - MC2 ; 21 h 30 : les Démons London ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres - II, 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 + sam., 24 h : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D. L.) : 18 h 30 : Laissez chanter les cloches ; 20 h 15 + sam., 23 h 30 : Tiens, voilà deux bouillies ; 21 h 30 : Manges-tu d'hommes ; 22 h 30 : l'Amour, c'est comme un bûcher blanc - II, 20 h 30 : Les blattreux sont fatigués ; 22 h : De la fantaisie dans l'orangeade.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D. soir, L.) : 20 h 15, mat. dim. 17 h : M. Laguerre : Roqueur ; 22 h 15 : Tragédie au radar.
L'ECUME (542-71-16) : les 30, 31, 1^{er}, 2 à 20 h 30 : P. Pellerin ; à 22 h : C. Gobert, I. Meyer.
LE FANAL (233-91-17) (D. L.) : 20 h : At-tendons la faulx (661-14-27) (D. L.) : 21 h 30 : la Salle n° 6 (à partir du 5).
LA GAGELIERE (367-62-45) (D. L.) : 20 h 30 : Ce n'est pas si grave, une femme ; 22 h : Paroles d'hommes.
LES LUCIOLES (526-51-64) (L.) : 19 h 30 : Si j'avais su ; 20 h 45 : Mieux vaut être que jamais ; 22 h 15 : A. Gould.
PATACHON (606-90-20) (Ma.) : 20 h 30 : Un sifflet dans la rière.
LE PETIT CASINO (278-36-50) (L.) : 21 h : Essayez, c'est pas sorcier ; (L.) : 22 h 30 : Guide des convenances 1919.
POINT-VIRGULE (278-67-03) (D. L.) : 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.
RESTO SHOW (508-00-81) (D. L. Ma.) : 20 h 30 : le Chemin des dames ; (D. L. Ma.) : 22 h : Hommage à J. Cocteau.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D. L.) : 20 h 15 : On est pas des pi-

geons ; 21 h 30 : A poil ; 18 h 30 et 22 h 45 : Autant en emporte le banc.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D. L.) : 20 h 30 : Le monde est petit, les Pygmées aussi ; 22 h : Albert.
LA TANIÈRE (337-74-39) : les 30, 31, 1^{er} et 2 à 22 h 30 : Claire.
LE TINTAMARRE (887-33-82) (D. L.) : 20 h 15 + sam., 24 h : Phébé ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; sam., 16 h : la Ténacité ; 22 h 30 : Triboules.
THEATRE DE DIX HEURES (606-07-48) (D. L.) : 20 h 30 : Si Marilyn... ; 21 h 30 : Saoules français ; 22 h 30 : S. Bascou (dernière le 2).
VEILLE GRILLE (797-60-93) (D. L.) : 20 h 30 : M. Musson (à partir du 5).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45) : 21 h, dim. 15 h 30 : A la courtoise.
THEATRE DES DEUX ANES (606-10-26) (Mer.) : 21 h, dim. 15 h 30 : A vos ronds... Fisc.

Les opérettes

MOCADOR (285-45-30) (L.) : 20 h 30, dim. 15 h 30 : Tu as les bras trop courts pour tuer avec Dieu.
RENAISSANCE (208-21-75) : mer., dim. 14 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam., 14 h 30, 20 h 30 : le Vagabond zigzag.

En région parisienne

BAGNEUX : Th. V-Singo (663-10-54) : les 30, 31 à 20 h 30 : Lady Macbeth au village.
CHATENAY-MALABRY : Fische de la Butte Rouge (661-14-27) (D. L.) : 21 h 30 : la Salle n° 6 (à partir du 5).
ELANCOURT : AFASC (050-13-75) : le 30 à 21 h : Gangster, rock ; le 1^{er} à 21 h : H. Tachan.
MALAKOFF : Théâtre 71 (655-43-45) : le 30 à 20 h 30 : Méro Courage et ses enfants.
MONTREUIL : Salle Berthelot (858-65-33) : les 30, 31, 1^{er} et 2 à 21 h, le 3 à 17 h : Travaux publics.
NANTERRE : Th. des Annamites (721-18-81) : le 30 à 19 h 30, les 1^{er}, 2 et 5 à 20 h 30 : Combat de nègres et de chiens.
SAINT-DENIS : Th. G-Philippe (243-00-59) : 1^{er}, (D. soir, L. Mar.) : 20 h 30, (D. L.) : 17 h : la Légende d'Agamemnon ; II (D. soir, L.) : 28 h 30, (D. L.) : 17 h : Le Superlun.
VILLEJUIF : Th. R-Rothand (726-15-02) : les 1^{er} et 2 à 21 h : Lazare Dupron.

En V.O. : U.G.C. ERMITAGE - PUBLICIS MATIGNON - PARAMOUNT ODEON
 En V.F. : U.G.C. BOULEVARD - MIRAMAR - U.G.C. GARE DE LYON - PARAMOUNT
 MONTMARTRE - LES ARCADES
 4 MOUSQUETAIRES à Saint-Michel-sur-Orge

Des bas-fonds de New York
 à la coupole du Vatican.
 Un gigantesque scandale.

CHRISTOPHER REEVE
 EST
Monsignore



CHRISTOPHER REEVE - MONSIGNORE
 avec GENEVIEVE BUJOLD - FERNANDO REV - JASON MILLER - JOE CORTES - RODOLFO CELI - TOMAS MILIAN

U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES V.O. - U.G.C. ROTONDE V.O. - 14 JUILLET BEAUGRENELLE V.O.
 U.G.C. ODEON V.O. - CINÉ BEAUBOURG V.O. - 14 JUILLET BASTILLE V.O. - U.G.C.
 BOULEVARDS V.F. - U.G.C. MONTMARNASSE V.F. - MAGIC CONVENTION V.F. - A partir du
 6 avril les IMAGES V.F.
 ROSNY Artel - CRÉTIL Artel - MARNE-LA-VALLÉE Artel - ENGHEN Français

Un secret qui défie l'imagination.
 Un secret que le temps ne peut enfouir.
 Un été en un lieu appelé Brooklyn.
 L'été de Sophie.
 Sophie avec Nathan...
 et un jeune homme qu'ils appellent Stingo.
 Tout un été ensemble.
 Tout un été à découvrir
 peu à peu le secret insensé de Sophie.

Sophie romantique, sensuelle,
 imprévisible, pathétique.
 Sophie qui elle-même
 ne pourrait expliquer son choix.

LE CHOIX
 DE SOPHIE



5 Nominations aux Oscars 1983

UIC Entertainment Présente
Meryl Streep - Kevin Kline - Peter MacNicol
 dans un film de Alan J. Pakula **"Le Choix de Sophie"** Une Production Keith Barish
 avec Alan J. Pakula Producteur William Styron Scénariste Nestor Alonzo et George Jenkins
 Musicien Morris Handshy Producteur Martin Stanger Producteur Alan J. Pakula et Keith Barish
 Réalisateur Alan J. Pakula

LES FILMS NOUVEAUX

BERLIN-HARLEM (***). LA FEMME DE CAUCHEMAR (***). FUCHS CITY (***). courts métrages allemands de Lothar Lambert, v.o. : Le Marais, 4 (278-47-86).

LE CHOIX DE SOPHIE, film américain de Alan J. Pakula, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-361); U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C.-Champs-Élysées, 8 (359-12-15); 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); v.f. : U.G.C.-Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44); Magic-Convention, 15 (828-20-64); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

LE DÉMON DANS L'ŒIL (*). film français de Francis Leroi : Forum, 1 (297-53-74); Berlitz, 3 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Studio de la Harpe, 3 (634-25-52); Ambassade, 8 (359-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-35-43); Maxville, 9 (770-72-86); Aubert, 12 (343-00-65); Fauvette, 13 (331-56-86); Montparnasse, 14 (327-52-37); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01).

L'IMPÉRATIF, film allemand de Krzysztof Zanussi, v.o. : Studio Cujas, 4 (354-89-22); U.G.C.-Biarritz, 8 (723-69-23); 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81); Paramus, 14 (329-83-11).

MONSIEUR PARRY, film américain de Frank Perry, v.o. : Paramus, 14 (329-83-11); Odéon, 6 (325-59-83); Publicité-Matignon, 8 (359-31-97); Ermitage, 8 (359-15-71); v.f. : Arcades, 2 (233-54-58); U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (320-89-52); Paramus, 14 (329-83-11); Montparnasse, 14 (327-52-37); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

SI ELLE DIT OUI, JE NE DIS PAS NON, film français de Claude Vital : U.G.C.-Opéra, 2 (261-50-32); Paramus, 14 (329-83-11); 2 (296-80-40); Paramus-Odéon, 6 (325-59-83); Mont-Carlo, 8 (225-09-83); George-V, 8 (562-41-46); Paramus-Bastille, 12 (343-79-17); Fauvette, 13 (331-56-86); Maxville, 9 (770-72-86); Mistral, 14 (327-52-37); Convention-Saint-Charles, 15 (579-33-00); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

TYGRA, LA GLACE ET LE FEU, dessin animé américain de Ralph Bakshi, v.o. : Forum, 1 (287-53-74); Hautefeuille, 6 (633-79-38); George-V, 8 (562-41-46); Marignan, 8 (359-92-82); Paramus, 14 (329-83-11); v.f. : Impérial, 2 (742-72-52); Maxville, 9 (770-72-86); Fauvette, 13 (331-56-86); Mistral, 14 (327-52-37); Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06); Gaumont-Convention, 15 (828-20-64); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

UN DIMANCHE DE FILM, film français de Michel Vianney : Paramus-Marivaux, 2 (296-80-40); Rex, 2 (236-83-93); U.G.C.-Opéra, 2 (261-50-32); Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 8 (359-41-18); Paramus-Opéra, 9 (742-56-11); U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C.-Gobelins, 13 (336-23-44); Paramus-Galaxie, 13 (580-18-03); Paramus-Montparnasse, 14 (329-83-11); Mistral, 14 (327-52-37); Magic-Convention, 15 (828-20-64); Mistral, 14 (327-52-37); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

MONTE CARLO - GEORGE V - PARAMOUNT MARIVAUX - MAXVILLE - U.G.C. OPÉRA MONTPARNOSSE - CLICHY PATHE - FAUVETTE - MISTRAL - PARAMOUNT ODÉON 3 SECRETAN - CONVENTION ST-CHARLES - PARAMOUNT BASTILLE

MIREILLE DARIC PIERRE MONDY
PAUL FREEMAN

SI ELLE DIT OUI...

JE NE DIS PAS NON!

CLAUDE VITAL

JEAN-FRANÇOIS CARRELLA - SÉBASTIEN FANTON

Les grandes reprises

ABSENCE DE MALICE (A. v.o.) : Espérance-Gallie, 14 (327-95-94).
ADIEU MA JOLIE (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77).
AGOURRE LA COLERE DE DIEU (A.L. v.o.) : 14-Juillet-Parasse, 6 (326-58-00).
ALLEZ COUCHER AILLEURS! (A. v.o.) : Action Écoles, 5 (325-72-07).
LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Napoléon, 17 (380-44-44).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (354-47-62).
L'AVVENTURA (It. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77).
LE BAISER DU TUEUR (A. v.o.) : Olympia-Saint-Germain, 6 (222-87-33); Olympia-Balzac, 8 (561-10-60).
BAS LES MASQUES (A. v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-62).
LA BÊTE (Fr. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Rotonde, 6 (633-08-22); Ermitage, 8 (359-15-71).
CABARET (A. v.o.) : Noctambules, 5 (354-42-34).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.o.) : Action-Christine (Bis), 6 (325-47-62).
DEEP END (Ang. v.o.) : Studio de la Harpe, 3 (634-25-52).
DELIVRANCE (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-82-56).
LE DERNIER MÉTRO (Fr. v.o.) : Capri, 2 (508-11-69); Paramus, 14 (329-83-11).
EMMANUELLE (Fr. v.o.) : Paramount-City, 8 (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr. v.o.) : Ranelagh, 16 (289-64-44).
L'ÉPOUVANTAIL (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-82-56).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A. v.o.) : Danton, 6 (329-42-62); Olympia-Balzac, 8 (561-10-60); Biarritz, 8 (723-69-23); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); v.f. : Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (320-89-52); Paramus, 14 (329-83-11); Montparnasse, 14 (327-52-37); Clichy-Patbé, 18 (522-46-01); Secrétaire, 19 (241-77-99).

(580-18-03); Mistral, 14 (327-52-37); Images, 18 (522-47-94); Secrétaire, 19 (241-77-99).
ERASEHEAD (A. v.o.) : Escorial, 13 (707-28-04).
LA FEMME TATOUÉE (Jap. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61).
FITZCARRALDO (A.L. v.o.) : Lucernaire, 6 (344-57-34).
LE FLEUVE SAUVAGE (A. v.o.) : Studio Contre-Scène, 5 (325-78-37).
FRANKENSTEIN JR (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-82-56).
HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).
LE GUEPARD (It. v.o.) : Ranelagh, 16 (289-64-44).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It. v.f.) : Trois Haussmann, 9 (770-47-55).
L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A. v.o.) : Napoléon, 17 (380-44-44).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-82-56).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) : (1^{re} partie), (2^e partie), Grand Pavois, 15 (554-46-83).
KEY LARGO (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).
LE LAURÉAT (A. v.o.) : Quartier Latin, 5 (326-84-25).
MACADAM COW BOY (A. v.o.) : Studio Alpha, 5 (326-84-25).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).
LA MÉLODIE DU BONHEUR (A. v.f.) : Grand Pavois, 15 (554-46-83).
MOURIR À TRENTE ANS (Fr. v.o.) : Ambroise, 11 (700-89-16).
LE MYSTÈRE PICASSO (Fr. v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 11 (357-90-81).
ORFÈVE NEGRO (Fr. v.o.) : Escorial, 13 (707-28-04).
PANIQUE À NEEDLE PARK (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-19).
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Cinéoches St-Germain, 6 (633-10-82).

U.G.C. BIARRITZ - 14 JUILLET BASTILLE PARAMUS - STUDIO CUJAS

TONY MOULIER PRÉSENTE

ENTRE LE DOUTE ET LA PASSION...

L'IMPÉRATIF

UN FILM DE ZANUSSI

Avec ROBERT POWELL
BRIGITTE FOSSEY
LESLIE CARON

PRIX SPÉCIAL DU JURY
FESTIVAL INTERNATIONAL MARCULINE
VENISE 82

PINOCCHIO (A. v.f.) : Grand Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); La Royale, 8 (265-83-56); Ermitage, 8 (359-15-71); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (327-52-37); Magic, 15 (828-20-64); Napoléon, 17 (380-44-44); Napoléon, 17 (380-44-44).
PORTIER DE NUIT (It. v.o.) : Olympia-Halles, 4 (278-34-15); Elysées-Lacord, 8 (359-36-14); Paramus, 14 (329-83-11); (V.J.) Arcades, 2 (233-54-58).
SEPT ANS DE RÉFLEXION (A. v.o.) : Action-Christine, 6 (325-47-62).
LE SHERIF EST EN PRISON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-82-56).
LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND (Ang. v.o.) : Logos, 5 (354-26-42); Olympia, petite salle, 14 (542-67-42).
LA STRADA (It. v.o.) : Cinéoches St-Germain, 6 (633-10-82).
LES SEPT SAMOURAI (Jap. v.o.) : Action-Christine bis, 6 (325-47-62).
SUNSET BOULEVARD (Boulevard du crépuscule) (A. v.o.) : Arcades, 17 (764-97-83).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A. v.o.) : Cinéoches, 6 (633-10-82).
TOM JONES (Ang. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61).

Les festivals
BUSTER KEATON : Marais, 4 (272-47-86) : mer. : les Lois de l'hospitalité; jeu. : Flançons en folie; ven. : le Tour du monde; sam. : la Conquête du Navigator; dim. : Ma vache et moi; lun. : Steamboat Bill Junior; mar. : le Mécano de la Général.
MARK BROTHERS (v.o.) : Action-Écoles, 5 (325-72-07) : mer. : Un jour au cirque; jeu. : Un jour aux courses; ven. : Plumes de cheval; sam. : mar. : la Soupe au caennard; dim. : Chercheur d'or; lun. : Une nuit à l'opéra.
NICOLAS RAY (v.o.) : Action-Lafayette, 9 (878-80-50) : mer. : les Diables de Guadalcanal; jeu. : les Indomptables; ven. : l'Empire du silence; sam. : l'Ami américain; dim. : les Amants de la nuit; lun. : Nick's trip.
HOMMAGE À DOROTHY B. HUGHES (v.o.) : Action La Fayette, 9 (878-80-50) : mer. : El tournant les chevaux de bois; jeu. : Action La Fayette, 9 (878-80-50); mer. : le Port de l'angoisse; ven. : sam. : Casablanca; dim. : lun. : mar. : le Grand Sommeil.
MARLON BRANDO (v.o.) : Escorial, 13 (707-28-04). 14 h : l'Homme à la peau de serpent; 16 h : Viva Zapata; 18 h : la Contesse de Hongkong; 20 h : Un tramway nommé Désir; 22 h : (v.o.) : Queimada.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : la Fénice des arts, 16 (527-77-55).
FILMS D'AMOUR (v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42) : mer. : Bobby Deersfield; jeu. : les Enchaînés; ven. : les Nuits de Cabiria; sam. : la Fibre dans le sang; dim. : le Monstre; lun. : Edouard et Caroline; mar. : Ruby Gentry.
HOMMAGE À ARLETTY, CARNE, PRÉVÈRE : Ranelagh, 16 (289-64-44), en alternance : les Visiteurs du soir; les Enfants du paradis; Le jour se lève; les Portes de la nuit.
DUSTIN HOFFMAN (v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21); L.J., 18 h 30 : Alfredo; Alfredo; L.J., 20 h 30 : John and Mary; L.J., 22 h 20 : le Rédempteur.
L. BERGMAN (v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11); 14 h 15 : les Fruits sauvages; 16 h 15 : la Leçon d'amour; 18 h 15 : la Source; 20 h 15 : Cris et Chuchotements; 22 h 15 : la Nuit des forêts.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18 (606-36-07) : mer. : Agent X 27; jeu. : le Ruffian; ven. : New-York, 42^e Rue; sam. : dim. : Providence; lun. : mar. : Travail au noir.
FRED ASTAIRE (v.o.) : Mac-Mahon, 17 (380-30-11) : mer. : lun. : Swing Time; jeu. : Gay divorcé; ven. : Damesse en détresse; sam. : mar. : Broadway Melody; dim. : En suivant la flèche.
STUDIO 43, 9 (770-63-40) : festival Jean-Pierre Léaud, comédien halluciné : mer. : 18 h : le Lion à sept têtes; mer. : 20 h : Out one sport; jeu. : 18 h : les Lolos de Lola; jeu. : 20 h : la Chinoise, débat avec J.-P. Léaud; jeu. : 22 h : les Quatre-Cents Coups; ven. : 18 h : l'Avanture de Billy le Kid; ven. : 20 h : le Lion à sept têtes; ven. : 22 h : Paul; sam. : 14 h : Out one sport; sam. : 18 h 30 : le Père Noël à la vue bleue; sam. : 20 h : la Concentration; sam. : 22 h : le Testament d'Orphée; dim. : 14 h : les Quatre-Cents Coups; dim. : 16 h : la Chinoise; dim. : 18 h : le Testament d'Orphée; dim. : 20 h : l'Amour en fuite; dim. : 22 h : la Concentration; lun. : 18 h : les Quatre-Cents Coups; lun. : 20 h : le Départ; lun. : 22 h : le Testament d'Orphée. En complément de programme : un court-métrage de Gérard Krause, le Réalisateur.

REPUBLIC-CINÉMAS, 11 (805-51-33) : festival Raul Ruiz : mer. : 18 h : 22 h : la Vocation suspendue, Querelle de jardins; mer. : 20 h : l'Expropriation, Colloque de chiens; jeu. : 18 h : 22 h : l'Hypothèse du tableau volé, les Divisions de la nature; jeu. : 20 h : Dialogues d'écrits, Colloque de chiens; ven. : 18 h : 22 h : le Territoire, la Classification des plantes; ven. : 20 h : le Borge, Querelle de jardins; ven. : 22 h : l'Hypothèse du tableau volé, les Divisions de la nature; sam. : 18 h : la Colonia penal, Querelle de jardins; dim. : 14 h : Dialogues d'écrits, Colloque de jardins; dim. : 16 h : 20 h : le Toit de la balaine, Colloque de chiens; dim. : 18 h : le Borge, la Classification des plantes; lun. : 18 h : 22 h : le

Territoire, la Classification des plantes; lun. : 20 h : Des grands événements et des gens ordinaires; mer. : 20 h : l'Hypothèse du tableau volé; le Réalisme socialiste; mer. : 22 h : la Vocation suspendue; Querelle de jardins.

Les séances spéciales

LE BEAU MARIAGE (Fr. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36), lun. 12 h 15.
CALIGULA (***). (It. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), sam. 0 h 20.
CELINE ET JULIE VONT EN BA-TEAU (Fr. v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), mer. 21 h 15.
LE CHAGRIN ET LA PITÉ (Fr. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), mar. 19 h 45.
CLÉMENTINE TANGO (Fr. v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4 (272-63-32), 20 h 20.
ET DIEU CREA LA FEMME (Fr. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), sam. dim. lun. 18 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), 22 h (cf. sam.).
L'HOMME À LA PEAU DE SERPENT (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.
L'HOMME INVISIBLE (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-19-68), 12 h et 24 h.
LETTERES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr. v.o.) : Olympia-Saint-Germain, 6 (222-87-23), 12 h.
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (A.L. v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4 (272-63-32), 22 h 10.
MÉLODIE (It. v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), mar. 21 h 45.
LE MÉFIS (Fr. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.
PETITES GUERRES (J.L. v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42), 18 h (cf. sam. dim.).
PERFORMANCE (Brit. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21), 0 h 30.
PLAY-TIME (Fr. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), dim. lun. 17 h 15; mar. 20 h.
PROVIDENCE (Ang. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), L.J., 20 h (cf. mar.).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61), L.J., 14 h.
LE SHERIF EST EN PRISON (A. v.f.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 16 h 10 + dim. 0 h 20.
SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A. v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42), 18 h (cf. sam. dim.).
SUBWAY RIDERS (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-19-68), 24 h.
LE TAMBOUR (A.L. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), L.J., 14 h (cf. mar.), 19 h 45.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) : (1^{re}) : Saint-Galaxie, 9 (354-22-11), 14 h, 22 h 35 et 0 h 20.
WANDA (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-19-68), 12 h.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE			
LE POTAGER DES HALLES 15, rue du Cygne, 1 ^{er} 296-83-30	Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1 ^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.	GASTRONOME INDIENNE . La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.	CHEZ DIEP 22, rue de Ponthieu, 8 ^e 256-23-96 Ouv. L.J.	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.	
AUR. DE RIQUERHIE 12, rue du Fg-Montmartre, 9 ^e 770-62-39 T.L.J.	De 12 h à 2 h du matin. Spécialités alsaciennes. Vins d'Alsace. Son RANC D'HUITRES et sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts.	AU PETIT RICHELIEU 770-68-68, 770-86-50 F. Dim.	Ranc d'huitres. Son MENU à 95 F. S.C. Ses vins de Loire. Décor contemporain authentique. Salons de 6 à 50 pers. Déj., Dîners-Soupers de 19 h à 0 h 15. Park. Devant.	LE LOUIS XIV 208-56-56/200-19-90 8, bd St-Denis, 10 ^e F. lun. dim.	Déjeuner, Dîner, SOUPERS APRÈS MINUIT. Huitres, Fruits de mer, Caviar, Rôtisserie, Gibiers, Salons, Parking privé assuré par voitures.
LA BOLÉE 344-23-57 F. Dim. 10, pl. Colonel-Bourgois, 12 ^e .	(Asc. 166, r. de Charenton). BAR CRÊPERIE. Déj. Dim. Serv. jusqu'à 21 h. Spéc. typ. BRETONNE, de sa cuisine rustique. Dégustation crêpes et galettes. P.M.R. 60 F.	LE SAINT-SIMON 380-88-68 116, bd Pereire, 17 ^e F. sam. midi-dim.	Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F. s.a.e. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine F. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.	EL PICADOR F. lun. dim. 80, bd des Batignolles, 17 ^e 387-28-87	Déjeuner, dîner, j. 22 h. SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES : sarrasins, gambas, bœuf, calamars, etc. P.M.R. 120 F. Salons pour banquet.
LE GRAND VENEUR 574-61-58 6, r. P.-Demours, 17 ^e F. sam. midi-dim.	Cadre rénové. Nouvelle carte. Spécialités. Caviar. Sole grand veneur, Filets de saumon, etc. P.M.R. 120 F.	AU POULBOT GOURMET 606-86-00 39, rue Lamarck, 18 ^e F. sam. midi/dim.	NOUVEAU - Un bistrot sympathique, dans un décor plein de charme. Avec une cuisine française de tradition. Prix moyen du repas 80 F. Déjeuner/dîner.	CHEZ GEORGES 574-31-00 Porte Maillot, 273, bd Pereire F. sam.	Maison chapeautée. L'on voit repartir jusqu'à 23 h. Ses plats cuisinés à l'ancienne tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côte et ses vins de propriétaires.
L'ORÉE DU BOIS 747-92-50 Pte Maillot, bois de Boulogne T.L.J.	Déj. d'aff. menu 150 F. vin compris. Dîners-spectacle d'été, jeudi, vendredi, samedi 190 F. Orch. animé avec Carlo NELLI. Sal. p. récept. 10 à 800 pers. Park. ass.	RIVE GAUCHE			
LA FERME DU PÉRIGORD 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5 ^e .	DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUS LES JOURS - Parking gratuit.	AU COCO DE MER F. dim. soir, lundi, 34, bd St-Marcel, 5 ^e 707-06-64.	Carte de poissons, arrivage direct des Seychelles cuis. par le chef de Bognerville aux Seychelles. Proj. de diapos. Amb. et cadre d'origine, traditionnel. P.M.R. 120 F.		
LA MAHARAJAH 325-12-84 15, rue J. Chaplain, 6 ^e F. mardi.	Jusqu'à 23 h 30. Carrefour Montparnasse/Raspail, venez déguster les spécialités de TANDOOR. Egalités 72, bd Saint-Germain, 354-26-07. F. lun. dim.	CL. FRANÇOISE 551-87-20/705-49-03 Atrépure des Invalides, 7 ^e	Menu à 90 F. et sa nouvelle carte de Printemps. Grands vins de Bordeaux en carafe. Dans un oasis de verdure. Ambiance musicale. Ouvert dim. au déj. F. dim. soir et lundi.		
SOUPERS APRÈS MINUIT					
LA CHAMPAGNE 10 h, pl. Clichy 874-44-78 J.H. Huitres - Coquillages toute l'année GRANDE BRASSERIE DE LA MER	WEPLER 14, place Clichy, 18 ^e 522-53-34 SON RANC D'HUITRES Foie gras frais - Poissons	LA CLOSERIE DES LILAS 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 et 354-21-68 Au piano : Yves MEYER.	LE LOUIS XIV 208-56-56/200-19-90 F. lun. dim. midi 4, bd St-Denis, 10 ^e . F. dim. de mer. Caviar, Rôtis. Gibiers. Park. privé assuré par voitures.		
Chef HANSI 3, pl. 18-Juin-1940 548-96-62 F. Tour Montparnasse, J. 3 h. mat. CHOUROUTE, FRUITS DE MER.	AU PETIT RICHELIEU 770-63-32 F. dim. dim. 22 h 35 et 0 h 15 Ranc d'huitres, menu à 95 F. (s.a.).				

COMMUNICATION

L'histoire de la télévision

(Suite de la première page)

Vous remarquerez que la télé, d'est comme au collège ou au lycée, on se moque de la chronologie. On donne un coup de projecteur sur une époque, celles des Rois maudits, sur un règne, celui d'Henry VIII (les Sept Femmes de...), et on s'attarde ou on décampe au gré des caprices de l'administration ou des engagements, des arrière-pensées politiques des réalisateurs. Pas question, chez nous, d'aborder de front, bille en tête, des événements récents, voire contemporains, à l'exception des Scandinaaves, des Anglais et des Américains.

D'abord, parce que nous sommes très regardants sur la ressemblance entre la copie et l'original. Voyez la façon dont est accueillie de samedi en samedi la « Gola » d'Ingrid Bergman. Ça fait scandale. Aux États-Unis, où le général MacArthur a trouvé en Henri Fonda un interprète plus vrai que nature, où John Kennedy encourage volontiers les trains d'un sosie de son frère Bobby, ça ne gêne personne.

Le Boulanger le Boulanger et le Petit Mitron

Ensuite, parce que nous n'avons aucun scrupule à occulter une réalité déplaisante ou peu réjouissante (exemples souvent cités : la collaboration ou la guerre d'Algérie). Pour s'assurer que toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, nous reculons jusqu'à l'extrême limite du grotesque le moment de passer aux aveux. Ainsi a-t-il fallu attendre jusqu'en 1978 pour voir à l'antenne les Chemins de la gloire, de Kubrick, célèbre monument aux morts inutiles de 14-18. Très soucieux de notre reflet au miroir de l'écran, le petit le grand, lui, fait beaucoup moins de chichis - nous éclairons systématiquement les débats de notre temps, le pacifisme ou les hauts et les bas de l'union de la gauche, par exemple, à la lumière infiniment plus douce, plus

tamisée des bougies, des chandelles et autres flambeaux d'antan. Transposées à des deux cents ans d'ici, habillées de belles phrases drapées à l'antique, nos préoccupations trouveront, grâce à ce procédé habituellement employé pour tromper la censure des États totalitaires, un écho assourdi dans la bouche des grands témoins de la Révolution, congélateur privilégié où se conservent intactes les idées-forces qui agitent encore les descendants des sans-culottes.

Marat et sa bagnioire, la Constituante, le serment du Jeu de paume, le collier de la reine - ah non ! - A pardon, ce n'était avant - la nuit du 4 août, les choux, la Conciergerie, le Comité de salut public, le Terreur, la fuite à Varennes, le 9 thermidor... On a planché là-dessus pendant des années et pourtant on confond encore tout. A peine avait-on réussi à nous faire admettre que, contrairement à ce que certains d'entre nous avaient appris à l'école, Robespierre n'était un gentil et Danton un méchant. Wajda est venu affirmer le contraire. Comment voulez-vous qu'on s'y retrouve ? Malgré le meilleur volontarisme du monde, nos pauvres têtes, nois vides, nois creuses, dodotaient sous le souffle puissant de ces tribuns qui parlaient comme des livres.

A noter, curieux dédoublement de la personnalité collective à jamais marquée par le crime de régence, une étrange mosaïque de débats, de tables rondes, de dramatiques destinées à entretenir, à la fois, notre fureur égalitaire et notre ferveur nobiliaire. Le roi, sa femme et le petit prince, ostensiblement surnommés le Boulanger, le Boulanger et le Petit Mitron, nous ont tiré des larmes de sang et plongés dans des abîmes de perplexité angoissée au cours d'interminables dossiers de l'écran consacrés à la question lancinante de savoir qui était Louis XVII. On téléphonait à tour de bras pour tenter de lever cet accablant mystère. C'était Shelli ! C'était Poullier ! C'était la princesse Anastasia ! Il y a même un qui s'appelle pour dire : c'est moi !

Celle de 14, celle que je préfère...

Napoléon, en dehors de Guerre et Paix, d'un film soviétique, de la Charte de Paris, d'une émission d'histoire de l'Europe, on ne l'a pas tellement étudié. On est passé vite fait à la Restauration, et on y est resté, un bon moment. A cause des « événements », Marqués par mai 68, on a été long à se calmer. On ne rêvait que de soulèvements, de bagarres, de manifs, de grèves, d'affrontements, de tendres et robustes idylles entre ouvriers et étudiants, de barricades, ça tombait bien, des barricades, ils en avaient aux Batailles-Chaumont, des belles, des anciennes, du louis-philippard, des charles X, vraiment d'époque, inscrites au catalogue de Flaubert et de Hugo.

Aujourd'hui, la gauche est au pouvoir, les temps sont durs et la révolution, on en a un peu marre. Ça n'empêchera pas la rediffusion de Lucien Lauwen la semaine prochaine. Mais, il n'y a rien à faire, on a la tête

Comment en juger ? On peut toujours se reporter aux bouquins d'où ces œuvres sont tirées. Démarche, paraît-il, plus fréquente chez l'adulte que chez l'enfant, lequel oppose souvent un « non merci : je connais déjà la fin », ferme et poli au cadeau surprise offert par ses parents avec, en guise de mode d'emploi, des conseils de lecture dont la lucidité le dispute à la lâcheté : « Tu devrais sauter la description du début et commencer à la page 78. Là où Louis XIII engueule le petit acteur blond, comment il s'appelle déjà... tu sais... celui que ton grand frère admire tant... »

Puisque nous sommes au rayon fiction, d'une librairie encombrée d'ouvrages récents attachés non pas à fixer le présent mais à évoquer le passé, on est en droit de se demander comment on s'y prendra d'ici un quart de siècle, quand il s'agira de maquiller l'actualité en empruntant ses fards aux années 80. Les emprunter à qui ? Aujourd'hui tout le monde écrit comme Dumas. A l'ancienne. Même Sagan. Il n'y a plus qu'au cinéma qu'on trouve le reflet du monde où nous vivons. N'oublions pas que, autrefois, les Balzac, les Dickens, les Zola, les Flaubert, les Sue, les Stendhal, ne craignaient pas de puiser dans un quotidien, souvent sordide, matière à inspiration. Cette absence de témoignage sur notre époque incitera peut-être, avec un peu de chance, nos réalisateurs à se jeter à l'eau et à traiter directement, franchement, courageusement des problèmes du moment au lieu de les déguiser sous des coiffures à la Fontanges, des robes à tournure, à traîne et à panier ou de les déplacer au petit trot des calèches, des tilburys, des diligences et autres carrosses à quatre chevaux.

CLAUDE SARRAUTE.

Lu « MILLE ANS DE VIE JUIVE AU MAROC », de Haïm Zafrani

Juifs et Arabes dans la paix

Le judaïsme maghrébin, né et fécondé dans le nord de l'Afrique il y a près de deux mille ans, a vécu plus d'un millénaire sous la bannière de l'islam, non pas à côté de la société musulmane mais en son sein, dans une étroite solidarité.

Les juifs maghrébins furent non seulement les héritiers d'une grande tradition culturelle arabe, mais aussi des acteurs qui ont développé, diversifié et enrichi cette culture en adhérent à sa langue classique et dialectale, s'insérant dans le devenir d'une civilisation en plein essor.

Certes, le judaïsme marocain connu, en des moments de crise politique - les interrègnes difficiles - la persécution, les exactions et les brimades. Mais d'après Haïm Zafrani, les deux groupes confessionnels entretenaient, à l'ordinaire, des relations paisibles. Il raconte, ainsi, comment, sous le règne de Moulay Ismaël (1672-1727), les juifs vivaient en toute sécurité, se déplaçant dans tous les pays sans jamais être inquiétés ni attaqués.

Profondément attachés à leur pays où ils étaient harmonieusement répartis (le ghetto n'existait pas), les juifs marocains voyageaient beaucoup dans le monde, soit pour les études (en Palestine) soit pour le commerce (en Afrique). A l'époque les hommes d'affaires étaient

des lettrés. Ils jouaient aussi le rôle d'émisseries culturelles. Haïm Zafrani donne l'exemple des pègrinations de Moïse Ben Isaac Ed-Der'y, né à Agadir en 1774, qui voyagea à Londres et Amsterdam, où il publia un recueil de quatorze sermons puis le Livre des miracles.

La traversée de ces mille ans de vie juive au Maroc va au-delà de l'histoire pour nous restituer le quotidien avec ses rituels, ses cérémonies, sa magie et son mystère.

Ce livre passionnant résume et conclut vingt-cinq ans d'étude et de recherche sur le judaïsme en terre d'islam. Tous les travaux de Haïm Zafrani démontrent la coexistence active et créatrice entre juifs et musulmans maghrébins durant des siècles. La dispersion des juifs marocains aujourd'hui est tout simplement un malheur, une infirmité pour cet imaginaire qui fut riche et puissant. Ce fut pour le préserver que le roi Mohammed V s'opposa en 1940 à l'application de la législation antijuive de Vichy : il donna aux juifs marocains un statut juridique d'égalité avec les musulmans. Ce geste était précédé de mille ans de vie et de création communes.

TAHAR BEN JELLOUN.
* Editions Maisonneuve et Larose, 316 pages, 156 F.

Mercredi 30 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Mercuriales de l'information : paroles de paysans.
- Un reportage à Saint-Georges-d'Angely (Calvados) sur les problèmes quotidiens des agriculteurs, suivi d'un débat avec les habitants du village.
- 22 h 45 Concert : Sinfonia sul Canal.
- De Phil Capéat, par l'Orchestre national de Lille, sous la direction de J.C. Casadesu (enregistré au Théâtre Sébastopol de Lille).
- 23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : U Catonaccio (le Pénitent).
- De D. Mamei et A. Léonard-Mastrati, avec B. Fresson, P. Maistri, N. Servan, M. Chévit.
- Un personnage masqué sème la terreur dans une petite ville corse. Truqué sur un mode policier, ce téléfilm se déroule comme une parabole sans fin. Violence, exécution des images, une œuvre déconcertante.
- 22 h 10 Série : Mesures en direct.
- Un petit boulot, un petit appartement, une petite femme, tranquille quoi ! Une enquête de P. Bonquet, réal. M. Ténade.
- Témoignages de jeunes délinquants des banlieues : Samia, Sénégalais de dix-sept ans, raconte un braquage, Mohamed, Marocain, lui, un cambriolage.
- 23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Cadence 3.
- Emission de Guy Lux, Lila Milic et Pascal Danel.
- Avec Mireille Darc et Fabienne Guyon.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, La science en marche : promenade au jardin des sciences.
- 21 h 55 Téléfilm : Le Chemin de Saint-Pancrace.
- D'après un conte de L. Demones, adaptation F. Kœller et J. Duque, avec M. Robin, C. Frot, Don Nod.
- Menacé d'être tué s'il ne fait pas un plein de fidèles à la prochaine messe de minuit, l'abbé Testard remet en état le chemin qui conduit à sa chapelle abandonnée, avec l'aide ironique de la garde-chièvre. Un conte incanté, mi-gentil, à la Daudet. Un peu démodé.
- 22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 22 h 50 Prélude à la nuit.
- Giovanni Pierluigi da Palestrina, par le Quatuor de flûtes Arcadie.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 30, La science en marche : promenade au jardin des sciences.
- 21 h 55 Téléfilm : Le Chemin de Saint-Pancrace.
- D'après un conte de L. Demones, adaptation F. Kœller et J. Duque, avec M. Robin, C. Frot, Don Nod.
- Menacé d'être tué s'il ne fait pas un plein de fidèles à la prochaine messe de minuit, l'abbé Testard remet en état le chemin qui conduit à sa chapelle abandonnée, avec l'aide ironique de la garde-chièvre. Un conte incanté, mi-gentil, à la Daudet. Un peu démodé.
- 22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 22 h 50 Prélude à la nuit.
- Giovanni Pierluigi da Palestrina, par le Quatuor de flûtes Arcadie.

Jeudi 31 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h HF 12 (info).
- 12 h 30 Tout court.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Objectif santé.
- Les soins infirmiers à domicile aux personnes âgées.
- 16 h 30 Croque-Vacances.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 50 Histoire d'en rira.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 20 Dessins animés.
- 19 h 45 Émission d'expression directe.
- Assemblée nationale et Sénat.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Les Beaux Quartiers.
- D'après le roman de Louis Aragon, adaptation de P. Savatier, réal. Jean Kerchbron, avec B. Brioux, B. Lafont, J.-P. Puyratin, J. Guisard... (première partie).
- En 1912 à Sarajevo. Les deux fils du docteur Barben-tane (radical de gauche) suivent chacun leur chemin. Tandis qu'Armand découvre les injustices sociales, Edmond fréquente la jeunesse dorée. Un feuilleton plutôt réussi.
- 22 h 10 Documentaire : Le Chemin des Indiens.
- Emission de J. Arlaud et M. Perrin, n° 2.
- La descendance d'Isho. Pratiques et conceptions de la mort chez les Indiens d'Amazonie. Un documentaire très bien filmé.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 13 h 30 L'Académie des neuf.
- 13 h 50 Émissions régionales.
- 14 h 50 Série : La vie des autres.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- Une nouvelle race de comédiens.
- 15 h Sport : Tennis.
- Tournoi de Monte-Carlo.
- 17 h 55 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Magazine : Résistance.
- De B. Langlois, réal. P. Desfons.
- Quatre reportages sur les droits de l'homme : les Haïtiens en République Dominicaine ; le procès du KOR avec A. Smolar représentant du syndicat Solidarnosc ; les prisonniers politiques en Ouganda et l'affaire Yami Mulinaris.
- 21 h 40 Magazine : Les enfants du rock, de A. de Cam.
- Au sommaire : Ferry ferries (portrait de Bryan Ferry) ; Haute-Tension (la télévision d'hier et celle d'aujourd'hui, avec Honeymoon Killers, Interlude Wonder...); et le jeu : l'impeccable.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.
- S.N.P.M.I. (Syndicat national petites et moyennes industries).
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
- 20 h 35 Cinéma sans visa.
- Emission de J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.
- 20 h 40 Film : Paratroopers.
- Film israélien de Y. Judd'Ne'Eman (1976), avec G. Cor, M. Monoshev, M. Varsbaviak, J. Monte (v.o.).

- sous-titrés).
- Un jeune homme, enrôlé dans les parachutistes, ne supporte pas les rigueurs de l'entraînement. Un officier cause sa perte en essayant, maladroitement, de l'aider. Film inédit en France, intéressant par son sujet mais qui semble assez ambigu dans sa position par rapport au corps d'élite de l'armée israélienne. A voir et à discuter.
- 22 h 10 Débat : Une armée comme les autres.
- Avec Y. J. Ne'Eman, réalisateur du film, Z. Sternhell, professeur à l'université de Jérusalem, C. Avital, ministre, conseiller à l'ambassade d'Israël à Paris.
- 22 h 40 Journal.
- 23 h 2 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 23 h 5 Prélude à la nuit.
- Études n° 7 et n° 8 de Claude Debussy, par C. Zerah au piano.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : les graines.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : les transformations du monde rural ; à 8 h 32, Visages de Nikos Kazantzaki ; à 8 h 50, Le sillon et la braille.
- 9 h 7, Matinales de la littérature.
- 10 h 45, Questions en zigzag... à F. Tristan : « La cendre et la foudre ».
- 11 h 2, Musique en société alternative : Copenhague, Christiania (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 45, Phonos.
- 14 h, Sons à Cherbourg.
- 14 h 5, Une fraise, des voix : « Le bon plaisir », de F. Giroud.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : départementale à Nantes ; à 17 h, Roule libre.
- 18 h 30, Festivals : La corinne France de mon grand-père.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'infarctus, féan social, avec le professeur A. Vacheron.
- 20 h, (Musique d'Aventures en Patagonie, de P. Kéneq, avec P. Cleveron, B. Bloch, M.-G. Pascal, P. Nazzari, suivi de « Hors texte », de M. Floriot.
- 22 h 30, Nuits magiques : la belle.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques du monde : œuvres de Donizetti, Delius, Gershwin, Boccherini, Schubert, Hummel.
- 8 h, 7, Le Bongolama 8-9.
- 9 h 5, L'oreille en collage.
- 9 h 20, D'asse oreille l'autre : œuvres de Perotin-Le Grand, Liszt, Abert, Zelenka, Chopin, de Falla.
- 12 h, Le royaume de la musique.
- 12 h 35, Jazz : Lars Gullin.
- 13 h, Musique Noire : œuvres de Naudé, Carradot, Rimsky-Korsakov, Kreutzer, Milhaud, Satie.
- 14 h 4, Musiques à l'époque : Saint-Saëns ; œuvres de Saint-Saëns, Ravel.
- 17 h 5, Répères contemporains : Ligeti.
- 17 h 30, Les Indes : la musique d'Érik Satie.
- 18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Studio 106) : Yochiko Seffer Septet.
- 19 h 38, Jazz : le bloc-notes.
- 20 h 30, Concert (donné à l'Auditorium 105 de Radio-France le 14 janvier 1982) : « Opéra pour toute l'humanité sans violence » de Mohit ; « Pastorale variée dans le style ancien » de Pierre ; « Sérénade » de R. Strauss ; « Danes de kermesses rhénanes » de Zimmermann ; « Canzon per sonar » de Werner ; « Et per la » de Lavano ; « Winds » de Constant ; par les philharmoniques de Châteauroux, dir. J. Kovacs.
- 22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 0 h 5, Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

- MERCREDI 30 MARS
- M. Pierre Métholier, président du C.D.S., est l'invité de l'émission « Magazine de l'Information » sur Radio-Solidarité, à 19 heures. (Paris, 89,8 MHz).
- JEUDI 1^{er} AVRIL
- M. René Souchon, secrétaire d'État chargé de l'agriculture et de la forêt, est l'invité de l'émission « Phaloyes » sur R.M.C. à 18 h 30.

Le Monde des
PHILATELISTES
LA REVUE DU COLLECTEUR

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle.
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e ☎ 347.21.32

Portes ou fenêtres à remplacer ?

Tout travaux garantis 10 ans ISO
Téléphonez au (1) 328.77.14
• Sur mesure - BOIS - PVC - ALU
• Fenêtres pour toits : Velux - Toiciel
26, avenue Guinoh 94160 St-Mandé (Porte de France) - Vincennes Métro Saint-Mandé-Tourville

هكمان الامن

De notre correspondant

JEAN-RENÉ LORE.

98. TEL. 770-44

هكذا من الأصل

LE NOUVEAU GROUPE BAUKNECHT
EUROPE : Un nouveau grand européen de l'électronique est né : BAUKNECHT HOLDING B.V., dont la présidence est assurée par M. VAN DER STEK, avec un capital de 45 millions de francs (117 MF) réparti à 26 % par PHILIPS et 74 % par un pool bancaire dominé par la DRESNER BANK.
Objectif : Développer plus avant le capital marque de BAUKNECHT avec le nouveau double atout d'une plus grande solidité financière et de l'expérience technologique conjointe de 2 géants.
FRANCE : BAUKNECHT S.A., la filiale française du groupe, reste dirigée par Bernard FERRAND, vice-président-administrateur délégué. Elle reprend à NEUILLY-SUR-MARNE les activités électroménagères et culinaires de l'ancienne société.
Son état-major comprendra désormais des responsables européens chargés de la coordination au niveau du groupe, mais la nouvelle unité gardera une indépendance commerciale totale en France avec, de surcroît, une direction des ventes et un service de gestion considérablement renforcés.

INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS AUX ÉTATS-UNIS

Contactez Coldwell Banker pour des investissements immobiliers aux États-Unis. Petits commerces, propriétés industrielles, immeubles de bureaux, immeubles d'habitation, terrains.

Coldwell Banker est en Amérique la société immobilière conseil la plus importante vous offrant les services d'experts d'une côte à l'autre.

Écrire ou téléphoner à Coldwell Banker Commercial Real Estate Services, Investment Department, 533 Fremont Avenue, Los Angeles, California 90071, U.S.A. Téléphone (213) 613-3123

COLDWELL BANKER

Courtage en immobilier commercial et résidentiel, financement, gestion, devis, consultations/recherche, gestion du développement, gestion de capital, assurances de titres.

AFFAIRES

La qualité du téléphone s'améliore estime l'AFUTT

Le téléphone fonctionne-t-il bien ? Sa qualité sonore est-elle bonne ? Les erreurs d'ajustage sont-elles nombreuses ? Le « 12 » est-il vraiment encombré partout ? Pour répondre, l'AFUTT (Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications) a réalisé une enquête auprès de trois cent vingt usagers ; sondage « non scientifiquement représentatif » mais néanmoins « significatif », selon l'association.

Le résultat est encourageant : la qualité du téléphone « s'améliore globalement », même si elle reste nettement insuffisante en France. Les P.T.T. sont perfectibles. Un abonné sur six a toutefois signalé avoir été gêné souvent ou assez souvent par des interférences d'autres communications et un sur deux par l'insuffisance du niveau sonore. Un quart des abonnés provinciaux se plaignent encore de ne pouvoir joindre facilement l'interurbain ou l'international, un dixième des parisiens aussi.

Mais 52 % des parisiens et 43 % des provinciaux ont noté une amélioration sensible du service.

Affaires

● C.E.E. : taxes antidumping contre certaines importations d'acier. — Les taxes que la C.E.E. vient de décider d'appliquer frappent les aciers provenant du Brésil, d'Argentine, du Canada et du Venezuela. Dans un communiqué, la Commission précise que ces importations ont totalisé 310 000 tonnes au cours des neuf premiers mois de 1982, contre 81 000 tonnes pour les douze mois de 1981. Elle souligne que ces importations sont en valeur de 23 % inférieures aux prix communautaires pour les mêmes aciers.

Agriculture

● Manifestation d'agriculteurs dans le Maine-et-Loire. — Pour dénoncer de leur inquiétude avant la fixation des prix agricoles à Bruxelles, six mille agriculteurs ont défilé, dans l'après-midi du 29 mars,

Il reste deux points noirs importants pour l'administration : la facturation que dans leur grande majorité les abonnés voudraient plus précise (les P.T.T. vont y remédier avec la facturation détaillée offerte progressivement à partir de cet été) et les renseignements. La moitié des parisiens et 39 % des provinciaux attendent « longuement » avant que « le 12 » ne décroche. Et quand enfin l'opérateur décroche, les lacunes de son fichier sont nombreuses (mise à jour trop lente, absence des professions...). L'informatisation de ce service, comme il l'est en Suisse depuis 1978 et comme il l'est progressivement en R.F.A., permettrait d'y pallier. Mais la France a choisi la voie de l'annuaire électronique, plus futuriste mais plus longue et plus coûteuse, déplore l'AFUTT.

A propos de la récente taxation dans les cabines téléphoniques parisiennes pour les appels à Paris, l'Association s'estime satisfaite de la taxation « à la durée », mais elle eût préféré un prix de 50 centimes pour dix minutes (plutôt que pour trois minutes), car la décision prise pénalise les usagers les plus démunis qui n'ont pas les moyens de se payer un téléphone à domicile.

Faits et chiffres

dans les rues d'Angers (Maine-et-Loire), y provoquant de gigantesques embouteillages. Vers 17 heures, alors que la manifestation s'était déroulée dans le calme et la discipline, un automobiliste a brandi un gourdin, puis a lancé sa voiture sur le cortège des manifestants, blessant trois d'entre eux. Les agriculteurs ont alors retourné la voiture, tandis que l'automobiliste parvenait à s'enfuir à pied.

● Les États-Unis envisagent de subventionner leurs exportations agricoles. — Les États-Unis vont subventionner leurs exportations agricoles si les Européens n'arrêtent pas de subventionner les leurs, a affirmé, le 29 mars, au cours d'un symposium réuni à Kansas-City, un responsable du département de l'agriculture, M. Leo Mayer, directeur adjoint du service étranger du

ACHEVANT SA RÉORGANISATION

La Caisse des dépôts constitue une société-holding destinée à regrouper l'ensemble de ses filiales

Après la réorganisation complète des structures — et la redéfinition des objectifs — de la Caisse des dépôts et consignations annoncée à la fin de l'année précédente par son nouveau directeur général, M. Robert Lion (le Monde du 23 décembre 1982), il restait à assurer la refonte complète des filiales techniques de la Caisse.

Cette dernière étape vient d'être franchie — sur le papier — avec la création d'une société-holding baptisée « Caisse des dépôts-développement », qui doit regrouper la totalité des participations et des pouvoirs détenus jusqu'ici par cet organisme dans l'ensemble de ses nombreuses filiales, avec, pour mission, d'orienter, d'animer, de coordonner et de contrôler l'action de ce nouvel édifice.

La tâche est ambitieuse. Avec un chiffre d'affaires non consolidé voisin de 3 milliards de francs et le concours de vingt mille cinq cents agents (y compris les effectifs des

sociétés de réalisation, notamment à l'étranger), les filiales techniques de la Caisse des dépôts représentent un volume d'investissements de 18 milliards de francs environ, répartis dans quatre secteurs : l'habitat, l'aménagement, les sociétés d'études et de conseils et le secteur associatif.

Au total, ce sont près de vingt-cinq sociétés qui seront intégrées à la Caisse des dépôts-développement, société anonyme à conseil de surveillance et directrice. La présidence de ce conseil a été confiée à M. Bernard Brunhes, qui devient ainsi l'un des membres de l'équipe dirigeante de la Caisse des dépôts tandis que M. Lion assurera la présidence du conseil de surveillance.

Ancien conseiller du premier ministre pour les affaires sociales, M. Brunhes a également été appelé à la présidence de la S.C.E.T. (Société centrale pour l'équipement du territoire), l'une des principales filiales de la Caisse des dépôts chargée d'animer un large réseau de sociétés d'économie mixte en liaison avec les collectivités locales. La S.C.E.T., qui emploie huit cent soixante personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 290 millions de francs en 1982.

département de l'agriculture, a affirmé que « les subventions ont permis aux Européens de conquérir une part anormale du marché mondial ». — Il est évident, a-t-il ajouté, qu'ils ne réaliseront pas leur politique agricole tant qu'ils n'auront pas compris que de telles pratiques se paient. — (A.F.P.)

Social

● L'utilisation du bois dans les constructions pour les personnes âgées est recommandée par M. Daniel Benoit, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées. En présence de M. René Soucheon, secrétaire d'Etat chargé de la forêt, et en liaison avec le ministère de l'Urbanisme et du logement, M. Benoit a annoncé le mardi 29 mars qu'il avait chargé un architecte, M. Yves Chaperot, d'une mission d'études et de coordination dans ce domaine.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

LE DÉFICIT COMMERCIAL EST RESTÉ ÉLEVÉ EN FÉVRIER

Washington (A.F.P. Agf). — Le déficit de la balance commerciale américaine a légèrement augmenté en février, atteignant 3,58 milliards de dollars (contre 3,57 milliards après révision, en janvier), malgré une importante réduction des importations pétrolières. En février 1982, le solde négatif avait été de 1,79 milliard. Les exportations ont représenté 16,33 milliards de dollars, en diminution de 6,1 % par rapport au mois précédent, tandis que les importations reculaient de 5 %, se situant à 19,91 milliards de dollars.

Les achats de pétrole sont tombés à 3,74 millions de barils par jour, soit, selon le département du Commerce, le plus bas niveau connu depuis les années 60. En janvier, les États-Unis importaient 4,79 millions de barils par jour et 5,04 millions en février 1982. Cette baisse des prix devrait permettre, estime-t-on, d'enregistrer en 1983 un déficit commercial moins élevé que les 60 à 70 milliards prévus il y a quelques mois par le secrétaire au Commerce, M. Malcolm Baldrige. Ce déficit devrait néanmoins dépasser les 43 milliards de 1982.

● L'inflation en Suisse. — Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en Suisse au cours du mois de février par rapport à janvier. En un an, le taux d'inflation est de 4,8 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$E.-U.	7,2545	7,2595	+ 120	+ 160	+ 250	+ 300	+ 625	+ 785
S. can.	5,9025	5,9085	+ 185	+ 155	+ 210	+ 270	+ 530	+ 655
Yen (100)	3,6265	3,6305	+ 115	+ 140	+ 255	+ 290	+ 770	+ 840
DM	2,9985	3,0005	+ 160	+ 185	+ 340	+ 370	+ 950	+ 1020
Fl. bel.	2,6020	2,6050	+ 165	+ 190	+ 340	+ 365	+ 940	+ 965
F. S.	15,895	15,915	+ 35	+ 65	+ 335	+ 35	+ 815	+ 335
F. S. (100)	3,4930	3,4980	+ 215	+ 245	+ 450	+ 485	+ 1330	+ 1425
L. (1 000)	5,0265	5,0320	+ 265	+ 265	+ 485	+ 360	+ 1570	+ 1350
£	10,5780	10,5920	+ 58	+ 145	+ 140	+ 255	+ 500	+ 720

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 3/8	11 1/8	9 3/8	9 7/8	9 3/8	9 7/8	9 11/16	9 15/16
\$E.-U.	4 7/8	5 1/8	4 3/4	5 1/8	4 3/4	5 1/8	5	5 3/8
DM	3 3/4	4 1/8	3 3/4	4 1/8	4	4 3/8	4 1/2	5
Fl. bel.	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12	12 1/2	12	12 1/2
F. S.	13 1/4	14 3/4	3 3/4	4 3/8	3 5/8	4 1/4	3 5/8	4 1/4
L. (1 000)	15	20	15 3/4	18	16	18	17 1/2	18 3/4
£	10 1/2	11 1/4	10 1/2	11 1/4	10 7/16	11 3/16	10 3/4	11 1/4
F. franc.	11 3/4	12 1/2	11 3/4	12 1/2	11 3/4	12 3/4	13	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, U.S.A.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 11 rue Viala 75017 Paris, Tél. 723.67.48
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____
Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SONACOS

32-36, rue Calmette, B.P. 639 à DAKAR (Sénégal)
Tél. (221) 23-10-52 - Tél. 418 et 665 SG

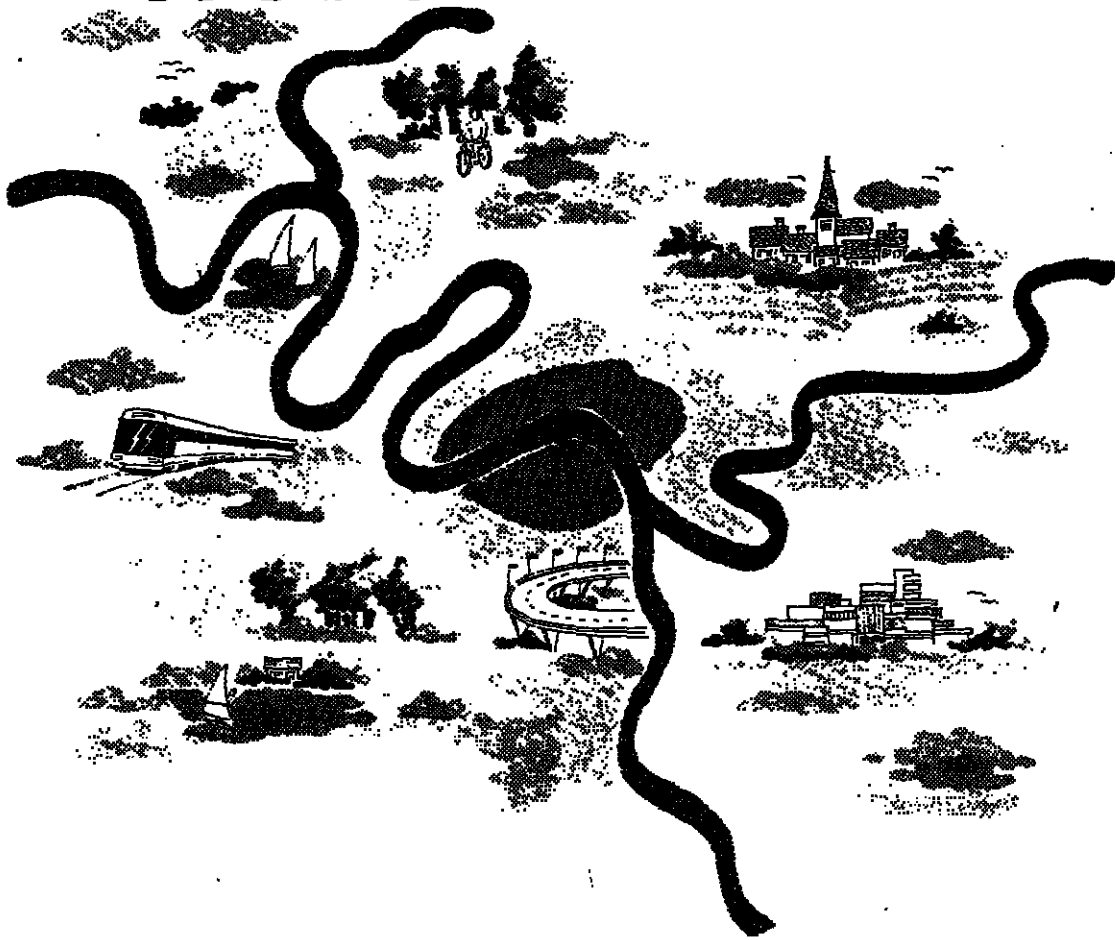
- lance un appel d'offres pour la modernisation de son établissement industriel de Dakar
- LOT NR 3/1/D : Atelier complet de traitement d'oléagineux par extraction à l'hexane, d'une capacité de 600 tonnes/jour de tourteaux d'arachide à 17 % d'huile.
 - LOT NR 3/2/D : Chaudière à combustion directe de coques d'arachide, d'une capacité de production de 45 tonnes/heure de vapeur à 58 bars et 450 °C.
 - LOT NR 3/3/D : Unité de double déminéralisation des eaux pour l'alimentation de la chaudière ci-dessus.
 - LOT NR 3/4/D : Accessoires d'équipements du réseau de distribution de vapeur.

Les cahiers des charges seront à retirer ou seront expédiés sur demande par le secrétariat de la direction générale de la SONACOS contre le somme de :

- 15.000 francs C.F.A. ou 300 F.F. pour le lot NR 3/1/D.
- 30.000 francs C.F.A. ou 600 F.F. pour le lot NR 3/2/D.
- 5.000 francs C.F.A. ou 100 F.F. pour le lot NR 3/3/D.
- 5.000 francs C.F.A. ou 100 F.F. pour le lot NR 3/4/D.

A compter du 31 mars 1983.
Les soumissions devront parvenir au secrétariat de la direction générale de la SONACOS le 31 mai 1983 à 9 heures au plus tard.

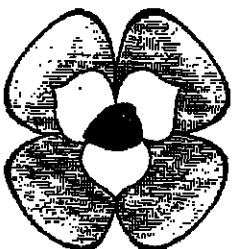
LA REGION D'ILE-DE-FRANCE A CŒUR OUVERT...



Des transports, des logements, des crèches, des maisons de retraite, des hôpitaux, des équipements sportifs, culturels et de loisirs, des espaces verts... telles sont les réalisations auxquelles la Région d'Ile de France consacre un budget de plus de 3 milliards de francs.

Pour être bien dans sa Région

Pour vivre bien en Ile-de-France



LA REGION D'ILE-DE-FRANCE
AMÉLIORE VOTRE VIE QUOTIDIENNE

Crédit Mutuel

EMPRUNT MARS 1983

ÉMIS PAR LA

CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION

BALO du 28 mars 1983

MONTANT : 600 millions de francs, divisés en 120 000 obligations de 5 000 F nominal.

PRIX D'ÉMISSION : 99,50 %, soit 4 975 F par obligation.

DATE DE JOISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 18 avril 1983.

TAUX D'INTÉRÊT : 15 %.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 15,13 % (au 18 avril 1983).

DURÉE TOTALE : 10 ans.

VIE MOYENNE : 6,6 ans pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement.

AMORTISSEMENT NORMAL : en dix annuités à partir du 18 avril 1984 sur la base d'une annuité constante d'intérêt et d'amortissement :

- soit par voie de tirage au sort annuel (moitié au moins des titres à amortir dans l'année) ;
- soit par rachats en Bourse.

TABEAU D'AMORTISSEMENT

Date de l'échéance	Nombre de titres à amortir
18 avril 1984	5 910
18 avril 1985	6 797
18 avril 1986	7 816
18 avril 1987	8 989
18 avril 1988	10 337
18 avril 1989	11 888
18 avril 1990	13 671
18 avril 1991	15 721
18 avril 1992	18 080
18 avril 1993	20 791
Total	120 000

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : exclu sauf par rachats en Bourse.

RÉGIME FISCAL : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut de leurs coupons diminués à leur choix :

- soit d'une retenue de 10 % qui ouvre droit à un crédit d'impôt d'égale montant ;
- soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

En outre, les intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

MAINTIEN DE L'EMPRUNT A SON RANG : la Caisse Centrale du Crédit Mutuel s'engage jusqu'à la mise en remboursement effective de la totalité de ces obligations, sans toutefois que cet engagement affecte en rien sa liberté de disposer de la propriété de ses biens, à ne conférer au profit d'autres bons ou obligations négociables aucune hypothèque sur les biens et droits immobiliers qu'elle peut ou pourra posséder, sans que les présentes obligations soient appelées à profiter des mêmes garanties et au même rang.

COTATION : l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris sera demandée dès la clôture de l'émission.

SERVICE FINANCIER : pendant toute la durée de l'emprunt, la Société tiendra à la disposition de toute personne qui en fera la demande la liste des établissements chargés du service financier.

SOUSCRIPTION : les souscriptions sont reçues dans toutes les caisses de Crédit Mutuel.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA SOCIÉTÉ

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel est une société anonyme coopérative à capital variable constituée sous le régime de la législation française et régie par les lois réglementant les sociétés anonymes, les dispositions légales particulières aux sociétés à capital variable, les dispositions formant le statut général de la coopération, l'article 5 de l'ordonnance n° 58.966 du 16 octobre 1958.

Le capital social actuellement fixé à 50 000 000 F est divisé en cent mille actions de 500 F chacune, entièrement souscrites et libérées en numéraire.

Elle a pour objet principal :

- de gérer les intérêts financiers mis en commun par les caisses adhérentes et par leurs sociétaires ;
- de faciliter le fonctionnement financier des caisses adhérentes et notamment de constituer les fonds de réserve et de garantie nécessaires pour assurer la sécurité des dépôts reçus par ces caisses.

Elle permet en outre aux caisses fédérales d'accroître leur potentiel de prêts en organisant le recours aux sources traditionnelles de refinancement, par des emprunts effectués sur le marché monétaire et l'émission d'emprunts obligataires.

BILANS AU 31 DÉCEMBRE (en milliers de francs)

	1980	1981	1982 (provisoire)
ACTIF TOTAL	17 989 938	19 738 611	18 850 729
Immobilisations nettes	90 574	222 151	274 767
Comptes de tiers	2 058 577	2 051 534	2 952 098
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	8 636 579	8 160 326	7 411 293
Comptes financiers	7 204 208	9 304 600	8 212 571
PASSIF TOTAL	17 989 938	19 738 611	18 850 729
Fonds propres	177 842	243 545	276 482
Emprunts à plus d'un an	3 962 680	3 572 403	4 256 638
Comptes de tiers	546 609	628 801	878 446
Valeurs données en pension	6 146 500	6 076 000	1 166 000
Comptes financiers	8 956 307	9 217 862	12 273 163
Engagements reçus	194 370	524 968	552 887
Engagements donnés	537 757	991 144	1 011 440

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS ET DES CRÉDITS DE L'ENSEMBLE DES CAISSES DU CRÉDIT MUTUEL (en millions de francs)

AU 31 DÉCEMBRE	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
● Évolution des dépôts	31 128	37 573	47 711	60 435	68 826	79 942	92 270
● Évolution des crédits	17 758	22 007	27 237	34 820	41 508	46 639	53 058

LES HOMMES

4 700 000 clients
dont
3 300 000 sociétaires
33 000 administrateurs
15 000 salariés

LES STRUCTURES

Plus de 4 000 caisses locales et bureaux
21 fédérations
et 21 caisses fédérales
La Confédération
et la Caisse Centrale

STRUCTURE DES DÉPÔTS (par nature)

Comptes chèques	17 %
Comptes sur livrets	69 %
Épargne-logement	7 %
Comptes à terme et bons de caisse	7 %
	100 %

STRUCTURE DES CRÉDITS (par affectation)

Habitat	52 %
Équipements collectifs	27 %
Crédits professionnels	9 %
Équipement familial, crédits personnels divers	12 %
	100 %

PERSPECTIVES D'AVENIR ET BUT DE L'ÉMISSION

Le CRÉDIT MUTUEL a connu ces dernières années un développement rapide qui s'est accompagné d'une progression importante de ses activités.

L'émission de cet emprunt de 600 000 000 F a pour objet de ren-

forcer les capitaux permanents dont dispose la CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL et lui donner les moyens de faciliter le fonctionnement, le financement et le développement des caisses de CRÉDIT MUTUEL en vue d'améliorer le service rendu à leurs sociétaires et clients.

COMPTES DE RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ (en milliers de francs)

	1980	1981	1982 (provisoire)
TOTAL DES PRODUITS	1 696 078	1 903 177	2 182 843
(dont intérêts et commissions reçues)	(1 657 171)	(1 789 837)	(2 174 502)
TOTAL DES CHARGES	1 670 366	1 846 244	2 130 411
(dont intérêts et commissions versés)	(1 611 916)	(1 751 509)	(2 061 294)
Excédent avant impôt sur les sociétés, amortissements et provisions	25 712	56 933	52 432
Excédents nets	1 571	2 145	3 810

PERSONNES QUI ASSURENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le directeur général,
G. GALICHON.

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la société. Le bilan au 31 décembre 1982 est en cours de certification. Les procédures suivies pour son établissement sont conformes aux procédures habituelles de l'entreprise.

Les commissaires aux comptes,
A. GREVOUL - R. HANSE.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a apposé, sur la présente note, le visa n° 83-77 en date du 24 mars 1983.

Le rapport annuel sera fourni sur demande adressée au siège de la Société, 88-90, rue Cardinet, 75017 PARIS.

هكوان الوطن

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Daniel Deguen, président du Crédit Commercial de France, s'est rendu aux États-Unis d'Amérique du 16 au 19 mars 1983.

Il a rencontré à New-York les dirigeants des principales banques avec lesquelles le C.C.F. est en relation et a constaté que ces rapports se développaient de façon très positive tant avec la succursale de New-York qu'avec le siège à Paris.

A Washington, Daniel Deguen s'est entretenu avec M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds Monétaire International, et M. A.W. Clausen, président de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement, de l'évolution de la situation d'un certain nombre de pays, des conditions d'une reprise de la croissance économique mondiale et des perspectives de coopération entre les institutions financières internationales et la communauté bancaire.

Le Crédit Commercial de France, qui est l'une des premières banques françaises sur le plan international, continuera, aux côtés de ses partenaires français et étrangers, à apporter son concours aux nations qui ont actuellement à faire face à de graves problèmes de liquidité mais qui adoptent les mesures propres à rétablir à terme les conditions de leur solvabilité et d'un développement équilibré.

C.C.F. PARIS
103, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
Tél. (1) 720-92-00
Téléc. CCF X 630 300 F

C.C.F. NEW-YORK
Mr. G. Galante
450 Park Avenue, 7th Floor
New-York, NY 10022 - U.S.A.
Tél. (1) 212-486-30-80
Téléc. 023600 CCFX UR
236773 CCFX UR

BANQUE ODIER BUNGENER-COURVOISIER

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Odier-Bunger-Courvoisier a été tenue le 21 mars 1983 sous la présidence de M. Daniel Deguen, président du conseil d'administration, assisté par l'Onsieur baronier et commercial et le Crédit commercial de France en tant que scrutateurs.

L'assemblée a approuvé le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31 décembre 1982. Le total du bilan s'élève à 1 824 643 086 F contre 1 542 178 584 F et les comptes de dépôts progressent de 845 772 104 F à 1 192 638 554 F. Le bénéfice net de l'exercice s'établit à 13 963 252 F contre 17 311 310 F en 1981.

Il a été décidé d'affecter 8 000 000 de francs à la réserve générale et de verser aux actionnaires un montant total de 6 000 000 de francs, soit pour chaque action un dividende de 15 F majoré d'un avoir fiscal de 7,50 F, identique à celui de l'exercice précédent.

SOFICOMI

Le conseil d'administration de la Société pour le financement d'immobilier commercial et industriel « SOFICOMI » s'est réuni le 28 mars 1983 pour arrêter les comptes de l'exercice 1982, qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire le 26 mai 1983.

Les opérations nouvelles engagées au cours de l'exercice écoulé ont représenté 134,9 millions de francs, montant ramené à 121,1 millions de francs, après diminution d'engagements antérieurs pour 13,8 millions de francs. Ce montant de 121,1 millions de francs d'engagements se répartit à raison de 92,9 millions de francs pour le crédit-bail et de 28,2 millions de francs pour la location simple.

Au total, à fin 1982, l'ensemble des engagements subsistant depuis l'origine de la société a dépassé le milliard de francs, puisqu'il atteignait 1 016 millions de francs en chiffres ronds, dont 337,7 millions de francs au titre de la location simple. De la sorte, le patrimoine locatif de la société couvre désormais largement ses fonds propres (304,3 millions de francs).

L'ensemble des produits de l'exercice s'est élevé à 157 571 730,61 francs. Compte tenu d'une dotation de 26 605 600,39 francs aux comptes d'amortissements et provisions, le bénéfice ressort à 83 062 834,81 francs, dont 81 525 366,52 francs au titre du bénéfice « sifcomi » exonéré, contre 68 988 972,05 francs en 1981, qui marque ainsi une progression de 18,17 % (le bénéfice du secteur assujéti à l'impôt sur les sociétés, et dont le caractère exceptionnel avait été souligné l'an dernier, se trouvant ramené de 3 524 786,71 francs à 1 537 468,29 francs).

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant global de 69 364 729,80 francs en augmentation de 13,89 % sur celui de l'exercice 1981 (60 903 959,50 francs). En conséquence, le dividende unitaire, applicable aux 2 073 684 actions composant le capital social au 31 décembre 1982, contre 2 064 541 actions au 31 décembre 1981, ressort ainsi à 33,45 francs par action contre 29,50 francs par action pour l'exercice précédent (soit + 13,38 %).

Ce dividende unitaire est assorti, à titre exceptionnel, d'un avoir fiscal de 0,38 franc contre 0,36 franc au titre de l'exercice 1981. Dans ces conditions, le dividende total, avec fiscalité comprise, ressort à 33,83 francs, contre 30,36 francs (soit + 11,42 %).

VEUVE CLICQUOT PONSARDIN

Maison fondée en 1772

Le conseil d'administration réuni le 25 mars 1983 a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le solde d'exploitation s'établit à 66,42 millions de francs (contre 61,48) après 12,21 millions de francs d'amortissements dont 5,71 millions de francs au titre des frais d'augmentation de capital.

Le bénéfice net comptable qui s'élève à 36,23 millions de francs (contre 22,73) a été obtenu après, entre autres, accroissement net de 4,59 millions de francs (contre 40,51) des provisions pour hausse des prix.

Au niveau consolidé les chiffres 1982 incluent, pour la première fois et à hauteur de 74,6 %, les résultats des Parfums Givenchy qui ont réalisé un bénéfice net de 25,55 millions de francs (contre 18,70).

De ce fait les comptes consolidés (part du groupe) apparaissent en progression sensible avec :

- un solde d'exploitation de 127,26 millions de francs (contre 104,65) ;
- un bénéfice comptable de 65,17 millions de francs (contre 30,19) ;
- un bénéfice net ajusté (c'est-à-dire corrigé des provisions pour hausses des prix) de 67,45 millions de francs (contre 55,57).

La société n'étant pas concernée par les dispositions de la loi limitant la progression des bénéfices distribués, il sera proposé à l'Assemblée générale convoquée pour le 17 juin 1983 la distribution d'un dividende net de 29 francs par action (soit 43,50 francs avec avoir fiscal), contre 23 francs net en 1982.

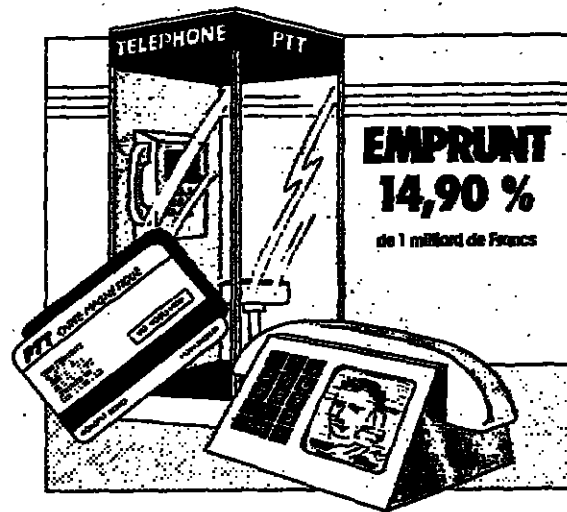
PARFUMS GIVENCHY

Lors de sa séance du 25 mars 1983, le conseil d'administration a coopté M. Jean Courtière en remplacement de M. Jean-Paul Elkann, démissionnaire.

Sur proposition de M. Alain de Vogüé, vice-président, M. Jean Courtière a été nommé président-directeur général de la société.

FRANCETEL

LE TELEPHONE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN



Taux de rendement actuariel brut : 15,05 %

Prix d'émission : 99,36 %, soit 4 968 F par obligation.

Durée totale : 12 ans, via moyenne : 6 ans 1/2

Souscriptions : Banques, PTT, Crédit Agricole et Comptables du Trésor.

FRANCETEL, Société Française de Télécommunications S.A. au capital de 150 000 000 F
12, rue Faguet - 75003 Paris - RCS Paris 8 303 896 177
RND - 28 mars 1983.



FRANCETEL

VOTRE INTERET SUR TOUTE LA LIGNE.

البنك العربي للتجارة

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

S.A. au capital de 300 000 000 de FF.

Réuni le 28 mars 1983 sous la présidence de M. Habib Hakiki, le conseil d'administration de la Banque Intercontinentale Arabe (B.I.A.) a arrêté les comptes de l'exercice 1982, qui seront soumis à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra le 27 mai 1983.

Le bilan totalise 12 252 528 278 francs contre 10 165 371 316 francs au 31 décembre 1981, soit une progression de 20,50 %.

Le bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 25 912 796 francs contre 24 219 675 francs pour l'exercice 1981, soit une progression de 7 %.

Il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 1983 de distribuer un dividende de 10 % (10 % au titre de l'année 1981).

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

79-81, boulevard Haussmann Paris 8

Le Conseil d'Administration réuni le 29 mars a arrêté les comptes de l'exercice 1982. Malgré une conjoncture internationale difficile, les résultats peuvent être jugés assez satisfaisants.

Le produit net d'exploitation bancaire atteint 338 millions de francs, en progression de 37,5 % sur l'exercice précédent, en francs constants.

Compte tenu de la conjoncture, l'exécution des provisions constituées est en forte augmentation, passant, d'un exercice à l'autre, de 52,5 millions de francs à 125,5 millions de francs et le bénéfice net après impôts sur les sociétés (ce dernier en augmentation de 18 %) s'élève à 53,5 millions de francs contre 50,4 millions de francs en 1981. Le bilan s'équilibre à 32,9 milliards de francs.

A l'Assemblée Générale, convoquée pour le 25 mai prochain, il sera proposé, une fois encore, de ne pas distribuer de dividende afin de porter en réserves le bénéfice de l'exercice écoulé pour renforcer les fonds propres.

Découvrir la CHINE

LIVRES ET REVUES EN FRANÇAIS ET EN CHINOIS Catalogue sur demande

Librairie LE PHENIX 72, Bd de Sébastopol 75003 Paris 272 70 31

MECANIQUE DES MONNAIES

Jacques RIBOUD, professeur H. GUILLON 2^e édition, complétée avec le MONÉTARISME - 504 pages

Éditions de la R.P.P. 17, av. Gaspard 75017 Paris - 267 05 43



SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

EXERCICE 1982

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ALTER	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	ADÉQUATION REND. SÉQUANALISÉ (URBAIN)	L.U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations étrangères et étrangères	60 % min. actions franc. (Loi Monory)	Valeurs françaises diversifiées	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères diversifiées
Les SICAV de l'Union des assurances de Paris ont convoqué leurs actionnaires en assemblée générale annuelle, pour approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 :	22 mars 1983	16 mars 1983	14 mars 1983	25 mars 1983	23 mars 1983	21 mars 1983
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1982	3 151 455	921 182	650 100	799 003	1 003 466	1 829 456
- Nombre d'actions en circulation	478,24	166,26	94,01	167,67	252,97	427,22
- Capital (actif net moins sommes distribuables) (en millions de francs)	175,44	198,56	156,25	223,23	273,15	249,26
- Valeur liquidative en francs						
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE 1982 (en millions de francs)	74,65	16,64	7,57	10,70	21,12	28,80
- Dividende net distribué par action	F	F	F	F	F	F
+ Impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal)	23,68	18,06	11,60	13,20	19,75	14,70
- Remise des coupons n°	1,71	0,47	1,97	2,60	1,88	1,95
	17	10 A	5	25	23	79

Les dividendes seront payables à partir du 31 mars 1983 à la SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE, 370, rue Saint-Honoré, 75003 Paris Cedex 01 et dans ses agences. Les actions souscrites jusqu'au 30 juin 1983 - en réinvestissement des dividendes - seront exonérées de tout droit d'entrée.

EMPRUNT 14,90%

Souscrivez à l'emprunt 14,90% du Crédit d'équipement des PME, garanti par l'État.
Montant : 1.500 millions de francs
Taux actuariel brut : 14,99 %
Durée : 10 ans
Obligations de 5.000 francs, émises à 4.982 F.

Souscription dans les banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Caisses d'épargne, les bureaux de poste et chez les agents de change.

Une note d'information (visa COB n° 83.74 du 18.03.83) est disponible sans frais au Crédit d'équipement des PME, 14, rue du 4-Septembre 75002 PARIS



Crédit d'équipement des PME

14, rue du 4-Septembre 75002 PARIS - Tél. 298.80.00

ERRATUM

SKF

Les résultats du groupe SKF en 1982

Les nouveaux chiffres de ventes sont les suivants :

• Janvier, décembre 1982	14 358
• Janvier, décembre 1981	13 570

(Ces chiffres des ventes remplacent ceux publiés dans nos éditions précédentes.)

مكتبة

29 MARS

29/3	Emission Frais intel	Rache net
------	-------------------------	--------------

SICAV

120	118	Academy of Sciences	261 00	249 03
140	130	Airbus	286 04	295 10
141	25	Airbus	286 04	295 10
142	25	Airbus	286 04	295 10
143	25	Airbus	286 04	295 10
144	25	Airbus	286 04	295 10
145	25	Airbus	286 04	295 10
146	25	Airbus	286 04	295 10
147	25	Airbus	286 04	295 10
148	25	Airbus	286 04	295 10
149	25	Airbus	286 04	295 10
150	25	Airbus	286 04	295 10
151	25	Airbus	286 04	295 10
152	25	Airbus	286 04	295 10
153	25	Airbus	286 04	295 10
154	25	Airbus	286 04	295 10
155	25	Airbus	286 04	295 10
156	25	Airbus	286 04	295 10
157	25	Airbus	286 04	295 10
158	25	Airbus	286 04	295 10
159	25	Airbus	286 04	295 10
160	25	Airbus	286 04	295 10
161	25	Airbus	286 04	295 10
162	25	Airbus	286 04	295 10
163	25	Airbus	286 04	295 10
164	25	Airbus	286 04	295 10
165	25	Airbus	286 04	295 10
166	25	Airbus	286 04	295 10
167	25	Airbus	286 04	295 10
168	25	Airbus	286 04	295 10
169	25	Airbus	286 04	295 10
170	25	Airbus	286 04	295 10
171	25	Airbus	286 04	295 10
172	25	Airbus	286 04	295 10
173	25	Airbus	286 04	295 10
174	25	Airbus	286 04	295 10
175	25	Airbus	286 04	295 10
176	25	Airbus	286 04	295 10
177	25	Airbus	286 04	295 10
178	25	Airbus	286 04	295 10
179	25	Airbus	286 04	295 10
180	25	Airbus	286 04	295 10
181	25	Airbus	286 04	295 10
182	25	Airbus	286 04	295 10
183	25	Airbus	286 04	295 10
184	25	Airbus	286 04	295 10
185	25	Airbus	286 04	295 10
186	25	Airbus	286 04	295 10
187	25	Airbus	286 04	295 10
188	25	Airbus	286 04	295 10
189	25	Airbus	286 04	295 10
190	25	Airbus	286 04	295 10
191	25	Airbus	286 04	295 10
192	25	Airbus	286 04	295 10
193	25	Airbus	286 04	295 10
194	25	Airbus	286 04	295 10
195	25	Airbus	286 04	295 10
196	25	Airbus	286 04	295 10
197	25	Airbus	286 04	295 10
198	25	Airbus	286 04	295 10
199	25	Airbus	286 04	295 10
200	25	Airbus	286 04	295 10

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	---

well Inc.	848	570	Empac	7221 88	6894 40
West	87		Eno-Cromance	320 42	305 80
Wheat	338	346	Financiere Private	688 68	625 46
Wm. Chert	348	341	Frontier Investm.	545 22	520 51
Wm. Hartung	940	958	Francy-Garantie	245 34	240 53
Wm. H. H.		12	Francy-Investm.	341 78	325 28
Wm. H. H.	252 50	230	Fr.-Ch. (Franc.)	385 42	386 03
Wm. H. H.	602		Francie	201 19	192 07
Wm. H. H.	282		Francor	208 38	198 94
Wm. H. H.	680	28 40	Francorp	528 38	503 25
Wm. H. H.			Francorp	532 08	503 25

[illegible]

City	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386</
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	--------

Oldham	140	39	134
Pacific St-Henri	322	26	307

SECOND MARCHÉ			
...R.L.	720	725	
...H. (Holl.)	1 37	1 36	
...H. (Holl.)	1820	1820	
...H. (Holl.)	177	180	
...H. (Holl.)	247	250	
...H. (Holl.)	271	272	
...H. (Holl.)	231	231	
...H. (Holl.)	280	280	
...H. (Holl.)	1770	1780	
...H. (Holl.)	215	216	
...H. (Holl.)	408	410	
Hors-cots			
Parish Guiton	444 15	424 01	
Parish Planchon	236 04	237 40	
Parish Planchon	242 18	242 18	
Parish Planchon	242 18	242 18	
Parish Planchon	1128 97	1132 91	
Parish Planchon	352 40	352 40	
Parish Planchon	242 18	242 18	
Parish Planchon	260 90	260 90	
Parish Planchon	164 45	159 89	
Parish Planchon	181 10	183 67	
Parish Planchon	212 70	212 70	
Parish Planchon	405 21	397 32	
Parish Planchon	162 70	155 32	
Parish Planchon	784 74	748 13	
Parish Planchon	272 70	272 70	
Parish Planchon	250 37	250 37	
Parish Planchon	187 61	178 10	
Parish Planchon	263 57	270 71	
Parish Planchon	272 70	272 70	

de la P&G	11 85		Schweitzer	369 90	353 20
er	320	320	Sergueïev	301 90	286 29
de G.D.	70	3 60	Sogerac	694 71	653 21
industriel	13		Sigmar	685	652 58
de	17 90		Silber	277 04	268 56
de	17 90	9 60	U.I.P. Innovation	284 65	271 74
de	378		Ulfaparc	202 50	193 32
de	152 10		Unifactor	575 81	549 70
de			Unigestion	517 61	484 04
de Formes G.E.P.			Uniparc	786 21	753 37
de N.V.	606	598	Uniprim	1 662 71	1 608 04
de	120				
de					

(Appl. m.c.)	80	...	Vietnam	1798 00	1798 00
.....	96	...	Vietnam	320 97	306 42
C.F.N.	89 30	...	Vietnam	118094 96	117976 98
.....	202	...	Worms larvae	605 38	577 94
S.A.	1 36	...			

♦ : prix précédent

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

COTE DES CHANGES		COURS DES BILLETS AUX GUICHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'OR	
COURS OFFICIEL	COURS 29/3	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS 29/3
Libra (£ 1)	7 294	7 298	7	Or fin (en barre)	96500
Dollar (US \$ 1)	296	298	290	Or fin (en lingots)	96100
Franc suisse (Sfr 100)	15 130	15 115	14 150	Pièce Allemagne (20 M)	682
Franc (100 F)	267	266	267	Pièce France (10 L)	419
Mark (100 DM)	84 450	84 960	80	Pièce Italie (200 L)	996
Yen (100 ¥)	100 820	100 800	80	Pièce Japon (100 ¥)	676
Escudo (100 Esc)	10 810	10 811	10 800	Souverain	906
1000 couronnes	9 882	9 897	9 250	Pièce de 20 dollars	3906
1000 liras	5 029	5 038	4 850	Pièce de 10 dollars	1906
1000 L (100 L)	349 800	349 860	338	Pièce de 5 dollars	1050
1000 pesetas	26 500	26 530	26	Pièce de 100 pesetas	4006
1000 roubles	42 620	42 640	42	Pièce de 10 florins	701
1000 (100 pes.)	5 315	5 330	5 200		
1000 (100 esc.)	7 480	7 470	6 900		
1000 (100 r.)	9 937	9 929	5 750		
1000 (100 cour.)	7 906	7 906	5 260		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. RACISME : « Pour une politique de recherche », par Gilles Simon ; « Vivre ensemble », par Tahar Ben Jelloun ; « Le fantasme vert », par Michel de la Fournière ; « Qu'est-ce qu'être français ? », par Alain Badiou.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE : La visite de M. Cheysson en Asie du Sud-Est.
4. AFRIQUE : Les déclarations d'insouciance en Zambie (II), par Jean-Pierre Langellier.
5. EUROPE : R.F.A. : Dans son discours de doyen d'âge au Bundestag, M. Willy Brandt a souhaité que les citoyens des deux Allemagnes « ne s'écartent pas les uns des autres ».

PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

7. L'application du plan d'austérité.
8. L'opposition et l'étude des comportements.
9. L'élection des maires des vingt arrondissements de Paris.
9. DÉFENSE : les services secrets français ont utilisé des agents nazis à partir de 1945.

SOCIÉTÉ

10. MÉDECINE : la grève des étudiants et médecins hospitaliers.
- SPORTS : le tournoi de tennis de Monte-Carlo.
- 10-11. JUSTICE : au tribunal de Mende : les pseudonymes de Bagnols-Bains.

ARTS ET SPECTACLES

13. Le Choix de Sophie, un film d'Alan Pakula, d'après William Styron.
- 14-15. ARCHITECTURE : Prouvé et Loos à l'IFA.
15. PHOTO : Jean-Philippe Charbonnier à Paris, Henri Cartier-Bresson à Genève.
16. GALLERIE : Rétrospective Lapioque à Zurich.
17. EXPOSITIONS.

ÉCONOMIE

23. SOCIAL : coup de force à la mairie de Lille.
- 23-24. AFFAIRES : l'incertain avenir de Manufrance.

RADIO-TELEVISION (21)

- INFORMATIONS « SERVICES » (12) : Les offices de Pâques ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annouces classées (22-23) ; Carnet (11) ; Programmes des spectacles (18 à 20) ; Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde » daté 30 mars 1983 a été tiré à 496 500 exemplaires

CHARTERS ÉTÉ
83
U.S.A.
NEW-YORK
à partir de 2 850 F A/R
AIRCOM-SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

(Publicité)
LE BRUIT REND FOU
L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'aéronautique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se décompose en deux parties pour s'adapter parfaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour la natation. EN PHARMACIE ou 273.30.34.

A B C D E F G

LA LIVRAISON DES PREMIERS AIRBUS A-310 A LUFTHANSA ET A SWISSAIR

Un optimisme hors de saison ?

Toulouse. — L'industrie aéronautique aime les paradoxes : jamais les compagnies aériennes ne se sont vu proposer autant d'avions nouveaux alors que jamais elles n'auront autant manqué d'argent pour les payer. Après Boeing, qui a sorti coup sur coup ses 757 et 767, et en attendant McDonnell Douglas, qui se découvre soudain des projets à pleins cartons, Airbus-Industrie vient de remettre à Swissair et Lufthansa les premiers exemplaires de son nouveau A-310, le petit frère du fameux A-330, grâce auquel le Groupement d'intérêt économique européen parvient à ébranler sérieusement le monopole américain, jusqu'à devenir le premier pourvoyeur des lignes aériennes en avions gros porteurs.

L'événement méritait donc quelque relief. En une époque où la paranoïa fait loi, une commande de vingt-cinq avions par Lufthansa (les dix premiers d'option) et une autre de dix avions par Swissair (six d'option) ne sauraient être prises à la légère. Et il est vrai qu'aucun avion commercial européen n'avait été autant vendu avant sa première livraison — cent-deux exemplaires — et, qu'en tout cas, son glorieux aîné avait vu le jour sous de moins heureux auspices. Mais il est non moins vrai qu'il faudra vendre bien plus qu'une centaine d'A-310 pour rentabiliser l'énorme investissement du programme : le seul développement de l'aile, entièrement nouvelle, par rapport à celle de l'A-300, a coûté près de 6 milliards de francs. Certes, ses dimensions plus modestes que celles de son prédécesseur (210 passagers au lieu de 250 en version de base), ses moteurs plus sobres et un système de pilotage ultra-modernisé permettant d'espérer des économies

De notre envoyé spécial

dans la navigation, en font un avion bien adapté à la période de crise que traverse le transport aérien. Mais, autre différence de taille avec son aîné, il n'est plus seul sur le marché, où il se heurte à l'agressivité de Boeing qui voudrait bien imposer son 787 et qui ne manque pas d'arguments pour le faire.

Or, le marasme aidant, le duel entre les deux grands tourne à la guerre de tranchées. Non seulement aucun des adversaires ne parvient à marquer d'avantages décisifs sur l'autre, mais l'arrêt total de commandes nouvelles depuis plusieurs mois fige chacun sur des positions dangereuses. Aucun nouvel achat d'A-310 n'a été enregistré depuis juillet dernier. Les clients eux-mêmes n'ont pas tous l'assurance des compagnies allemande et suisse : certains souhaiteraient ajourner des livraisons, reporter des options, et le ministre français des transports a paré, dans une réponse à un sénateur, M. Louis Souvet (Dobus, R.P.R.), d'un « étalonnage des livraisons à Air-France » lorsqu'elle a commandé cinq A-310 et pris des options sur dix autres.

M. Jacques Mitterrand, président de la S.N.I.A.S., l'un des coopérateurs industriels du programme Airbus, s'était déjà ému des perspectives commerciales des avions européens, qu'il jugeait obérées par un système de financement des ventes trop archaïque (le Monde du 28 janvier). Devant le comité central d'entreprise de la S.N.I.A.S., il y a quelques jours, M. Jacques Mitterrand a traduit ces inquiétudes d'une manière particulièrement claire, expliquant que la cadence actuelle de production

(soixante-cinq appareils par an) risque fort, sous réserves d'examen en cours au niveau des pays coopérateurs (France, Allemagne fédérale, Belgique, Grande-Bretagne, Espagne), d'être ramenée à cinquante-cinq appareils. Du coup, le rythme de sortie mensuelle des avions tomberait de 5,9 à 4,5.

Mais l'industrie aéronautique ignore certainement le désespoir et le pessimisme. Constructeurs et exploitants semblent, jusque dans les plus noirs moments, conserver une espérance qui confine à la mystique. Au cours de la grande messe qui, mardi 29 mars à Toulouse, marqua la remise des premiers A-310 à Swissair et Lufthansa, M. Bernard Lathière, administrateur-gérant d'Airbus-Industrie, ses hôtes et ont proclamé leur foi dans l'avenir, leur croyance en des temps meilleurs pour le transport aérien.

Et c'est en pensant à un ciel plus clair qu'Airbus-Industrie veut lancer son projet de moyen-courrier de cent cinquante places baptisé A-320. Mais les techniciens ont beaucoup de mal à faire entendre leur credo aux politiques. Le gouvernement français croit aux vertus du projet, mais il paraît un peu seul. La prospection commerciale vient de commencer auprès des acheteurs potentiels, mais on ne sait toujours pas comment le projet, si se concrétise, sera financé. Du coup, une éventuelle décision de lancement est renvoyée à l'automne prochain. Bien sûr, des commandes significatives feraient certainement vite avancer le dossier. La foi ne doit pas seulement donner l'espérance aux techniciens, elle doit leur faire faire des miracles.

JAMES SARAZIN.

La Chine achète deux réacteurs d'avion à la France et aux États-Unis

La République populaire de Chine vient d'acheter à la France et aux États-Unis, qui sont associés à sa fabrication, deux exemplaires du réacteur d'avion CFM-56 qui développe environ 12 tonnes de poussée. Ces deux réacteurs seront montés sur un avion de transport civil Trident, de construction britannique, à la place des trois réacteurs actuels Spey de Rolls Royce et d'une puissance, chacun, de 6 tonnes.

Cette transaction n'a pu se faire qu'avec l'autorisation des gouvernements français et américain. Le réacteur CFM-56 (il s'agit de la version 2 de ce moteur) est conçu, en coopération, par la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) et par la firme américaine General Electric pour diverses applications civiles et militaires. En particulier, le réacteur CFM-56 est en cours d'installation sur les long-courriers Douglas DC-8 du Commandement du transport aérien militaire (Cotam) en France et sur les avions de ravitaillement KC-135 en service dans les armées de l'air française et américaine.

Le marché ne porte, à ce jour, que sur la livraison de deux exemplaires, dont le premier a été acheminé en Chine il y a déjà une semaine. Le second devrait l'être avant trois mois. En outre, il est prévu que des représentants de la SNECMA et de General Electric séjourneront à Shanghai pour, notamment, surveiller l'application de l'accord qui interdit aux techniciens chinois de désassembler sur place le moteur pour une inspection ou un entretien. Dans le cas d'une réparation, le réacteur devra être retourné dans les usines françaises ou américaines des deux constructeurs.

Cette restriction sera levée si la Chine décide d'acquiescer un lot plus important de réacteurs. En effet, il se pourrait que les Chinois éprouvent le besoin de placer de nouveaux moteurs de cette catégorie sur les trente-cinq Trident présentement en service dans leur flotte. On sait, d'autre part, que la Chine envisage de commander des avions Boeing-737 de la série 200. Toutefois, si le choix se portait sur le modèle 300 de ce même avion de base conçu à Seattle, aux États-Unis, il se pourrait que cette version soit équipée de réacteurs CFM-56 (mais il s'agirait alors de la version 3 de ce moteur).

En attendant ces éventuelles commandes, les observateurs s'interrogent : pourquoi les Chinois se contentent-ils d'un achat de deux exemplaires de CFM-56 et pourquoi n'ont-ils pas pris la précaution d'usage de se faire aussi livrer un troisième réacteur de rechange ?

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Le ton est resté très calme mercredi 30 mars sur les principales places européennes, le dollar reflétant un léger repli sur l'ensemble des marchés des changes.

À Paris, le « billet vert » est retombé à 7,2550 F contre 7,2985 F la veille, tandis que le dollar américain se négociait entre 2,4220 et 2,4230 DM à Francfort (2,4320 à 2,4327 DM à Vienne). La monnaie allemande se maintient à 2,9985 F à Paris, ce qui correspond au point le plus élevé du franc français au sein du système monétaire européen. Les dernières dispositions applicables aux résidents français se résument à l'étranger n'ont aucun effet sur les marchés des changes.

Les autorités américaines ont admis par la voix du secrétaire au trésor, M. Donald Regan, que le cours du dollar est un peu trop élevé actuellement, mais Washington a clairement fait savoir qu'il n'entendait pas agir en ce sens que ce soit pour modifier le cours de la monnaie américaine. « Avant que nous acceptions une forme d'intervention sur les marchés des changes ou lés l'instauration de taux de change fixes, ce qui que ce soit de cette nature, nous voudrions que ce soit beaucoup plus étudié », a-t-il déclaré, ajoutant que, la position américaine sur ce sujet était « toujours flexible ».

• Mouvement de grève chez British Leyland. Deux mille ouvriers de l'équipe de nuit de l'usine de Cowley, dans la banlieue de Londres, se sont joints au mouvement entamé le 28 mars par trois mille ouvriers.

L'affaire des déchets de Seveso relance la polémique sur l'élimination des résidus chimiques en France

L'affaire des déchets de Seveso, entrés le 10 septembre 1982 sur le territoire français et convoyés de Marseille à Saint-Quentin (Aisne) par la Société provençale d'élimination de déchets chimiques (SPEDILEC), devrait avoir des suites judiciaires. Le gérant de la société marseillaise, M. Bernard Parigaud, a été convoqué le 29 mars par le juge d'instruction de Saint-Quentin, mais il ne s'est pas présenté. Il devait être entendu ce 30 mars dans les locaux de la police judiciaire d'Amiens.

L'entrepôt de Saint-Quentin, qui avait été sous-loué à la SPEDILEC, a été fermé le 29 mars sur décision du commissaire de la République de l'Aisne. La police judiciaire y a en effet découvert plusieurs centaines de fûts de 200 litres contenant du pyralène — et une partie de la dioxine comme à Seveso. A Amiens, la préfecture de région indique que cet atelier d'élimination du polychlorobiphényle (P.C.B.), ou pyralène, « fonctionne dans des conditions irrégulières ». En conséquence, les déchets pourraient être envoyés dans une usine de retraitement de l'air pour y être « éliminés dans des conditions acceptables pour l'environnement ».

A Roumazières, en Charente, l'affaire des déchets de Seveso, et surtout la carte des décharges, publiée dans le dernier numéro de Science et Vie, a relancé la polémique qui dure depuis des semaines autour d'une décharge qui empoisonne la vie des rivières.

Une piste charentaise ?

De notre correspondant

Angoulême. — L'activité essentielle de Roumazières (1 500 habitants) est la production de briques et tuiles. C'est dans une carrière d'argile désaffectée qu'une entreprise marseillaise, l'Agence pour le conditionnement des déchets (ACODEC), gère une décharge contrôlée. Au fil des années, des milliers de fûts, amenés par des camions néerlandais, belges et italiens, ont été entassés dans cette carrière. Les nuisances provoquées par ces déchets (odeurs suffoquantes, parfois incendie spontané) ont d'ailleurs constitué l'un des thèmes de la dernière campagne électorale. Lorsque les habitants de Roumazières ont appris que le camion qui avait

introduit la dioxine en France le 10 septembre avait été affrété par l'ACODEC, ils ont immédiatement fait le rapprochement avec la société qui gère leur décharge.

Interrogé par les journalistes de la Charente Libre, M. Rocher, le responsable actuel de l'ACODEC, a déclaré : « sur l'honneur » qu'il n'y avait ni dioxine ni matière interdite sur la décharge de Roumazières. Il a affirmé également qu'il n'y avait eu ni livraison ni décharge de fûts la nuit. Cette dernière affirmation est en contradiction complète avec les témoignages des riverains.

Quant à savoir ce que contiennent réellement les milliers de fûts entassés dans la carrière, c'est le mystère. La Charente Libre a révélé que le Service des mines contrôlait les registres tenus par l'exploitant de la décharge mais non le contenu des fûts eux-mêmes. Or il faut se rappeler que la dioxine est entrée en France sous l'appellation fantaisiste de « résidus solides et déchets industriels contenant des produits aromatiques chlorés ».

Lundi, M. Rioux, maire de Roumazières, a donc demandé la fermeture provisoire de la carrière jusqu'à ce qu'une enquête détermine le contenu réel des fûts. Mardi, le commissaire adjoint de la République de Confolens, accompagné du directeur régional des mines, est descendu dans la décharge, a consulté les livres, mais aucun fût n'a été ouvert pour analyse. M. Barbot, commissaire de la République en Charente, a réuni mardi soir tous les fonctionnaires concernés pour examiner la demande du maire de Roumazières. Aucune décision n'a été annoncée à l'issue de cette réunion.

L'impression qui prévalait à Angoulême était que la piste charentaise pour les déchets de Seveso restait très hypothétique.

JEAN-PIERRE DUFRENNÉ.

LA COMMISSION DE BRUXELLES APPROUVE AVEC PRUDENCE LE PLAN DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

(De notre correspondant)

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission a pris connaissance des grandes lignes du programme d'action adopté le 25 mars 1983 par le gouvernement français. Sans se prononcer sur le détail de ces mesures, elle estime en première analyse que ce programme est susceptible de contribuer au renforcement de la convergence à l'intérieur de la Communauté et à la stabilisation du système monétaire européen (S.M.E.).

Tel est le communiqué publié ce mercredi 30 mars par la Commission de Bruxelles. La Commission approuve donc, mais, on s'en rend compte, avec une grande prudence, du bout des lèvres. A tel point que cette circospection, ce souci de s'engager le moins possible a donné lieu, lorsque le dossier a été ouvert, à une controverse entre le président Gaston Thorn et plusieurs commissaires, au premier rang desquels M. François-Xavier Ortoli, le vice-président chargé des affaires économiques et monétaires. Celui-ci estimait que la Commission, à l'instar de ce qu'elle a fait lors des précédents réajustements au sein du S.M.E. (dévaluation du franc belge en février 82 et dévaluation du franc français en juin 82), aurait pu manifester plus nettement et plus chaleureusement son appui à des mesures qui, en vérité, correspondent très largement, s'agissant de la politique conjoncturelle de la France, aux orientations proposées par la Commission elle-même en novembre et approuvées par le conseil des ministres des finances des Dix en décembre.

P.L.L.

BAUME & MERCIER
GENEVE 1830

Riviera

réf. 5222.038/994 : montre pour Homme, bracelet bicolore, or et acier, lunette en or 18 carats - étanche - mouvement à quartz ultra-plet. Disponible en 2 grandeurs FF 9'550.-

Aldebert
16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
79, tg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

mémogenda 83
DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES

3 000 adresses pour choisir votre prochain emploi et gérer votre carrière

- L'annuaire des responsables et services de recrutement cadres
- Les chasseurs de tête et les cabinets de recrutement
- Prenez rendez-vous avec les entreprises qui recrutent
- Le guide des 3^e cycles des formations complémentaires et les principaux centres de formation continue.

Par correspondance contre chèque de 100 F adressé à IDECOM, 57, avenue Montaigne, 75008 Paris. En librairie diffusé par Bordes

RÉOUVERTURE LE 31 MARS
A 15 MINUTES DE L'ÉTOILE
AUTOUR DE LOUËL - 5^e ET 6^e CROIX

54, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES - TEL. 969.54.53

REPAS D'AFFAIRES
CABRE DE VERDURE
SALONS DE RECEPTION

Nouvelle Formule :
MENU GASTRONOMIQUE
à 120 Frcs par pers. et Grande Carte

AuBERGE Cœur VOÛTE
PACHA CLUB DE 22 h. 30 à L'AUBE